



# *Gazette officielle de Québec*

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 17 juin 1967

Quebec, Saturday, June 17, 1967

### Règlements

### Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Imprimeur de la reine,*  
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Queen's Printer*

Parliament Buildings,  
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

**Lettres patentes****A. S. O. Intercom Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1967, constituant en corporation: André St-Onge, industriel, 7830, avenue Du Mail, Bernard Larocque, comptable, 5681, St-Donat, et Paul Dubord, comptable agréé, 7831, avenue Du Mail, tous trois d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électroniques, de systèmes d'intercommunication, de laboratoire de langues, d'équipements servant à l'enseignement et autres, sous le nom de « A. S. O. Intercom inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 4,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

678-67

**Admiral Tag & Label Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, tous deux de Montréal,

**Letters Patent****A. S. O. Intercom Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André St-Onge, industrialist, 7830 Du Mail Avenue, Bernard Larocque, accountant, 5681 St-Donat, and Paul Dubord, chartered accountant, 7831 Du Mail Avenue, all three of Anjou, for the following purposes:

To deal in electronical appliances, intercommunication systems, language laboratories, and equipment serving for the purposes of teaching and others, under the name of "A. S. O. Intercom inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 4,000 preferred class "A" shares of \$10 each and into 4,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

678-67

**Admiral Tag & Label Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, both of Montreal, Jason Ruby,

Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, et Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'étiquettes, fiche et produit d'article pour identification, sous le nom de « Admiral Tag & Label Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 420, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1759-67

**Adoc inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bertrand Allard, notaire, Nicole Lemieux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bertrand Allard, tous deux de 124, boulevard L'Ange-Gardien, et Gilbert Kay, entrepreneur-électricien, 1200, boulevard L'Ange-Gardien nord, tous trois de L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Adoc inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1714-67

**L'Agence un Toit (67) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Mariel Desmarreau, 4522, Duquesne, Constance Desmarais, 1735, Henri-Bourassa, Pauline Marandola, 3453, Orléans, Françoise Blanchette, 3895, Beaubien est, et Louise Lamothe, 2532, Beaubien, toutes cinq secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « L'Agence un Toit (67) inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2125-67

**Ajustement Laval Itée  
Laval Adjustment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Jocelyn Deschamps, ajusteur, Cécile Tanguay, ménagère, épouse dudit Jocelyn Deschamps, tous deux de 360,

advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, and Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, for the following purposes:

To deal in labels, tags and product identification items, under the name of "Admiral Tag & Label Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 420 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1759-67

**Adoc inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bertrand Allard, notary, Nicole Lemieux, housewife, wife separate as to property of the said Bertrand Allard, both of 124 L'Ange-Gardien Blvd., and Gilbert Kay, electrical contractor, 1200 L'Ange-Gardien Blvd. North, all three of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Adoc inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no nominal value and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'Assomption, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1714-67

**L'Agence un Toit (67) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Mariel Desmarreau, 4522 Duquesne, Constance Desmarais, 1735 Henri-Bourassa, Pauline Marandola, 3453 Orléans, Françoise Blanchette, 3895 Beaubien East, and Louise Lamothe, 2532 Beaubien, all five secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To operate ticket reservation agencies and travel offices, under the name of "L'Agence un Toit (67) inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2125-67

**Ajustement Laval Itée  
Laval Adjustment Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jocelyn Deschamps, adjuster, Cécile Tanguay, housewife, wife of the said Jocelyn Deschamps, both of 360 Evelyne, Laval,

Evelyne, Laval, et Robert Dionne, ajusteur, 4348, Sherbrooke ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Ajustement Laval Itée — Laval Adjustment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1768-67

**Allpak (Quebec) Limited**  
**Allpak (Québec) limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 11, chemin De Casson, Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, tous deux de Westmount, et J. Fraser Martin, 691, rue Allion, LaSalle, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de substances variées aux fins d'envelopper, emballer, emballer ou protéger des produits et marchandises, sous le nom de « Allpak (Quebec) Limited — Allpak (Québec) limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1879-67

**Alpenhaus Restaurant Inc.**  
**Restaurant La Maison des Alpes inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Saladin Volkman, agent d'immeuble, 5175, Côte Saint-Luc, Heinz Hitz, restaurateur, 1905, Tupper, tous deux de Montréal, et Elizabeth Jean, secrétaire, épouse de Stanley Harris, 371, 5<sup>e</sup> Avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Alpenhaus Restaurant Inc. — Restaurant La Maison des Alpes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2303-67

**Les Aluminiums résidentiels inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Gustave Cormier, poseur d'aluminium, 685, rue Valois, Jacques-Cartier, André Lessard, poseur d'aluminium, et Ginette Laplante, ménagère, épouse dudit André Lessard, ces deux derniers de 800, rue Désaulniers, app. 5, Longueuil, pour les objets suivants:

and Robert Dionne, adjuster, 4348 Sherbrooke St. West, Montreal, for the following purposes:

To value, estimate and appraise all kinds of goods, properties and operations, under the name of "Ajustement Laval Itée — Laval Adjustment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1768-67

**Allpak (Quebec) Limited**  
**Allpak (Québec) limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Raymond Eric Parsons, 11 De Casson Road, Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, both of Westmount, and J. Fraser Martin, 691 Allion Street, LaSalle, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in various substances for the purposes of enveloping, wrapping, packaging or protecting goods and merchandise, under the name of "Allpak (Quebec) Limited — Allpak (Québec) limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

1879-67

**Alpenhaus Restaurant Inc.**  
**Restaurant La Maison des Alpes inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saladin Volkman, real estate agent, 5175 Côte Saint-Luc, Heinz Hitz, restaurateur, 1905 Tupper, both of Montreal, and Elizabeth Jean, secretary, wife of Stanley Harris, 371, 5th Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Alpenhaus Restaurant Inc. — Restaurant La Maison des Alpes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2303-67

**Les Aluminiums résidentiels inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gustave Cormier, aluminum layer, 685 Valois Street, Jacques-Cartier, André Lessard, aluminum layer, and Ginette Laplante, housewife, wife of said André Lessard, the latter two of 800 Désaulniers Street, apt. 5, Longueuil, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, démolition, réparation de bâtiments de toutes sortes, y compris la pose d'aluminium, sous le nom de « Les Aluminiums résidentiels inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1397-67

**Angel Escort Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, avocat, 5711, Edgemore, Anne Brown, 5501, Adalbert, app. 215, tous deux de Côte Saint-Luc, et Daphne Saunderson, 322, Elm, Westmount, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Conduire un service d'escorte pour hommes et femmes, sous le nom de « Angel Escort Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1454, rue Mountain, suite 304, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2085-67

**Archambault & Archambault inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Jean Chabot, plombier, Denise Racette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Chabot, tous deux de 1456, Aylwin, et Rodolphe Racette, administrateur, 8257, St-Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie foncière de construction, de transport et d'entreposage, ainsi que de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Archambault & Archambault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1485, rue Dézery, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1762-67

**L'Association des Voyageurs professionnels de Commerce 1967 incorporée (A.V.P.C. 1967 inc.)**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Sylvestre, 5, boulevard St-Germain, Rimouski, Gaby Allard, 506, St-Pierre, Roger Tardif 51, St-Henri, Rodrigue Plante, rue Pelletier, et Léopold Lapointe, rue Durocher, ces

To carry on business as general contractors in building, demolition and repair of buildings of all kinds, including the laying of aluminum, under the name of "Les Aluminiums résidentiels inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1397-67

**Angel Escort Service Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Anne Brown, 5501 Adalbert, Apt. 215, both of Côte Saint-Luc, and Daphne Saunderson, 322 Elm, Westmount, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To run a male and female escort service, under the name of "Angel Escort Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1454 Mountain Street, Suite 304, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2085-67

**Archambault & Archambault inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Chabot, plumber, Denise Racette, housewife, wife separate as to property of the said Jean Chabot, both of 1456 Aylwin, and Rodolphe Racette, administrator, 8257 St-Denis, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate construction, transport and storage company, and to deal in all kinds of merchandise, under the name of "Archambault & Archambault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1485 Dézery St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1762-67

**L'Association des Voyageurs professionnels de Commerce 1967 incorporée (A.V.P.C. 1967 inc.)**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Sylvestre, 5 St-Germain Boulevard, Rimouski, Gaby Allard, 506 St-Pierre, Roger Tardif, 51 St-Henri, Rodrigue Plante, Pelletier Street, and Léopold Lapointe, Durocher Street, the last

quatre derniers de Rivière-du-Loup, tous cinq voyageurs de commerce, pour les objets suivants:

Grouper les voyageurs de commerce afin de protéger leurs intérêts et d'améliorer les standards de la profession, sous le nom de « L'Association des Voyageurs professionnels de Commerce 1967 incorporée (A.V.P.C. 1967 inc.) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2891-65

#### Les Assurances Lorquet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Jeanne D'Arc Lorquet, ménagère, épouse de Jules Petronzio, 6740, rue Louis-Hémon, Denyse Girardin, administratrice, fille majeure, 3565, avenue Maplewood, app. 302, et Lise Barbier, secrétaire, fille majeure, 7355, avenue de Lorimier, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Les Assurances Lorquet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2167-67

#### Atlas Technical Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Stefan Pochavsky, administrateur, 3415, Girouard, app. 714, Sylvia Hrycyn, étudiante, fille majeure, 7813, de l'Épée, tous deux de Montréal, et Benjamin L. Louis, avocat, 551, avenue Roslyn, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à rendre des services dans les domaines du dessin industriel, de l'élaboration des projets et de l'embauchage du personnel, sous le nom de « Atlas Technical Services Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1704-67

#### Pamphile Avoine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Nicole Lemelin, 1108, Évangéline, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

four of Rivière-du-Loup, all five travelling salesmen, for the following purposes:

To group the travelling salesmen so as to protect their interests and improve the standards of their profession, under the name of "L'Association des Voyageurs professionnels de Commerce 1967 incorporée (A.V.P.C. 1967 inc.)".

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2891-65

#### Les Assurances Lorquet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeanne D'ARC Lorquet, housewife, wife of Jules Petronzio, 6740 Louis-Hémon Street, Denyse Girardin, executive, fille majeure, 3565 Maplewood Avenue, apt. 302, and Lise Barbier, secretary, fille majeure, 7355 de Lorimier Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Les Assurances Lorquet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2167-67

#### Atlas Technical Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Stefan Pochavsky, executive, 3415 Girouard, Apt. 714, Sylvia Hrycyn, student, fille majeure, 7813 de l'Épée, both of Montreal, and Benjamin L. Louis, advocate, 551 Roslyn Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of rendering services in the fields of industrial design, drafting and personnel placement, under the name of "Atlas Technical Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1704-67

#### Pamphile Avoine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Nicole Lemelin, 1108 Évangéline, both secretaries, filles majeures, and Gilles Coulombe, lawyer, 874 Kennedy North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Pamphile Avoine inc. », avec un capital total de \$90,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$10 chacune, 8,000 actions privilégiées « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3, rue Gingras, Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2142-67

**B D R Construction Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Roland Buisson, 1544, rue des Érables, Shawinigan, Justin Désy, Saint-Sévérin, comté de Champlain, et Roméo Renaud, 2615, 12e avenue, Shawinigan-Sud, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « B D R Construction Itée », avec un capital divisé en 300 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,540 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2084-67

**Guy B. Baillargeon transport inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1967, constituant en corporation: François Lorient, 2188, rue Harvard, Montréal, Raymond Crépeault, 71, chemin Finchley, Hampstead, tous deux avocats, et Jacqueline Roy, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1730, boulevard Dorchester ouest, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Guy B. Baillargeon transport inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 7,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1362-67

**Bakery Leaseholds Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Issie Farbarowitch, comptable agréé, 1255, University, suite 416, Morris Chalkelson, avocat, 4950, Ponsard, et Esther Menard, secrétaire, épouse de Pierre Menard, 5133, St-Hubert, app. 40, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machinerie, usines, pièces, accessoires, ustensiles, appareils et dispositifs utilisés par des boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « Bakery Leaseholds Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Pamphile Avoine inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 900 common shares of \$10 each, 8,000 preferred "A" shares of \$10 each and into 1,000 preferred "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3 Gingras Street, Warwick, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2142-67

**B D R Construction Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Buisson, 1544 des Érables Street, Shawinigan, Justin Désy, Saint-Sévérin, county of Champlain, and Roméo Renaud, 2615, 12th Avenue, Shawinigan-South, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "B D R Construction Itée", with a capital stock divided into 300 common shares without nominal value and 1,540 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Shawinigan-South, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2084-67

**Guy B. Baillargeon transport inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Lorient, 2188 Harvard Street, Montreal, Raymond Crépeault, 71 Finchley Road, Hampstead, both lawyers, and Jacqueline Roy, secretary, fille majeure using her rights, 1730 Dorchester Boulevard West, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Guy B. Baillargeon transport inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and into 7,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1362-67

**Bakery Leaseholds Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Issie Farbarowitch, chartered accountant, 1255 University, Room 416, Morris Chalkelson, advocate, 4950 Ponsard, and Esther Menard, secretary, wife of Pierre Menard, 5133 St-Hubert, Apt. 40, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all machinery, plants, parts, accessories, utensils, apparatus and appliances used by bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Bakery Leaseholds Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common

actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, suite 416, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077

2153-67

#### N. Beaugard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Normand Beaugard, électricien, Gwenneth Beattie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Normand Beaugard, tous deux de 28, rue Academy, Sutton, et Albert Beaugard, électricien, 142 sud, rue St-Charles, Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et exploiter un ou des magasins, atelier de réparations ou magasins et salles d'étalage, sous le nom de « N. Beaugard Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 28, rue Academy, Sutton, district judiciaire de Bedford.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077

1740-67

#### Bergeron & Lachance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Léonard Bergeron, inspecteur, 6565, Édouard, Charlesbourg, Harold Bergeron, gérant de magasin, 62, Lapointe, et Mathias Lachance, commis de bureau, 19, du Plateau, ces deux derniers de Clermont, comté de Charlevoix-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Bergeron & Lachance inc. », avec un capital total de \$120,000, divisé en 12,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Aimé-des-Lacs, district judiciaire de Saguenay.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2132-67

#### Best Service People Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Harry Smith, administrateur, Sally Segal, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Smith, tous deux de 820, Upper Belmont, Westmount, Stephen Messer, vendeur, et Tanalee Smith, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stephen Messer, ces deux derniers de 5035, avenue Roslyn, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et entretenir des postes d'essence et de service pour automobiles, sous le nom de « Best Service People Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordi-

shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Room 416, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2153-67

#### N. Beaugard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Beaugard, electrician, Gwenneth Beattie, housewife, wife contractually separate as to property of the said Normand Beaugard, both of 28 Academy Street, Sutton, and Albert Beaugard, electrician, 142 St. Charles South, Granby, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to operate a store or stores, repair shop or shops and display rooms, under the name of "N. Beaugard Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 28 Academy Street, Sutton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1740-67

#### Bergeron & Lachance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Bergeron, inspector, 6565 Édouard, Charlesbourg, Harold Bergeron, store manager, 62 Lapointe, and Mathias Lachance, office clerk, 19 du Plateau, the latter two of Clermont, county of Charlevoix-East, for the following purposes:

To carry on business as hotel keepers and restaurant keepers, under the name of "Bergeron & Lachance inc.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 12,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Aimé-des-Lacs, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2132-67

#### Best Service People Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Smith, executive, Sally Segal, housewife, wife separate as to property of the said Harry Smith, both of 820 Upper Belmont, Westmount, Stephen Messer, salesman, and Tanalee Smith, housewife, wife separate as to property of the said Stephen Messer, the latter two of 5035 Roslyn Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain gasoline and automobile service stations, under the name of "Best Service People Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 com-

naires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2130-67

**Bijouterie Leduc-Turcotte inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Nicole Lemelin, 1108, Évangéline, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers et exercer les pouvoirs d'une compagnie de gestion, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Bijouterie Leduc-Turcotte inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 190 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 88, rue King ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1245-67

**Boa Ski inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gérard Fecteau, industriel, Évariste Boulanger, Clément Lachance, tous deux garagistes, Clément Roy, commerçant, Émile Bisson, restaurateur, et J.-Clément Masson, notaire, tous six de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous dispositifs ou appareils mécaniques devant servir sur terre, sur mer ou dans les airs, sous le nom de « Boa Ski inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Guadeloupe, district judiciaire de Beauce.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2000-67

**Reynald Boucher inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Reynald Boucher, marchand, Carmel Lafond, ménagère, épouse séparée de biens dudit Reynald Boucher, et Daniel Boucher, commis, tous trois de Saint-Paulin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Reynald Boucher inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

mon shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2130-67

**Bijouterie Leduc-Turcotte inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy north, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Nicole Lemelin, 1108 Évangéline, the two latter secretaries, filles majeures, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, and to exercise the powers of a management, investment and holding company, under the name of "Bijouterie Leduc-Turcotte inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 190 preferred class "A" shares of \$100 each and 200 preferred "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at 88 King St. West, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1245-67

**Boa Ski inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gérard Fecteau, industrialist, Évariste Boulanger, Clément Lachance, both garagemen, Clément Roy, trader, Émile Bisson, restaurateur, and J.-Clément Masson, notary, all six of La Guadeloupe, for the following purposes:

To make and deal all mechanical devices or apparatus to be used on land, on the sea or in the air, under the name of "Boa Ski inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Guadeloupe, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2000-67

**Reynald Boucher inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Reynald Boucher, merchant, Carmel Lafond, housewife, wife separate as to property of the said Reynald Boucher, and Daniel Boucher, clerk, all three of Saint-Paulin, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Reynald Boucher inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Paulin, comté de Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1735-67

### Boulangerie Roma Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Damiano Nicosia, Rosario Nicosia, tous deux de 5885, Jeanne-Mance, et Calogero Nicosia, 1495, L.-O. David, tous trois boulangers, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pain, gâteaux, pâtisseries et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Boulangerie Roma Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6776, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2040-67

### Burmit Limited Burmit limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Louis Abraham De Zwirek, avocat et conseil en Loi de la reine, 4850, Fulton, Stephen Marcovitch, 3250, Ellendale, et Lawrence Diner, 4085, Harvard, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et conduire un commerce de distributeur, de négociant à forfait à commission et celui d'une agence générale d'affaires, celui de manufacturiers, agents et marchands à commission, sous le nom de « Burmit Limited — Burmit limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5795, avenue Decelles, app. 60, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077

2126-67

### Butterfly International Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Simon Venne, avocat, 4125, Bueridge Crescent, Ginette Gauthier, 7450, Lajeunesse, et Murielle Nadeau, 10625, Pelletier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Butterfly International Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company is at Saint-Paulin, county of Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1735-67

### Boulangerie Roma Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Damiano Nicosia, Rosario Nicosia, both of 5885 Jeanne-Mance, and Calogero Nicosia, 1495 L.-O. David, all three bakers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in bread, cakes, pastries and other food articles produced by baking, under the name of "Boulangerie Roma Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6776 St. Lawrence, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2040-67

### Burmit Limited Burmit limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Abraham De Zwirek, advocate and Queen's Counsel, 4850 Fulton, Stephen Marcovitch, 3250 Ellendale, and Lawrence Diner, 4085 Harvard, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a distributorship, jobbing commission and general agency business, and carry on the business of manufacturers' agents and commission merchants, under the name of "Burmit Limited — Burmit limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5795 Decelles Avenue, Apt. 60, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2126-67

### Butterfly International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Simon Venne, advocate, 4125 Bueridge Crescent, Ginette Gauthier, 7450 Lajeunesse, and Murielle Nadeau, 10625 Pelletier, the two latter secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Butterfly International Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 360, St-Jacques ouest, suite 611, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1857-67

**Camp des Érables inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: J. Earl Findlay, mécanicien, 61, rue Belvédère, J. Duncan Brazel, employé de la compagnie de téléphone Bell, 12, Wilson, et C. Monty Winget, retiré, route rurale 3, tous trois de Lennoxville, pour les objets suivants:

Propager la chasse et la pêche et encourager la vie des bois et l'étude de la nature, sous le nom de « Camp des Érables inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est 12, rue Wilson, Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1591-67

**Camping La Miche inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gérard Leclerc, huissier, Françoise Leclerc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Leclerc, tous deux de 2846, Montreuil, Sainte-Foy, et Georgette Audet, secrétaire, fille majeure, 455, Dolbeau, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes, stations estivales, terrains de camping et parcs à roulettes, sous le nom de « Camping La Miche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2846, rue Montreuil, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2068-67

**Camping Roxton inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Roland Major, fonctionnaire, 17, rue Montagne, Jean-Paul Viens, représentant, 40, rue Robinson sud, Georges Arès, chef de département, 105, rue Moreau, Dorilas Lessard, électricien, 351, rue Bourget, et Philippe Kennes, secrétaire, 35, rue Lansdowne, tous cinq de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de

The head office of the company is at 360 St. James St. West, suite 611, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1857-67

**Camp des Érables inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J. Earl Findlay, mechanic, 61 Belvedere Street, J. Duncan Brazel, Bell Telephone employee, 12 Wilson, and C. Monty Winget, retired, Rural route 3, all three of Lennoxville, for the following purposes:

The propagation of fish and game and encouragement of the woods life and the study of nature, under the name of "Camp des Érables inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and own is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation is at 12 Wilson Street, Lennoxville, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1591-67

**Camping La Miche inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Leclerc, bailiff, Françoise Leclerc, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérard Leclerc, both of 2846 Montreuil, Sainte-Foy, and Georgette Audet, secretary, fille majeure, 455 Dolbeau, Quebec, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and tourist homes, summer camps, camping grounds and trailer parks, under the name of "Camping La Miche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2846 Montreuil Street, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2068-67

**Camping Roxton inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Major, civil employee, 17 Montagne Street, Jean-Paul Viens, representative, 40 Robinson Street South, Georges Arès, chief Department, 105 Moreau Street, Dorilas Lessard, electrician, 351 Bourget Street, and Philippe Kennes, secretary, 35 Lansdowne Street, all five of Granby, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps, tourist houses and summer resorts, under the name of "Camping Roxton

« Camping Roxton inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1854-67

#### Camping Royal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Eddy Giguère, avocat, 2825, Poitiers, Lise Gignac, secrétaire, fille majeure, 2592, chemin Ste-Foy, tous deux de Sainte-Foy, et Pierre Trahan, avocat, 880, Eymard, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, terrains de campistes, restaurants et maisons de touristes, sous le nom de « Camping Royal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1943, Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2117-67

#### Canadian Hat Frames Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Efraim Becker, 5000, St-Kevin, Montréal, David Mager, 5708, Rand, Côte-Saint-Luc, tous deux manufacturiers, Sheila Engel, 5774, Hudson, Côte-Saint-Luc, et Rita Brah, 3730, boulevard Mountainview, Saint-Hubert, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de formes de chapeaux, sous le nom de « Canadian Hat Frames Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1652-67

#### Carrière et Pavage Dumonthier Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Denis Gauthier, industriel, O'Neil Perron, comptable, tous deux de Saint-Marc-des-Carrières, et Jean-Marc Gauthier, industriel, 2135, Brûlart, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Carrière et Pavage Dumonthier Itée », avec un capital total de \$80,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1854-67

#### Camping Royal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Eddy Giguère, advocate, 2825 Poitiers, Lise Gignac, secretary, fille majeure, 2592 Ste-Foy Road, both of Sainte-Foy, and Pierre Trahan, advocate, 880 Eymard, Quebec, for the following purposes:

To operate hotels, camping grounds, restaurants and tourist homes, under the name of "Camping Royal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1943 Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2117-67

#### Canadian Hat Frames Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Efraim Becker, 5000 St-Kevin, Montreal, David Mager, 5708 Rand, Côte-Saint-Luc, both manufacturers, Sheila Engel, 5774 Hudson, Côte-Saint-Luc, and Rita Brah, 3730 Mountainview Boulevard, Saint-Hubert, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in hat frames of every descriptions, under the name of "Canadian Hat Frames Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1652-67

#### Carrière et Pavage Dumonthier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Gauthier, industrialist, O'Neil Perron, accountant, both of Saint-Marc-des-Carrières, and Jean-Marc Gauthier, industrialist, 2135 Brûlart, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Carrière et Pavage Dumonthier Itée", with a total capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Wenceslas, district judiciaire de Nicolet.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 5001-66

**Cedars Dragway Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Rod Anderson, vendeur, 4567, Kensington, Montréal, Rosa Gualtieri, avocate, fille majeure, 80, avenue Hudson, app. 10, Mont Royal, et Ron Bracken, commis, 13188, Sunbury, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de piste de course, de course, piste d'accélération parc pour course et exposition de véhicules automobiles de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Cedars Dragway Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1955-67

**Centre de loisirs de Ste-Hélène inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Levesque, électricien, Edmond Thériault, gérant de crédit et Gérard Landry, garagiste, tous trois de Sainte-Hélène, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre de loisirs de Ste-Hélène inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Hélène, comté de Kamouraska, district judiciaire de Kamouraska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1439-67

**Centre Monseigneur Forget inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Désourdy, constructeur, 27, de Normandie, Préville, Lucien Guertin, industriel, 220, Montrose, et Paul Tanguay, courtier d'assurances, 137, Putney, ces deux derniers de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Centre Monseigneur Forget inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2076-67

The head office of the company is at Saint-Wenceslas, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 5001-66

**Cedars Dragway Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rod Anderson, salesman, 4567 Kensington, Montreal, Rosa Gualtieri, advocate, fille majeure, 80 Hudson Avenue, Apt. 10, Mount Royal, and Ron Bracken, clerk, 13188 Sunbury, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business generally of race track, raceway, drag strip, park, for the racing and exhibition of motor vehicles of all kinds and descriptions, under the name of "Cedars Dragway Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1955-67

**Centre de loisirs de Ste-Hélène inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Camille Levesque, electrician, Edmond Thériault, credit manager, and Gérard Landry, garage keeper, all three of Sainte-Hélène, for the following purposes:

To organize recreational centers, under the name of "Centre de loisirs de Ste-Hélène inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Hélène, county of Kamouraska, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1439-67

**Centre Monseigneur Forget inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Désourdy, constructor, 27 de Normandie, Préville, Lucien Guertin, industrialist, 220 Montrose, and Paul Tanguay, insurance broker, 137 Putney, the latter two of Saint-Lambert, for the following purposes:

To establish and manage a recreational center, under the name of "Centre Monseigneur Forget inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2076-67

**Centre d'Oto-Laryngologie Ste-Foy inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Dr Gilles Poulin, Dr Pierre de Blois, tous deux médecins, de 802, Chanoine-Scott, Sainte-Foy, et Pierre Bisson, comptable, 425, boulevard Charest, Québec, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, posséder, administrer et gérer une ou plusieurs cliniques médicales et centres de médecine générale, entre autres des centres d'oto-laryngologie, sous le nom de « Centre d'Oto-Laryngologie Ste-Foy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 802, Chanoine-Scott, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2038-67

**Chain-Store Demonstration Agency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, 250, Clarke, Westmount, Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, Philip Shaposnick, 5485, Coolbrooke, Montréal, et David Goldenblatt, 7295, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de réclame, démonstration, vente, publicité, distribution ou introduction d'aucun et tous produits fabriqués, marchandises, propriété personnelle et articles de commerce et d'industrie de toute sorte et de toute nature, sous le nom de « Chain-Store Demonstration Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077

2052-67

**Chaussures Baladin inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Fernand Joncas, marchand, Richard Joncas, acheteur, et Ginette Joncas, secrétaire, fille majeure, tous trois de 6829, 20e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et au détail de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chaussures Baladin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1479, Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1695-67

**Centre d'Oto-Laryngologie Ste-Foy inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Dr. Gilles Poulin, Dr. Pierre de Blois, both physicians, of 802 Chanoine-Scott, Sainte-Foy, and Pierre Bisson, accountant, 425 Charest Blvd., Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain, possess, administer and manage one or several medical clinics and general medical centers, such as otolaryngology centers, under the name of "Centre d'Oto-Laryngologie Ste-Foy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 802 Chanoine-Scott, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2038-67

**Chain-Store Demonstration Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, 250 Clarke, Westmount, Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Saint-Laurent, Philip Shaposnick, 5485 Coolbrooke, Montreal, and David Goldenblatt, 7295 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business generally of promotions, demonstrations, selling, advertising, distributing or introducing any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature, under the name of "Chain-Store Demonstration Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2052-67

**Chaussures Baladin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Fernand Joncas, merchant, Richard Joncas, buyer, and Ginette Joncas, secretary, fille majeure, all three of 6829, 20th Ave., Montreal, for the following purposes:

To operate a wholesale and retail business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Chaussures Baladin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1479 Fleury east, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1695-67

**Guy Chenevert (Laval) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, tous deux avocats, Francine Végiard, 3465, Hutchison, Montréal, et Jovitte Dmuchalsky, 581, Ladouceur, Laval, ces deux dernières secrétaires, celi-bataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie, accessoires, fournitures de construction, de plomberie et de ferme, sous le nom de « Guy Chenevert (Laval) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2148-67

**Le Club de courses Centenaire inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Bergeron, 192, St-Jules, Grégoire Bergeron, 29, St-Mathieu, tous deux industriels, Patrick Lapointe, entrepreneur en construction, 228, Panet, tous trois de Jonquièrre, Pierre Bergeron, avocat, 1175, Melançon, et Huguette Gaudreault, secrétaire, fille majeure, 51, St-Dominique est, ces deux derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir des courses de chevaux ou autres animaux, d'automobiles, d'hommes ou de toute autre nature, sous le nom de « Le Club de courses Centenaire inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est rang Saint-François, Jonquièrre, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2115-67

**Club Progrès de Saint-Hyacinthe inc.  
Progress Club of St-Hyacinthe Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Boislard, agent de voyage, 1255, Blanchette, Roland Cordeau, comptable agréé, 1555, Girouard, Roger Benoit, comptable, 2790, Girouard, Maurice DesRosiers, courtier en valeurs, 2540, Nelson, Jean Rousseau, commerçant, 1375, Choquette, Denis Robert, avocat, 995, Cardinal-Rouleau, Jacques Perreault, optométriste, 1775, Cascades, tous sept de Saint-Hyacinthe, Yvan Bélanger, nettoyeur, 3306, boulevard Laurier, Douville, et Marc Choquette, gérant de crédit, 905, Villeneuve, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club Progrès de Saint-Hyacinthe inc. — Progress Club of St-Hyacinthe Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

**Guy Chenevert (Laval) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, both advocates, Francine Végiard, 3465 Hutchison, Montreal, and Jovitte Dmuchalsky, 581 Ladouceur, Laval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in hardware, appliances, building supplies, plumbing supplies and farming supplies, under the name of "Guy Chenevert (Laval) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2148-67

**Le Club de courses Centenaire inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Guy Bergeron, 192 St-Jules, Grégoire Bergeron, 29 St-Mathieu, both industrialists, Patrick Lapointe, building contractor, 228 Panet, all three of Jonquièrre, Pierre Bergeron, advocate, 1175 Melançon, and Huguette Gaudreault, secretary, fille majeure, 51 St-Dominique East, the latter two of Chicoutimi, for the following purposes:

To organize and promote horse-race or races of other animals, of automobiles of men or of any other nature, under the name of "Le Club de courses Centenaire inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Range St-François, Jonquièrre, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2115-67

**Club Progrès de Saint-Hyacinthe inc.  
Progress Club of St-Hyacinthe Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Boislard, travel agent, 1255 Blanchette, Roland Cordeau, chartered accountant, 1555 Girouard, Roger Benoit, accountant, 2790 Girouard, Maurice DesRosiers, investment broker, 2540 Nelson, Jean Rousseau, merchant, 1375 Choquette, Denis Robert, advocate, 995 Cardinal-Rouleau, Jacques Perreault, optometrist, 1775 Cascades, all seven of Saint-Hyacinthe, Yvan Bélanger, cleaner, 3306 Laurier Boulevard, Douville, and Marc Choquette, credit manager, 905 Villeneuve, Saint-Joseph, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club Progrès de Saint-Hyacinthe inc.—Progress Club of St-Hyacinthe Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1825-67

**Club social sportif  
des Facteurs de Québec inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: André Boudreau, 651, 4<sup>e</sup> avenue, Léo Couturier, 26, des Chênes ouest, Gilles Gosselin, 315, 16<sup>e</sup> rue, Marcel Verret, 2431, 4<sup>e</sup> avenue, Jean-Louis Marcotte, 213, des Frères ouest, Claude Guillemette, 1245, St-Pascal, et Marcel de Croiselles, 291, 4<sup>e</sup> rue, tous sept facteurs, de Québec, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Club social sportif des Facteurs de Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 364, rue du Pont, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1845-67

**Commission de développements  
industriels de Val-d'Or inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Wilfrid Sabourin, agent d'assurances, 915, Lévis, Léo Vanasse, 1125, 2<sup>e</sup> rue, Jean-Paul Bérubé, 860, Lévis, Florent Houde, 888, boulevard Hôpital, Claude Bienvenue, 1169, 2<sup>e</sup> rue, tous quatre industriels, Armand Brassard, ingénieur, 663, 3<sup>e</sup> avenue, tous six de Val-d'Or, Gilbert Bossé, agent d'assurances, rue Sylvestre, Lac-Lemoine, Roger Roy, pharmacien, 163, La Salle, et John Mark Ferderber, industriel, 197, boulevard Dennison, ces deux derniers de Bourlamaque, pour les objets suivants:

Acheter, louer, ou autrement acquérir, posséder, administrer, améliorer ou contribuer à améliorer des biens immobiliers de toutes sortes et vendre, hypothéquer ou autrement disposer de ces biens, sous le nom de « Commission de développements industriels de Val-d'Or inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 855, 2<sup>e</sup> avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1937-67

**La Compagnie des Grands Spectacles inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Pierre Valcour, officier en relations extérieures, 10884, Durham, Montréal, Jean-Paul Pilon, gérant de municipi-

The head office of the corporation is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1825-67

**Club social sportif  
des Facteurs de Québec inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Boudreau, 651, 4th Avenue, Léo Couturier, 26 des Chênes West, Gilles Gosselin, 315, 16th Street, Marcel Verret, 2431, 4th Avenue, Jean-Louis Marcotte, 213 des Frères West, Claude Guillemette, 1245 St-Pascal, and Marcel de Croiselles, 291, 4th Street, all seven postmen, of Quebec, for the following purposes:

To establish and manage a social and sporting club, under the name of "Club social sportif des Facteurs de Québec inc."

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 364 du Pont Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1845-67

**Commission de développements  
industriels de Val-d'Or inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Wilfrid Sabourin, insurance agent, 915 Lévis, Léo Vanasse, 1125, 2nd Street, Jean-Paul Bérubé, 860 Lévis, Florent Houde, 888 Hospital Boulevard, Claude Bienvenue, 1169, 2nd Street, all four industrialists, Armand Brassard, engineer, 663, 3rd Avenue, all six of Val-d'Or, Gilbert Bossé, insurance agent, Sylvestre Street, Lac-Lemoine, Roger Roy, pharmacist, 163 La Salle, and John Mark Ferderber, industrialist, 197 Dennison Boulevard, the latter two of Bourlamaque, for the following purposes:

To buy, rent, or otherwise acquire, own, manage, improve or contribute to improve all kinds of immoveable property and sell, hypothecate or otherwise dispose of these properties, under the name of "Commission de développements industriels de Val-d'Or inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 855, 2nd Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1937-67

**La Compagnie des Grands Spectacles inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Pierre Valcour, foreign relations official, 10884 Durham, Montreal, Jean-Paul Pilon, municipality manager, 8170 Yves-Prévost,

pulté, 8170, Yves-Prévost, Anjou, Roland Beauregard, 6315, Cairns, André Laporte, 7711, Curé Clermont, tous deux industriels, d'Anjou, et François Wilhelmy, avocat, 6, Jérôme, Laval, pour les objets suivants:

Organiser, préparer, monter, présenter, produire tous genres de spectacles, sous le nom de « La Compagnie des Grands Spectacles inc. », avec un capital total de \$6,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 450, Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 1842-67

Anjou, Roland Beauregard, 6315 Cairns, André Laporte, 7711 Curé Clermont, both industrialists, of Anjou, and François Wilhelmy, advocate, 6 Jérôme, Laval, for the following purposes:

To organize, prepare, mount, present, produce all kinds of shows, under the name of "La Compagnie des Grands Spectacles inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 600 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 450 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1842-67

**La Compagnie de Télécommandes Itée  
Telecontrols Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Eugène Cazalais, 1666, avenue Massenet, Léonard Roy, 103, rue Bazin, tous deux de Laval, et Jacques Cazalais, Sainte-Monique, tous trois techniciens en électronique, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement et l'expertise d'équipement électronique, électrique, électromécanique en général, sous le nom de « La Compagnie de Télécommandes Itée — Telecontrols Company Ltd. », avec un capital total de \$105, divisé en 3 actions ordinaires de \$35 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1666, avenue Massenet, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 1718-67

**La Compagnie de Télécommandes Itée  
Telecontrols Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Eugène Cazalais, 1666 Massenet Ave., Léonard Roy, 103 Bazin, both of Laval, and Jacques Cazalais, Sainte-Monique, all three electronics technicians, for the following purposes:

To promote the development and appraisal of electronic, electric, electro-mechanical equipment in general, under the name of "La Compagnie de Télécommandes Itée — Telecontrols Company Ltd.", with a total capital stock of \$105, divided into 3 common shares of \$35 each.

The head office of the company is at 1666 Massenet Ave., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1718-67

**Construction Parc Georges inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claire Laurin, 6785, rue Hadley, Louise Fortin, 272, rue Rose-Delima, et Adrienne Lafrenière, 7186, rue De Gaspé, toutes trois sténographes, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Parc Georges inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10372, Parc Georges, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 2011-67

**Construction Parc Georges inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claire Laurin, 6785 Hadley Street, Louise Fortin, 272 Rose-Delima Street, and Adrienne Lafrenière, 7186 De Gaspé Street, all three stenographers, filles majeures of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Construction Parc Georges inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 10372 Parc Georges, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2011-67

**Constructions Lavoie & Duchesne limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Albert Lavoie, constructeur, May Aline Simard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Lavoie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 308, St-Jérôme, et Noël Duchesne, constructeur, 422, St-Michel, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

**Constructions Lavoie & Duchesne limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Lavoie, constructor, May Aline Simard, housewife, wife separate as to property of said Albert Lavoie, and duly authorized by him for the presents, both of 308 St-Jérôme, and Noël Duchesne, constructor, 422 St-Michel, all three of Jonquière, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Constructions Lavoie & Duchesne limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

283-67

### La Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Gamelin, Martin Descôteaux, tous deux cultivateurs, Gilles Gamelin, mécanicien, et Rosario Turcotte, entrepreneur, tous quatre de Saint-Joachim-de-Courval, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « La Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Joachim-de-Courval, district judiciaire de Richelieu.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1483-67

### La Corporation des Propriétaires d'établissements licenciés du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Oscar Trépanier, cabaretier, 2280, des Chenaux, Louis Toutant, courtier en assurances, 2699, rue Guimond, et Herman Poisson, comptable, 777, rue William, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Grouper les détenteurs de permis de la Régie des alcools du Québec et étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres, sous le nom de « La Corporation des Propriétaires d'établissements licenciés du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2208-67

### The Cycle Ranch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: John Michelin, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, Louis Orenstein, avocat et conseil en

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Constructions Lavoie & Duchesne limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

283-67

### La Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Gamelin, Martin Descôteaux, both farmers, Gilles Gamelin, mechanic, and Rosario Turcotte, contractor, all four of Saint-Joachim-de-Courval, for the following purposes:

To organize recreational centers, under the name of "La Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation is at Saint-Joachim-de-Courval, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1483-67

### La Corporation des Propriétaires d'établissements licenciés du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Oscar Trépanier, tavern keeper, 2280 des Chenaux, Louis Toutant, insurance broker, 2699 Guimont Street, and Herman Poisson, accountant, 777 William Street, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To group the holders of permits from the Quebec Liquor Board and to study, promote, protect and develop in all ways the economic, social and professional interests of its members, under the name of "La Corporation des Propriétaires d'établissements licenciés du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2208-67

### The Cycle Ranch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, Louis Orenstein, advocate and Queen's

Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, Forest Hill, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchandises, articles et produits de toute sorte et de toute description, sous le nom de « The Cycle Ranch Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16402 ouest, boulevard Gouin, Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2098-67

**Dacal Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Du Mulong, 10440, Viannay, Montréal, Norman Craig, 133, Riverview, Rosemère, Charles L. Knowles, 159, avenue Willowdale, Donald J. Graham, 18, avenue Brentwood, tous deux de Dollard-des-Ormeaux, et Robert A. Brown, 41 Sweet Briar Drive, Beaconsfield, tous les cinq administrateurs, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Dacal Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2127-67

**Maurice Daviau & associés inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Maurice Daviau, représentant, 755, La Bruyère, Jean-Jacques Pelletier, technicien, 6785, Renoir, tous deux de Laval, et Gilles Bergeron, dessinateur, 2789, Bernardin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs et faire des rénovations de toutes sortes, sous le nom de « Maurice Daviau & associés inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3009, boulevard de la Concorde, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1346-67

**Decorama (Rimouski) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 12e rue est, Martin-C. Lepage, 1, rue Belzile, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secré-

Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "The Cycle Ranch Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 16402 Gouin Boulevard West, Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2098-67

**Dacal Incorporated**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Du Mulong, 10440 Viannay, Montreal, Norman Craig, 133 Riverview, Rosemère, Charles L. Knowles, 159 Willowdale Avenue, Donald J. Graham, 18 Brentwood Avenue, both of Dollard-des-Ormeaux, and Robert A. Brown, 41 Sweet Briar Drive, Beaconsfield, all five executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Dacal Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2127-67

**Maurice Daviau & associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Daviau, representative, 755 La Bruyère, Jean-Jacques Pelletier, technician, 6785 Renoir, both of Laval, and Gilles Bergeron, draughtsman, 2789 Bernardin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as decorators, and to make all kinds of renovations, under the name of "Maurice Daviau & associés inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3009 de la Concorde Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1346-67

**Decorama (Rimouski) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: J.-Claude Gagnon, 12th St. East, Martin-C. Lepage, 1 Belzile St., both advocates, and Claudette Lauzier, secretary,

taire, fille majeure, 62, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Decorama (Rimouski) ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1788-67

#### Déménagements St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Bisson, 3911, de la Sapière, Pierre Langevin, 2400, St-Olivier, tous deux avocats, de Trois-Rivières, et Marthe Gravel, secrétaire, fille majeure, 35, Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage, sous le nom de « Déménagements St-Laurent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2097-67

#### Depier incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Marcel Desnoyers, entrepreneur, Pierrette Desnoyers, employée de bureau, épouse séparée de biens dudit Marcel Desnoyers, tous deux de 609, rue St-Michel, Casier postal, 645, et Marcel Beaudoin, entrepreneur-plombier, 702, rue Gagnon, tous trois de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Depier incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 609, rue St-Michel, Casier postal 645, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1766-67

#### Dontigny & Cyr inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Mireille Hammond, 3285, De Courval, Trois-Rivières, Hélène Baribeau, 110, Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Marcel-J.-G. Beaumier, avocat, 101, 4<sup>e</sup> avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Dontigny & Cyr inc. », avec un capital

filles majeure, 62 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Decorama (Rimouski) ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1788-67

#### Déménagements St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Claude Bisson, 3911 de la Sapière, Pierre Langevin, 2400 St-Olivier, both advocates, of Trois-Rivières, and Marthe Gravel, secretary, fille majeure, 35 Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate trucking enterprises, under the name of "Déménagements St-Laurent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2097-67

#### Depier incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Desnoyers, contractor, Pierrette Desnoyers, office employee, wife separate as to property of said Marcel Desnoyers, both of 609 St-Michel Street, Post Office Box 645, and Marcel Beaudoin, plumbing contractor, 702 Gagnon Street, all three of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general contractors, under the name of "Depier incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 609 St-Michel Street, Post Office Box 645, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1766-67

#### Dontigny & Cyr inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Mireille Hammond, 3285 De Courval, Trois-Rivières, Hélène Baribeau, 110 Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, both secretaries, filles majeures, and Marcel-J.-G. Beaumier, advocate, 101, 4th Ave., Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Dontigny & Cyr inc.", with a total capital stock of

total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 30, boulevard Charles-Parent, Beauport, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1950-67

**Drug Supermart Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, Côte St-Luc, Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 3415, Girouard, tous deux de Montréal, et Earl H. Drymer, avocat, 4465, avenue Montrose, Westmount, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Drug Supermart Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2825, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2169-67

**Les Écuries Mascouche inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: René Rivet, camionneur, Joseph Rivet, rentier, tous deux de rue St-Pierre, Saint-Henri-de-Mascouche, Jean-Paul Savard, instituteur, et André Savard, étudiant, ces deux derniers de 915, rue Des Cormiers, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chevaux de toutes sortes et leurs sous-produits, sous le nom de « Les Écuries Mascouche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 915, rue Des Cormiers, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2122-67

**Elle Originals Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, William Levitt, 4869, Dornal, tous deux de Montréal, Max Mendelsohn, 10, Renfrew, Westmount, et Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie générale de négociation, sous le nom de « Elle Originals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

\$40,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 370 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 30 Charles-Parent Blvd., Beauport, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1950-67

**Drug Supermart Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte St. Luc, Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 3415 Girouard, both of Montreal, and Earl H. Drymer, advocate, 4465 Montrose Avenue, Westmount, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Drug Supermart Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2825 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2169-67

**Les Écuries Mascouche inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Rivet, trucker, Joseph Rivet, annuitant, both of St-Pierre St., Saint-Henri-de-Mascouche, Jean-Paul Savard, teacher, and André Savard, student, the two latter of 915 Des Cormiers St., Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of horses and in their by-products, under the name of "Les Écuries Mascouche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 915 Des Cormiers St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2122-67

**Elle Originals Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, William Levitt, 4869 Dornal, both of Montreal, Max Mendelsohn, 10 Renfrew, Westmount, and Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general trading company, under the name of "Elle Originals Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2063-67

#### Encore-Meat Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Henry Shamis, vendeur, 1354, Hertel, Peter O'Connell, chimiste, 4065, Notre-Dame, tous deux de Laval, et John Macher, fabricant de viande, 1600, Louvain, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre des produits alimentaires cuits et cuits au four, spécialement les viandes fumées et tous autres articles, sous le nom de «*Encore-Meat Products Ltd.*», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1692-67

#### Les Entreprises J. G. G. inc. J. G. G. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Hugues Ferron, 2450, rue Athlone, Mont-Royal, Raymond Leboeuf, 6280, Northcrest, tous deux avocats, et Monique Giraldeau, secrétaire, épouse séparée de corps de Jacques Giraldeau, 3495, Dudemaine, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de «*Les Entreprises J. G. G. inc.* — *J. G. G. Enterprises Inc.*», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2133-67

#### Les Entreprises L. O. Royal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Ephrem Ostiguy, chemin Boulais, Jean-Maurice Lalanne, rue St-Grégoire, tous deux industriels, et Raymond Paquette, comptable, 36, St-Vincent, tous trois de Farnham, pour les objets suivants:

Exploiter une ou plusieurs places d'affaires comme entrepreneurs en construction et voirie, sous le nom de «*Les Entreprises L. O. Royal inc.*», avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2063-67

#### Encore-Meat Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henry Shamis, salesman, 1354 Hertel, Peter O'Connell, chemist, 4065 Notre-Dame, both of Laval, and John Macher, meat manufacturer, 1600 Louvain, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal generally in baked and cooked foods, especially smoked meat and any other articles, under the name of «*Encore-Meat Products Ltd.*», with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1692-67

#### Les Entreprises J. G. G. inc. J. G. G. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hugues Ferron, 2450 Athlone St., Mount-Royal, Raymond Leboeuf, 6280 Northcrest, both advocates, and Monique Giraldeau, secretary, wife separate as to bed and board of Jacques Giraldeau, 3495 Dudemaine, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment, holding and management company, under the name of «*Les Entreprises J. G. G. inc.* — *J. G. G. Enterprises Inc.*», with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2123-67

#### Les Entreprises L. O. Royal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Ephrem Ostiguy, Boulais Road, Jean-Maurice Lalanne, St-Grégoire St., both industrialists, and Raymond Paquette, accountant, 36 St-Vincent, all three of Farnham, for the following purposes:

To operate one or several places of business as building and roadwork contractors, under the name of «*Les Entreprises L. O. Royal inc.*», with a capital stock divided into 3,000 common shares of no nominal value and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 392, rue Principale, Farnham, district judiciaire de Bedford.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 1701-67

**Les Entreprises Octogonal inc.**  
**Octogonal Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Perron, constructeur, 7522, boulevard Octogonal, Saint-Michel, Lucien Tessier, gérant, 7140, rue Nogent, Saint-Léonard, et Louis-J. Dubuc, comptable, 7950, des Écores, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs, entrepreneurs généraux et sous-entrepreneurs, sous le nom de « Les Entreprises Octogonal inc. — Octogonal Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7522, boulevard Octogonal, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 2149-67

**Les Entreprises Roland Gagné inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Roland Gagné, entrepreneur, Fleurette Voyer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Gagné, tous deux de Saint-Ambroise, et Jean-Guy Girard, menuisier, 10, ruelle Lévesque, Kenogami, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes leurs spécialités les métiers de travailleurs de bois et d'entrepreneurs généraux pour tous travaux concernant le bois, sous le nom de « Les Entreprises Roland Gagné inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 1993-67

**La Fédération des Marathons de Nage professionnelle du Québec inc.**  
**Quebec Professional Swimming Federation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Raynold Langlois, avocat, 3041, rue Hochelaga, Sainte-Foy, Jeannine Lafflamme, secrétaire, épouse d'Antonio Dion, 118, 11<sup>e</sup> rue, Québec, et Claudette Lefrançois, secrétaire, fille majeure, 6499, Royale, L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une fédération des clubs et organisations de la province de Québec qui organisent des marathons professionnels de nage, sous le nom de « La Fédération des Marathons

The head office of the company is at 392 Main St., Farnham, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1701-67

**Les Entreprises Octogonal inc.**  
**Octogonal Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Perron, builder, 7522 Octogonal Boulevard, Saint-Michel, Lucien Tessier, manager, 7140 Nogent Street, Saint-Léonard, and Louis-J. Dubuc, accountant, 7950, des Écores, Montreal, for the following purposes:

To act as builders, general contractors and sub-contractors, under the name of "Les Entreprises Octogonal inc. — Octogonal Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,600 common shares of \$25 each.

The head office of the company is at 7522 Octogonal Boulevard, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2149-67

**Les Entreprises Roland Gagné inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Gagné, contractor, Fleurette Voyer, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Gagné, both of Saint-Ambroise, and Jean-Guy Girard, joiner, 10 Lévesque Lane, Kenogami, for the following purposes:

To carry on business with all its specialties as wood workers, and as general contractors in all works connected with wood, under the name of "Les Entreprises Roland Gagné inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Ambroise, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1993-67

**La Fédération des Marathons de Nage professionnelle du Québec inc.**  
**Quebec Professional Swimming Federation Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raynold Langlois, advocate, 3041 Hochelaga Street, Sainte-Foy, Jeannine Lafflamme, secretary, wife of Antonio Dion, 118, 11th Street, Quebec, and Claudette Lefrançois, secretary, fille majeure, 6499 Royale, L'Ange-Gardien, county of Montmorency, for the following purposes:

To establish and operate a federation of clubs and organizations in the Province of Quebec which arrange professional swimming marathons, under the name of "La Fédération des Marathons

de Nage professionnelle du Québec inc. — Quebec Professional Swimming Federation Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1874-67

**Fibre de verre T. M. inc.  
Fiber Glass T. M. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Lionel Pelchat, entrepreneur, 1204, St-Louis, Jean-Luc Dutil, avocat, 144, Notre-Dame, Louis-Philippe Duval, agent d'assurances, 22, Bennett sud, et Gaétan Théberge, comptable, 68, rue Ouellet est, tous quatre de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de fibre de verre, plastique, métaux ou bois, sous le nom de « Fibre de verre T. M. inc. — Fiber Glass T. M. Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2081-67

**Les Fibres de verre de l'Estrie inc.  
Estrie Fiber Glass Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Gérard Dionne, technicien, 58, Cité Provence, Black Lake, Rodolphe Nolet, gérant, 428, rue Gingras, Thetford Mines, Clément Roy, commerçant, et Joseph-Aimé Morin, industriel, ces deux derniers de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Les Fibres de verre de l'Estrie inc. — Estrie Fiber Glass Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Guadeloupe, district judiciaire de Beauce.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2073-67

**Flair Fashions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Oscar Lubert, manufacturier, 4705, rue Bourret, app. 209, Roy Maurice, gérant, 2068, rue Workman, tous deux de Montréal, et Alfred Joseph Bowden, administrateur, 241, avenue Clarke, Westmount, pour les objets suivants:

de Nage professionnelle du Québec inc. — Quebec Professional Swimming Federation Inc. ».

The amount to which the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Roberval, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1874-67

**Fibre de verre T. M. inc.  
Fiber Glass T. M. Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Lionel Pelchat, contractor, 1204 St-Louis, Jean-Luc Dutil, advocate, 144 Notre-Dame, Louis-Philippe Duval, insurance agent, 22 Bennett south, and Gaétan Théberge, accountant, 68 Ouellet St. East, all four of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles made wholly or partially of fiber glass, plastic, metals or wood, under the name of « Fibre de verre T. M. inc. — Fiber Glass T. M. Inc. », with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2081-67

**Les Fibres de verre de l'Estrie inc.  
Estrie Fiber Glass Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gérard Dionne, technician, 58 Cité Provence, Black Lake, Rodolphe Nolet, manager, 428 Gingras Street, Thetford Mines, Clément Roy, trader, and Joseph-Aimé Morin, industrialist, the latter two of Guadeloupe, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of all kinds, under the name of « Les Fibres de verre de l'Estrie inc. — Estrie Fiber Glass Inc. », with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Guadeloupe, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2073-67

**Flair Fashions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Oscar Lubert, manufacturer, 4705 Bourret Street, Apt. 209, Roy Maurice, manager, 2068 Workman Street, both of Montreal, and Alfred Joseph Bowden, executive, 241 Clarke Avenue, Westmount, for the following purposes:

Manufacturier de la toile, du coton, laine peignée et autres substances fibreuses, en faire le commerce, sous le nom de « Flair Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1990-67

**A. Fournier, plâtrier Itée**  
**A. Fournier, Plasterer Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Albert Fournier, plâtrier, Lucille Léger, ménagère, épouse dudit Albert Fournier, tous deux de 217, O'Brien, Gatineau, et Morris Delaney, commis de bureau, 50, Queen Mary, Ottawa, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux, outillage et appareils dont se servent les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « A. Fournier, plâtrier Itée — A. Fournier, Plasterer Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2155-67

**Franmiche inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1967, constituant en corporation: Micheline Corbeil, fille majeure, 2540, chemin Ste-Catherine, Montréal, Ls-Gilles Gagnon, 371, de Lorraine, Longueuil, et Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Franmiche inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 19,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2074-67

**G.-G.-S. Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1967, constituant en corporation: Anna-Marie Boulianne, Micheline Girard, 161, rue Chauvin, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Guy Dufour, commis, 239, rue Tessier, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Établir, exercer et exploiter le commerce de l'hôtellerie et des restaurants en général, sous le nom de « G.-G.-S. Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$20 chacune.

To manufacture and deal in linen, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, under the name of "Flair Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1990-67

**A. Fournier, plâtrier Itée**  
**A. Fournier, Plasterer Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Fournier, plasterer, Lucille Léger, housewife, wife of said Albert Fournier, both of 217 O'Brien, Gatineau, and Morris Delaney, office clerk, 50 Queen Mary, Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To deal in all kinds of material, tools and appliances generally used by general contractors and constructors, under the name of "A. Fournier, plâtrier Itée — A. Fournier, Plasterer Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2155-67

**Franmiche inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Micheline Corbeil, fille majeure, 2540 Ste-Catherine Road, Montreal, Ls-Gilles Gagnon, 371 de Lorraine, Longueuil, and Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Franmiche inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and into 19,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2074-67

**G.-G.-S. Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Anna-Marie Boulianne, Micheline Girard, 161 Chauvin St., both secretaries, filles majeures, and Jean-Guy Dufour, clerk, 239 Tessier St., all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To establish, and operate a hotel and restaurant trade in general, under the name of "G.-G.-S. Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$20 each.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1026-67

**G. S. L. développement inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Léo Ledoux, entrepreneur, 53, rue Lavigne, Sainte-Geneviève, Lucien Ledoux, administrateur, 4920, rue Nanterre, Pierrefonds, et Barnabas Vizkelety, avocat, 275, rue St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « G. S. L. développement inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4920, rue Nanterre, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2103-67

**Gélinas-Meloche  
Commercial Equipment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1967, constituant en corporation: Normand Meloche, homme d'affaires, Thérèse Dostie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Normand Meloche, tous deux de 5984, Place des Preaux, Saint-Léonard, et Micheline Fréchette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Wilson Gélinas, 31, rue Valmont, Repentigny, pour les objets suivants:

Fabriquer et installer toutes sortes d'appareils et accessoires électriques et en faire l'entretien, sous le nom de « Gélinas-Meloche Commercial Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1893-67

**Gestion Laterna Magika Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1967, constituant en corporation: George Gordon Kohl, avocat, 666, Casgrain, Saint-Lambert, Albert Devereux Thornton, comptable, 104, chemin Devon, Baie-d'Urfé, Kathleen Ann Coughlin, secrétaire, célibataire, 6920, Fielding, Montréal, et Catherine Leitch Parsons, secrétaire, divorcée, 2802, boulevard Toupin, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Diriger des théâtres et des cinémas, sous le nom de « Gestion Laterna Magika Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1026-67

**G. S. L. développement inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Ledoux, contractor, 53 Lavigne Street, Sainte-Geneviève, Lucien Ledoux, administrator, 4920 Nanterre Street, Pierrefonds, and Barnabas Vizkelety, lawyer, 275 St-Jacques Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "G. S. L. développement inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4920 Nanterre Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2103-67

**Gélinas-Meloche  
Commercial Equipment Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Normand Meloche, businessman, Thérèse Dostie, housewife, wife contractually separate as to property of the said Normand Meloche, both of 5984 Place des Preux, Saint-Léonard, and Micheline Fréchette, housewife, wife contractually separate as to property of Wilson Gélinas, 31 Valmont Street, Repentigny, for the following purposes:

To manufacture and install all kinds of electrical appliances and accessories, and to keep them in repair, under the name of "Gélinas-Meloche Commercial Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1893-67

**Gestion Laterna Magika Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: George Gordon Kohl, advocate, 666 Casgrain, Saint-Lambert, Albert Devereux Thornton, accountant, 104 Devon Road, Baie-d'Urfé, Kathleen Ann Coughlin, secretary, spinster, 6920 Fielding, Montreal, and Catherine Leitch Parsons, secretary, divorced, 2802 Toupin Boulevard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To administer theatres and moving picture houses, under the name of "Gestion Laterna Magika Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2036-67

**Grandin Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Carole Hébert, 264, rue Regent, Deux-Montagnes, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits de toute sorte et description, sous le nom de « Grandin Company Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 38, 18e Avenue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2086-67

**Les Habitations Grillon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1967, constituant en corporation: Stanislas Brousseau, entrepreneur, Jeannine Tessier, ménagère, épouse dudit Stanislas Brousseau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 11586, Ovila-Boucher, Montréal-Nord, André Campeau, voyageur, et Raymonde Pilenière, ménagère, épouse dudit André Campeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 5631, Roi-René, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Habitations Grillon inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 50 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 20 actions privilégiées classe « B » de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1190-67

**Habitations Jeunesse, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Beauchemin, prêtre, Pavillon Louis-Martin, Le Séminaire, Gaétan Brillant, prêtre, École Normale Tanguay, tous deux directeurs d'étudiants, Charles-A. Cantin, directeur adjoint, Institut de Technologie, 57, Notre-Dame, Yvon Côté, avocat, 93, 10e rue, Jacqueline Cyr, fille majeure, directrice, Institut Familial, 290, Belzile, Lucien Dumas, conseiller pédagogique, 143, St-Joseph, Mgr Joseph-Antoine Gagnon, directeur, Institut de Technologie, 22, rue St-Louis, Dr Victor Lepage, médecin, 217, St-Germain, et

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2036-67

**Grandin Company Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, Carole Hébert, 264 Regent Street, Deux-Montagnes, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds or descriptions, under the name of "Grandin Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 38, 18th Avenue, Roxboro, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2086-67

**Les Habitations Grillon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanislas Brousseau, contractor, Jeannine Tessier, housewife, wife of the said Stanislas Brousseau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 11586 Ovila-Boucher, Montreal-North, André Campeau, traveller, and Raymonde Pilenière, housewife, wife of the said André Campeau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 5631 Roi-René, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Habitations Grillon inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 3,500 common shares of \$10 each, 50 class "A" preferred shares of \$100 each and 20 class "B" preferred shares of \$500 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1190-67

**Habitations Jeunesse, inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Beauchemin, priest, Louis-Martin Pavillon, Le Séminaire, Gaétan Brillant, priest, Tanguay Normal School, both student directors, Charles-A. Cantin, associate director, Technology Institute, 57 Notre-Dame, Yvon Côté, advocate, 93, 10th Street, Jacqueline Cyr, fille majeure, directress, Institut Familial, 290 Belzile, Lucien Dumas, pedagogic adviser, 143 St-Joseph, Mgr Joseph-Antoine Gagnon, director, Technology Institute, 22 St-Louis Street, Dr. Victor Lepage, physician, 217 St-Germain, and

Rita Roy, fille majeure, directrice d'étudiantes, École Normale des Ursulines, tous neuf de Rimouski, pour les objets suivants:

Fournir aux étudiants de niveau post-secondaire, dans la région du Bas St-Laurent, des résidences et autres locaux, sous le nom de « Habitations Jeunesse, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000,000.

Le siège social de la corporation est 60, rue de l'Évêché ouest, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1853-67

#### Harmonie de Princeville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roméo Côté, boucher, Richard Pellerin, secrétaire, et Roger Côté, expéditeur, tous trois de Princeville, pour les objets suivants:

Organiser et établir un ensemble musical, sous le nom de « Harmonie de Princeville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1761-67

#### Havre Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Michael Rusko, 3500, rue Mountain, Montréal. David Gregory, 218, avenue Morrison, Mont Royal, tous deux avocats, et Helen M. Glasgow, secrétaire, veuve non-remariée de feu Huntly H. Buchan, 5542, Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Havre Construction Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, place Pruneau, Shawinigan Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1869-67

#### Hitland Clay Products Inc.

#### Les Glaises Hitland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Hjalmar Andreas Kaare Hitland, homme d'affaires, Louis Lambert, hôtelier, tous deux d'Amos, Roger-L. Beaulieu, avocat et conseil en Loi de la reine, 3044, St-Sulpice, Maurice-E. Lagacé, 4150, chemin Travalgar, tous deux de Montréal, René Doucet, 1, d'Artois, Préville, et Bruce Clevin,

Rita Roy, fille majeure, student directress, Ursulines Normal School, all nine of Rimouski, for the following purposes:

To provide residences and other premises to students of post-secondary level in the Lower St-Lawrence region, under the name of "Habitations Jeunesse, inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$20,000,000.

The head office of the corporation is at 60 de l'Évêché Street, West, Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1853-67

#### Harmonie de Princeville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roméo Côté, butcher, Richard Pellerin, secretary, and Roger Côté, shipper, all three of Princeville, for the following purposes:

To organize and establish a musical ensemble, under the name of "Harmonie de Princeville inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire or possess is of \$30,000.

The head office of the corporation is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1761-67

#### Havre Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Michael Rusko, 3500 Mountain Street, Montreal, David Gregory, 218 Morrison Avenue, Mount Royal, both advocates, and Helen M. Glasgow, secretary, unmarried widow of the late Huntly H. Buchan, 5542 Coolbrook, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Havre Construction Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 110 Place Pruneau, Shawinigan South, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

1869-67

#### Hitland Clay Products Inc.

#### Les Glaises Hitland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Hjalmar Andreas Kaare Hitland, businessman, Louis Lambert, hotel keeper, both of Amos, Roger-L. Beaulieu, advocate and Queen's Counsel 3044 St. Sulpice, Maurice-E. Lagacé, 4150 Travalgar Road, both of Montreal, René Doucet, 1 d'Artois, Préville, and Bruce Clevin, 225 Lazard, Mount Royal,

225, Lazard, Mont Royal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes et aucune de leurs spécialités, les commerces et les activités d'une compagnie minière, meunière pétrolière, de gaz naturel d'affinage, de réduction et de développement, sous le nom de « Hitland Clay Products Inc.— Les Glaises Hitland inc. », avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires catégorie « A » sans valeur au pair et 1,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 1921-67

**Hochelaga Development Company Ltd.  
La Compagnie de Développement  
Hochelaga Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, David Terence Dingle, 560, Lansdowne, et Graham Nesbitt, 250, avenue Clarke, tous trois avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de mise en valeur, de placement, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Hochelaga Development Company Ltd.— La Compagnie de Développement Hochelaga Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1717, du Havre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 2106-67

**Hôpital vétérinaire Pointe-Claire inc.  
Pointe-Claire Veterinary Hospital Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, 3760, Havard, Guy Lacoste, 3787, Vendôme, tous deux notaires, et René Forest, fonctionnaire, 4343, Earnsliffe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et administrer un hôpital vétérinaire, sous le nom de « Hôpital vétérinaire Pointe-Claire inc.— Pointe-Claire Veterinary Hospital Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 780 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 83, boulevard Métropolitain, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1694-67

**Immeubles Bergevin inc.  
Bergevin Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Ruth Parent, épouse d'Yvon Gagné, 2405, Henri-Bourassa est, Sylvia Paradis, fille majeure, 10587, St-Hubert, toutes

the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on in any and all of their branches the businesses and operations of a mining, milling, petroleum, natural gas, refining, reduction and development company, under the name of "Hitland Clay Products Inc.— Les Glaises Hitland inc.", with a capital stock divided into 1,000 class "A" shares without par value and 1,000 class "B" shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1921-67

**Hochelaga Development Company Ltd.  
La Compagnie de Développement  
Hochelaga Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, David Terence Dingle, 560 Lansdowne, and Graham Nesbitt, 250 Clarke Avenue, all three advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a development, investment, management and holding company, under the name of "Hochelaga Development Company Ltd.— La Compagnie de Développement Hochelaga Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1717 du Havre, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2106-67

**Hôpital vétérinaire Pointe-Claire inc.  
Pointe-Claire Veterinary Hospital Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, 3760 Havard, Guy Lacoste, 3787 Vendôme, both notaries, and René Forest, functionary, 4343 Earnsliffe, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and administer a veterinary hospital, under the name of "Hôpital vétérinaire Pointe-Claire inc.— Pointe-Claire Veterinary Hospital Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 780 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 83 Metropolitan Blvd., Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1694-67

**Immeubles Bergevin inc.  
Bergevin Realities Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ruth Parent, wife of Yvon Gagné, 2405 Henri-Bourassa East, Sylvia Paradis, fille majeure, 10587 St-Hubert, both of

deux de Montréal, et Denise Desroches, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeuble, sous le nom de « Immeubles Bergevin inc. — Bergevin Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8855, Henri-Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1311-67

#### Les Immeubles Val-Marie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Sylvio Lacroix, marchand, Sylvia Lacroix, étudiante, fille majeure, tous deux de 1185, St-Maurice, Trois-Rivières, et André Verrette, industriel, 115, du Parc, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de transactions immobilières, sous le nom de « Les Immeubles Val-Marie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2010-67

#### Imprimerie Pierrefonds Itée Pierrefonds Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Eric Smith, 414, avenue Wood, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « Imprimerie Pierrefonds Itée — Pierrefonds Printing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2014-67

#### Les Industries Dolbeau Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Yvon Gagnon, industriel, Fernand Gonthier, commis-comptable, et Auguste Niquet, commis, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce en gros et au détail de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Industries Dolbeau Itée », avec un capital total de \$40,000,

Montreal, and Denise Desroches, wife of Claude Aude, 69, 5th Street, Laval, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as realty brokers, under the name of "Immeubles Bergevin inc. — Bergevin Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8855 Henri-Julien, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1311-67

#### Les Immeubles Val-Marie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvio Lacroix, trader, Sylvia Lacroix, student, fille majeure, both of 1185 St-Maurice, Trois-Rivières, and André Verrette, industrialist, 115 du Parc, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as a construction or real estate transaction company, under the name of "Les Immeubles Val-Marie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2010-67

#### Imprimerie Pierrefonds Itée Pierrefonds Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Eric Smith, 414 Wood Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general printers, under the name of "Imprimerie Pierrefonds Itée — Pierrefonds Printing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2014-67

#### Les Industries Dolbeau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Yvon Gagnon, industrialist, Fernand Gonthier, clerk-accountant, and Auguste Niquet, clerk, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to operate a wholesale and retail trade dealing in all kinds of materials, under the name of "Les Industries Dolbeau Itée", with a total capital stock of \$40,000,

divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1863-67

**Interplas ltée**  
**Interplas Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Albert Weilmayer, homme d'affaires, 811, rue Duluth est, Roland Bourret, et Louis Lamontagne, ces deux derniers avocats, de 801, rue Sherbrooke est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles faits en tout ou en partie de plastique ou de matériel semblable, sous le nom de « Interplas ltée — Interplas Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2099-67

**Jagnon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Antonio Beaudoin, comptable, 245, McManamy, Roger Veilleux, comptable agréé, 911, des Jacinthes, et Jacques O'Bready, avocat, 581, Bouchette, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jagnon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2108-67

**Jay-El Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, 5175, Côte St-Luc, Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, tous deux de Montréal, Earl H. Drymer, 4465, avenue Montrose, Westmount, tous trois avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 3415, Girouard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Jay-El Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1863-67

**Interplas ltée**  
**Interplas Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Weilmayer, businessman, 811 Duluth Street East, Roland Bourret, and Louis Lamontagne, the latter two advocates, 801 Sherbrooke Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles made in whole or in part of plastic or similar material, under the name of "Interplas ltée — Interplas Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 801 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2099-67

**Jagnon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Beaudoin, accountant, 245 McManamy, Roger Veilleux, chartered accountant, 911 des Jacinthes, and Jacques O'Bready, advocate, 581 Bouchette, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jagnon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2108-67

**Jay-El Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, both of Montreal, Earl H. Drymer, 4465 Montrose Avenue, Westmount, all three advocates, and Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 3415 Girouard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jay-El Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 2825, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2170-67

#### La Jeune Chambre de Matane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Luigi Piazzalunga, vendeur, 119, de la Fabrique, Elphège Massé, ingénieur, 145, Étienne-Gagnon, Victor Bernier, employé des postes, 392, avenue Desjardins, Réal Bélanger, comptable, 124, rue Lebel, Gaston Pelletier, évaluateur, 199, rue Riverin, et Danièle LeBreux, secrétaire, fille majeure, 186, St-Sacrement, tous six de Matane, pour les objets suivants:

Travailler au progrès économique, civique et social de la ville et la région de Matane, sous le nom de « La Jeune Chambre de Matane inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1310-67

#### La Jeune Chambre de St-Alexis-des-Monts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: André Allard, vendeur, boulanger, 8, St-Alfred, Jean-Louis Houle, ébéniste, et Michel Vallières, professeur, tous trois de Saint-Alexis, pour les objets suivants:

Contribuer à la formation intégrale des individus membres par un complément de culture et d'entraînement pratique au moyen de l'étude et de l'action, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Alexis-des-Monts ».

La corporation n'acquerra ni ne possédera aucun bien immobilier.

Le siège social de la corporation est à Saint-Alexis, district judiciaire de Maskinongé.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1411-67

#### La Jeune Chambre de St-Marc-des-Carrières

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-E. Trottier, épicier-boucher, Dominique Julien, comptable, et Gabriel Tremblay, secrétaire, tous trois de Saint-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et culturels de ses membres, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Marc-des-Carrières ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$15,000.

The head office of the company is at 2825 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2170-67

#### La Jeune Chambre de Matane inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Luigi Piazzalunga, salesman, 119 de la Fabrique, Elphège Massé, engineer, 145 Étienne-Gagnon, Victor Bernier, post office employee, 392 Desjardins Avenue, Réal Bélanger, accountant, 124 Lebel Street, Gaston Pelletier, appraiser, 199 Riverin Street, and Danièle LeBreux, secretary, fille majeure, 186 St-Sacrement, all six of Matane, for the following purposes:

To work at the economic, civic and social progress of the town and region of Matane, under the name of "La Jeune Chambre de Matane inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1310-67

#### La Jeune Chambre de St-Alexis-des-Monts

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Allard, salesman Baker, 8 St-Alfred, Jean-Louis Houle, cabinet-maker, and Michel Vallières, professor, all three of Saint-Alexis, for the following purposes:

To contribute to the complete formation of the members persons by a full achievement of culture and practical training by the way of study and action, under the name of "La Jeune Chambre de St-Alexis-des-Monts".

The corporation will not acquire nor possess any immoveable property.

The head office of the corporation is at Saint-Alexis, judicial district of Maskinongé.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1411-67

#### La Jeune Chambre de St-Marc-des-Carrières

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges-E. Trottier, grocer-butcher, Dominique Julien, accountant, and Gabriel Tremblay, secretary, all three of Saint-Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop, in all manners the economical, social and cultural interests of its members, under the name of "La Jeune Chambre de St-Marc-des-Carrières".

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire and possess is of \$15,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.  
*Le Sous-secrétaire de la province,*  
 RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 2016-67

**Jeune Chambre Forestville-St-Luc**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Bouchard, trésorier, 14e rue, André Chamberland, agent de la Sûreté provinciale, 11, 5e avenue, Donald Foster, constable, 5, 1ère avenue, Fernand Émond, technicien en radio, 23, 11e rue, Jacques Levesque, électricien, 1, 6e avenue, Jean-Louis Parent, ingénieur, 3e rue, Léon Robichaud, 21, 12e rue, et Guy Simard, 7, 1ère rue, ces deux derniers professeurs, tous huit de Forestville, pour les objets suivants:

Promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et culturels des membres, sous le nom de « Jeune Chambre Forestville-St-Luc ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
 RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 913-67

**J. Jodoin Itée  
 J. Jodoin Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Julien Jodoin, plombier, Agathe Girouard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Julien Jodoin, tous deux de 626, Hickson, Verdun, et Paul-Émile Bélanger, plombier, 4579, Rivard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « J. Jodoin Itée — J. Jodoin Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
 RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 2048-67

**Jonquière Steak House Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Georges Larouche, commerçant, Germaine Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges Larouche, tous deux de 88, rue Jeanne-Mance, Vincent Aubé, fonctionnaire, et Esther Simard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Vincent Aubé, ces deux derniers de 476, rue St-Bernard, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Jonquière Steak House Inc. », avec un

The head office of the corporation is at Saint-Marc-des-Carrières, judicial district of Québec.  
 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2016-67

**Jeune Chambre Forestville-St-Luc**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Bouchard, treasurer, 14th Street, André Chamberland, Provincial Police agent, 11, 5th Avenue, Donald Foster, constable, 5, 1st Avenue, Fernand Émond, radio technician, 23, 11th Street, Jacques Levesque, electrician, 1, 6th Avenue, Jean-Louis Parent, engineer, 3rd Street, Léon Robichaud, 21, 12th Street, and Guy Simard, 7, 1st Street, the latter two professors, all eight of Forestville, for the following purposes:

To promote, protect and develop in every way the economic, social and cultural interests of the members, under the name of "Jeune Chambre Forestville-St-Luc".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Forestville, judicial district of Hauterive.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 913-67

**J. Jodoin Itée  
 J. Jodoin Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Julien Jodoin, plumber, Agathe Girouard, housewife, wife separate as to property of the said Julien Jodoin, both of 626 Hickson, Verdun, and Paul-Émile Bélanger, plumber, 4579 Rivard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "J. Jodoin Itée — J. Jodoin Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2048-67

**Jonquière Steak House Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Georges Larouche, trader, Germaine Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of said Georges Larouche, both of 88 Jeanne-Mance Street, Vincent Aubé, civil employee, and Esther Simard, housewife, wife separate as to property of said Vincent Aubé, the latter two of 476 St-Bernard Street, all four of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Jonquière Steak House Inc.", with

capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquières, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1807-67

#### K. E. D. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Krikor Edward Djouboulian, surveillant, Olga Marie Djouboulian, ménagère, épouse commune en biens dudit Krikor Edward Djouboulian, et Helen Mitchell, ménagère, épouse commune en biens de Courtland Mitchell, tous trois de 5293, avenue Mariette, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « K. E. D. Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1396, ouest, rue Ste-Catherine, suite 226, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2087-67

#### Katya inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Pierre Legrand, 1435, Cap Éternité, Laval, Raymond Crevier, 497, chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont, et Jacques Laurent, 195, Marcotte, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, exploiter et administrer toutes sortes d'entreprises et de commerces, sous le nom de « Katya inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1880-67

#### Kawasaki Motorcycle Center Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Charles Mines, vendeur, Dulcie Peggy G. Mines, ménagère, épouse commune en biens dudit Charles Mines, tous deux de 1115, Lloyd George, Verdun, et Anne H. Tarte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de George Tarte, 2230, Laure-Conan, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme vendeurs de motocyclettes et d'automobiles, de moteurs, de machinerie et de tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Kawasaki Motorcycle Center Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2154-67

a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Jonquières, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1807-67

#### K. E. D. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Krikor Edward Djouboulian, supervisor, Olga Marie Djouboulian, housewife, wife common as to property of the said Krikor Edward Djouboulian, and Helen Mitchell, housewife, wife common as to property of Courtland Mitchell, all three of 5293 Mariette Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "K. E. D. Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1396 St. Catherine Street West, Suite 226, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2087-67

#### Katya inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Legrand, 1435 Cap Éternité, Laval, Raymond Crevier, 497 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, and Jacques Laurent, 195 Marcotte, Saint-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To acquire, operate and direct all kinds of enterprises and businesses, under the name of "Katya inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1880-67

#### Kawasaki Motorcycle Center Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Mines, salesman, Dulcie Peggy G. Mines, housewife, wife common as to property of the said Charles Mines, both of 1115 Lloyd George, Verdun, and Ann H. Tarte, housewife, wife contractually separate as to property of George Tarte, 2230 Laure-Conan, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as motorcycle and automobile dealer, motors, machinery and all its accessories and parts, under the name of "Kawasaki Motorcycle Center Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2154-67

**L. & M. Fuel Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Alexander Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, et Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de charbon, coke, huile, bois de chauffage, gaz naturel et tous autres produits de combustibles, chauffage ou lubrifiants, sous le nom de « L. & M. Fuel Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1832-67

**F. R. Laberge Itée**  
**F. R. Laberge Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, Helen Michaud, 807, rue Duluth est, toutes trois secrétaires, filles majeures, et Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie foncière, d'entreprise et de sous-entreprise, de construction et de développement général, de transport, de sondage et d'étude et examen des sols, sous le nom de « F. R. Laberge Itée — F. R. Laberge Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 435, boulevard Décarie, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-0 2146-67

**Labo-Tek Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Pierre Lesage, 772, Émile-Côté, Bruno Bernard, 3400, Carré Couillard, tous deux avocats, Joseph-Henri Coulombe, ingénieur-conseil, 2799, Ville-Marie, tous trois de Sainte-Foy, et Paul Rousseau, architecte, 1170, de Salaberry, Québec, pour les objets suivants:

Se livrer à des expertises de nature scientifique, industrielle et commerciale et exploiter des laboratoires de recherches et d'analyses, sous le nom de « Labo-Tek Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

**L. & M. Fuel Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, advocate and Queen's Counsel, 105 Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, and Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in coal, coke, oil, cordwood, natural gas and any and all other fuel combustibles and heating or lubricating products, under the name of "L. & M. Fuel Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0 1832-67

**F. R. Laberge Itée**  
**F. R. Laberge Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores St., Ginette Murray, 2351 Bellechasse St., Helen Michaud, 807 Duluth St. East, all three secretaries, filles majeures, and Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson St., all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, enterprise and sub-enterprise company, to carry out works of construction and general development, transportation, to bore into, study and examine earth, under the name of "F. R. Laberge Itée — F. R. Laberge Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 435 Décarie Blvd., Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2146-67

**Labo-Tek Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Lesage, 772 Émile-Côté, Bruno Bernard, 3400 Couillard Square, both advocates, Joseph-Henri Coulombe, consulting engineer, 2799 Ville-Marie, all three of Sainte-Foy, and Paul Rousseau, architect, 1170 de Salaberry, Québec, for the following purposes:

To engage in experiments of scientific industrial and commercial character and to operate laboratories of researches and analyses, under the name of "Labo-Tek Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1837-67

#### Labrador Steel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Roland Thibodeau, poseur d'armature, Mariette Girardin, ménagère, épouse légalement commune en biens dudit Roland Thibodeau, tous deux de 2356, Bordeaux, Montréal, et Marcel Mortier, poseur d'armature, 7082, Des Ormeaux, app. 1, Anjou, pour les objets suivants:

Faire des armatures en béton et en acier, sous le nom de « Labrador Steel Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2356, rue Bordeaux, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1721-67

#### Lachapelle Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, Arcand, Montréal, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de pièces d'automobiles, accessoires et moteurs, sous le nom de « Lachapelle Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 206-67

#### Lachine Blueprint Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, 7025, Chester, Montréal, Rosa Gualtieri, avocate, célibataire, d'âge majeure, 80, avenue Hudson, app. 10, Mont Royal, et Kathleen Brawley, secrétaire, épouse séparée de biens de James Brawley, 8549, Brown, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de lithographes, imprimeurs, imprimeurs sur métal et sur plaques d'étain, fabricants de matériaux d'imprimerie, photographes, graveurs, graveurs en relief et clicheurs, sous le nom de « Lachine Blueprint Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1837-67

#### Labrador Steel Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Thibodeau, layer of reinforcements, Mariette Girardin, housewife, wife legally common as to property of the said Roland Thibodeau, both of 2356 Bordeaux, Montreal, and Marcel Mortier, layer of reinforcements, 7082 Des Ormeaux, Apt. 1, Anjou, for the following purposes:

To make concrete and steel frames, under the name of "Labrador Steel Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2356 Bordeaux St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1721-67

#### Lachapelle Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, Lise Marsolais, secretary, fille majeure, 2577 Arcand, Montreal, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobile parts, accessories and motors, under the name of "Lachapelle Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 206-67

#### Lachine Blueprint Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harold Gossack, advocate, 7025 Chester, Montreal, Rosa Gualtieri, advocate, spinster of the full age of majority, 80 Hudson Avenue, Apt. 10, Mount Royal, and Kathleen Brawley, secretary, wife separate as to property of James Brawley, 8549 Brown, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business generally as lithographers, printers, metal and tin plate printers, material makers, photographers, engravers, embossers and stereotypers, under the name of "Lachine Blueprint Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1983-67

**Laffèche Body Shop Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Raymond Legris, comptable agréé, 6522, Coolbrooke, Montréal, Thérèse Royer, ménagère, épouse de Robert Dandurand, 1772, Regent, et William Dolen, garagiste, 2015, boulevard Édouard, ces deux derniers de Laffèche, pour les objets suivants:

Fabriquer, construire, disposer et réparer des moteurs, machines et carrosseries, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Laffèche Body Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3171, Grande-Allée, Laffèche, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1608-67

**Lakeshore Garden Supplies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1967, constituant en corporation: Michel Castonguay, commerçant, Route 17, Vaudreuil, Annette Dandurand, secrétaire, fille majeure sante de ses droits, 48, Brodeur, et Pierre-A. Lamarre, notaire, 168, Querbes, ces deux derniers de Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Lakeshore Garden Supplies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1664-67

**Lancia Paving Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1967, constituant en corporation: Nicola Morello, Giuseppe Morello, tous deux de 9040, 10e avenue, et Antonio Morello, 9042, 10e avenue, tous trois entrepreneurs, de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Lancia Paving Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2088-67

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1983-67

**Laffèche Body Shop Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Raymond Legris, chartered accountant, 6522 Coolbrooke, Montreal, Thérèse Royer, housewife, wife of Robert Dandurand, 1772 Regent, and William Dolen, garageman, 2015 Édouard Blvd., the two latter of Laffèche, for the following purposes:

To make, build, arrange and repair motors, machines and car bodies, their parts and accessories, under the name of "Laffèche Body Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3171 Grande-Allée, Laffèche, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1608-67

**Lakeshore Garden Supplies Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Michel Castonguay, trader, Route 17, Vaudreuil, Annette Dandurand, secretary, fille majeure using her rights, 48 Brodeur, and Pierre-A. Lamarre, notary, 168 Querbes, the latter two of Dorion, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Lakeshore Garden Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1664-67

**Lancia Paving Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nicola Morello, Giuseppe Morello, both of 9040, 10th Avenue, and Antonio Morello, 9042, 10th Avenue, all three contractors, of Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Lancia Paving Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2088-67

**Laurent construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Laurent Lévesque, entrepreneur, Nicole Roch, opératrice, épouse contractuellement séparée de biens dudit Laurent Lévesque, tous deux de 2578, Sherbrooke est, Montréal, et Donald Lévesque, menuisier, 3970, rue Emery, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Laurent construction inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2147-67

**Laurier Building Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906, Fulton, tous deux de Montréal, et Robert S. Litvack, 590, Stanstead, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Laurier Building Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, chemin Belsize, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2034-67

**Laval Lands Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Bernard Bercovitch, 4763, avenue Maplewood, Moe Mintz, 4857, avenue Carlton, tous deux manufacturiers, de Montréal, et Morris Rosenstein, marchand, 1050, ouest, avenue Bernard, Outremont, pour les objets suivants:

Ériger des édifices et acquérir ou louer des terrains, avec ou sans bâtisses, sous le nom de « Laval Lands Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2049-67

**Leader Mfg. Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administra-

**Laurent construction inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent Lévesque, contractor, Nicole Roch, operator, wife contractually separate as to property of the said Laurent Lévesque, both of 2578 Sherbrooke St. East, Montreal, and Donald Lévesque, joiner, 3970 Emery, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Laurent construction inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2147-67

**Laurier Building Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906 Fulton, both of Montreal, and Robert S. Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Laurier Building Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 45 Belsize Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2034-67

**Laval Lands Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bernard Bercovitch, 4763 Maplewood Avenue, Moe Mintz, 4857 Carlton Avenue, both manufacturers, of Montreal, and Morris Rosenstein, merchant, 1050 Bernard Avenue West, Outremont, for the following purposes:

To erect buildings and to acquire or lease lands with or without buildings, under the name of "Laval Lands Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2049-67

**Leader Mfg. Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

teur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 47, du Bois Place, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, avocat, 5200 Prince de Galles, et Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, avenue Carlton, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de manufacturiers, producteurs, marchands et vendeurs de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Leader Mfg. Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1953-67

**Leblanc rénovation inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Donat Leblanc, ébéniste, Henriette Turcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Donat Leblanc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 349, St-Marc, Châteauguay, et Paul-Émile Vachon, géant de prêts immobiliers, 2235, Laconcorde, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de meubles, marchandises, articles et nouveautés de toutes sortes en métal ou en bois, sous le nom de « Leblanc rénovation inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1452, Galt, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1808-67

**Rolland Lépine & fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Rolland Lépine & fils Itée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 355, rue Craig est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1557-67

**Réal Létourneau T.V.-Ameublement inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, and Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, producers, merchands and dealers in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Leader Mfg. Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

1953-67

**Leblanc rénovation inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donat Leblanc, cabinet-maker, Henriette Turcotte, housewife, wife contractually separate as to property of said Donat Leblanc, and duly authorized by him for the presents, both of 349 St-Marc, Châteauguay, and Paul-Émile Vachon, real estate loan manager, 2235 Laconcorde, Laval, for the following purposes:

To deal in and repair furniture, merchandise, articles and novelties of all kinds in metal or in wood, under the name of "Leblanc rénovation inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1452 Galt, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1808-67

**Rolland Lépine & fils Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose Boulevard, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berry Street, Montreal, for the following purposes:

The manufacturing and dealing in all kinds of accessories for domestic or commercial purposes, under the name of "Rolland Lépine & fils Itée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 355 Craig Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1557-67

**Réal Létourneau T.V.-Ameublement inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Albert Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Jaime W. Dunton, 8, Condover Road, Pointe-Claire, et Jean-Louis Tétrault, 712, le Laboureur, Boucherville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils électriques, sous le nom de « Réal Létourneau T.V.—Ameublement inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 650, boulevard Fort St-Louis, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2082-67

#### **Roland Létourneau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Nicole Lemelin, 1108, Évangéline, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire la location et la vente de véhicules de toutes sortes ainsi que le transport de passagers et de marchandises, sous le nom de « Roland Létourneau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1333, rue Caron, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2119-67

#### **La Ligue des citoyens de St-Marc-des-Carières inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Vinette, entrepreneur électricien, Oscar Crête, tailleur de pierre, Georges-Émile Trottier, épicer-boucher, Martin Marcotte, machiniste, Claude Dussault, et Roger Beauchamp, ces deux derniers mécaniciens, tous six de Saint-Marc-des-Carières, pour les objets suivants:

Coopérer avec les administrateurs des corps publics locaux et rehausser le prestige de l'homme public dans l'esprit du citoyen, sous le nom de « La Ligue des citoyens de St-Marc-des-Carières inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Marc-des-Carières, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1443-67

9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Bissonnette, 2 Brynmor Avenue, Montreal West, Jaime W. Dunton, 8 Condover Road, Pointe-Claire, and Jean-Louis Tétrault, 712 le Laboureur, Boucherville, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in and repair all kinds of electrical appliances, under the name of "Réal Létourneau T.V.—Ameublement inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 650 Fort St-Louis Boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2082-67

#### **Roland Létourneau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, 874 Kennedy North, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Nicole Lemelin, 1108 Évangéline, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in and rent vehicles of all kinds as well as the transportation of passengers and merchandise, under the name of "Roland Létourneau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1333 Caron Street, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2119-67

#### **La Ligue des citoyens de St-Marc-des-Carières inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Vinette, electrician contractor, Oscar Crête, stone cutter, Georges-Émile Trottier, grocer-butcher, Martin Marcotte, machinist, Claude Dussault, and Roger Beauchamp, the latter two mechanics, all six of Saint-Marc-des-Carières, for the following purposes:

To cooperate with the administrators of local public corporations and to raise the reputation of the public man in the citizen's idea, under the name of "La Ligue des citoyens de St-Marc-des-Carières inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire and possess is of \$1,000.

The head office of the corporation is at Saint-Marc-des-Carières, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1443-67

**Lindy's Rental Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1967, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, 3760, Harvard, Guy Lacoste, 3787, Vendôme, tous deux notaires, et René Forest, commis, 4343, Earncliffe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à louer des automobiles à court terme, sous le nom de «Lindy's Rental Service Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 660, Lakeshore Drive, Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1847-67

**Lingerie Betty inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jules Léger, 3320, Sherbrooke est, André Groulx, 11895, des Enclaves, tous deux notaires, et Lise Raymond, secrétaire, fille majeure, 2464, Villeray, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de «Lingerie Betty inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1450, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1244-67

**Loisirs East-Hereford**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Beloin, Gérard Beloin, Roger Beloin, tous trois cultivateurs, René Marquis, camionneur, Léon Beloin, garagiste, Arthur Beloin, commerçant de bois, Alfred Paquette, épiciers-restaurateur, Claude Lapointe, journalier, et Maurice Duchesneau, fonctionnaire, tous neuf de Hereford, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de «Loisirs East-Hereford».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Hereford, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1885-67

**Les Loups de Mer inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, cons-

**Lindy's Rental Service Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, 3760 Harvard, Guy Lacoste, 3787 Vendôme, both notaries, and René Forest, clerk, 4343 Earncliffe, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a car rental on a short term basis, under the name of "Lindy's Rental Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 660 Lakeshore Drive, Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1847-67

**Lingerie Betty inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Léger, 3320 Sherbrooke East, André Groulx, 11895 des Enclaves, both notaries, and Lise Raymond, secretary, fille majeure, 2464 Villeray, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Lingerie Betty inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1450 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1244-67

**Loisirs East-Hereford**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gaston Beloin, Gérard Beloin, Roger Beloin, all three farmers, René Marquis, trucker, Léon Beloin, garage keeper, Arthur Beloin, lumber merchant, Alfred Paquette, grocer-restaurateur, Claude Lapointe, labourer, and Maurice Duchesneau, civil servant, all nine of Hereford, for the following purposes:

To organize recreational centers, under the name of "Loisirs East-Hereford".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Hereford, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1885-67

**Les Loups de Mer inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

tituant en corporation: Réjeanne Morin, Ghislaine Dumas, toutes deux secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de 57, St-Jacques ouest, Montréal, et Yves-J. Demers, avocat, 55, de la Station, Delson, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Loups de Mer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2128-67

#### Lucerne Knitwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Samuel Godinsky, 731, avenue Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510 avenue Robinson, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Aniceta O'Grady, secrétaire, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements en tricot, textiles, produits d'iceux et tous autres produits, en faire le commerce, sous le nom de « Lucerne Knitwear Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2058-67

#### Luc Motel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1967, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Françoise Théoret, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Luc Motel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1967-67

#### Magog Fiber Glass Coffins & Vaults Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1967, constituant en corporation: Garcia Maheu, manufacturier, Philippe St-Hilaire, chauffeur, tous

porating: Réjeanne Morin, Ghislaine Dumas, both secretaries, filles majeures, using their rights, of 57 St-Jacques West, Montreal, and Yves-J. Demers, lawyer, 55 de la Station, Delson, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Les Loups de Mer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2128-67

#### Lucerne Knitwear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Samuel Godinsky, 731 Upper Belmont Avenue, Westmount, Reuben Resin, 5510 Robinson Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Aniceta O'Grady, secretary, spinster, 4012 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitwear, textiles and textile products and any other products, under the name of "Lucerne Knitwear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2058-67

#### Luc Motel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille Street, Françoise Théoret, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille Street, both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, fille majeure, 206, 17th Avenue, Two Mountains, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Luc Motel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at LeMoyne, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1967-67

#### Magog Fiber Glass Coffins & Vaults Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Garcia Maheu, manufacturer, Philippe St-Hilaire, chauffeur, both of 30 Bryant,

deux de 30, Byrant, Sherbrooke, et Roger Rodrigue, commerçant, 292, Merry sud, Magog, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de tombes, tombeaux, fausses tombes, cavaux, cercueils, voûtes, urnes en fibre de verre ou autre matériel, sous le nom de « Magog Fiber Glass Coffins & Vaults Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 610, rue Thomas, Magog, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1926-67

**Mapa Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Michel Taddeo, 6428, Monk, tous deux de Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, et James Galileo, 1607, Massenet, ces deux derniers de Laval, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Mapa Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10219, rue Larose, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2061-67

**Maple Leaf Car Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Neil D. Shee, avocat, 5311 ouest, rue Sherbrooke, app. 705, Léonard M. Dobbin, comptable, 4870, avenue Maplewood, app. 1, tous deux de Montréal, et John P. Lanthier, avocat, 339 nord, Westminster, Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club d'automobile, sous le nom de « Maple Leaf Car Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et détenir est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1298-67

**Marché R. R. Brunet, Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Roger Montgelard, industriel, 1390, rue Falaise, Robert Scapino, boucher, 2044, St-Cilles, tous deux de Laval, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Sherbrooke, and Roger Rodrigue, trader, 292 Merry south, Magog, for the following purposes:

To make and deal in tombstones, monuments, false tombs, small burial vaults, coffins, vaults, urns made of fiber glass or other materials, under the name of "Magog Fiber Glass Coffins & Vaults Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 610 Thomas St., Magog, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1926-67

**Mapa Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Michel Taddeo, 6428 Monk, both of Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, and James Galileo, 1607 Massenet, the latter two of Laval, all four lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Mapa Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10219 Larose Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2061-67

**Maple Leaf Car Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Neil D. Shee, advocate, 5311 Sherbrooke Street West, Apt. 705, Léonard M. Dobbin, accountant, 4870 Maplewood Avenue, Apt. 1, both of Montreal, and John P. Lanthier, advocate, 339 Westminster North, Montreal West, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an automobile and motoring club, under the name of "Maple Leaf Car Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1298-67

**Marché R. R. Brunet, Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roger Montgelard, industrialist, 1390 Falaise Street, Robert Scapino, butcher, 2044 St-Gilles, both of Laval, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché R. R. Brunet, ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4010, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1995-67

**Marks & Martin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Albert Marcovits Marks, administrateur, 2760, place Darlington, Leslie Martin, agent de voyage, 1444, rue MacKay, app. 1203, et Barnabas Vizkelety, avocat, 275, ouest, rue St-Jacques, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Marks & Martin Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1444, rue Mackay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2020-67

**Peter Martin Photography Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat et conseil en Loi de la reine, Sidney Leithman, avocat, et Victor Glazer, étudiant, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de photographie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Peter Martin Photography Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 296, place d'Youville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2051-67

**Aux Meubles Économiques  
(Chibougamau) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre-Paul Néron, commerçant, Gaétane Gagnon, ménagère, épouse dudit Pierre-Paul Néron, et dument autorisé par lui aux fins des présentes, tous deux de 326, 3<sup>e</sup> rue, et Viateur Néron, commerçant, 357, 4<sup>e</sup> rue, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, instruments et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Aux Meubles Économiques (Chibougamau) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé

To carry on business as grocers-buchers, under the name of "Marché R. R. Brunet, ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4010 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1995-67

**Marks & Martin Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Markovits Marks, executive, 2760 Darlington Place, Leslie Martin, travel agent, 1444 Mackay Street, Apt. 1203, and Barnabas Vizkelety, advocate, 275 St. James Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Marks & Martin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1444 Mackay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2020-67

**Peter Martin Photography Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ezra Leithman, advocate and Queen's Counsel, Sidney Leithman, advocate, and Victor Glazer, student, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of photography in all its branches, under the name of "Peter Martin Photography Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 296 Place d'Youville, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2051-67

**Aux Meubles Économiques  
(Chibougamau) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Paul Néron, trader, Gaétane Gagnon, housewife, wife of the said Pierre-Paul Néron, and duly authorized by him for these presents, both of 326, 3rd St., and Viateur Néron, trader, 357, 4th St., all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles, instruments and merchandise, under the name of "Aux Meubles Économiques (Chibougamau) inc.", with a total capital stock of

en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 326, 3e rue, Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1395-67

**Miss Italia Pizzeria & Spaghetti House Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1967, constituant en corporation: René Beaudry, 235, boulevard Desaulniers, Saint-Lambert, Gaston Gamache, 2921, Quevillon, Montréal, et Mario Létourneau, 522, Lartigue, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Miss Italia Pizzeria & Spaghetti House Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1876-67

**Le Mobilier de Matane inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean-Hugues Tremblay, agent d'assurances, Carmen Lavoie, marchande, épouse dudit Jean-Hugues Tremblay, tous deux de 41, rue Caouette, et Anatole Lavoie, rentier, 246, rue St-Sacrement, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Le Mobilier de Matane inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1481-67

**Namofil inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Constance Desmarais, 10587, St-Hubert, Pauline Marandola, 3453, Orléans, et Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de toutes sortes et faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Namofil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2124-67

\$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 326, 3rd St., Chibougamau, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1395-67

**Miss Italia Pizzeria & Spaghetti House Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: René Beaudry, 235 Desaulniers Boulevard, Saint-Lambert, Gaston Gamache, 2921 Quevillon, Montreal, and Mario Létourneau, 522 Lartigue, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Miss Italia Pizzeria & Spaghetti House Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1876-67

**Le Mobilier de Matane inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Hugues Tremblay, insurance agent, Carmen Lavoie, merchant, wife of said Jean-Hugues Tremblay, both of 41 Caouette Street, and Anatole Lavoie, annuitant, 246 St-Sacrement Street, all three of Matane, for the following purposes:

To carry on the business and the reparation of furniture and novelties of all kind, under the name of "Le Mobilier de Matane inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1481-67

**Namofil inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Constance Desmarais, 10587 St-Hubert, Pauline Marandola, 3453 Orléans, and Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in products of all kinds and to carry on business as a holding company, under the name of "Namofil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2124-67

**Norco Petroleum Inc.**  
**Les Pétroles Norco inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Sydney B. Sederoff, avocat, 80, Crestwood, Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pétrole, lubrifiants, huiles, hydrocarbure et leurs sous-produits, sous le nom de « Norco Petroleum Inc. — Les Pétroles Norco inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

20077

2165-67

**Phil. construction ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Philippe Lachapelle, constructeur, Renée Gervais, ménagère, épouse séparée de biens dudit Philippe Lachapelle, tous deux de 5283, rue Amos, et Fernand Lachapelle, peintre, 5285, rue Amos, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Phil. construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5283, rue Amos, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

20077-o

2105-67

**Les Placements Sphinx inc.**  
**Sphinx Investment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de janvier 1967, constituant en corporation: Yvon Pinard, avocat, 1867, boulevard Fradet, Drummondville-Sud, Paul Chassé, avocat, 331, rue Celanese, Cécile Caron, secrétaire, épouse séparée de biens de Auguste Houde, 302, rue Laurier, Lucille Desmarais, secrétaire, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 15, 7<sup>e</sup> avenue, et Mireille Gaudet, secrétaire, épouse séparée de biens de Réginald Ruest, 701A, rue St-Pierre, ces quatre derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Sphinx inc. — Sphinx Investment Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 975 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune, 25 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 99,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

**Norco Petroleum Inc.**  
**Les Pétroles Norco inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte Saint-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood, Montreal West, for the following purposes:

To deal in petroleum, lubricants, oils, hydrocarbons and by-products, under the name of "Norco Petroleum Inc. — Les Pétroles Norco inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2165-67

**Phil. construction ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Philippe Lachapelle, builder, Renée Gervais, housewife, wife separate as to property of said Philippe Lachapelle, both of 5283 Amos Street, and Fernand Lachapelle, painter, 5285 Amos Street, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Phil. construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5283 Amos Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2105-67

**Les Placements Sphinx inc.**  
**Sphinx Investment Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Pinard, lawyer, 1867 Fradet Boulevard, Drummondville-South, Paul Chassé, lawyer, 331 Celanese Street, Cécile Caron, secretary, wife separate as to property of Auguste Houde, 302 Laurier Street, Lucille Desmarais, secretary, wife separate as to property of Lucien Allie, 15, 7th Avenue, and Mireille Gaudet, secretary, wife separate as to property of Réginald Ruest, 701A St-Pierre Street, the latter four of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Sphinx inc. — Sphinx Investment Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 975 class "A" shares of a nominal value of \$1 each, 25 class "B" shares of a nominal value of \$1 each and into 99,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

387-67

**Plomberie Yvon Nadeau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie Yvon Nadeau inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2796, rue Grande-Allée, Laffèche, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1864-07

**Philippe Plourde & fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Colette Gilbert, 198a, St-François, Doris Maurais, 644, Montfort, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Jonquière, et Philippe Plourde, commerçant, 147, Ste-Famille, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux, plastiques ou autres matières de toutes sortes, sous le nom de « Philippe Plourde & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2186-67

**Les Produits d'asphalte Décor inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gérard-M. Daigneault, exécutif, 2075, Thimens, Saint-Laurent, Louis Clément, comptable, 6713, St-Vallier, et André L'Hostie, gérant d'opération, 1275, Rougemont, Apt. 12, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de produits asphaltiques et autres matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Les Produits d'asphalte Décor inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de \$5 chacune, 1,000 actions classe « B » de \$5 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2045-67

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

387-67

**Plomberie Yvon Nadeau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose Blvd., Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Yvon Nadeau inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2796 Grande-Allée St., Laffèche, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1864-07

**Philippe Plourde & fils Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Colette Gilbert, 198a St-François, Doris Maurais, 644 Montfort, both secretaries, filles majeures, of Jonquière, and Philippe Plourde, trader, 147 Ste-Famille, Kénogami, for the following purposes:

To deal in metals, plastics or other materials of all kinds, under the name of "Philippe Plourde & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 147 Ste-Famille, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2186-67

**Les Produits d'asphalte Décor inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard-M. Daigneault, executive, 2075 Thimens, Saint-Laurent, Louis Clément, accountant, 6713 St-Vallier, and André L'Hostie, operations manager, 1275 Rougemont, Apt. 12, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To make and deal asphaltic products and other materials of all kinds, under the name of "Les Produits d'asphalte Décor inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$5 each, 1,000 class "B" shares of \$5 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2045-67

**R.H.N.S. Distributeur inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de mars 1967, constituant en corporation: Réal Bergeron, commerçant, Huguette Bergeron, opératrice, épouse contractuellement séparée de biens dudit Réal Bergeron, tous deux de 179, rue Léo, Jacques-Cartier, et René Talbot, avocat, 799, boulevard Houde, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Manufacturer, distribuer et faire le commerce de produits et appareils domestiques et industriels de toute nature et description, sous le nom de « R.H.N.S. Distributeur inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 179, rue Léo, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1064-67

**Radio Métro Taxi inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Frédéric (Fred) Ware, industriel, 190, rue Ste-Marie, Longueuil, Michel Lamarre, avocat, 869, rue Noyan, Jacques-Cartier, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, 5609, rue Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de taxis et voitures de louage de toutes sortes, sous le nom de « Radio Métro Taxi inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1810-67

**Rémillard & fils inc.  
Rémillard & Sons Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Georges-A. Rémillard, courtier, Paul Rémillard, étudiant, tous deux de 24, St-Joseph, et Anita Marin, infirmière, épouse séparée de biens de Pierre Marin, 121, Latour, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Rémillard & fils inc. — Rémillard & Sons Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1892-67

**R.H.N.S. Distributeur inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Réal Bergeron, trader, Huguette Bergeron, operator, wife contractually separate as to property of said Réal Bergeron, both of 179 Léo Street, Jacques-Cartier, and René Talbot, lawyer, 799 Houde Boulevard, Saint-Lambert, for the following purposes.

To manufacture, distribute and deal in products and domestic and industrial appliances of every nature and description, under the name of "R.H.N.S. Distributeur inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 179 Léo Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1064-67

**Radio Métro Taxi inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Frédéric (Fred) Ware, industrialist, 190 Ste-Marie Street, Longueuil, Michel Lamarre, advocate, 869, Noyan Street, Jacques-Cartier, and Jacqueline Laliberté, secretary, fille majeure, 5609 Viau Street, Montreal, for the following purposes:

To operate taxi stations and a car leasing and rental service of all kinds, under the name of "Radio Métro Taxi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1810-67

**Rémillard & fils inc.  
Rémillard & Sons Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Georges-A. Rémillard, broker, Paul Rémillard, student, both of 24 St-Joseph, and Anita Marin, nurse, wife separate as to property of Pierre Marin, 121 Latour, all three of Saint John's for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Rémillard & fils inc. — Rémillard & Sons Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-John's, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1892-67

**Résidence Le Vanier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Marcel Crevier, avocat, 211, St-Jean-Baptiste, Gisèle Labbé, 21, rue St-André, et Géraldine Landry, 87, St-Jean-Baptiste, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Résidence Le Vanier inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1777-67

**Les Restaurants de Forestville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1967, constituant en corporation: Armand Carrier, René Hamelin, tous deux avocats, et Normand Bellavance, comptable, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Restaurants de Forestville inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1927-67

**Jean-Claude Rinfret inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Rinfret, décorateur, Madeleine Michaud, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Claude Rinfret, tous deux de 367, avenue Querbes, Outremont, et Ghyslain Lapointe, notaire, Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le métier de décorateur de théâtre, de télévision ou de cinéma, sous le nom de « Jean-Claude Rinfret inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 360 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 367, avenue Querbes, Outremont, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1964-67

**Roctest Itée.  
Roctest Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Micheline Corbeil, fille majeure, 2540, chemin Ste-Catherine, Mont-

**Résidence Le Vanier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Marcel Crevier, advocate, 211 St-Jean-Baptiste, Gisèle Labbé, 21 St-André St., and Géraldine Landry, 87 St-Jean-Baptiste, the two latter secretaries, filles majeures, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Résidence Le Vanier inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1777-67

**Les Restaurants de Forestville inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Armand Carrier, René Hamelin, both advocates, and Normand Bellavance, accountant, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Restaurants de Forestville inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Forestville, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1927-67

**Jean-Claude Rinfret inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Claude Rinfret, designer, Madeleine Michaud, housewife, wife separate as to property of said Jean-Claude Rinfret, both of 367 Querbes Avenue, Outremont, and Ghyslain Lapointe, notary, Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To operate in all its specialties, the theatre, television or cinema designing trade, under the name of "Jean-Claude Rinfret inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 360 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 367 Querbes Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1964-67

**Roctest Itée  
Roctest Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Corbeil, fille majeure, 2540 Ste-Catherine Road, Montreal, Louis-Gilles Ga-

réal, Louis-Gilles Gagnon, 371, De Lorraine, Longueuil, et Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Effectuer des tests sur le roc et autres minéraux et sur toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roctest ltée — Roctest Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

2131-67

#### **Rotholz Trading Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Ernest James Lattimer, 10, avenue Rosemont, Joseph Seymour Blumer, 225, avenue Oliver, tous deux avocats, de Westmount, Fleurange Décarie, secrétaire, célibataire, 1710 ouest, Dorchester, Montréal, et Pearl Steels, secrétaire, épouse séparée de biens de Edwyn Steels, 545, Springfield, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Rotholz Trading Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2066-67

#### **Guy Roy construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Guy Roy, constructeur, Angèle Gosselin, ménagère, épouse dudit Guy Roy, tous deux de 2840, le Breton, Sainte-Foy, et Armand Ouellet, vendeur, 9425 Lavoie, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Guy Roy construction inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1852-67

#### **Sculpt-O-Matic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Robert James Stocks, Peter E. Graham et Roger S. Ackman, tous trois avocats, 600 ouest, boulevard Dorchester, 3<sup>e</sup> étage, Montréal, pour les objets suivants:

gnon, 371 De Lorraine, Longueuil, and Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To effectuate tests on rock and other minerals and on all kinds of material, under the name of "Roctest ltée — Roctest Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2131-67

#### **Rotholz Trading Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest James Lattimer, 10 Rosemont Avenue, Joseph Seymour Blumer, 225 Olivier Avenue, both advocates, of Westmount, Fleurange Décarie, secretary, spinster, 1710 Dorchester West, Montreal, and Pearl Steels, secretary, wife separate as to property of Edwyn Steels, 545 Springfield, Greenfield Park, for the following purposes:

To deal in all types of goods, wares and merchandise, under the name of "Rotholz Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0

2066-67

#### **Guy Roy construction inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Guy Roy, constructor, Angèle Gosselin, housewife, wife of said Guy Roy, both of 2840 le Breton, Sainte-Foy, and Armand Ouellet, salesman, 9425 Lavoie, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Guy Roy construction inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1852-67

#### **Sculpt-O-Matic Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert James Stocks, Peter E. Graham and Roger S. Ackman, all three advocates, of 600 Dorchester Boulevard West, 3rd Floor, Montreal, for the following purposes:

Exercer l'industrie et le commerce de sculptures, ornements et nouveautés de toute sorte et de toute description, sous le nom de « Sculpt-O-Matic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1999-67

**Seabrook Farms Frozen Foods  
(Quebec) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gabriel Lapointe, avocat, 1260, McGregor, Marguerite Tennier, 878 est, Lagauchetière, et Thérèse Versille, 6073, Waverly, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de procédés, traitement, emballage et préparation pour la mise en marché toutes sortes de légumes et fruits congelés, produits alimentaires et denrées, sous le nom de « Seabrook Farms Frozen Foods (Quebec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2293-67

**Lionel Séguin Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lionel Séguin, Romain Thauvette, tous deux commerçants, de Très-Saint-Rédempteur, et Guy Lauzon, commis, Rigaud, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une meunerie et une porcherie, sous le nom de « Lionel Séguin Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Très-Saint-Rédempteur, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1604-67

**Service de réception de Montréal inc.  
Montreal Reception Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1967, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, René Doucet, 1, rue d'Artois, Prévile, tous deux avocats, et Roger-Louis Beaulieu, avocat et conseil en Loi de la reine, 3044, chemin St-Sulpice, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pourvoyeurs et restaurateurs, sous le nom de « Service de réception de Montréal inc.—Montreal Reception Services

To manufacture and deal in sculptures, ornaments and novelties of every kind and description, under the name of "Sculpt-O-Matic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1999-67

**Seabrook Farms Frozen Foods  
(Quebec) Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabriel Lapointe, advocate, 1260 McGregor, Marguerite Tennier, 878 Lagauchetière East, and Thérèse Verville, 6073 Waverly, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its phases the business of processing, treating, packaging and preparing for market, frozen vegetables and fruits, food and produce of all kinds, under the name of "Seabrook Farms Frozen Foods (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Bedford, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2293-67

**Lionel Séguin Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lionel Séguin, Romain Thauvette, both traders, of Très-Saint-Rédempteur, and Guy Lauzon, clerk, Rigaud, for the following purposes:

To establish and operate a milling-trade and a pig farm, under the name of "Lionel Séguin Itée", with a total capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Très-Saint-Rédempteur, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1604-67

**Service de réception de Montréal inc.  
Montreal Reception Services Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mount-Royal, René Doucet, 1 d'Artois St., Prévile, both advocates, and Roger-Louis Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 3044 St-Sulpice Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as caterers and restaurateurs, under the name of "Service de réception de Montréal inc.—Montreal Reception Services

Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1588-67

#### Louis Sirken Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, Nahum Gelber, 4115, avenue Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, tous deux de Montréal, et Robert S. Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « Louis Sirken Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5700, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1867-67

#### Skiroule Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Jérôme Houle, Réjean Houle, Jean-Guy Boisjoli, tous trois industriels, de Wickham, Laurent Lamothe, industriel-laitier, 224, Lamothe, Grantham-Ouest, et Germain Vallée, entrepreneur-peintre, Saint-Germain-de-Grantham, pour les objets suivants:

Manufacturer des véhicules automobiles servant au déplacement de personnes ou de marchandises sur terre ou sur l'eau, sous le nom de « Skiroule Itée », avec un capital total de \$360,000, divisé en 6,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,950 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wickham, district judiciaire de Drummond.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1724-67

#### Société de Gestion Victor Duhamel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Victor Duhamel, notaire, Lucille Jodoin, étudiante, épouse séparée de biens dudit Victor Duhamel, tous deux de 528, rue Notre-Dame, Boucherville, et Madeleine Jodoin, institutrice, fille majeure, 5151, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Société de Gestion Victor Duhamel inc. », avec

Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1588-67

#### Louis Sirken Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant Avenue, Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, both of Montreal, and Robert S. Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Louis Sirken Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 5700 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1867-67

#### Skiroule Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jérôme Houle, Réjean Houle, Jean-Guy Boisjoli, all three industrialists, of Wickham, Laurent Lamothe, industrial dairyman, 224 Lamothe, Grantham-West, and Germain Vallée, paint contractor, Saint-Germain-de-Grantham, for the following purposes:

To manufacture motor vehicles used for the transport of persons and goods on land, or on water, under the name of "Skiroule Itée", with a total capital stock of \$360,000, divided into 6,500 common shares of a nominal value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$100 each and 1,950 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Wickham, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1724-67

#### Société de Gestion Victor Duhamel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Victor Duhamel, notary, Lucille Jodoin, student, wife separate as to property of the said Victor Duhamel, both of 528 Notre-Dame St., Boucherville, and Madeleine Jodoin, teacher, fille majeure, 5151 Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de Gestion Victor Duhamel inc.", with

un capital total de \$40,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 528, rue Notre-Dame, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1994-67

**La Société Historique de Cabano**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Cyrille Leclerc, commerçant, 112, rue Commerciale, Richard Pelletier, hôtelier, 163, rue Commerciale, Désiré Lévesque, industriel, 28, Caldwell, Georges-Éphrem Bérubé, menuisier, 15 Caldwell, Paul-Edgar Dumont, ouvrier, rang 2 ouest, Jean-Louis Ouellet, mesureur de bois, 13, rue DuQuai, et Normando Ouellet, contremaitre, 10, rue Villeneuve, tous sept de Cabano, pour les objets suivants:

Colliger et conserver tous les ouvrages historiques et généalogiques, documents, objets, souvenirs, pouvant servir à l'histoire des localités et des familles de la région témiscouataine, sous le nom de « La Société Historique de Cabano ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1817-67

**Société Métropolitaine d'hypothèque inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-Raynald Brien, homme d'affaires, 7052, Lacordaire, Alice Gatién, rentière, fille majeure, 5865, 1ère Avenue, et François Lapalme, technicien, 2148, Joliette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Société Métropolitaine d'hypothèque inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 295,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1959-67

**Southgate Graphics Ltd.  
Les Graphiques Southgate Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: William Tetley, 112, avenue Cornwall, Bruce Clevén, 223, Lazard, tous deux de Mont Royal, Richard John Forrest Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, tous trois

a total capital stock of \$40,000, divided into 10 common shares of \$100 each, 3,800 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 528 Notre-Dame St., Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1994-67

**La Société Historique de Cabano**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Cyrille Leclerc, trader, 112 Commerciale Street, Richard Pelletier, hotel keeper, 163 Commerciale Street, Désiré Lévesque, industrialist, 28 Caldwell, Georges-Éphrem Bérubé, joiner, 15 Caldwell, Paul-Edgar Dumont, workman, range 2, West, Jean-Louis Ouellet, culler, 13 DuQuai Street, and Normando Ouellet, foreman, 10 Villeneuve Street, all seven of Cabano, for the following purposes:

To collect and to keep all the historical or genealogical works documents, articles, souvenirs that may be used for communities and families history of the region of Témiscouata, under the name of "La Société Historique de Cabano".

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire or possess if of \$100,000.

The head office of the corporation is at Cabano, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1817-67

**Société Métropolitaine d'hypothèque inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Raynald Brien, businessman, 7052 Lacordaire, Alice Gatién, annuitant, fille majeure, 5865, 1st Avenue, and François Lapalme, technician, 2148 Joliette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, management and holding company, under the name of "Société Métropolitaine d'hypothèque inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 295,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1959-67

**Southgate Graphics Ltd.  
Les Graphiques Southgate Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: William Tetley, 112 Cornwall Avenue, Bruce Clevén, 223 Lazard, both of Mount Royal, Richard John Forrest Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, all three advocates,

avocats, et Marguerite Gravel, secrétaire, célibataire, 1418, Joliette, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs généraux et faire le commerce de boîtes de papier, papeterie, étiquettes et fiches, sous le nom de « Southgate Graphics Ltd. — Les Graphiques Southgate Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1977-67

#### Sunnybrook Swimming Pool Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Montague, 72, Sunshine Drive, John Richard, 32, Forest Road, tous deux surveillants, William P. Hiller, gérant, 36, Sunnysdale Road, Maurice Holliday, surintendant, 26, Place de la Madeleine, Joan Common, 36, chemin Sunnysdale, et Michael Fostaty, 3, Maple Circle, ces deux derniers commis, tous six de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exploiter et entretenir une piscine communautaire pour le bénéfice des membres de la corporation et leur famille, sous le nom de « Sunnybrook Swimming Pool Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est 72, Sunshine Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2141-67

#### Supreme Leather Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Jochim Sztern, manufacturier, Tauba Sztern, ménagère, épouse dudit Jochim Sztern, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 3270, avenue Ellendale, et Ebehard Schmitz, fabricant de teinture, 2840, avenue Barclay, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de marchandises en cuir, sous le nom de « Supreme Leather Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

1989-67

#### Système Bureau Simplex Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour d'avril 1967,

and Marguerite Gravel, secretary, spinster, 1418 Joliette, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general printers and to deal in paper boxes, stationery, tags and labels, under the name of "Southgate Graphics Ltd. — Les Graphiques Southgate Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each,

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1977-67

#### Sunnybrook Swimming Pool Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bernard Montague, 72 Sunshine Drive, John Richard, 32 Forest Road, both supervisors, William P. Hiller, manager, 36 Sunnysdale Road, Maurice Holliday, superintendent, 26 Place de la Madeleine, Joan Common, 36 Sunnysdale Road, and Michael Fostaty, 3 Maple Circle, the latter two clerks, all six of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To operate and maintain a community swimming pool for the benefit of the members of the corporation and their families, under the name of "Sunnybrook Swimming Pool Association".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation is at 72 Sunshine Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2141-67

#### Supreme Leather Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jochim Sztern, manufacturer, Tauba Sztern, housewife, wife of the said Jochim Sztern, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 3270 Ellendale Avenue, and Ebehard Schmitz, dye maker, 2840 Barclay Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in leather goods of all kinds, under the name of "Supreme Leather Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$1 each, 1,000 class "B" shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

1989-67

#### Système Bureau Simplex Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Provin-

constituant en corporation: Maurice Taschereau, 2170, Marillac, Georges Taschereau, 1055, Mont St-Denis, tous deux de Sillery, et Charles-A. Roberge, 2847, St-Narcisse, Giffard, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Publish, distribuer et en général faire la vente et le service de systèmes comptables destinés aux entreprises, sous le nom de «Système Bureau Simplex ltée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2065, boulevard Charest ouest, Sainet-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1896-67

**T. & S. Machine Shop Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Théo Henquet, 8813, 10e avenue, Stanley Kubik, 8000, 24e avenue, tous deux commerçants, de Saint-Michel, et Robert Coolidge, comptable agréé, 10450, Place Prieur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de «T. & S. Machine Shop Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$5 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2107-67

**Tremlare inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Paul-Armand Tremblay, industriel, Jacqueline Tremblay, ménagère, épouse dudit Paul-Armand Tremblay, tous deux de 2, rue St-Paul, Hébertville-Station, et Madeleine Rémillard, ménagère, épouse de André Rémillard, 1026, Duchesneau, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises et faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de «Tremlare inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1898-67

**Tripharm inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jules Dupré, Guy Dupré, tous deux de 160, Pagnuelo, Outremont, Paul Duranleau, 1168, Richelieu, Beloeil, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, tous quatre

ce, incorporating: Maurice Taschereau, 2170 Marillac, Georges Taschereau, 1055 Mont St-Denis, both of Sillery, and Charles-A. Roberge, 2847 St-Narcisse, Giffard, all three notaries, for the following purposes:

To publish, distribute and in general sell and deal in accounting systems destined for enterprises, under the name of "Système Bureau Simplex ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2065 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1896-67

**T. & S. Machine Shop Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Théo Henquet, 8813, 10th Avenue, Stanley Kubik, 8000, 24th Avenue, both traders of Saint-Michel, and Robert Coolidge, chartered accountant, 10450 Place Prieur, Montreal, for the following purposes:

To deal in and repair all kinds of machines, tools and appliances, under the name of "T. & S. Machine Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$5 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2107-67

**Tremlare inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul-Armand Tremblay, industrialist, Jacqueline Tremblay, housewife, wife of said Paul-Armand Tremblay, both of 2 St-Paul Street, Hébertville-Station, and Madeleine Rémillard, housewife, wife of André Rémillard, 1026 Duchesneau, Sainte-Foy, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise and to carry on business as a holding company, under the name of "Tremlare inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1898-67

**Tripharm inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jules Dupré, Guy Dupré, both of 160 Pagnuelo, Outremont, Paul Duranleau, 1168 Richelieu, Beloeil, Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, all four advocates, and Jacques

avocats, et Jacques Viger, commis, 4215, De la Roche, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper des services d'études cliniques, pharmacologiques et toxicologiques et autres relatives à l'industrie de produits pharmaceutiques, sous le nom de « Tripharm inc. », avec un capital divisé en 3,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 25,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1923-67

#### Trudeau transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Paulin Trudeau, rentier, Marie Trudeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paulin Trudeau, et Albert Trudeau, ambulancier, tous trois de 2799, Hochelaga, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Trudeau transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2799, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-0

1767-67

#### Union des Organisations Ethniques Russes de la province de Québec Union of Russian Ethnic Organizations in the Province of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Dimitri G. Duc de Leuchtenberg, expert des arts classiques et modernes, Place de l'Église, Villa Leuchtenberg, Saint-Sauveur, Georges Koutchougoura, statisticien, 455, J. J. Joubert, Laval, Serge M. Fedorow, retraité, 4391, Melrose, Marie Koulomzine, ménagère, épouse de Theodore Koulomzine, 3470, Ridgewood, Révérend Père Cyril Fotiev, prêtre, 1175, Champlain, Gleb H. Zekulin, 3859, Draper, Alexander G. Meyer, 4840, Plamondon, tous deux professeurs, André P. Apraxine, courtier en assurances, 4117, Northcliffe, Katherine Berdnikoff, médecin, épouse de Georges Berdnikoff, 486, Oakdale, tous sept de Montréal, et Michel I. Motor, dessinateur en chef, 785, Querbes, Outremont, pour les objets suivants:

Réunir et grouper des personnes, associations et organisations incorporées ou non, formées de personnes d'origine ethnique russe demeurant dans la province de Québec pour leur permettre d'établir des contacts sociaux, des oeuvres d'assistance mutuelle, sous le nom de « Union des Organisations Ethniques Russes de la province de Québec — Union of Russian Ethnic Organizations in the Province of Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Viger, clerk, 4215 De la Roche, Montreal, for the following purposes:

To group clinical, pharmacological and toxicological study services and other services connected with the industry of pharmaceutical products, under the name of "Tripharm inc.", with a capital stock divided into 3,000 class "A" shares of no nominal value, 25,000 class "B" shares of no nominal value and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1923-67

#### Trudeau transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paulin Trudeau, annuitant, Marie Trudeau, housewife, wife separate as to property of the said Paulin Trudeau, and Albert Trudeau, ambulance attendant, all three of 2799 Hochelaga, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Trudeau transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2799 Hochelaga St., Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1767-67

#### Union des Organisations Ethniques Russes de la province de Québec Union of Russian Ethnic Organizations in the Province of Quebec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dimitri G. Duc de Leuchtenberg, expert in classical and modern arts, Place de l'Église, Villa Leuchtenberg Villa, Saint-Sauveur, Georges Koutchougoura, statistician, 455 J. J. Joubert, Laval, Serge M. Fedorow, retired, 4391 Melrose, Marie Koulomzine, housewife, wife of Theodore Koulomzine, 3470 Ridgewood, Reverend Father Cyril Fotiev, priest, 1175 Champlain, Gleb H. Zekulin, 3859 Draper, Alexander G. Meyer, 4840 Plamondon, both professors, André P. Apraxine, insurance broker, 4117 Northcliffe, Katherine Berdnikoff, physician, wife of Georges Berdnikoff, 486 Oakdale, all seven of Montreal, and Michel I. Motor, chief designer, and 785 Querbes, Outremont, for the following purposes:

To unite and group together the persons, associations and organizations incorporated or not, composed of persons of russian ethnic extraction, living in the province of Quebec, in order to give them the possibility to establish social contacts and mutual assistance societies, under the name of "Union des Organisations Ethniques Russes de la province de Québec — Union of Russian Ethnic Organizations in the Province of Quebec".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire or possess is of \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 185-67

**Vallée de Cendrillon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1967, constituant en corporation: Richard Lemay, commerçant, Marielle Blais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Richard Lemay, tous deux de 663, rue Montcalm, Jean-Paul Pellerin, enquêteur, et Thérèse Gamache, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Pellerin, ces deux derniers de 2475, rue des Hêtres, tous quatre de Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Vallée de Cendrillon inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Rang Saint-Ubalde, Sainte-Flore, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1965-67

**Valleyfield Stevedoring Limited  
Arrimage Valleyfield limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Arthur Millington Minnion, avocat et conseil en Loi de la reine, 662, avenue Belmont, William Ewart Stavert, 557, avenue Grosvenor, Rafe James Plant, 479, avenue Strathcona, tous deux avocats, tous trois de Westmount, Rodney Alexander Patch, avocat et conseil en Loi de la reine, 3980, chemin Côte des Neiges, Michael Arthur Meighen, 1800, avenue McGregor, tous deux de Montréal, et Robert Charles Legge, 4, avenue Tunstall, Senneville, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'arrimage dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Valleyfield Stevedoring Limited — Arrimage Valleyfield limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 2069-67

**Value-Tek Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Paul Rousseau, architecte, 1170, de Salaberry, Québec, Joseph-Henri Coulombe, ingénieur-conseil, 2799, Ville-Marie, Pierre Lesage, 772, Émile-Côté, et Bruno Bernard, 3400, Carré Couillard, ces deux der-

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Assistant Secretary of the Province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 185-67

**Vallée de Cendrillon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Richard Lemay, trader, Marielle Blais, housewife, wife contractually separate as to property of said Richard Lemay, both of 663 Montcalm Street, Jean-Paul Pellerin, investigator, and Thérèse Gamache, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Paul Pellerin, the latter two of 2475 des Hêtres Street, all four of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Vallée de Cendrillon inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each, 200 preferred class "A" shares of \$100 each and into 500 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Ubalde Range, Sainte-Flore, judicial district of Saint-Maurice.

*Assistant Secretary of the Province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 1965-67

**Valleyfield Stevedoring Limited  
Arrimage Valleyfield limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Arthur Millington Minnion, advocate and Queen's Counsel, 662 Belmont Avenue, William Ewart Stavert, 557 Grosvenor Avenue, Rafe James Plant, 479 Strathcona Avenue, both advocates, all three of Westmount, Rodney Alexander Patch, advocate and Queen's Counsel, 3980 Côte des Neiges Road, Michael Arthur Meighen, 1800 McGregor Avenue, both of Montreal, and Robert Charles Legge, 4 Tunstall Avenue, Senneville, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on a general stevedoring business in all its branches, under the name of "Valleyfield Stevedoring Limited — Arrimage Valleyfield limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Assistant Secretary of the Province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2069-67

**Value-Tek Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Paul Rousseau, architect, 1170 de Salaberry, Québec, Joseph-Henri Coulombe, consulting engineer, 2799 Ville-Marie, Pierre Lesage, 772 Émile-Côté, and Bruno Bernard, 3400 Carré Couillard, the two latter advocates,

niers avocats, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

S'adonner à l'évaluation en général, sous le nom de « Value-Tek Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1836-67

#### Viens transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Julienne Lefebvre, secrétaire, épouse de Charles Simard, Yvette Larocque, secrétaire, épouse de Maurice Dumont, et Micheline Lussier, secrétaire, fille majeure, toutes trois de 237, rue Principale, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Viens transport inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Brigide-d'Iberville, district judiciaire d'Iberville.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1710-67

#### Ron Ward Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Anne Brown, 5501, Adalbert, app. 215, Côte Saint-Luc, Daphne Saunderson, 322, Elm, Westmount, toutes deux secrétaires, célibataires, et Lawrence L. Fligel, avocat, 5711, Edgemore, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et des stations de service, sous le nom de « Ron Ward Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 99, boulevard Métropolitain, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2062-67

the three latter of Sainte-Foy, for the following purposes:

To take up business making evaluations in general, under the name of "Value-Tek Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1836-67

#### Viens transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julienne Lefebvre, secretary, wife of Charles Simard, Yvette Larocque, secretary, wife of Maurice Dumont, and Micheline Lussier, secretary, fille majeure, all three of 237 Principale Street, Granby, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Viens transport inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Brigide-d'Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1710-67

#### Ron Ward Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Anne Brown, 5501 Adalbert, apt. 215, Côte Saint-Luc, Daphne Saunderson, 322 Elm, Westmount, both secretaries, spinsters, and Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate garages and service stations, under the name of "Ron Ward Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 99 Metropolitan Boulevard, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2062-67

## Lettres patentes supplémentaires

### A. A. L. Métal incorporée A. A. L. Metal Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1967, à la compagnie « A. A. L. Métal incorporée — A. A. L. Metal Incorporated », augmentant son capital de \$40,000 à \$60,000 par la création de 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

14662-59 — 1369/59

## Supplementary Letters Patent

### A. A. L. Métal incorporée A. A. L. Metal Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "A. A. L. Métal incorporée — A. A. L. Metal Incorporated", increasing its capital stock from \$40,000 to \$60,000 by the creation of 200 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

14662-59 — 1369/59

**Avon Construction (Montreal) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1967, à la compagnie « Avon Construction (Montreal) Ltd. », augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

20077 3111-66 — 1369/72

**Les Bonbons Itha Dobert inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1967, à la compagnie « Bonbons Itha inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de février 1964, 1° changeant son nom en celui de « Les Bonbons Itha Dobert inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$10,000 à \$40,000 par la création de 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

20077-o 565-64 — 1369/73

**Le Club Renaissance (Montréal) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'avril 1967, à la compagnie « Le Club Renaissance (Montréal) inc. », augmentant son capital de \$350,021 à \$750,021 par la création de 200 actions privilégiées classe « C » d'une valeur de \$2,000 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

20077-o 10829-62 — 1370/25

**Crump Mechanical Contracting Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1966, à la compagnie « Samuel Crump Co. (Quebec) Limited », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de février 1959, 1° changeant son nom en celui de « Crump Mechanical Contracting Limited »; 2° augmentant son capital de \$1,000 à \$700,000 par la création de 6,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

20077 10715-59 — 1349/45

**Custom Built Homes Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'avril 1967, à la compagnie « Custom Built Homes Corporation », réduisant son capital de \$501,037.30 à \$434,837.30, le capital-actions

**Avon Construction (Montreal) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Avon Construction (Montreal) Ltd.", increasing its capital from \$20,000 to \$120,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 3111-66 — 1369/72

**Les Bonbons Itha Dobert inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of Government of the Province to "Bonbons Itha inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of February, 1964, 1. changing its name to that of "Les Bonbons Itha Dobert inc."; 2. amending its powers; 3. increasing its capital from \$10,000 to \$40,000, by the creation of 3,000 common shares of a par value of \$10 each.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 565-64 — 1369/73

**Le Club Renaissance (Montréal) inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Le Club Renaissance (Montréal) inc.", increasing its capital from \$350,021 to \$750,021 by the creation of 200 preferred class "C" shares of a par value of \$2,000 each.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 10829-62 — 1370/25

**Crump Mechanical Contracting Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Samuel Crump Co. (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of February, 1959, 1. changing its name to that of "Crump Mechanical Contracting Limited"; 2. increasing its capital from \$1,000 to \$700,000 by the creation of 6,990 preferred shares of the par value of \$100 each.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 10715-59 — 1349/45

**Custom Built Homes Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Custom Built Homes Corporation", reducing its capital from \$501,037.30 to \$434,837.30, the capital stock

annulé étant divisé en 66,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 1837-35 — 1368/81

### The Crystal Palace Theatre Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, à la compagnie « The Crystal Palace Theatre Limited », 1<sup>o</sup> subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et ses 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$50,000 à \$150,000 par la création de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2065-32 — 1370/26

### D. & S. Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, à la compagnie « Plaza Distributors Inc. », constituée par lettres patentes en date du 31<sup>e</sup> jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « D. & S. Distributors Inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 2292-66 — 1369/81

### Les Développements McCrea inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour d'avril 1967, à la compagnie « Les Développements SeMorin ltée », constituée par lettres patentes en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1963, changeant son nom en celui de « Les Développements McCrea inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 5147-63 — 1370/5

### Dion Frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26<sup>e</sup> jour d'avril 1967, à la compagnie « Dion Frères inc. », 1<sup>o</sup> réduisant son capital de \$1,100,000 à \$100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune émises ou non émises, à 6%, non cumulatives, et en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune, non émises, désignées comme « actions privilégiées, 6½%, cumulatives »; 2<sup>o</sup> convertissant et subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair, dont 131,000 sont déjà émises et payées; 3<sup>o</sup> augmentant son capital par la création de 400,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 2711-44 — 1369/80

annulled being divided into 66,200 preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1837-35 — 1368/81

### The Crystal Palace Theatre Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "The Crystal Palace Theatre Limited", 1. subdividing its 200 common shares of a par value of \$100 each into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and its 300 preferred shares of a par value of \$100 each into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$50,000 to \$150,000, by the creation of 10,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2065-32 — 1370/26

### D. & S. Distributors Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Plaza Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of May, 1966, changing its name to that of "D. & S. Distributors Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2292-66 — 1369/81

### Les Développements McCrea inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Les Développements SeMorin ltée", incorporated by letters patent dated the 29th day of November, 1963, changing its name to that of "Les Développements McCrea inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 5147-63 — 1370/5

### Dion Frères inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Dion Frères inc.", 1. reducing its capital from \$1,100,000 to \$100,000, the annulled capital shares being divided into 5,000 preferred shares of \$100 each issued or unissued, at 6%, non cumulative, and into 5,000 preferred shares of \$100 each, unissued, designated as « preferred shares, 6½%, cumulative; » 2. converting and subdividing its 1,000 common shares of \$100 each into 200,000 common shares without par value, 131,000 of which is already issued and paid; 3. increasing its capital by the creation of 400,000, common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2711-44 — 1369-80

**Lionel Doyon Assurances inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mai 1967, à la compagnie « Doyon, Mainville, inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de février 1963, changeant son nom en celui de « Lionel Doyon Assurances inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 670-63 — 1369/82

**Faco Plastic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de mars 1967, à la compagnie « Faco Plastic Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 1476-65 — 1368/19

**J. C. Holdings Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1967, à la compagnie « Trilon Construction Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « J. C. Holdings Co. Ltd. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 13503-62 — 1369/88

**Johnson's Asbestos Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1967, à la compagnie « Johnson's Asbestos Company », diminuant son capital de \$6,000,000 à \$1,000,000, le capital-actions annulé étant divisé en 50,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 8469-46 — 1369/53

**Joseph Lachance & Fils, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'avril 1967, à la compagnie « Les Frères Lachance de Montmagny inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « Joseph Lachance & Fils, inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2734-64 — 1369/54

**London Bishop Realty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e

**Lionel Doyon Assurances inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Doyon, Mainville, inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1963, changing its name to that of "Lionel Doyon Assurances inc."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 670-63 — 1369-82

**Faco Plastic Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Faco Plastic Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional share capital being divided into 600 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 1476-65 — 1368/19

**J. C. Holdings Co. Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Trilon Construction Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of August, 1962, changing its name to that of "J. C. Holdings Co. Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 13503-62 — 1369/88

**Johnson's Asbestos Company**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Johnson's Asbestos Company", reducing its capital from \$6,000,000 to \$1,000,000, the capital stock annulled being divided into 50,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 8469-46 — 1369/53

**Joseph Lachance & Fils, inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Les Frères Lachance de Montmagny inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1964, changing its name to that of "Joseph Lachance & Fils, inc."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2734-64 — 1369/54

**London Bishop Realty Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Govern-

our d'avril 1967, à la compagnie « London Bishop Realty Inc. », diminuant son capital de \$1,730,500 à \$40,000, le capital-actions annulé étant divisé en 11,270 actions privilégiées catégorie « B » de \$150 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 2036-65 — 1370/27

#### Maclaren Power & Paper Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mai 1967, à la compagnie « Maclaren Power & Paper Company », augmentant son capital de \$7,500,000 à \$17,500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 1073-30 — 1370/28

#### Maurice & Claude Co. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'avril 1967, à la compagnie « Maurice & Claude Co. Itée », étendant ses pouvoirs.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 10675-54 — 1369/58

#### Mont Ste. Marie Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'avril 1967, à la compagnie « Mont Ste. Marie Ltd. », 1<sup>o</sup> changeant ses 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 2<sup>o</sup> subdivisant ses 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3<sup>o</sup> augmentant le nombre de ses actions privilégiées à 30,000.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 2084-63 — 1370/29

#### Moro Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'avril 1967, à la compagnie « Moro Investments Ltd. », réduisant son capital de \$700,314.40 à \$521,499.40, le capital-actions annulé étant divisé en 178,815 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 13362-55 — 1368/59

#### Motel Trans-Canada de Ste-Madeleine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1967, à la compagnie « Motel Trans-Canada de Ste-Madeleine inc. », 1<sup>o</sup> modifiant les

ment de la Province to « London Bishop Realty Inc. », reducing its capital from \$1,730,500 to \$40,000, the capital stock annulled being divided into 11,270 class « B » preferred shares of \$150 each.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2036-65 — 1370/27

#### Maclaren Power & Paper Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « Maclaren Power & Paper Company », increasing its capital from \$7,500,000 to \$17,500,000, the additional capital stock being divided into 10,000,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 1073-30 — 1370/28

#### Maurice & Claude Co. Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « Maurice & Claude Co. Itée », extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 10675-54 — 1369/58

#### Mont Ste. Marie Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « Mont Ste. Marie Ltd. », 1. changing its 5,000 common shares of the par value of \$1 each into 5,000 common shares without nominal or the par value; 2. subdividing its 250 preferred shares of the par value of \$100 each into 2,500 preferred shares of the par value of \$10 each; 3. increasing the number of its preferred shares to 30,000.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2084-63 — 1370/29

#### Moro Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « Moro Investments Ltd. », reducing its capital from \$700,314.40 to \$521,499.40, the capital stock annulled being divided into 178,815 preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 13362-55 — 1368/59

#### Motel Trans-Canada de Ste-Madeleine inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to « Motel Trans-Canada de Ste-Madeleine inc. », 1. modifying the provisions

dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5; 3° augmentant son capital de \$100,000 à \$300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées de \$1,000 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

4586-66 — 1368/95

**Mount Royal Property Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'avril 1967, à la compagnie « Mount Royal Property Corporation », réduisant son capital de \$600,200 à \$241,805, le capital-actions annulé étant divisé en 358,395 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

2877-36 — 1368/96

**Nash Catering Services Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1967, à la compagnie « Nash Restaurant Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1962, changeant son nom en celui de « Nash Catering Services Ltd. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077

10114-62 — 1369/64

**Placements La Barre Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1967, à la compagnie « Investissement Jardin Fleuri inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1966, changeant son nom en celui de « Placements La Barre Itée ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

5152-66 — 1368/28

**Denis Provost & Associés inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mai 1967, à la compagnie « Provost, Lavigne & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de juillet 1966, changeant son nom en celui de « Denis Provost & Associés inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2121-66 — 1370/13

**R. G. Asphalte et Construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1967, à la compagnie « R. Gervais Asphalte inc. », constituée par lettres patentes

of its letters patent; 2. increasing the number of its directors from 3 to 5; 3. increasing its capital stock from \$100,000 to \$300,000, the additional share capital being divided into 200 preferred shares of \$1,000 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

4586-66 — 1368/95

**Mount Royal Property Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Mount Royal Property Corporation", reducing its capital from \$600,200 to \$241,805, the capital stock annulled being divided into 358,395 preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

2877-36 — 1368/96

**Nash Catering Services Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Nash Restaurant Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1962, changing its name to that of "Nash Catering Services Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o

10114-62 — 1369/64

**Placements La Barre Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Investissement Jardin Fleuri inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of December, 1966, changing its name to that of "Placements La Barre Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

5152-66 — 1368/28

**Denis Provost & Associés inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Provost, Lavigne & Associés inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of July, 1966, changing its name to that of "Denis Provost & Associés inc."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2121-66 — 1370/13

**R. G. Asphalte et Construction inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "R. Gervais Asphalte inc.", incorporated by letters patent dated the 11th

en date du 11e jour de juin 1965, changeant son nom en celui de « R. G. Asphalte et Construction inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
20077-o 2321-65 — 1368/5

**Les Résidences Métropoles inc.**  
**Metropol Residences Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1967, à la compagnie « Dussault Construction ltée », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de novembre 1952, changeant son nom en celui de « Les Résidences Métropoles inc. — Metropol Residences Inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
20077-o 15347-52 — 1369/65

**Restaurant La Louve inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mars 1967, à la compagnie « Restaurant Jardin d'Italie inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de juillet 1963, changeant son nom en celui de « Restaurant La Louve inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
20077-o 3234-63 — 1370/14

**St-Laurent & Frères (1966) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1967, à la compagnie « St-Laurent & Frères (1966) inc. », 1<sup>o</sup> augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
20077-o 4736-66 — 1369/108

**Setak Corporation (Quebec) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1967, à la compagnie « KCS (Quebec) Limited », constituée par lettres patentes en date du 31e jour d'octobre 1959, changeant son nom en celui de « Setak Corporation (Quebec) Limited ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
20077 15996-59 — 1368/38

**Sherbrooke Racing Club inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1967, à la compagnie « Sherbrooke Racing Club inc. », augmentant son capital de

day of June, 1965, changing its name to that of "R. G. Asphalte et Construction inc.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
20077 2321-65 — 1368/5

**Les Résidences Métropoles inc.**  
**Metropol Residences Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Dussault Construction ltée", incorporated by letters patent dated the 5th day of November, 1952, changing its name to that of "Les Résidences Métropoles inc. — Metropol Residences Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
20077 15347-52 — 1369/65

**Restaurant La Louve inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Restaurant Jardin d'Italie inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of July, 1963, changing its name to that of "Restaurant La Louve inc.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
20077 3234-63 — 1370/14

**St-Laurent & Frères (1966) inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "St-Laurent & Frères (1966) inc." 1. increasing its capital from \$40,000 to \$140,000, the additional capital shares being divided into 1,000 category "A" preferred shares of \$100 each; 2. increasing the number of its directors from 3 to 4.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
20077 4736-66 — 1369/108

**Setak Corporation (Quebec) Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "KCS (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1959, changing its name to that of "Setak Corporation (Quebec) Limited".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
20077-o 15996-59 — 1368/38

**Sherbrooke Racing Club inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sherbrooke Racing Club inc.", increasing its capital from \$30,000 to \$130,000.

\$30,000 à \$130,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 14476-52 — 1369-104

**Leonard Silver Furs Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mai 1967, à la compagnie « Leonard Silver Furs Inc. », augmentant son capital de \$50,000 à \$150,000 par la création de 10,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 10207-61 — 1370/30

**Sno Jet inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mai 1967, à la compagnie « Les Industries Fibre de Verre de Thetford inc. — Thetford Fiber Glass Industries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « SnoJet inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 4079-64 — 1370/16

**Van-Dale (Canada) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour d'avril 1967, à la compagnie « Van-Dale Knitters (Canada) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de juin 1966, changeant son nom en celui de « Van-Dale (Canada) Ltd. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 2355-66 — 1368/39

**Vidéotron Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1967, à la compagnie « Vidéotron Itée », 1° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$1,350,000 par la création de 125,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077 5315-65 — 1368/40

**White Cross Shoe Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1967, à la compagnie « C. P. Ouimet Shoe Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de novembre 1941,

the additional capital shares being divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 14476-52 — 1369/104

**Leonard Silver Furs Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Leonard Silver Furs Inc.", increasing its capital from \$50,000 to \$150,000 by the creation of 10,000 additional preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 10207-61 — 1370/30

**Sno Jet inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Les Industries Fibre de Verre de Thetford inc. — Thetford Fiber Glass Industries Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of September, 1964, changing its name to that of "Sno Jet inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077 4079-64 — 1370/16

**Van-Dale (Canada) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Van-Dale Knitters (Canada) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of June, 1966, changing its name to that of "Van-Dale (Canada) Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 2355-66 — 1368/39

**Vidéotron Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Vidéotron Itée", 1. amending the privileges and restrictions attaching to its preferred shares; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$1,350,000 by the creation of 125,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 5315-65 — 1368/40

**White Cross Shoe Company Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "C. P. Ouimet Shoe Company Limited", incorporated by letters patent dated the 28th day of November, 1941,

changeant son nom en celui de « White Cross Shoe Company Limited ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
8864-41 — 1370/24

20077

changing its name to that of "White Cross Shoe Company Limited".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
8864-41 — 1370/24

20077-0

## Avis d'annulation de lettres patentes

### Avis

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, la compagnie dont le nom suit a omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait est passible d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Nom de la compagnie: Les Entreprises de Gaspé Inc. Date des lettres patentes le 20 octobre 1952.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
20077-0

## Lettres Patent Notice of annulmet

### Notice

Notice is given under section 24 of the Companies Act that the following company has failed to file, during two consecutive years, the return required by section 4 of the Companies Information Act and for this reason is liable to be annulled sixty days after the publication in the *Quebec Official Gazette* of this notice.

Name of the company: Les Entreprises de Gaspé Inc. Date of the letters patent, October 20, 1952.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
20077-0

## Arrêtés en Conseil

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1481

Québec, le 2 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation des règlements numéros 1, 2 et 3 du comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

1<sup>o</sup> QUE conformément aux paragraphes « a », « c » et « d » de l'article 22 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation, Statuts refondus 1964, chapitre 234, soient approuvés les règlements suivants dont le texte (versions française et anglaise) est annexé au présent arrêté en conseil:

a) Règlement numéro 1 concernant la reconnaissance des institutions d'enseignement confessionnelles comme catholiques;

b) Règlement numéro 2 concernant l'éducation chrétienne, l'enseignement religieux et moral et le service religieux dans les institutions d'enseignement reconnues comme catholiques;

c) Règlement numéro 3 concernant la qualification, au point de vue religieux et moral, du personnel dirigeant et enseignant dans les institutions d'enseignement reconnues comme catholiques;

2<sup>o</sup> QUE les règlements autrefois connus sous le nom de « Règlements du comité catholique romain du Conseil de l'instruction publique » soient modifiés en conséquence, s'il y a lieu.

Copie conforme.

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

Province de Québec, Conseil supérieur de l'Éducation, Comité catholique.

## Orders in Council

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 1481

Québec, June 2, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of regulations numbers 1, 2 and 3 of the Catholic Superior Council of Education.

IT IS ORDAINED upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT in conformity with paragraphs (a), (c) and (d) of section 22 of the Superior Council of Education Act, Revised Statutes, 1964, chapter 234, the following regulations the text of which (French and English Versions), is annexed to the present Order in Council to be approved:

(a) Regulation number 1 concerning the recognition of Catholic educational institutions;

(b) Regulation number 2 concerning Catholic education, moral and religious instruction and religious services in educational institutions recognized as Catholic;

(c) Regulation number 3 concerning the qualifications, from the point of view of religion and morals, of the supervisory and teaching staffs in educational institutions recognized as Catholic;

2. THAT the regulations formerly known under the name of "Regulations of the Eoman Catholic Committee of the Council of Education" be consequently amended, if necessary.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

Province of Québec, Superior Council of Education, Catholic Committee.

Règlements du Comité catholique du  
Conseil supérieur de l'Éducation

Preamble

Attendu les dispositions de la Loi du Conseil supérieur de l'Éducation (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 234, article 22);

Attendu que l'éducation catholique exige:  
le respect et la promotion des valeurs humaines;  
un enseignement profane de première qualité qui respecte l'objet de chaque discipline et la pédagogie qui lui est propre;  
un enseignement religieux conforme à la doctrine de l'Église et à la pédagogie de la foi;

un milieu de vie qui, animé par une organisation scolaire et une pastorale adéquates, favorise l'éducation de la liberté, l'épanouissement de la personnalité, l'ouverture au monde, l'amour des autres et l'accès à l'âge adulte de la foi;

Le Comité catholique du Conseil supérieur de l'Éducation fait les règlements suivants:

Règlement No 1: Reconnaissance des institutions d'enseignement catholiques

Article 1. Les mots « institutions d'enseignement » désignent tout établissement d'enseignement, tant du secteur public que du secteur privé.

Article 2. Toute institution d'enseignement qui désire être reconnue comme catholique doit répondre aux conditions suivantes:

a) inclure à son horaire régulier une catéchèse et (ou) un enseignement des sciences religieuses;

b) suivre les programmes et utiliser les manuels et le matériel didactique approuvés, au point de vue religieux et moral, par le Comité catholique;

c) employer un personnel qui respecte la confessionnalité de l'institution et les exigences de l'éducation catholique;

d) assurer le service de la pastorale;

e) observer les règlements du Comité catholique.

Article 3. Pour des raisons pertinentes, une institution d'enseignement qui ne répond pas entièrement aux dispositions de l'article 2 du présent règlement peut, à certaines conditions, être reconnue comme catholique.

Article 4. Toute reconnaissance peut être révoquée pour cause.

Règlement No 2: Éducation catholique, enseignement religieux et moral et service religieux dans les institutions d'enseignement reconnues comme catholiques.

Article 1. Toute institution d'enseignement reconnue comme catholique doit assurer à ses élèves une éducation catholique telle que définie au préambule des présents règlements.

Article 2. Le directeur de l'institution d'enseignement catholique doit veiller à ce que celle-ci soit en mesure d'atteindre ses fins. Pour cela, il doit plus particulièrement: a) animer un personnel compétent; b) organiser l'institution de façon à favoriser une vie communautaire et une participation des élèves à leur propre formation; c) assurer l'insertion et la liberté de l'action pastorale dans l'institution tant pour l'enseignement religieux que pour le culte et pour les activités apostoliques.

Article 3. L'aumônier est responsable de la pastorale d'ensemble dans l'institution.

Regulations of the Catholic Committee  
of the Superior Council of Education

Preamble

In accordance with the provisions of the Superior Council of Education Act (Revised Statutes of Québec, 1964, ch. 234, Section 22);

Whereas Catholic education requires:  
the respect and development of human values;  
secular instruction of the highest order which respects the aims of each subject and the pedagogy appropriate to it;  
a religious education which conforms to the doctrine of the Church and to the pedagogy of the faith;

an environment which, inspired by an adequate type of school organization and pastoral services, promotes training in the use of liberty, fosters the development of the personality, the widening of horizons, the love of others and the progressive development of a mature faith;

The Catholic Committee of the Superior Council of Education hereby draws up the following regulations:

Regulation No. 1: Recognition of Catholic educational institutions.

Section 1. The words "educational institution" shall mean any teaching establishment whether public or private.

Section 2. An educational institution which wishes to be recognized as Catholic must fulfill the following conditions:

(a) include in its regular time-table periods for catechetical instruction and (or) instruction in religious knowledge;

(b) follow the curricula and make use of the textbooks and teaching material approved, from the point of view of religion and morals, by the Catholic Committee;

(c) engage personnel who will respect the confessionality of the institution and the requirements of Catholic education;

(d) provide pastoral services;

(e) observe the regulations of the Catholic Committee.

Section 3. For pertinent reasons, an educational institution which does not satisfy entirely the provisions of Section 2 of this regulation could be recognized as Catholic under certain conditions.

Section 4. Any recognition may be revoked for cause.

Regulation No. 2: Catholic education, moral and religious instruction and religious services in educational institutions recognized as Catholic.

Section 1. All educational institutions recognized as Catholic should provide for their pupils a Catholic education as defined in the preamble of the present regulations.

Section 2. The principal of a Catholic educational institution should see that such an establishment is in a position to meet its objectives. Towards this end he should specifically: (a) give inspiration to a competent staff; (b) organize the institution so as to foster community life and student participation in their own education; (c) provide for the carrying out and free exercise of pastoral services within the institution with regard to religious instruction, worship and apostolic activities.

Section 3. The Chaplain is responsible for the overall pastoral services of the institution.

*Article 4.* L'aumônier est membre du personnel de l'institution d'enseignement et, dans l'exercice de ses fonctions, il collabore avec la direction.

*Article 5.* Le directeur de la pastorale scolaire doit pouvoir exercer librement son rôle pastoral et il doit agir en collaboration avec les dirigeants scolaires.

*Article 6.* Les coordonnateurs, les chefs de département et les professeurs chargés de l'enseignement religieux et moral catholique doivent posséder une formation adéquate.

*Article 7.* Toute institution est tenue, à tous les niveaux d'enseignement, d'inclure dans son horaire hebdomadaire des périodes d'enseignement religieux et moral catholique dont la fréquence peut varier selon les niveaux.

*Article 8.* Aux niveaux élémentaire et secondaire, un élève est dispensé des programmes d'enseignement religieux et moral catholique sur demande écrite de ses parents.

*Article 9.* Au niveau secondaire, après avoir consulté les parents, le directeur de l'institution d'enseignement peut dispenser du programme d'enseignement religieux et moral catholique un élève qui en fait la demande.

*Article 10.* L'élève dispensé du programme d'enseignement religieux et moral catholique doit suivre un programme d'enseignement de morale naturelle.

*Article 11.* Au niveau post-secondaire, le programme d'enseignement religieux et moral catholique est sujet à option libre.

*Article 12.* L'institution d'enseignement de niveau secondaire ou de niveau post-secondaire doit avoir un ou des locaux aménagés spécialement pour répondre aux besoins de l'enseignement religieux.

*Article 13.* Dans chaque institution d'enseignement, le contrôle des connaissances religieuses des élèves se fait par des vérifications périodiques dont la forme varie selon les niveaux d'enseignement et le degré de formation des élèves.

*Article 14.* L'institution d'enseignement de niveau secondaire ou de niveau post-secondaire doit mettre un bureau à la disposition de chaque aumônier.

*Article 15.* L'institution d'enseignement de niveau secondaire ou de niveau post-secondaire doit posséder un local pouvant servir aux activités liturgiques.

*Règlement No 3: Qualités requises, au point de vue religieux et moral, du personnel dirigeant et reconnant dans les institutions d'enseignement reconnues comme catholiques.*

*Article 1.* Les personnes proposées à la direction, à l'enseignement et aux services éducatifs dans une institution d'enseignement catholique doivent posséder la compétence requise et:

- a) être de foi catholique;
- b) jouir d'une bonne réputation;
- c) assurer leurs fonctions selon l'esprit de l'éducation catholique telle que définie au préambule des présents règlements;
- d) respecter la liberté de conscience des élèves, des parents et du personnel de l'institution.

*Article 2.* Toutefois, pour des raisons pertinentes, des personnes compétentes non catholiques peuvent être engagées dans une institution d'enseignement catholique pourvu qu'elles jouissent d'une bonne réputation et qu'elles respectent

*Section 4.* The Chaplain is a member of the staff of the educational institution and in the performance of his duties he cooperates with the administration.

*Section 5.* The head of the pastoral services shall be free to exercise his duties and shall act in cooperation with the authorities of the institutions.

*Section 6.* Coordinators, department heads and teachers of religion should have adequate training.

*Section 7.* Every institution is required, at all levels, to include in its weekly time-table periods for Catholic moral and religious instruction, the number of which may vary according to grade.

*Section 8.* At the Elementary and Secondary levels, a pupil shall be exempted from courses in Catholic moral and religious instruction upon the written request of his parents.

*Section 9.* At the Secondary level, after consultation with the parents, the Principal of an educational institution may exempt a student who so requests from courses in Catholic religious and moral instruction.

*Section 10.* A student who is exempted from a course in Catholic religious and moral instruction shall follow a course of instruction in ethics.

*Section 11.* At the post-Secondary level, the course in Catholic religious and moral instruction shall be the object of a free choice.

*Section 12.* A Secondary or post-Secondary institution shall provide one or more rooms to meet the needs of religious instruction.

*Section 13.* In each educational institution, the degree of religious knowledge of the students shall be ascertained by means of periodic tests whose type shall vary according to the level of instruction and to the grade of the students.

*Section 14.* A Secondary or post-Secondary institution shall provide an office for each Chaplain.

*Section 15.* A Secondary or post-Secondary institution shall provide an area which may be used for liturgical activities.

*Regulation No. 3: Qualifications required, from the point of view of religion and morals, of the supervisory and teaching staffs in educational institutions recognized as Catholic.*

*Section 1.* Persons appointed to the supervisory and teaching staffs and to educational services in a Catholic educational institution shall be duly qualified and:

- (a) be of the Catholic faith;
- (b) enjoy a good reputation;
- (c) assume their responsibilities in accordance with the spirit of Catholic education as defined in preamble of the present regulations;
- (d) respect the freedom of conscience of students, parents and the staff of the institution.

*Section 2.* Nevertheless, for pertinent reasons, qualified non-Catholic persons may be engaged in a Catholic educational institution provided they enjoy a good reputation and that they respect the confessional character of the institution as

le caractère confessionnel de l'institution ainsi que la liberté de conscience des élèves, des parents et du personnel de l'institution.

Extrait des procès-verbaux des 29<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> réunions du Comité catholique du Conseil supérieur de l'Éducation tenues les 16 et 17 mars et les 18 et 19 mai 1967.

Copie conforme.

Québec, le 22 mai 1967.

*Le Secrétaire du Comité catholique,*

20079-0

PAUL-E. DROLET.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1482

Québec, le 2 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation des règlements numéros 1, 2 et 3 du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre de l'éducation:

QUE conformément aux paragraphes *a*), *c*) et *d*) de l'article 22 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation, Statuts refondus 1964, chapitre 234, soient approuvés les règlements suivants dont le texte (versions française et anglaise) est annexé au présent arrêté en conseil:

*a*) Règlement numéro 1 concernant la reconnaissance des institutions d'enseignement confessionnelles comme protestantes;

*b*) Règlement numéro 2 concernant l'éducation chrétienne, l'enseignement religieux et moral et le service religieux dans les institutions d'enseignement reconnues comme protestantes;

*c*) Règlement numéro 3 concernant la qualification, au point de vue religieux et moral, du personnel dirigeant et enseignant dans les institutions d'enseignement reconnues comme protestantes;

QUE les règlements autrefois connus sous le nom de « Règlements du comité protestant du Conseil de l'instruction publique » soient modifiés en conséquence, s'il y a lieu.

Copie conforme.

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*

JACQUES PRÉMONT.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

*Comité protestant*

*Règlement No 1*

Reconnaissance des institutions d'enseignement protestantes dans la province de Québec.

*Article 1.* Les mots « institutions d'enseignement », pour les fins du présent règlement, désignant tout établissement d'enseignement ou une faculté ou département d'une telle institution tant du secteur public que du secteur privé.

*Article 2.* Toute institution d'enseignement pour être reconnue comme protestante pour les fins de l'article 22 de la loi instituant le Conseil supérieur de l'éducation, (1964, S.R.Q. chapitre 234) et pour assurer son caractère confessionnel, doit répondre aux conditions suivantes:

*a*) pour l'enseignement religieux et moral, suivre des programmes et utiliser des manuels et un matériel didactique approuvés par le Comité protestant;

*b*) suivre des programmes et utiliser des manuels et un matériel didactique approuvés

well as the freedom of conscience of the pupils, of the parents and of the staff of the institution.

Extract from the Minutes of the 30th meeting of the Catholic Committee of the Superior Council of Education held on April 20th and 21st, 1967.

True copy.

Québec, May 22, 1967.

PAUL-E. DROLET,

20079-0

*Secretary of the Catholic Committee.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1482

Québec, June 2, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of regulations numbers 1, 2 and 3 of the Protestant Committee of the Superior Council of Education.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT pursuant to paragraphs *a*), *c*) and *d*) of section 22 of the Superior Council of Education Act, Revised Statutes, 1964, chapter 234, the following regulations, the text of which (French and English versions) is annexed to this Order in Council, be approved:

*a*) Regulation number 1 concerning recognition of Protestant Education Institutions;

*b*) Regulation number 2 concerning Christian Education, religious and moral instruction and religious service in educational institutions recognized as Protestant;

*c*) Regulation number 3 concerning the qualification from the point of view of religion and morals, of the managing and teaching staff in educational institutions recognized as Protestant;

THAT the regulations formerly known under the name of "Regulations of the Protestant Committee of the Council of Education" be amended accordingly, if necessary.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

*Clerk of the Executive Council.*

SUPERIOR COUNCIL OF EDUCATION

*Protestant Committee*

*Regulation No. 1*

Recognition of Protestant Educational Institutions in the Province of Québec.

*Section 1.* The words "Educational Institution" as employed herein shall mean any teaching establishment or a faculty or department thereof whether in the public or private section.

*Section 2.* In order to be recognized by the Protestant Committee as a Protestant institution within the meaning of Section 22 of the Superior Council of Education Act (1964 R.S.Q. Chapter 234) and to ensure its confessional character, an educational institution must:

*a*) follow curricula and make use of textbooks and teaching materials approved for religious and moral instruction by the Protestant Committee;

*b*) follow curricula and make use of textbooks and teaching materials approved, from the point

au point de vue religieux et moral, par le Comité protestant;

c) observer les règlements du Comité protestant.

*Article 3.* Il est loisible au Comité protestant, pour des raisons jugées pertinentes, de reconnaître comme protestante une institution d'enseignement qui ne répondrait pas entièrement aux conditions mentionnées à l'article 2 du présent règlement.

*Article 4.* Le Comité protestant peut révoquer, pour raisons jugées suffisantes, la reconnaissance donnée à toute institution d'enseignement.

*Article 5.* Le Comité protestant peut, de temps en temps, établir les procédures nécessaires à l'application du présent règlement.

Copie certifiée de l'extrait des minutes de la 13<sup>ième</sup> assemblée du Comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation.

Le 16-17 février 1967.

*Le Secrétaire du comité protestant,*

(Signé) A. R. M. Roy.

#### Règlement No 2

Attendu que le Comité protestant reconnaît la grande variété de croyances religieuses chez les étudiants fréquentant les écoles protestantes du Québec; attendu qu'on accepte qu'un cours en connaissance générale de la Bible et de la morale judéo-chrétienne doit continuer à être dispensé dans de telles écoles; en conséquence, le Comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation, par les présentes, édicte son règlement concernant l'éducation chrétienne, l'enseignement religieux et moral dans les institutions d'enseignement reconnues comme protestantes (soit son règlement no 2) comme suit:

*Article 1.* Le but de l'enseignement religieux et moral dans les écoles protestantes du Québec est d'assurer aux étudiants une connaissance générale de la Bible et de favoriser le développement d'une interprétation morale et spirituelle de la vie.

*Article 2.* Toute institution d'enseignement reconnue comme protestante doit dispenser l'enseignement moral et religieux à ses étudiants.

*Article 3.* Un tel enseignement doit être donné régulièrement dans toutes les institutions reconnues comme protestantes, sans toutefois contenir aucun enseignement ayant un caractère spécifiquement confessionnel.

*Article 4.* Dans de telles institutions, la journée scolaire débutera par la récitation de l'Oraison dominicale et la lecture des Saintes-Écritures.

*Article 5.* Aucun étudiant dans une école publique reconnue comme protestante n'est tenu de suivre l'enseignement religieux et moral ni de participer aux exercices à caractère religieux si une demande écrite est présentée à cette fin par ses parents ou par son tuteur.

*Article 6.* Les professeurs qui, par objection de conscience, présentent une demande écrite à cette fin seront, lors de leur engagement ou réengagement, exemptés de l'obligation de dispenser l'enseignement religieux et moral.

*Article 7.* Les programmes d'enseignement religieux et moral doivent être basés sur des textes choisis « a » du Nouveau Testament et de l'Ancien Testament ou « b » exclusivement de l'Ancien Testament.

*Article 8.* Dans les écoles secondaires un cours descriptif sur la philosophie et la morale de diverses croyances religieuses peut être prescrit

of view of religion and morals, by the Protestant Committee;

(c) comply with the regulations of the Protestant Committee.

*Section 3.* The Protestant Committee may at its discretion recognize as Protestant an educational institution which does not entirely satisfy the requirements set forth in Section 2.

*Section 4.* The Protestant Committee may for sufficient cause revoke its recognition of any educational institution.

*Section 5.* The Protestant Committee may from time to time establish the procedures necessary for the application of the present Regulation.

Certified true copy of extract of the minutes of the 13th meeting of the Protestant Committee of the Superior Council of Education.

February 16th-17th, 1966.

(Signed) A. R. M. Roy.

Secretary Protestant Committee.

#### Regulation No. 2

Whereas the Protestant Committee recognizes the great variety of religious faiths of students attending Protestant Schools in Québec; Whereas it is agreed that a course in general Bible knowledge and Judaeo-Christian morality should continue to be given in such schools; Now therefore, the Protestant Committee of the Superior Council of Education hereby enacts its regulation respecting Christian Education, religious and moral instruction and religious service in the educational institutions recognized as Protestant (being No. 2 of its regulations) as follows:

*Section 1.* The aim of moral and religious instruction in the Protestant schools of Québec shall be to give the pupils a general knowledge of the Bible and to foster the growth of a moral and spiritual interpretation of life.

*Section 2.* Any educational institution recognized as Protestant shall ensure that moral and religious instruction is provided for the pupils.

*Section 3.* Such instruction shall be given regularly in all institutions recognized as Protestant. No teaching of a specifically denominational character shall be included.

*Section 4.* In such institutions, the school day shall begin with the recitation of the Lord's Prayer and the reading of the Holy Scriptures.

*Section 5.* No pupil in any public school recognized as Protestant shall be required to take such instruction or join in any exercise of devotion or religion when it is objected to in writing by his or her parent or guardian.

*Section 6.* Teachers who, because of conscience, request in writing at the time of engagement or reengagement to be relieved from the duty of such instruction shall be excused therefrom.

*Section 7.* The Course of Study in such instruction shall be based on selected passages "a" from the New and the Old Testament or "b" exclusively from the Old Testament.

*Section 8.* In secondary schools, a descriptive course in religious beliefs, philosophy or ethics may be prescribed as an alternate or as an addi-

en remplacement ou comme addition aux programmes ci-dessus.

*Article 9.* Au niveau secondaire, chaque institution doit posséder tout le matériel requis pour l'enseignement religieux et moral. Un nombre suffisant de Bibles, clairement imprimées, doivent être disponibles et chaque salle de classe doit posséder un exemplaire de la Bible. Chaque bibliothèque centrale doit avoir à disposition sur ses rayons de référence un exemplaire annoté de la Bible.

*Article 10.* Dans chaque institution il est recommandé que parmi le personnel enseignant se trouve un professeur spécialisé en études religieuses capable d'interpréter la morale et la philosophie de la Bible et consacrant tout ou partie de son temps à l'enseignement religieux.

Copie certifiée de l'extrait des minutes de la 13<sup>ième</sup> assemblée du Comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation.

Le 16-17 février 1966.

*Le Secrétaire du comité protestant,*  
(Signé) A. R. M. Roy.

*Règlement No 3*

Qualités requises, au point de vue religieux et moral, du personnel dirigeant et enseignant dans les institutions d'enseignement reconnues comme protestantes.

*Article 1.* Le mot « enseignant » désigne, pour les fins du présent règlement, tout membre du personnel dirigeant et enseignant préposé à la direction, à l'enseignement et aux services éducatifs dans les institutions d'enseignement reconnues comme protestantes.

*Article 2.* Tout enseignant doit respecter, et se conformer à l'éthique et la morale inspirées par la tradition judéo-chrétienne.

*Article 3.* Tout enseignant doit être de religion protestante ou juive.

*Article 4.* Un enseignant qui ne remplit pas les conditions mentionnées à l'article 3 peut être engagé pour enseigner des matières autres que la religion, quand un tel engagement est estimé avantageux pour les élèves.

Copie certifiée de l'extrait des minutes de la 13<sup>ième</sup> assemblée du Comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation.

Le 16-17 février 1966.

20079-0 *Le Secrétaire du comité protestant,*  
(Signé) A. R. M. Roy.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1505

Québec, le 2 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension d'une convention collective de travail relative aux employés de garages dans la cité de Rimouski et un rayon de huit (8) milles.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Garagistes du Bas St-Laurent Inc.;

tion to the above.

*Section 9.* Each school shall be equipped with all necessary teaching materials for such instruction. An adequate number of clearly printed Bibles shall be available and each classroom shall be supplied with a copy of the Bible. Each central library shall have available on its reference shelf an annotated desk copy of the Bible for reference purposes.

*Section 10.* On each teaching staff, it is recommended that there should be at least one teacher who has had special training in Biblical literature, Christian philosophy and ethics, and who would devote all or part of his time to such instruction.

Certified true copy of extract of the minutes of the 13th meeting of the Protestant Committee of the Superior Council of Education.

February 16th-17th, 1966.

(Signed) A. R. M. Roy,  
Secretary Protestant Committee.

*Regulation No. 3*

Qualifications from the point of view of religion and morals, of the managing and teaching staff in educational institutions recognized as Protestant.

*Section 1.* The word "teacher" as employed herein shall mean a member of the managing and teaching staff engaged in conducting or directing the instructional programme or related services in those educational institutions recognized as Protestant.

*Section 2.* A teacher shall respect and conform to the ethics and morals of the Judaeo-Christian tradition.

*Section 3.* A teacher shall profess to be a Protestant or Jew.

*Section 4.* A teacher who is not qualified under Section 3 may be engaged to teach subjects other than religion, when such engagement is deemed to be in the best interests of the pupils.

Certified true copy of extract of the minutes of the 13th meeting of the Protestant Committee of the Superior Council of Education.

February 16th-17th, 1966.

20079-0 (Signed) A. R. M. Roy,  
Secretary Protestant Committee.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1505

Québec, June 2, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of a collective labour agreement respecting Garage Employees in the city of Rimouski and an 8-mile radius.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties listed below have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association des Garagistes du Bas St-Laurent Inc.;

## D'UNE PART, ET

Le Syndicat National des Employés de Garage de Rimouski Inc.;

## D'AUTRE PART,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mars 1967;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mars 1967.

*Article 1. Définitions:* Aux fins d'application du présent décret, les mots et termes suivant ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.00 *Employeur professionnel:* Le terme « employeur professionnel » désigne un employeur qui habituellement a à son emploi des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet du présent décret.

1.01 *Employeur:* Le mot « employeur » désigne tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail par un salarié faisant l'objet du présent décret.

1.02 *Artisan:* Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret.

1.03 *Apprenti:* Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend l'un des métiers de l'industrie automobile régis par le décret.

1.04 *Compagnon:* Le mot « compagnon » désigne toute personne qui a terminé son apprentissage dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile.

1.05 *Préposé au service:* Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou l'entretien de la cour ou de l'établissement ou le chauffage de l'établissement, monte les pneus ou les accumulateurs. Le préposé au service ne doit pas exécuter de travail généralement fait dans un garage.

1.06 *Pompiste:* Le terme « pompiste » désigne tout salarié qui vend de l'essence, des lubrifiants et lave lesdits véhicules. Cela exclut cependant le graissage desdits véhicules.

1.07 *Vulcanisateur:* Le terme « vulcanisateur » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à vulcaniser ou à rechanger les pneus.

1.08 *Commissaire:* Le terme « commissaire » désigne tout salarié dont le travail principal est de faire avec un véhicule à moteur, tout travail de livraison ou qui va chercher de la marchandise pour le compte de son employeur.

1.09 *Salarié:* Le mot « salarié » désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, artisan ou employé qui travaille seul, en équipe ou en société.

## AND

*Le Syndicat National des Employés de Garage de Rimouski Inc.*

for the employers and employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* of March 4, 1967;

WHEREAS the provisions of the said agreement have gained preponderant significance and importance for the laying down of employment conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction outlined in the petition;

WHEREAS the stipulations of the Act concerning the publication of notices were duly observed;

WHEREAS, no objection was brought forth against the approval of the petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), with however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Québec Official Gazette* of March 4, 1967.

*Section 1. Definitions:*

In this decree,

1.00 "professional employer" means an employer who usually has employees in his service for a type of work covered by this decree

1.01 "employer" means any person, company, firm or corporation that has an employee perform work covered by this decree;

1.02 "artisan" means any person who, alone or in partnership, carries out work governed by this decree;

1.03 "apprentice" means anyone learning one of the automobile industry trades governed by the decree

1.04 "journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship in any one of the automobile industry trades

1.05 "service man" means any employee who sells gasoline and lubricants; greases, washes or drives motor vehicles; cleans and does the maintenance of the yard or of the establishment; looks after the establishment's heating; changes tires and batteries but may not perform any work usually done in a garage

1.06 "pump attendant" means any employee who washes motor vehicles, sells gasoline and lubricants. However, this does not include greasing the said vehicles;

1.07 "vulcanizer" means any employee whose work consists mainly in vulcanizing and retreading tires;

1.08 "deliveryman" means any employee whose work consists mainly in delivering and picking up merchandise for his employer, by means of a motor vehicle;

1.09 "employee" means any apprentice, skilled workman or journeyman, labourer or unskilled workman, artisan or employee who works alone, in a crew or in partnership;

1.10 *Garage*: Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on répare, transforme, démonte ou remise les véhicules à moteur. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait la réparation ou la remise en état des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite d'un véhicule à moteur, que ces accessoires soient séparés du véhicule à moteur ou non.

1.11 *Atelier de mécanique*: Le terme « atelier de mécanique » désigne tout endroit où l'on fait du travail ou de la réparation sur les véhicules à moteurs ou toutes pièces d'iceux, ou du travail général de soudure pour la clientèle publique.

1.12 *Poste d'essence*: Le terme « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend de l'essence ou des lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur.

1.13 *Station service*: Le terme « station-service » désigne tout endroit où les véhicules à moteur sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

1.14 *Préposé aux pièces de rechange*: Le terme « préposé aux pièces de rechange » désigne tout salarié affecté à l'emmagasinage ou à la vente des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au bon fonctionnement d'un véhicule à moteur, aux registres, à l'inventaire ou à la correspondance du service des pièces.

Cependant, un salarié affecté aux registres, à l'inventaire ou à la correspondance du service des pièces et qui ne manipule aucune de ces pièces soit pour les placer dans les rayons soit pour les servir à la clientèle ou aux autres salariés du garage, n'est pas couvert par le présent décret.

1.15 *Contremaître*: Le mot « contremaître » désigne tout représentant de l'employeur qui dirige le travail d'un ou de plusieurs salariés et qui ne fait aucun travail manuel dans sa journée normale de travail.

1.16 *Gérant*: Le mot « gérant » désigne toute personne qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite, de façon permanente, l'établissement dudit employeur et n'exécute que du travail à temps partiel et couvert par le présent décret, sauf si le gérant est le propriétaire de l'établissement.

*Article 2. Champ d'application: 2.01 Champ d'application industriel*: Sont assujettis aux dispositions du présent décret tous les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des postes d'essence, des stations-service, terrains de stationnement ou de démontage, ateliers de mécanique ou des établissements où l'on fait la vente de parties ou d'accessoires d'automobiles.

2.02 Est également assujetti tout établissement qui fait de la mécanique automobile, de la carrosserie, peinture, réglage, réparation ou remontage de moteur, de boîte de vitesse ou travail de réparation, d'entretien ou de remise en état des véhicules à moteur.

2.03 *Exemption*: Le présent décret ne s'applique pas:

i. aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service ou un poste d'essence pour autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs propres besoins et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

ii. à un garage municipal tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière.

iii. à un atelier qui fait uniquement le montage et la réparation d'instruments aratoires.

1.10 "garage" means any place where motor vehicles are repaired, modified, dismantled or stored. The following are also considered as garages and therefore subject to this decree: all establishments where motors, accessories or parts required for operating a motor vehicle are repaired or reconditioned, whether such accessories be part of the motor vehicle or not;

1.11 "machine shop" means any place where motor vehicles or parts are repaired or worked upon or where general welding is done for customers;

1.12 "gasoline station" means any mobile or stationary place where motor vehicle gasolines or lubricants are sold;

1.13 "service station" means any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated;

1.14 "parts man" means any employee assigned to: the storage or sales of accessories or parts required for the operation or good running order of a motor vehicle; records, stock-keeping, or parts department correspondence.

However, any employee assigned to records, stock-keeping or parts department correspondence who does not handle any parts, either to place them on the shelves or to hand them to customers or other garage employees, is not covered by this decree.

1.15 "foreman" means any employer representative who directs work done by one or more employees and who himself does no manual work during a day's work;

1.16 "manager" means anyone who, in the place and stead of his employer, permanently manages and operates the said employer's establishment and who only performs work covered by the decree on a part-time basis, except if such "manager" is the establishment's owner.

*Section 2. Jurisdiction: 2.01 Industrial jurisdiction*: All professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, parking lots, wrecking yards, machine shops or establishments where automobile accessories or parts are sold, are governed by the provisions of this decree.

2.02 Every establishment doing mechanical work, body work, paint, tune-ups, motor and transmission repairs or assembly, repair, maintenance or reconditioning of motor vehicles, is also subject to this decree.

2.03 *Exception*: The present decree does not cover:

i. industrial establishments operating a garage, machine shop, gasoline station or service station as an accessory thereto, provided that services are restricted to their own needs and that no work is done for outsiders;

ii. a municipal garage, as long as the employment conditions are set forth in a special collective agreement;

iii. shops that exclusively assemble or repair farm machinery.

2.04 *Territorial*: Le champ d'application territorial du présent décret comprend la cité de Rimouski et un rayon de huit (8) milles de ses limites.

*Article 3. Durée du travail*: 3.01 La semaine normale de travail de tous les salariés, sauf ceux des stations-service et postes d'essence, est de quarante-neuf (49) heures.

3.02 Les heures normales de travail de l'équipe de jour sont étalées entre 8 h du matin et 6 h du soir, du lundi au vendredi inclusivement et de 8 h du matin à midi le samedi. La journée normale de travail est de neuf (9) heures, sauf le samedi où elle est de quatre (4) heures.

3.03 *Mois d'été*: Par dérogation aux dispositions des paragraphes 9.01 et 9.02, il ne doit y avoir aucun travail régulier le samedi, à compter du 1<sup>er</sup> samedi de juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> samedi de septembre inclusivement, sauf si ce 1<sup>er</sup> samedi de septembre survient après la fête du Travail.

Tout travail exécuté le samedi doit être alors considéré comme travail supplémentaire et rémunéré comme tel.

3.04 La semaine normale de travail des salariés des stations-service et postes d'essence est de cinquante-quatre (54) heures, étalées suivant les besoins de l'établissement entre 7 h du matin et 11 h du soir, du lundi au samedi inclusivement. La journée normale est de neuf (9) heures dans une même journée.

3.05 Tout salarié a droit à une pause d'une (1) heure pour chaque repas.

3.06 *Réduction de la semaine de travail*: Sauf pour les préposés au service travaillant dans une station-service à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967 et subséquemment pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> samedi de juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> samedi de septembre inclusivement, sauf si ce samedi survient après la fête du Travail, chaque salarié doit recevoir le paiement d'une semaine normale de travail équivalent à quarante-neuf (49) heures à son taux de salaire normal. Cependant, si un salarié s'absente le vendredi après-midi ou le lundi avant-midi sans permission de l'employeur ou sans raison valable et acceptable par ce dernier, il ne bénéficiera pas du paiement du samedi avant-midi pour cette période.

Toutefois, toute absence d'un salarié, sauf celle qui est demandée par l'employeur, réduit d'autant sa semaine normale de travail pendant cette période.

3.07 Tout salarié qui bénéficie de taux de salaire ou de conditions de travail supérieurs à ceux prévus au présent décret doit continuer de bénéficier de ces mêmes avantages.

3.08 Il est interdit de convenir d'un salaire plus élevé que celui fixé dans le présent décret pour tenir lieu de la majoration due pour les heures supplémentaires.

3.09 Le pourboire est la propriété du salarié; l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement de l'intéressé, comme partie du salaire; l'employeur ne peut non plus congédier ou mettre à pied un salarié qui accepte un pourboire.

*Article 4. Taux de salaire et augmentation*:

4.01 Les taux de salaire minima, les emplettes professionnels, ainsi que les augmentations de salaire pour la durée du présent décret, sont ceux qui sont énumérés à l'article 4.02.

4.02 *Classification et taux de salaire minima*:  
a) *Compagnon*: Mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, soudeur, peintre, carrossier.

2.04 *Territorial*: The territorial jurisdiction of the decree encompasses the city of Rimouski and an 8-mile radius of its limits.

*Section 3. Hours of work*: 3.01 All employees, except service-station and gasoline station employees, have a 49-hour standard work week.

3.02 On the day shift, standard working hours are scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. and shall not exceed nine (9) in a day, Monday through Friday, and four (4) on Saturdays, between 8:00 a.m. and noon.

3.03 *Summer months*: Contingent upon the provisions of subsections 9.01 and 9.02, no regular work shall be performed on Saturdays, from the first Saturday in July until the first Saturday in September inclusively, except when the last Saturday occurs after Labour Day.

All work performed on Saturdays shall then be considered as overtime and shall be paid accordingly.

3.04 For service station and gasoline station employees, standard hours of work shall not exceed fifty-four (54) a week and nine (9) a day, scheduled from 7:00 a.m. to 11:00 p.m., Monday through Saturday, according to the firm's needs.

3.05 Every employee is entitled to one (1) hour off for each meal.

3.06 *Reduction of the work week*: Beginning July 1, 1967, and subsequently during the period specified in subsection 3.03 above, every employee (except service men working in service stations) shall be paid for a standard week's work which is equal to forty-nine (49) hours at his regular rate. However, an employee who is absent from work on either Friday afternoon or Monday morning, without the employer's authorization or valid reason, shall not be paid for Saturday mornings during this period.

Nevertheless, each absence on the part of the employee — except if the absence is requested by the employer — corresponds to an equivalent reduction of his standard work week during this period.

3.07 Should an employee enjoy higher wage rates or employment conditions superior to those contained herein, he shall continue to do so.

3.08 Should an employer grant a wage rate higher than that herein specified, it is forbidden for him to stipulate that such rate will compensate for overtime.

3.09 Tips belong to the employee. Even with the employee's consent, no employer may keep or use same as a portion of the wages. No employer may dismiss or lay off an employee who accepts tips.

*Section 4. Wage Rates and Increases*: 4.01 Minimum wage rates, occupations and wage increases for the term of this decree are as listed in section 4.02.

4.02 *Classification and minimum wage rates*:  
(a) *Journeyman*: Mechanic, fitter, machinist, electrician, welder, painter and bodyman.

	<i>Taux horaires</i> <i>Hourly rates</i>			
	<i>1/8/67</i>	<i>1/8/68</i>	<i>1/3/69</i>	
	<i>Aug. 1, 1967</i>	<i>Aug. 1, 1968</i>	<i>Mar. 1, 1969</i>	
Classe « A » — Class "A".....	\$2.00	\$2.11	\$2.23	\$2.35
Classe « B » — Class "B".....	1.84	1.95	2.07	2.19
Classe « C » — Class "C".....	1.62	1.73	1.85	1.97

De plus, tous les compagnons doivent recevoir les augmentations horaires suivantes, même si leur salaire est supérieur aux minima ci-haut mentionnés:

Moreover, all journeymen shall be paid the following hourly increases, even though their rates may be higher than the above-mentioned minimum:

- 80.15, à compter de l'entrée en vigueur du présent décret;
- 80.11, à compter du 1er août 1967;
- 80.12, à compter du 1er août 1968;
- 80.12, à compter du 1er mars 1969.

- 15¢ from the effective date of this decree;
- 11¢ from August 1, 1967;
- 12¢ from August 1, 1968;
- 12¢ from March 1, 1969.

Les tableaux suivants doivent être utilisés pour établir la classification des compagnons et apprentis pour chacun des groupes d'emplois faisant l'objet du tableau qui suit.

The following tables are to be used to establish the classification of journeyman and apprentices in each occupational group having a table.

Dans aucun des cas, il ne doit y avoir plus d'apprentis que le nombre indiqué dans la colonne de droite.

In no instance shall there be more apprentices than the number specified in the right-hand column.

Les contremaîtres ne comptent pas dans le calcul du nombre de salariés au tableau.

Foremen are not included when calculating the number of employees in a table.

<i>Nombre de salariés</i>	<i>Catégories</i>			<i>Nombre maximum d'apprentis</i>
	<i>A</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	
1			1	
2		1	1	
3		1	1	1
4	1	1	1	1
5	1	1	2	1
6	1	2	2	1
7	1	2	2	2
8	1	2	2	3
9	1	2	3	3
10	2	3	3	2
11	2	3	3	3
12	2	3	3	4
13	2	3	4	4
14	2	4	4	4
15	2	4	5	4
16	3	4	5	4
17	3	4	5	5
18	3	5	5	5
19	3	5	6	5
20	3	5	6	6

<i>No. of employees</i>	<i>Categories</i>			<i>Maximum no. of apprentices</i>
	<i>A</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	
1			1	
2		1	1	
3		1	1	1
4	1	1	1	1
5	1	1	2	1
6	1	2	2	1
7	1	2	2	2
8	1	2	2	3
9	1	2	3	3
10	2	3	3	2
11	2	3	3	3
12	2	3	3	4
13	2	3	4	4
14	2	4	4	4
15	2	4	5	4
16	3	4	5	4
17	3	4	5	5
18	3	5	5	5
19	3	5	6	5
20	3	5	6	6

Si un établissement compte plus de vingt (20) salariés, il doit compléter par le nombre de salariés nécessaire. Exemple: trente et un (31) salariés; soit vingt (20) plus onze (11), ce qui donne 5 « A », 8 « B », 9 « C » et 9 apprentis.

When an establishment has more than twenty (20) employees, the number above twenty shall be added as per the above table. Example: Thirty-one (31) employees: twenty (20) plus eleven (11) which gives 5 A's, 8 B's, 9 C's and 9 apprentices.

La répartition des salariés chez les carrossiers et les peintres s'établit de la façon suivante:

The number of body men and painters is as follows:

<i>Nombre de salariés</i>	<i>Catégories</i>			<i>Nombre maximum d'apprentis</i>
	<i>A</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	
2		1		1
3		1	1	1
4	1	1	1	1

<i>No. of employees</i>	<i>Categories</i>			<i>Maximum no. of apprentices</i>
	<i>A</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	
2		1		1
3		1	1	1
4	1	1	1	1

	Taux horaires Hourly rates			
	1/8/67	1/8/68	1/3/69	
	Aug. 1, 1967	Aug. 1, 1968	Mar. 1, 1969	
<b>4.03 Apprentis — Apprentice:</b>				
1re année — 1st year	\$1.19	\$1.30	\$1.41	\$1.52
2e année — 2nd year	1.30	1.41	1.52	1.63
3e année — 3rd year	1.46	1.57	1.68	1.79
4e année — 4th year	1.57	1.68	1.79	1.90
<b>4.04 Préposé au service — Service man:</b>				
1re année — 1st year	1.19	1.30	1.41	1.52
2e année — 2nd year	1.30	1.41	1.52	1.63
3e année — 3rd year	1.45	1.56	1.67	1.78
4e année — 4th year	1.55	1.66	1.77	1.88
<b>4.05 Préposé aux pièces de rechange et expéditeur — Parts man and shipper:</b>				
1re année — 1st year	1.19	1.30	1.41	1.52
2e année — 2nd year	1.30	1.41	1.52	1.63
3e année — 3rd year	1.46	1.57	1.68	1.79
4e année — 4th year	1.57	1.68	1.79	1.90
<b>4.06 Vulcanisateur — Vulcanizer:</b>				
1re année — 1st year	1.19	1.30	1.41	1.52
2e année — 2nd year	1.30	1.41	1.52	1.63
3e année — 3rd year	1.46	1.57	1.68	1.79
4e année — 4th year	1.57	1.68	1.79	1.90
<b>4.07 Commissionnaire — Messenger:</b>				
1re année — 1st year	1.19	1.30	1.40	1.50
2e année — 2nd year	1.30	1.40	1.50	1.60
3e année — 3rd year	1.43	1.53	1.63	1.73
De plus, tous les salariés visés par les articles 4.03, 4.04, 4.05, 4.06 et 4.07 doivent recevoir les augmentations horaires suivantes même si leur salaire est supérieur aux minima ci-haut mentionnés:				
\$0.15, à compter de l'entrée en vigueur du décret:				
\$0.11, à compter du 1er août 1967;		11¢ from August 1, 1967;		
\$0.11, à compter du 1er août 1968;		11¢ from August 1, 1968;		
\$0.11, à compter du 1er mars 1969.		11¢ from March 1, 1969.		
<b>4.08 Préposé au service (Station service), pompiste — Service man (Service station), Pump attendant:</b>				
1re année — 1st year	\$1.15	\$1.25	\$1.35	
2e année — 2nd year	1.25	1.35	1.45	
Après 2 ans — After 2 years		1.40	1.50	1.60
De plus, les préposés au service et les pompistes doivent recevoir les augmentations horaires suivantes, même si leur salaire est supérieur aux minima ci-haut mentionnés:				
\$0.10, à compter de l'entrée en vigueur du décret:				
\$0.10, à compter du 1er août 1967;		10¢ from August 1, 1967;		
\$0.10, à compter du 1er août 1968.		10¢ from August 1, 1968.		
<b>4.09 Cas d'exception. L'employeur peut, pour la période s'étendant entre le 1er juin et le 1er septembre et les fins de semaine, embaucher des étudiants au taux convenu entre lui et ceux-ci mais à la condition qu'aucun salarié ayant de l'ancienneté au sens de la convention collective de travail ne soit licencié pendant cette période. Toutefois les taux de salaires ne devront pas être inférieurs à ceux prévus par l'Ordonnance numéro 4, 1965.</b>				
<b>Article 5. Heures supplémentaires. 5.01</b> Sauf dans les stations-service et les postes d'essence, tout travail exécuté en dehors de l'horaire de chaque jour doit être rémunéré à raison du salaire majoré de 50%, sauf pour les premières trente (30) minutes, si le travail exécuté ne l'exécède pas.				
5.02 Pour l'équipe de jour, tout travail exécuté en dehors ou en plus des heures normales de tra-				
Moreover, all employees listed in subsections 4.03, 4.04, 4.05, 4.06 and 4.07 shall be paid the following hourly increases, even though their rates may be higher than the abovementioned minimum:				
15¢ from the effective date of this decree:				
11¢ from August 1, 1967;				
11¢ from August 1, 1968;				
11¢ from March 1, 1969.				
Moreover, all service men and pump attendants shall be paid the following hourly increases, even though their rates may be higher than the abovementioned minimum:				
10¢ from the effective date of this decree:				
10¢ from August 1, 1967;				
10¢ from August 1, 1968.				
<b>4.09 Exception: Between June 1st and September 1st, and on week-ends, the employer may hire students at a wage rate agreed upon between themselves, provided that no employee with seniority, as defined, in the collective labour agreement, be laid-off during such period. However, wage rates shall not be lower than those provided for in Ordinance No. 4, 1965.</b>				
<b>Section 5. Overtime: 5.01</b> Except in service stations and gasoline stations, time and one-half shall be paid for all work performed outside the daily standard working hours, except the first thirty (30) minutes, if the work carried out does not go beyond such thirty (30) minutes.				
5.02 On the day shift, time and one-half shall be paid for all work performed outside the daily				

vail, ou de la semaine normale de travail, doit être rémunéré à raison du salaire majoré de 50%, sauf pour les premières trente (30) minutes, si le travail exécuté ne l'exécède pas. Cependant, le travail exécuté de minuit à 8 h du matin, du lundi au samedi inclusivement, et de 5 h de l'après-midi à minuit le samedi, doit être rémunéré à raison du salaire majoré de 100%.

5.03 Dans les stations-service et les postes d'essence, tout travail exécuté en dehors ou en plus des heures mentionnées doit être rémunéré à raison du salaire majoré de 50%.

5.04 Tout salarié qui travaille le dimanche ou les jours fériés chômés doit être rémunéré à raison de salaire majoré de 100%, pour les heures faites.

5.05 Tout salarié qui travaille dans un poste d'essence le dimanche ou les jours fériés chômés doit être rémunéré de la façon suivante: soit à raison du salaire majoré de 50% s'il y a six (6) postes d'essence ou moins d'ouverts, ou soit à raison de salaire majoré de 100% s'il y a plus de six (6) postes d'essence d'ouverts, cependant, les artisans sont exclus aux fins de calcul.

5.06 Tout salarié qui répond à un appel fait après la fin de la journée normale de travail, doit recevoir une indemnité minimale égale à deux (2) heures au taux normal. Cependant, dans les stations-service, cette indemnité doit être d'une (1) heure.

*Article 6. Jours fériés:* 6.01 Dans tous les établissements régis par le présent décret, il n'y a pas de travail le premier jour de l'An, le 6 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et Noël, du 1er août 1966 au 31 juillet 1967. Du 1er août 1967 au 31 juillet 1968 on ajoute le 2 janvier et à compter du 1er août 1968, on ajoute le 26 décembre.

6.02 Tous les salariés doivent être payés comme s'ils avaient travaillé toute la journée, mais à la condition que les fêtes mentionnées ne tombent pas un dimanche, et à la condition qu'ils aient travaillé dans le mois civil où tombe cette fête.

6.03 Si l'un de ces jours fériés est reporté à un autre jour ou une autre date par l'autorité publique provinciale, ce changement s'appliquera de droit.

*Article 7. Congés payés annuels:* 7.01 La période de temps pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante et s'appelle la période de référence.

7.02 Tout salarié qui justifie d'un (1) an de service continu chez le même employeur a droit à un congé dont la durée est d'une (1) semaine normale de travail. Aux fins d'application du présent paragraphe, on doit se référer aux dispositions de l'Ordonnance No. 3 révisée de la Commissions du salaire minimum.

7.03 *Deux (2) semaines de congés:* Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de cinq (5) ans de service continu chez le même employeur doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre (4%) pour cent de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

Cette deuxième semaine de congés doit être donnée dans les douze mois qui suivent la période de référence. Elle peut être prise au choix du salarié et du consentement de l'employeur, et peut être consécutive à la première semaine. Les salariés dont leur choix par priorité selon leur ancienneté.

or weekly standard working hours, except for the first thirty (3) minutes, if the work performed does not go beyond such thirty (30) minutes. However, double time shall be paid for all work done from: midnight to 8:00 a.m., Monday through Saturday; 5:00 p.m. to midnight Saturday.

5.03 In service stations and gasoline stations, time and one-half shall be paid for all work performed outside or over and above the hours stipulated.

5.04 Double time shall be paid for all time worked by an employee on Sundays and general holidays.

5.05 Every employee working in a gasoline station on Sundays or on general holidays, shall be paid as follows: time and one-half if there are six (6) or less gasoline stations open; double time if there are more than six (6) gasoline stations open. However, artisans are not included in this calculation.

5.06 Every employee who is called after his standard working day shall be paid for at least two (2) hours' work at the regular rate. However, in service stations, they shall be paid a one-hour minimum.

*Section 6. General holidays:* 6.01 In all establishments covered by this decree, there is no work on: New Year's Day, January 6th, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day, from August 1, 1966 to July 31, 1967. From August 1, 1967 to July 31, 1968, January 2nd is added and from August 1, 1968, December 26th is added.

6.02 All employees shall be paid just as if they had worked all day, provided that the above-mentioned general holidays do not fall on a Sunday and that the employees have worked during the calendar month containing the holiday.

6.03 Everyone shall comply with any proclamation by the provincial authorities whereby the observance of one of the above-mentioned holidays is transferred to another day or date.

*Section 7. Annual vacation with pay:* 7.01 The period during which an employee gradually becomes entitled to the complete annual vacation extends from May 1st of one year to April 30th of the following year and is called the qualifying period.

7.02 Every employee who has one (1) year's continuous service with a same employer is entitled to one (1) standard work week's vacation. For the purposes of this subsection, reference shall be made to the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 3, as amended.

7.03 *Two (2) week's vacation:* Every employee who, on May 1st of the current year, has five (5) years' continuous service with a same employer, is entitled to two (2) weeks' vacation. Vacation pay equals four per cent (4%) of total wages earned by the employee during the qualifying period.

Such second week's vacation shall be given within the twelve months following the qualifying period. It may be taken at a time chosen by the employee, according to seniority with the employer's consent, and may follow the first week.

7.04 *Trois (3) semaines de vacances*: Tout salarié qui le 1<sup>er</sup> mai de l'année courante, justifie de quinze (15) ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de 3 semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

Cette troisième semaine est donnée au choix de l'employeur et durant les douze mois qui suivent la fin de la période de référence.

7.05 *Paiement de l'indemnité des congés payés*: Tout salarié doit recevoir l'indemnité de congés avant son départ en vacances.

7.06 *Indemnité compensatrice de congés payés*: Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, reçoit, au moment de son départ, une indemnité compensatrice calculée d'après les paragraphes 7.01, 7.02 et 7.03.

7.07 Si un ou plusieurs jours fériés et payés tombent pendant la période de congés annuels de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours supplémentaires de vacances qu'il y a de tels jours fériés, ou à l'indemnité de ces jours fériés si l'intéressé le désire.

*Article 8. Costumes*: 8.01 Le costume exigé par l'employeur ou rendu nécessaire par le genre de travail, doit être payé par l'employeur et il demeure sa propriété pendant les douze (12) mois qui suivent la date de l'achat. L'employeur doit faire blanchir à ses frais ce costume.

*Article 9. Congés spéciaux*: 9.01 *Congés pour deuil*: Tout salarié éprouvé par le décès d'un proche parent, tel le conjoint, un enfant, son père ou sa mère, a droit à un jour de congé payé à son taux de salaire normal, le jour des funérailles, si ce jour tombe un jour ouvrable.

9.02 *Congés de maladie*: Tout salarié a droit à trois jours et demi (3½) de congés de maladie par année, et les jours qu'il n'aura pas pris s'accumulent jusqu'à concurrence de sept (7) jours maximum.

Aux fins de calcul, l'année commence le 1<sup>er</sup> août et se termine le 31 juillet suivant. Ces congés s'acquièrent progressivement, au rythme d'une demi-journée par mois sans dépasser le total annuel de trois jours et demi (3½).

Le paiement de ces congés sera fait à raison d'une demi-hournee normale de salaire pour chaque jour au crédit de l'intéressé concerné. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit établir, au moyen d'un certificat médical, la raison de son absence.

*Article 10. Dispositions spéciales*. 10.01 *Garantie de salaire hebdomadaire*: Au cours d'une même journée, les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur, et obligé d'être présent.

Au cours d'une même semaine de paie, tout salarié a droit à une rémunération minimale égale à quarante-cinq (45) heures de salaire.

En l'absence d'un salarié pour quelque raison que ce soit, excepté si c'est à la demande de l'employeur, la garantie s'applique, mais elle est diminuée des heures d'absence.

10.02 *Outils*: Le salarié doit fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier.

10.03 *Fidélité*: Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile d'exécuter du travail relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile pour le compte de

7.04 *Three (3) weeks' vacation*: Every employee who, on May 1st of the current year, has fifteen (15) years' continuous service with a same employer, is entitled to three (3) weeks' vacation. Vacation pay equals 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

Such third week is granted at the employer's choice and during the twelve months following the qualifying period.

7.05 *Vacation pay date*. Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation.

7.06 *Monetary compensation*: Every employee who voluntarily quits his job or who is dismissed for just reason, shall receive upon separation, a monetary compensation computed according to subsections 7.01, 7.02 and 7.03 above.

7.07 Should one or more general holidays with pay fall during an employee's annual vacation, he shall be entitled to an equivalent number of vacation days or to payment therefor, should he so desire.

*Section 8. Uniforms*: 8.01 Uniforms requested by the employer or called for by the type of work, shall be paid by the employer and remain his property twelve (12) months from the purchase date. The employer shall also pay for the laundering of uniforms.

*Section 9. Special leave*: 9.01 Every employee bereft by death in his immediate family (spouse, child, father, mother), is entitled to a full day's pay for the day of the funeral, provided such day is a working day.

9.02 *Sick-leave*: Every employee is entitled to three and one-half (3½) days' sick-leave per year. Unused sick-days may be accumulated up to a maximum of seven (7) days.

For calculation purposes, the year begins on August 1st and ends on the following July 31st. Such leave is gradually acquired on the basis of one half-day per month, without going beyond the three and one-half (3½) day maximum per year.

Such leave shall be paid on the basis of one half-day's pay for each day credited to the employee. To be entitled to payment, the employee shall vindicate his absence by a physician's certificate.

*Section 10. Special provisions*. 10.01 *Guaranteed weekly wage*: Hours of work during a day include time during which the employee is at the employer's disposal and is requested to be present.

However, during a same pay-week, every employee is entitled to at least forty-five (45) hours' wages.

Should the employee be absent for any reason whatever (except if the absence is requested by the employer), the guarantee remains in force but is decreased in proportion to the number of hours absent.

10.02 *Tools*: Employees shall supply all tools necessary for plying their trade.

10.03 *Trustworthiness*: Every employee already working for an employer of the automobile industry is forbidden to perform any automobile industry work for another person, be this person a professional employer, an employer or a custo-

toute autre personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou toute autre personne au sens de la Loi des décrets de Convention collective.

Aucun compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile ne peut exercer son métier ailleurs que dans les établissements visés par le présent décret.

Cependant, un salarié peut faire l'entretien et la réparation de sa propre automobile, dans ses moments libres.

10.04 *Repos*: Tout salarié qui travaille le dimanche a droit à une (1) journée complète de repos au cours des six (6) jours qui précèdent ou qui suivent le dimanche.

10.05 *Paie*: La paie doit être remise au salarié en espèces ou par chèque au plus tard le vendredi midi de chaque semaine dans une enveloppe scellée.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

- le nom de l'employeur;
- les nom et prénoms du salarié;
- l'emploi occupé par le salarié;
- la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement;
- le nombre d'heures normales;
- le nombre d'heures à taux majoré;
- le taux horaire du salaire;
- le montant du salaire brut;
- la nature et le montant des retenues opérées;
- le montant du salaire net versé au salarié.

10.06 *Attestation*: Tout employeur est tenu de donner à un salarié qui le quitte et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail à son service.

*Article 11. Apprentissage*: 11.01 Tout employeur professionnel doit faire connaître mensuellement au Comité paritaire la classification de chacun de ses salariés.

11.02 Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la moitié de la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

11.03 Le salarié qui exécute plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet du présent décret, doit recevoir le salaire déterminé pour l'emploi le mieux rémunéré.

*Article 12. Délai - congé*: 12.01 Le salarié qui veut quitter son emploi doit aviser son employeur une semaine à l'avance et doit, si son employeur le désire, travailler durant cette semaine.

12.02 L'employeur qui désire mettre fin au service d'un salarié ou le suspendre, mettre à pied pour une période de cinq jours et demi (5½) ou plus, doit aviser ce salarié une semaine à l'avance et doit lui fournir du travail durant cette semaine, ou lui payer l'équivalent d'une semaine normale de travail.

L'avis ne s'applique pas dans un cas de renvoi motivé.

*Article 13. Assurance-groupe*: 13.01 Chaque employeur doit maintenir le régime d'assurance collective en vigueur en participant dans la proportion de ½ du coût d'un tel régime par l'employeur et le salarié dans la proportion des ¼ du coût.

*Article 14*. Le présent décret abroge le décret numéro 1255 du 10 novembre 1949 et amendements.

*Article 15*. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur

mer as defined in the Collective Agreement Decrees Act.

No journeyman or apprentice in the automobile industry trades may ply his trade elsewhere than in the establishments herein stipulated.

Notwithstanding the foregoing, an employee may do maintenance or repair work on his own vehicle, in his spare time.

10.04 *Rest*: Every employee working on Sunday is entitled to one full day's rest during the six (6) days preceding or following such Sunday.

10.05 *Payment of Wages*: Every employee shall be paid in cash or by cheque, in a sealed envelope, by Friday noon at the latest.

The following particulars shall be listed on the pay envelope, the check or on a separate earnings statement:

- employer's name;
- employee's family and given names;
- employee's occupation;
- payment date and work periods corresponding thereto;
- number of regular hours;
- number of overtime hours;
- hourly wage rate;
- gross amount of wages;
- type and amount of deductions made;
- net take-home pay.

10.06 *References*: When an employee quits, and should he so request, the employer shall give him a letter confirming the nature and length of service.

*Section 11. Apprenticeship*: 11.01 Every month, each professional employer shall advise the Parity Committee of the classification of each of his employees.

11.02 Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act shall receive credits proportionate to half the length of their studies and to their examination results.

11.03 Every employee who holds more than one occupation or who performs more than one type of work covered by this decree, shall be paid the wage rate of the better-paying occupation.

*Section 12. Notice*: 12.01 When an employee wishes to quit his job, he shall give his employer one week's notice. The employer may have him work during that week.

12.02 When an employer wishes to dismiss an employee or suspend him for five and one-half (5½) days or more, he must advise the employee during that week or pay him the equivalent of one standard week's pay.

Notice does not apply in the case of dismissal for just cause.

*Section 13. Group insurance*: 13.01 Every employer shall maintain the actual group insurance plan by contributing thereto on a ½-¼ basis with the employee.

*Section 14*. The present decree abrogates Decree number 1255 of November 10, 1949, and amendments.

*Section 15*. Upon ratification of this agreement, the existing Parity Committee, set up to administer the former decree in the territorial jurisdic-

dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du nouveau décret jusqu'à la formation d'un nouveau Comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

*Article 16. Durée et renouvellement:* 16.01 Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure jusqu'au 31 juillet 1969.

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*

20078-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1514

Québec, le 2 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 février 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1204, soit modifié comme suit:

1<sup>o</sup> L'article 7.02 est remplacé par le suivant:  
« 7.02 *Opérateurs, presseurs des deux sexes et ouvriers non spécialisés du sexe féminin:*

	Zones	
	I	II
0 à 6 mois.....	\$0.85	\$0.80
6 à 12 mois.....	0.90	0.85
12 à 18 mois.....	0.95	0.90
18 mois et plus.....	1.05	1.00

La moyenne générale pour les salariés visés par le présent paragraphe qui ont un an d'expérience dans l'industrie, doit être de:

	À compter du 1/7/67 1/10/67		
	Moyenne horaire		
Zone I.....	\$1.31	\$1.35	\$1.37
Zone II.....	1.11	1.15	1.17

La moyenne générale pour les salariés qui ont un an d'expérience est calculée par usine pendant une période d'un mois.

Quand le groupe de salariés en question n'atteint pas la moyenne générale, chaque salarié ci-dessus mentionné a droit, au cas de réclamation, à un montant d'argent égal à celui des autres salariés ainsi couverts. La date d'échéance d'une réclamation formulée aux termes de ce paragraphe est le 15<sup>e</sup> jour du mois suivant. »

tion stipulated in the present decree, remains in office and administers this decree until a new committee is created. The new committee succeeds the former and is vested with all the assets and rights of the said committee. It also assumes all the liabilities of the former committee under the previous decree.

*Section 16. Term and Renewal:* 16.01 This decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until July 31, 1969.

JACQUES PRÉMONT,

20078-0

*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1514

Québec, June 2, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Québec (made binding by Decree number 1204 of June 17, 1964, and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of February 18, 1967;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1204 be amended as follows:

1. Article 7.02 is replaced by the following:  
"7.02 *Operators, pressers of both sexes and unskilled workers of the female sex:*

	Zones	
	I	II
0 to 6 months.....	\$0.85	\$0.80
6 to 12 months.....	0.90	0.85
12 to 18 months.....	0.95	0.90
18 months and over.....	1.05	1.00

The general average for employees covered by this paragraph after one year's experience in the industry, shall be:

	From 1/7/67 1/10/67		
	Hourly average		
Zone I.....	\$1.31	\$1.35	\$1.37
Zone II.....	1.11	1.15	1.17

The general average for employees with one year's experience is computed by plant, over a one-month period.

When the group of employees does not reach the general average, each employee covered shall be paid *pari passu* with all other employees covered by the general claim of the group. The due date of a claim under this paragraph is the 15th day of the following month."

2° La phrase suivante est ajoutée au dernier paragraphe de l'article 7.12:

«Cependant, tous les salariés soumis aux échelles prévues à l'article 7.02 n'ont droit à ces montants additionnels que lorsqu'ils ont accompli douze (12) mois de service continu chez le même employeur.»

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

20078-o

2. The following sentence is added to the last paragraph of article 7.12:

"However, all employees governed by the wage scales provided for in article 7.02, shall be entitled to these additional amounts when they will have completed twelve months' continuous employment."

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

20078-o

## Ministère du Travail

## Department of Labour

### Avis de prélèvement

### Notice of Levy

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1516 du 2 juin 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1963, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that *le Comité paritaire de Camionnage du district de Québec* (established in pursuance of Decree number 706 of July 7, 1954 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 1516, dated June 2, 1967, authorizes such levy.

#### 1. Cotisation

#### 1. Dues

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1967 au 30 juin 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from July 1, 1967 to June 30, 1968. The levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

(a) Professional employers governed by said Decree number 706 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

(b) Artisans governed by said Decree number 706 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the salary set forth in the decree for the highest-paid employee.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

(c) Employees governed by said Decree number 706 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

#### 2. Mode de perception

#### 2. Collection of Dues

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given.

L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan

professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 30 juin 1968.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 30 juin 1968.

##### Recettes:

Cotisations patronales	\$18,450.00
Cotisations ouvrières	18,040.00
Cotisations artisanales	885.00
Pénalités et amendes	100.00
Intérêts sur placements	1,500.00
Intérêts de banque	200.00
Impôt fédéral	2,000.00
Impôt provincial	1,500.00
Assurance-chômage	300.00
Assurance vie-santé	400.00
Rentes du Québec	400.00
	<hr/>
	\$43,775.00

##### Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 9,400.00
Salaires du personnel	10,660.00
Salaires des inspecteurs	18,630.00
Frais d'inspection	4,500.00
Loyer et taxes	1,800.00
Éclairage, chauffage, entretien	450.00
Frais judiciaires	1,900.00
Frais de vérification	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,000.00
Poste, téléphone, télégramme	900.00
Intérêt, échange, agios	50.00
Abonnement et publicité	500.00
Jetons de présence (membres du Comité)	660.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	2,500.00
Frais de délégation	400.00
Assurance-chômage	600.00
Assurance-vie-santé	800.00
Assurance caution	15.00
Impôt fédéral	2,000.00
Impôt provincial	1,500.00
Rentes du Québec	800.00
	<hr/>
	\$60,465.00

Excédent des déboursés sur les recettes prévu \$16,690.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967.

20078-o

and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st for each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, for the July 1, 1967 to June 30, 1968 period is given below.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1967 to June 30, 1968 period.

##### Receipts:

Employers' dues	\$18,450.00
Employees' dues	18,040.00
Artisans' dues	885.00
Penalties and fines	100.00
Interest on investments	1,500.00
Bank interest	200.00
Federal tax	2,000.00
Provincial tax	1,500.00
Unemployment insurance	300.00
Life, health insurance	400.00
Québec Pension Plan	400.00
	<hr/>
	\$43,775.00

##### Disbursements:

Secretary's salary	\$ 9,400.00
Staff's salary	10,660.00
Inspectors' salaries	18,630.00
Inspection expenses	4,500.00
Rent and taxes	1,800.00
Lights, heat, maintenance	450.00
Legal costs	1,900.00
Auditor's fees	400.00
Printing, stationery, office equipment	2,000.00
Postage, telephone, telegrams	900.00
Interest, exchange, agio	50.00
Subscription and advertising	500.00
Attendance fees (Committee members)	660.00
Travelling expenses (Committee members)	2,500.00
Delegation expenses	400.00
Unemployment insurance	600.00
Life, health insurance	800.00
Fidelity bond	15.00
Federal tax	2,000.00
Provincial tax	1,500.00
Québec Pension Plan	800.00
	<hr/>
	\$60,465.00

Forecast deficit \$16,690.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967.

20078-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec, établi en exécution du décret numéro 164 du 6 février 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1517 du 2 juin 1967, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

*1. Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 164 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 164 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire moyen établi dans le décret pour le compagnon, soit une somme de \$0.40 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 164 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

*2. Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

*3. Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars,

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Automobile Parity Committee, Québec region (established in pursuance of decree number 164 of February 6, 1962) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1517, dated June 2, 1967, authorizes such levy.

*1. Dues*

The contribution period extends from July 1, 1967 to July 1, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 164 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said Decree number 164 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the average wage stipulated in the decree for a journeyman, i.e., 40¢ a week.

(c) Employees governed by said Decree number 164 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

*2. Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without prior formal notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

*3. Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th

30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Automobile de la région de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 1er juillet 1968.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE  
DE LA RÉGION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 1er juillet 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales	\$ 55,000.00
Cotisations ouvrières	55,000.00
Cotisations artisanales	7,000.00
Pénalités et amendes	400.00
Honoraires d'exams	400.00
Intérêt sur placements	3,000.00
Impôt fédéral	3,250.00
Impôt provincial	2,250.00
Assurance-chômage	425.00
Assurance-groupe	880.00
Rentes du Québec	850.00
Plan d'épargne retraite enregistré	2,442.48
	<hr/>
	\$130,897.48

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	\$ 8,250.00
Salaires du personnel	14,650.00
Salaires des inspecteurs	35,000.00
Frais d'inspection et location d'autos	18,000.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	5,000.00
Frais: Bureau des examinateurs	10,000.00
Loyer et taxes	4,100.00
Éclairage, chauffage, entretien	950.00
Frais judiciaires	3,500.00
Frais de vérification	1,000.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	6,000.00
Poste, téléphone, télégramme	3,200.00
Intérêt, échange, agios	500.00
Abonnement et publicité	2,000.00
Jetons de présence (membres du Comité)	960.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	3,000.00
Frais de délégation	500.00
Frais d'affiliation	400.00
Assurance-chômage	850.00
Assurance-groupe	2,200.00
Assurance-caution	50.00
Assurances générales	400.00
Impôt fédéral	3,250.00
Impôt provincial	2,250.00
Rentes du Québec	1,700.00
Plan d'épargne retraite enregistré	4,380.00
	<hr/>
	\$132,090.00

Excédent des déboursés sur les recettes prévu:	\$ 1,192.52
Plus subvention à la Commission d'apprentissage	15,000.00
	<hr/>
Déficit prévu:	\$ 16,192.52

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967.

20078-o

and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Automobile Parity Committee, Québec region for the July 1, 1967 to July 1, 1968 period is given below.

THE AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE,  
QUÉBEC REGION

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1967 to July 1, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues	\$ 55,000.00
Employees' dues	55,000.00
Artisans' dues	7,000.00
Penalties and fines	400.00
Examination fees	400.00
Interest on investments	3,000.00
Federal tax	3,250.00
Provincial tax	2,250.00
Unemployment insurance	425.00
Group insurance	880.00
Québec Pension Plan	850.00
Registered annuity plan	2,442.48
	<hr/>
	\$130,897.48

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary	\$ 8,250.00
Staff's salary	14,650.00
Inspectors' salaries	35,000.00
Inspection expenses and car rentals	18,000.00
Fees: Board of Examiners	5,000.00
Expenses: Board of Examiners	10,000.00
Rent and taxes	4,100.00
Lights, heat, maintenance	950.00
Legal costs	3,500.00
Auditor's fees	1,000.00
Printing, stationery, office equipment	6,000.00
Postage, telephone, telegrams	3,200.00
Interest, exchange, agio	500.00
Subscription and advertising	2,000.00
Attendance fees (Committee members)	960.00
Travelling expenses (Committee members)	3,000.00
Delegation expenses	500.00
Affiliation fees	400.00
Unemployment insurance	850.00
Group insurance	2,200.00
Fidelity bond	50.00
General insurance	400.00
Federal tax	3,250.00
Provincial tax	2,250.00
Québec Pension Plan	1,700.00
Registered annuity plan	4,380.00
	<hr/>
	\$132,090.00

Forecast deficit	\$ 1,192.52
Plus subsidy to the Apprenticeship Commission	15,000.00
	<hr/>
Total deficit forecast:	\$ 16,192.52

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967.

20078-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 1640 du 5 octobre 1960, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1518 du 2 juin 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

*1. Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 21 juin 1967 au 21 juin 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1640 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1640 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit une cotisation de \$0.15 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1640 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commission, allocation ou bonis payés).

*2. Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salariés, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

*3. Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité pari-

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos (established in pursuance of Decree number 1640 of October 5, 1960) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1518, dated June 2, 1967, authorizes such levy.

*1. Dues*

The contribution period extends from June 21, 1967 to June 21, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1640 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said Decree number 1640 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., \$0.15 a week dues.

(c) Employees governed by said Decree number 1640 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, commission, allowances or bonuses).

*2. Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

*3. Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement-Decrees Act, the Parity

taire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 21 juin 1967 et le 21 juin 1968.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE  
DE DÉTAIL D'ASBESTOS

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 21 juin 1967 et le 21 juin 1968.

*Recettes:*

Cotisations patronales	\$1,627.00
Cotisations ouvrières	1,627.00
Cotisations artisanales	342.60
Assurance-groupe	88.80
Rentes du Québec	23.76
	<hr/>
	\$3,709.16

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire	\$1,920.00
Frais judiciaires	120.00
Frais de vérification	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	220.00
Poste, téléphone, télégramme	35.00
Abonnement et publicité	145.00
Jetons de présence (membres du Comité)	540.00
Frais de déplacement (membres du Comité)	50.00
Frais d'affiliation	20.00
Assurance-groupe	177.48
Assurance-caution	10.00
Rentes du Québec	47.52
	<hr/>
	\$3,385.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévus. \$ 324.16

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967. 20078-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda, établi en exécution du décret numérob 159 du 1er février 1966 et chargé d'assurer l'observance du décret numéro 192 du 1er février 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1519 du 2 juin 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amen-

Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos for the June 21, 1967 to June 21, 1968 period is given below.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL  
TRADE OF ASBESTOS

Estimate of receipts and disbursements for the June 21, 1967 to June 21, 1968 period.

*Receipts:*

Employers' dues	\$1,627.00
Employees' dues	1,627.00
Artisans' dues	342.60
Group insurance	88.80
Québec Pension Plan	23.76
	<hr/>
	\$3,709.16

*Disbursements:*

Secretary's salary	\$1,920.00
Legal costs	120.00
Auditor's fees	100.00
Printing, stationery, office equipment	220.00
Postage, telephone, telegrams	35.00
Subscription and advertising	145.00
Attendance fees (Committee members)	540.00
Travelling expenses (Committee members)	50.00
Affiliation fees	20.00
Group insurance	177.48
Fidelity bond	10.00
Québec Pension Plan	47.52
	<hr/>
	\$3,385.00

Forecast surplus. \$ 324.16

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967. 20078-0

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda (established in pursuance of Decree number 159 of February 1, 1966 and entrusted with the observance of Decree number 192 of February 1, 1967) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1519, dated June 2, 1967, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from July 1, 1967 to July 1, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by Decrees number 159 and 192 and amendments shall

dements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis auxdits décrets (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.45 par semaine (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

c) Les salariés régis par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par lesdits décrets numéros 159 et 192 et leurs amendements, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10<sup>ème</sup> jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda, pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 1er juillet 1968.

pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decrees (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said Decrees numbers 159 and 192 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., 45¢ a week (or the average wage set forth by the Committee).

(c) Employees governed by said Decrees numbers 159 and 192 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

For the purposes of this by-law, every employer or professional employer who himself plies one of the trades covered by said Decrees numbers 159 and 192 and amendments, shall be considered as an artisan.

### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda for July 1, 1967 to July 1, 1968 period is given below.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE  
DE ROUYN-NORANDA

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE  
OF ROUYN-NORANDA

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 1er juillet 1968.

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1967 to July 1, 1968 period.

*Recettes:*

Cotisations patronales	\$ 6,800.00
Cotisations ouvrières	6,800.00
Cotisations artisanales	2,300.00
Honoraires d'examen	500.00
Impôt fédéral	480.00
Impôt provincial	250.00
Assurance-chômage	40.00
Assurance groupe	180.00
Rentes du Québec	133.20
	<hr/>
	\$17,483.20

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire	\$ 6,500.00
Salaires du personnel	2,600.00
Frais d'inspection	2,500.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	600.00
Frais: Bureau des examinateurs	100.00
Loyer et taxes	720.00
Éclairage, chauffage, entretien	120.00
Frais judiciaires	300.00
Frais de vérification	380.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	500.00
Poste, téléphone, télégramme	325.00
Intérêt, échange, agios	100.00
Abonnement et publicité	100.00
Jetons de présence (membres du Comité)	480.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	175.00
Frais de délégation	350.00
Frais d'affiliation	60.00
Assurance-chômage	80.00
Assurance-groupe	360.00
Assurance-caution	25.00
Impôt fédéral	480.00
Impôt provincial	250.00
Rentes du Québec	266.40
	<hr/>
	\$17,371.40

Excédent des recettes sur les déboursés prévu \$ 111.80

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967. 20078-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1520 du 2 juin 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets numéros 20 et 2141 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{3}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis auxdits décrets.

*Receipts:*

Employers' dues	\$ 6,800.00
Employees' dues	6,800.00
Artisans' dues	2,300.00
Examination fees	500.00
Federal tax	480.00
Provincial tax	250.00
Unemployment Insurance	40.00
Group insurance	180.00
Québec Pension Plan	133.20
	<hr/>
	\$17,483.20

*Disbursements:*

Secretary's salary	\$ 6,500.00
Staff's salary	2,600.00
Inspection expenses	2,500.00
Fees: Board of examiners	600.00
Expenses: Board of examiners	100.00
Rent and taxes	720.00
Lights, heat, maintenance	120.00
Legal costs	300.00
Auditor's fees	380.00
Printing, stationery, office equipment	500.00
Postage, telephone, telegrams	325.00
Interest, exchange, agio	100.00
Subscription and advertising	100.00
Attendance fees (Committee members)	480.00
Travelling expenses (Committee members)	175.00
Delegation expenses	350.00
Affiliation fees	60.00
Unemployment Insurance	80.00
Group insurance	360.00
Fidelity bond	25.00
Federal tax	480.00
Provincial tax	250.00
Québec Pension Plan	266.40
	<hr/>
	\$17,371.40

Forecast surplus \$ 111.80

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967. 20078-o

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity (established in pursuance of decree number 20 of January 5, 1955), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1520, dated June 2, 1967, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from July 1, 1967, to July 1, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decrees numbers 20, 2141 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{3}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decrees.

b) Les artisans régis par lesdits décrets numéros 20 et 2141 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{3}$  de 1% du salaire du salarié le moins rémunéré, soit sur une base de \$20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par lesdits décrets numéros 20 et 2141 et leurs amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{3}$  de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à la fin de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celle de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositifs de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel des ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et région, pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 1er juillet 1968.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION EN DÉTAIL DE SHERBROOKE ET RÉGION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 1er juillet 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales . . . . .	\$ 6,450.00
Cotisations ouvrières . . . . .	6,450.00
Cotisations artisanales . . . . .	460.00
Pénalités et amendes . . . . .	50.00
Intérêts de banque . . . . .	200.00
Impôt fédéral . . . . .	500.00
Impôt provincial . . . . .	300.00
Rentes du Québec . . . . .	79.20
	<hr/>
	\$14,489.20

(b) Artisans governed by said Decrees numbers 20, 2141 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{3}$  of 1% of the wages earned by the lowest-paid employee, i.e., a \$20.00-a-week basis.

(c) Employees governed by said decrees numbers 20, 2141 and amendments shall turn over the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{3}$  of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity for the July 1, 1967 to July 1, 1968 period is given below.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FOOD TRADE OF SHERBROOKE AND VICINITY

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1967 to July 1, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues . . . . .	\$ 6,450.00
Employees' dues . . . . .	6,450.00
Artisans' dues . . . . .	460.00
Penalties and fines . . . . .	50.00
Bank interest . . . . .	200.00
Federal tax . . . . .	500.00
Provincial tax . . . . .	300.00
Québec Pension Plan . . . . .	79.20
	<hr/>
	\$14,489.20

<i>Débourrés:</i>	
Salaire du secrétaire .....	\$ 5,200.00
Salaire de l'inspecteur .....	2,100.00
Frais d'inspection .....	1,100.00
Loyer et taxes .....	675.00
Frais judiciaires .....	100.00
Frais de vérification .....	140.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau .....	400.00
Poste, téléphone, télégramme .....	400.00
Abonnement et publicité .....	500.00
Jetons de présence (membres du Comité) .....	600.00
Frais de déplacements (membres du Comité) .....	1,900.00
Frais de délégations .....	100.00
Assurance caution .....	10.00
Assurances générales .....	30.00
Impôt fédéral .....	500.00
Impôt provincial .....	300.00
Rentes du Québec .....	158.40
	\$14,213.40

Excédent des recettes sur les déboursés prévus .....

	\$ 275.80
--	-----------

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967. 20078-0

#### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, établi en exécution du décret numéro 1743 du 1 juillet 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1521 du 2 juin 1967, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1<sup>er</sup> juin 1967 au 31 mai 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1743 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du leur liste de paye.

b) Les salariés régis par le décret numéro 1743 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

##### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à chaque période de paye, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary .....	\$ 5,200.00
Inspector's salary .....	2,100.00
Inspection expenses .....	1,100.00
Rent and taxes .....	675.00
Legal costs .....	100.00
Auditor's fees .....	140.00
Printing, stationery, office equipment .....	400.00
Postage, telephone, telegrams .....	400.00
Subscription and advertising .....	500.00
Attendance fees (Committee members) .....	600.00
Travelling expenses (Committee members) .....	1,900.00
Delegation expenses .....	100.00
Fidelity bond .....	10.00
General insurance .....	30.00
Federal tax .....	500.00
Provincial tax .....	300.00
Québec Pension Plan .....	158.40
	\$14,213.40

Forecast surplus .....

	\$ 275.80
--	-----------

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967. 20078-0

#### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac Saint Jean et Roberval* (established in pursuance of Decree number 1743 and July 1, 1941 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 1521, dated June 2, 1967, authorizes such levy.

##### 1. Dues

The contribution period extends from June 1, 1967 to May 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by Decree number 1743 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll.

(b) Employees governed by Decree number 1743 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

##### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which the following details are given: hours of work, amounts collected during the period and amounts turned over to the Parity Committee. Every month, the professional employer must see that these forms be completed and reach the Parity Committee.

Each pay period, by means of a check-off, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédent doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

### 3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, pour la période comprise entre le 1er juin 1967 et le 31 mai 1968.

### 4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES RÉGIONS DE CHICOUTIMI, LAC ST-JEAN ET ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1967 et le 31 mai 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales	\$ 52,500.00
Cotisations ouvrières	52,500.00
Pénalités et amendes	2,000.00
Honoraires d'examens	900.00
Revenus de loyer	6,500.00
Intérêts sur placements	14,000.00
Intérêts de banque	600.00
Impôt fédéral	2,845.00
Impôt provincial	2,000.00
Assurance-chômage	115.00
Assurance vie-santé	684.00
Caisse retraite (employé)	3,250.00
Sécurité Sociale (salariés de la Const.)	360,000.00
Rentes du Québec	650.00
	<hr/>
	\$498,544.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	\$ 9,556.96
Salaires du personnel	18,674.72
Salaires des inspecteurs	28,158.08
Frais d'inspection	15,000.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	2,200.00
Frais: Bureau des examinateurs	1,200.00
Loyer et taxes	3,300.00
Éclairage, chauffage, entretien	1,150.00
Frais judiciaires	10,000.00
Frais de vérification	1,400.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	6,500.00
Poste, téléphone, télégramme	2,500.00
Intérêt, échange, agios	4,500.00
Abonnement et publicité	1,000.00

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The report and the accompanying dues for the previous month, must be forwarded to the Parity Committee before or on the 10th of every month.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac Saint Jean et Roberval, for the June 1, 1967 to May 31, 1968 period is given below.

### 4. Special provision

The provisions of this by-law also cover professional employers and employees, subject to decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry), whose administration has been entrusted to the above-mentioned Parity Committee.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES RÉGIONS DE CHICOUTIMI, LAC ST-JEAN ET ROBERVAL

Estimate of receipts and disbursements for the June 1, 1967 to May 31, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employer's dues	\$ 52,500.00
Employees' dues	52,500.00
Penalties and fines	2,000.00
Examination fees	900.00
Rent income	6,500.00
Interest on investments	14,000.00
Bank interest	600.00
Federal tax	2,845.00
Provincial tax	2,000.00
Unemployment insurance	115.00
Life, health insurance	684.00
Pension plan (employees)	3,250.00
Social Security (Construction industry employees)	360,000.00
Québec Pension Plan	650.00
	<hr/>
	\$498,544.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary	\$ 9,556.96
Staff's salary	18,674.72
Inspector's salaries	28,158.08
Inspection expenses	15,000.00
Fees: Board of Examiners	2,200.00
Expenses: Board of Examiners	1,200.00
Rent and taxes	3,300.00
Lights, heat, maintenance	1,150.00
Legal costs	10,000.00
Auditor's fees	1,400.00
Printing, stationery, office equipment	6,500.00
Postage, telephone, telegrams	2,500.00
Interest, exchange, agio	4,500.00
Subscription and advertising	1,000.00

Jetons de présence (membres du Comité).....	\$ 1,920.00	Attendance fees (Committee members).....	\$ 1,920.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	13,440.00	Travelling expenses (Committee members).....	13,440.00
Frais de délégation.....	2,000.00	Delegation expenses.....	2,000.00
Assurance-chômage (employeur-employés).....	230.00	Unemployment insurance (employers and employees).....	230.00
Assurance-vie (Acc. maladie) (employeur-és).....	1,735.00	Life insurance (sickness ins.) (employers and employees).....	1,735.00
Assurance-caution.....	20.00	Fidelity bond.....	20.00
Assurances générales.....	700.00	General insurance.....	700.00
Caisse de retraite (employeurs-employés).....	6,500.00	Pension plan (employers and employees).....	6,500.00
Impôt fédéral.....	2,845.00	Federal tax.....	2,845.00
Impôt provincial.....	2,000.00	Provincial tax.....	2,000.00
Rentes du Québec.....	1,300.00	Québec Pension Plan.....	1,300.00
Sécurité Sociale (Salariés de la Const.).....	360,000.00	Social security (Construction Industry employees).....	360,000.00
	<hr/>		<hr/>
	\$497,829.76		\$497,829.76
Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	714.24	Forecast surplus.....	714.24
Subvention à la Commission d'App. \$.....	20,000.00	Subsidy to the Apprenticeship Commission.....	20,000.00
	<hr/>		<hr/>
Déficit prévu.....	\$ 19,285.76	Forecast deficit.....	\$ 19,285.76

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967. 20078-0

#### Avis de modification

##### *Industrie de la construction — Montréal*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1<sup>o</sup> À compter du 1<sup>er</sup> août 1967, le deuxième alinéa du paragraphe 11<sup>o</sup> de l'article 4 sera amendé en y biffant les mots « à la main ».

2<sup>o</sup> Le paragraphe « k » de l'article 8 sera remplacé par le suivant:

« k) L'usage du pulvérisateur à plâtre n'est autorisé que si les conditions suivantes sont respectées, à savoir:

a) Le maniement du pulvérisateur à plâtre pour application sur surface doit être confié à des plâtriers qualifiés ayant suivi au préalable le cours d'initiation dispensé par la Commission d'apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal et possédant un certificat de ladite Commission d'Apprentissage attestant qu'il a réussi l'examen de ladite Commission et a la compétence requise pour manier cet instrument;

b) les gaz de combustion provenant du moteur doivent être expulsés à l'extérieur au moyen de tuyaux appropriés;

c) la réserve d'essence doit être placée dans un lieu sûr;

d) un verrouillage des leviers doit être utilisé si on se sert de serrures mécaniques pour les accouplements de boyaux;

e) si on utilise des échafauds, un deuxième salarié doit assister l'opérateur du pulvérisateur.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967. 20078-0

#### Notice of Amendment

##### *Construction Industry — Montréal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Decree number 613 of April 6, 1962, and amendments (Construction Industry and Trades in the region of Montréal), have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Beginning August 1, 1967, the second paragraph, subsection 11, article 4, will be amended by striking the word "hand" therefrom.

2. Subsection "k" of section 8 will be superseded by the following:

"(k) Use of the plaster spray machine is allowed only if the following conditions are observed:

(a) Use of the plaster spray machine for surface application must be entrusted to a qualified plasterer who has taken a prior initial course given by the Montreal Construction Apprenticeship Commission and holding a certificate from the said Commission attesting that he has passed the exam of the said Commission and that he has the required skill to handle this machine;

(b) Combustion gas from the motor must be channelled outside through appropriate piping;

(c) Gasoline must be stored in a safe location;

(d) There must be a safety lock if mechanical clamps are used for hose couplings;

(e) On scaffolds, there must be another worker to assist the plaster spray operator. The scaffolds

Ces échafauds doivent être nettoyés périodiquement pour éviter que la surface devienne glissante;  
 f) le préposé au chargement de la machine et le plâtrier qui dirige le pulvérisateur doivent avoir à leur disposition un masque à poussière approuvé par le Ministère des Mines et doivent utiliser des lunettes ou une visière protectrice.»

3° L'alinéa iii suivant sera ajouté à l'article 39:

«iii. les parqueteurs dont l'apprentissage peut commencer à tout âge pourvu que l'apprenti ait atteint l'âge de seize (16) ans.»

4° Le nouvel article 41-A suivant sera ajouté:

«41-A. Un employeur professionnel peut employer deux (2) apprentis parqueteur par quatre (4) parqueteurs. Cette proportion est calculée d'après le nombre total d'employés.»

5° Le nouvel article 43-A suivant sera ajouté:

«43-A. *Parqueteurs:*

a) La période normale d'apprentissage est de deux (2) années;

b) Une année d'apprentissage consiste en une période de douze (12) mois.

c) *Examen de classification:*

1. À la fin de chacune de ses première et deuxième années d'apprentissage, le cas échéant, tout apprenti doit se soumettre à un examen devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire pour les parqueteurs. Cet examen a lieu au Centre d'Apprentissage, 5295, rue Parthenais, Montréal au jour et à l'heure spécifiés par le Centre.

2. Le Bureau des Examineurs est seul, habilité à émettre les nouveaux carnets d'apprentissage, à pouvoir accorder des crédits proportionnels à l'expérience théorique et pratique acquise et aux résultats obtenus à l'examen, refuser une promotion non justifiée par les résultats dudit examen ou recommander le retrait permanent du carnet d'apprentissage à un apprenti.

3. Tout candidat, détenteur d'un carnet d'apprentissage à la date d'entrée en vigueur du présent décret, se verra, à la date d'expiration de ce carnet et à la suite de l'examen prescrite, attribuer une classification non moindre que celle indiquée au carnet échu.»

6° Le paragraphe «b» de l'article 77 sera remplacé par le suivant:

«b) Tout représentant des Conseils du Travail ou Association de Salariés peut être démis de ses fonctions, sur avis écrit, par le Comité paritaire en tout temps sur la recommandation du Conseil ou de l'Association, selon le cas, qui l'a désigné.»

7° L'alinéa 7 suivant sera ajouté au paragraphe «a» de l'article 95:

«7. Publier et distribuer aux employés une brochure décrivant les dispositions des prestations de sécurité sociale avec un exposé de leurs droits et devoirs et tout autre renseignement prescrit par la Régie des rentes du Québec.

8° L'alinéa 2 du paragraphe «b» de l'article 95 sera remplacé par le suivant:

«2. transmettre au Comité paritaire l'original et trois copies de tout contrat de fiducie ou contrat de Pension de retraite et de tout contrat d'assurance-vie collective pour fins de signature. Une copie attestée conforme par les parties contractantes de tout contrat de pension de retraite et de tout contrat d'assurance-vie collective doit être déposé respectivement, sans délai, au Ministère du Travail et à la Régie des rentes du Québec. Après étude, les recommandations du

must be periodically cleaned in order to prevent the surface from becoming slippery;

(f) The worker loading the machine as well as the plasterer operating it must have at their disposal a dust mask approved by the Department of Mines, and they must use safety goggles or visors.»

3. The following paragraph iii will be added to article 39:

«iii. Hardwood floor layers whose apprenticeship may begin at any age, provided the apprentice is at least 16 years old.»

4. The following new article 41-A will be added:

«41-A. A professional employer may employ two (2) hardwood floor layer apprentices to each four (4) hardwood floor layers. This ratio shall be calculated according to the total number of employees.»

5. The following new article 43-A will be added:

«43-A. *Hardwood floor layer:*

(a) A normal period of apprenticeship is two (2) years;

(b) One year of apprenticeship shall consist of 12 months.

(c) *Classification exams:*

1. At the end of the first and second year of apprenticeship, as the case may be, every apprentice shall sit for an exam before the hardwood floor Board of Examiners of the Joint Committee. This exam will take place at the Apprenticeship Centre, 5295 Parthenais Street, Montréal on the day and at the time specified by the Centre.

2. The Board of Examiners alone is qualified to issue new apprenticeship record book; to grant credits proportionate to theoretical and practical experience acquired and to the results obtained at the exams; deny a promotion not justified by the results of the said exam or to recommend the permanent withdrawal of the apprentice's record book.

3. Every candidate who holds an apprenticeship record book at the coming into force of the present decree shall, at the expiration of this book and following the prescribed exam, receive a classification at least equal to that indicated in the expired book.»

6. Subsection «b» of article 77 will be replaced by the following:

«(b) Any Labour Council or Employee Association representative may be removed at any time upon notice in writing by the Joint Committee on recommendation of the Council or Association, as the case may be, that designated him.»

7. The following paragraph 7 will be added to subsection «a», article 95:

«7. publish for and distribute to employees, a pamphlet detailing the pertinent provisions of the Social Security benefits with an exposé of their rights, obligations and any other information prescribed by the Québec Pension Board.»

8. Paragraph 2, subsection «b», article 95, will be superseded by the following:

«2. transmit to the Joint Committee the original and three copies of any trust contract, any retirement pension contract and any group life insurance contract for signing purposes. A true copy certified by the contracting parties of any retirement pension contract and any group life insurance contract shall be filed without delay with the Department of Labour and with the Québec Pension Board. Following study thereof, the recommendations of the Department

Ministère du Travail et de la Régie des Rentes du Québec, s'ils le requièrent, pourront faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé.»

9° Le paragraphe « c » de l'article 95 sera remplacé par le suivant:

« c ) La Régie des rentes du Québec exerce une surveillance générale de la Caisse de retraite et de la Caisse d'assurance-vie collective. La Régie des rentes du Québec, ou son représentant, a droit de vérifier en tout temps les livres, comptes et archives du Sous-Comité de sécurité sociale quant à la Caisse de retraite et à la Caisse d'assurance-vie collective et, à cette fin, le Comité paritaire, le sous-comité de sécurité sociale et leurs employés doivent lui donner accès à leurs livres, comptes et archives et lui fournir tout renseignement qu'elle requiert.

Chaque année, avant le 1er mars, et chaque fois que la Régie des rentes du Québec le requiert, le sous-comité de sécurité sociale doit lui faire rapport de l'état de la Caisse d'assurance-vie collective, des recettes, des déboursés, des sommes versées en réclamations d'assurance-vie et tout autre renseignement qu'elle exige.»

10° Les mots « et à la Régie des rentes du Québec » seront ajoutés à la fin du paragraphe « d » de l'article 96.

11° La phrase suivante sera ajoutée à l'article 99:

« Les placements de cette caisse doivent être faits conformément aux règlements édictés par la Régie des rentes du Québec. »

12° Le premier paragraphe de l'article 109 sera remplacé par les suivants:

« Article 109: Si un employé cesse d'être un employé avant d'avoir accompli dix (10) années de participation au présent régime ou avant d'avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, il peut, mais il n'y est pas obligé, demander au sous-comité de sécurité sociale le remboursement de ses cotisations accumulées d'employé ou il peut choisir de demander une pension de retraite à telle époque où il remplira les conditions énumérées à l'article 102 ou à l'article 103 du présent titre.

Si un employé cesse d'être un employé après avoir accompli dix (10) années de participation au présent régime et après avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, il n'aura pas le droit de retirer ses cotisations accumulées d'employé, mais il aura droit à la pension de retraite déterminée selon l'article 100 du présent titre à telle époque où il remplira les conditions « a » et « c » de l'article 102 ou les conditions de l'article 103 du présent titre. Cependant, tout tel employé pourra demander au sous-comité de sécurité sociale le versement en paiement partiel de la pension différée de retraite d'un montant égal à 25% de la valeur actuarielle de la Pension de retraite prévue à l'article 100, sauf que le versement maximum sera ses cotisations accumulées d'employé, et recevoir la balance de la pension différée de retraite à telle époque où il remplira les conditions d'admissibilité « a » et « c » de l'article 102 ou les conditions d'admissibilité de l'article 103 du présent titre et, dans tel cas, les prestations de décès prévus à l'article 106 du présent titre, calculés au moment du versement, seront réduits du montant de tel versement.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement.

of Labour and the Québec Pension Board, if they so require, may be the object of amendments to any contract herein referred to."

9. Subsection "c" of article 95 will be replaced by the following:

"(c) The Québec Pension Board exercises a general supervision over the Retirement and Group Life Insurance Funds. The Québec Pension Board, or its representative, may at any time check the books, accounts and records of the Social Security sub-committee as regards the Retirement and Group Life Insurance Funds. For that purpose, the Joint Committee, the Social Security sub-committee and their employees shall give him access to their books, accounts and records and give him any information he may require.

Each year, before March 1st, and each time the Québec Pension Board so requires, the Members of the Social Security sub-committee shall report on the state of the Group Life Insurance Fund, on their receipts, their disbursements, the sums paid in life insurance claims and other information it may require."

10. The words "and the Québec Pension Board" will be added to the end of subsection "d", article 96.

11. The following sentence will be added to article 99:

"This retirement fund shall be invested in accordance with the regulations enacted by the Québec Pension Board."

12. The first paragraph of section 109 will be replaced by the following:

"Article 109: If an employee ceases to be an employee before the completion of 10 years of participation or before having reached his forty-fifth (45th) birthday, he may, but is not compelled to, apply to the Social Security sub-committee for a refund of his accumulated employee contributions or he may choose to apply for retirement benefits upon meeting the eligibility requirements listed in articles 102 or 103 of this Title.

If an employee ceases to be an employee after having completed 10 years of participation and after having reached his forty-fifth (45th) birthday, he may not withdraw his accumulated employee contributions but he shall be entitled to pension benefits according to article 100 of this Title upon meeting conditions "a" and "c" set forth in article 102 or those laid down in article 103 of this Title. However, any such employee may apply to the Social Security sub-committee for a partial payment of the deferred annuity equal to 25% of the actuarial value of the retirement benefit provided for in article 100, except that the maximum payment will consist of his accumulated employee contributions. The balance of the deferred annuity may be paid upon his meeting the eligibility conditions "a" and "c" of article 102 or the eligibility requirements of article 103 of this Title. In this event, the death benefits provided for in article 106 of this Title — calculated at time of payment — shall be reduced by the amount of the payment."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes

L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967. 20078-o

**Avis de modification de règlements**

*Corporation des Maîtres Électriciens du Québec*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis, conformément à l'article 13 de la Loi des Maîtres Électriciens du Québec, que la Corporation ci-haut mentionnée a adopté les amendements qui suivent à ses règlements, savoir:

1<sup>o</sup> De remplacer l'article 119 par le suivant:  
« Article 119:

a) Tous les membres en règle de la Corporation, résidant ou pratiquant dans les limites territoriales d'une section tracée par le Conseil, deviennent automatiquement membres d'une telle section.

b) Les sections peuvent étudier, régler et décider toute question qui concerne spécialement les membres d'une telle section et s'en occuper, mais elles ne peuvent lier la Corporation.

c) Les sections peuvent, si le pouvoir leur en a été délégué par le Conseil, négocier et signer une convention collective pour un groupe et dans un territoire désigné. »

2<sup>o</sup> De remplacer l'article 21-A par le suivant:  
« Article 21-A:

À l'expiration de son terme d'office, le président élu par l'assemblée générale n'est pas rééligible pour le terme qui suit immédiatement. »

3<sup>o</sup> De remplacer l'article 63 par le suivant:  
« Article 63:

Le Comité doit tenir alternativement à Québec et à Montréal une séance d'examen à tous les deux mois aux dates qu'il fixera. Ces examens doivent autant que possible être tenus dans la même semaine que ceux du Bureau des Examineurs des Électriciens de la province.

Il peut refuser à l'examen un candidat dont la demande d'admission n'a pas été déposée trente (30) jours avant la date de la séance d'examen. »

À l'expiration des trente jours suivant la présente publication, lesdits règlements seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil et entreront en vigueur après publication d'un avis de cette approbation.

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 17 juin 1967. 20078-o

into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967. 20078-o

**Notice of Amendment of By-Laws**

*Corporation of Master Electricians of Québec*

Pursuant to section 13 of the Master Electricians Act of the Province of Québec, the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the abovementioned Corporation has adopted the following amendments to its by-laws:

1. Article 119 is superseded by the following:  
"Article 119:

(a) All members in good standing of the Corporation, residing or operating within the territorial limits of a section defined by the Council, automatically become members of such a section.

(b) The sections may study, settle, decide and see to any question specifically concerning members of such a section, but they may not bind the Corporation.

(c) If the Council so authorizes them, the sections may negotiate and sign a collective agreement for a group and within a given territory."

2. Article 21-A is replaced by the following:  
"Article 21-A:

When his term of office has expired, the president elected at the general meeting may not be re-elected for the ensuing term."

3. Article 63 is superseded by the following:  
"Article 63:

Every two months on appointed dates, the Committee shall hold examination sessions alternately in Québec City and in Montréal. As far as possible, such examinations shall be held during the same week as those of the Electricians' Board of Examiners of the Province.

The Committee may refuse to admit a candidate to the examination if the candidate has failed to file his application thirty (30) days prior to the examination session."

Thirty days after this publication, the said by-laws will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval and will become effective after a notice of their approval has been published.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 17, 1967. 20078-o

**Avis divers**

**Marie-Éva-Yvette Bell**

Avis est par les présentes donné que Marie-Éva-Yvette Bell, fille majeure, domiciliée à 1537 rue Remy, ville Les Saules, province de Québec, s'est adressée au lieutenant-gouverneur

**Miscellaneous Notices**

**Marie-Éva-Yvette Bell**

Notice is hereby given that Marie-Éva-Yvette Bell, spinster of lawful age, domiciled at 1537 Remy Street, ville Les Saules, Province of Québec, has presented a petition to the Lieutenant-

de la Province de Québec, afin de faire changer son nom en celui de Marie-Éva-Yvette-Doris Bell.

*Les Procureurs de la requérante,*  
ST. LAURENT, MONAST, DESMEULES  
20051-23-2-o & WALTERS.

### Joseph Camille

Avis est donné, par la présente, que Joseph Camille, domicilié et demeurant au No 10,241 avenue Péloquin, dans la ville de Montréal, district de Montréal, fait requête selon la Loi du changement de nom, auprès de l'Honorable Secrétaire de la Province, pour changer de nom légalement par un décret du lieutenant-gouverneur en conseil et d'adopter le nom suivant de « Joseph Camille Stanislas Bolduc ».

20052-23-2-o

## Ministère des Affaires culturelles du Québec

### SECRETARIAT DES PRIX SCIENTIFIQUES

#### *Règlement des prix scientifiques du Québec* 1967

Les prix scientifiques du Québec ont été institués en 1967 en conformité avec la loi du même nom (S.Q. 1962, c. 24) et la responsabilité de leur organisation a été confiée au Ministère des Affaires culturelles.

#### I. Les Prix

Deux sont décernés annuellement: ils consistent en deux chèques de 5,000 dollars et de 3,000 dollars.

Ces chèques sont remis aux lauréats par le Ministre des Affaires culturelles — ou son représentant — au cours d'une séance du Congrès annuel de l'ACFAS, ou d'une manifestation du même genre, à la discrétion du Ministre des Affaires culturelles.

#### II. Attribution des Prix

Le champ d'attribution est celui des sciences pures et appliquées, à l'exclusion des sciences humaines, sociales et économiques.

Il y a rotation des disciplines sur une base de quatre (4) ans. Cette rotation s'effectue dans l'ordre suivant:

- 1967: sciences chimiques et connexes
- 1968: sciences biologiques et connexes
- 1969: sciences physiques et connexes
- 1970: sciences de la nature et connexes
- 1971: le cycle recommence.

#### Définition des disciplines

Les définitions suivantes sont suggérées, à titre indicatif et non exhaustif:

- sciences biologiques et connexes:  
biologie, biochimie, biophysique, médecine, etc.
- sciences physiques, mathématiques et connexes:  
physique, mathématiques, génie électrique, génie mécanique, etc.
- sciences chimiques et connexes:  
chimie, génie chimique, métallurgie, pharmacologie, etc.
- sciences naturelles et connexes:  
botanique, zoologie, géologie, génie minier, agronomie, etc.

Les lauréats doivent s'être particulièrement distingués par leurs travaux de recherches ou leur contribution à l'avancement de la discipline scientifique dans laquelle ils oeuvrent. Ils doivent

Governor of the Province of Quebec, in order that her name be changed into that of Marie-Éva-Yvette-Doris Bell.

ST. LAURENT, MONAST, DESMEULES  
& WALTERS,  
20051-23-2-o *Attorneys for Petitioner.*

### Joseph Camille

Notice is hereby given that Joseph Camille, domiciled and residing at No. 10,241 Péloquin Avenue, in the city and district of Montréal, is making an application under the Change of Name Act to the Quebec Provincial Secretary that his name be legally changed by Order of the Lieutenant-Governor in Council to "Joseph Camille Stanislas Bolduc".

20052-23-2-o

## Department of Cultural Affairs

### SCIENTIFIC COMPETITION SECRETARIAT

#### *Quebec Scientific Competition Rules* 1967

In accordance with legislation adopted in 1962 (10-11 Eliz. II, c. 24), Québec established a scientific competition under Cultural Affairs Department jurisdiction.

#### I. Awards

Cash prizes of \$3,000 and \$5,000 will be awarded for the best two entries. Presentation will be made by the Cultural Affairs Minister, or his representative, at the annual convention of the Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) or during a similar meeting, at the Minister's discretion.

#### II. Categories

Only pure or applied science entries will be accepted; works in human, social and economic sciences are not eligible for this competition.

A four-year cycle covering various disciplines has been established as follows:

- 1967: Chemistry and related fields
- 1968: Biology and related fields
- 1969: Physics and related fields
- 1970: Natural sciences and related fields
- 1971: Cycle begins again.

#### Definitions

The following definitions are given as guidelines only and should not be considered all-inclusive.

- Chemistry and related fields:  
Chemistry, chemical engineering, metallurgy, pharmacology.
- Biology and related fields:  
Biology, biochemistry, biophysics, medicine.
- Physics and related fields:  
Physics, mathematics, electrical engineering, mechanical engineering.
- Natural sciences and related fields:  
Botany, zoology, geology, mining engineering, agronomy.

Prize winners will be selected from candidates who have gained recognition through research or contributions to the advancement of the scientific branch in which they specialize. Besides being

être sujets canadiens, domiciliés au Québec et y avoir effectué la majeure partie de leurs travaux. Les prix leur sont attribués pour un ensemble de travaux ou une réalisation exceptionnelle.

### III. Formation et fonctions du jury

Les membres du jury, au nombre de cinq (5), sont désignés par le Ministre des Affaires culturelles, d'après une liste de noms soumis par l'ACFAS au plus tard le 31 janvier de chaque année.

Le directeur du Service des Lettres et du Livre agit comme secrétaire du jury. Il n'a pas voix délibérante.

Le jury peut demander de suggérer des lauréats aux personnes et institutions qu'il juge bon de consulter.

Le jury se réunit sur convocation du secrétaire. Il doit arrêter son choix des lauréats au plus tard le 10 octobre. Un procès-verbal des délibérations est remis au Ministre des Affaires culturelles avec les noms des lauréats. Une mention d'attribution de 50 à 100 mots suit les noms de chacun des lauréats et indique l'aspect particulier du travail et des mérites de chacun.

La décision du jury est finale et sans appel.

Chaque membre du jury a droit à un cachet de 50 dollars et au remboursement, sur présentation de pièces comptables, de ses frais de voyage et de séjour occasionnés par les séances de travail du jury.

Québec, le 17 mai 1967.

20080-0

### Ministère des Affaires culturelles du Québec

SECRETARIAT DES CONCOURS LITTÉRAIRES

Règlement des concours littéraires du Québec  
1967

Les concours littéraires du Québec ont été institués en 1962, en conformité de la loi du même nom (S.Q. 1962, c. 24), et la responsabilité de leur organisation a été confiée au Ministère des Affaires culturelles.

Les concours comprennent une section pour les ouvrages d'imagination et une section pour les ouvrages d'érudition; la première se subdivise en trois catégories, et la seconde, en cinq catégories.

#### I. Ouvrages d'imagination

Catégories:

- a) Romans, récits, contes, nouvelles, théâtre;
- b) Poésie;
- c) Ouvrages d'imagination en langue anglaise.

#### II. Ouvrages d'érudition

Catégories:

- a) Essais sur la littérature ou les arts, histoire, littéraire et philologie;
- b) Histoire, biographie, géographie;
- c) Sciences humaines (sociologie, psychologie, ethnologie, anthropologie, archéologie, économie politique);
- d) Philosophie, pédagogie, éducation, droit, morale, sciences religieuses;
- e) Ouvrages d'érudition en langue anglaise.

Dans chacune des catégories, il sera accordé un prix de 2,500 dollars, qui pourra, à l'occasion, être partagé entre deux *ex aequo*.

Les jurys pourront décider de ne pas accorder un ou des prix s'ils estiment que la qualité des travaux présentés est insuffisante.

La décision des juges sera connue avant le 30 octobre 1967 et sera sans appel.

Canadian citizens, they must be residing in Québec and have done most of their work in this province. The prizes will be awarded for collections of works or outstanding accomplishments.

### III. Adjudicators and their duties

The Cultural Affairs Minister will appoint five (5) judges from a list of names submitted annually by the ACFAS on or before January 31.

The Letters and Publication Service Director will act as panel secretary but will have no vote.

At its discretion, the panel may ask responsible individuals or institutions to recommend candidates.

Panel sessions will be called by the secretary. Selection of winning entries must be made on or before October 10 and minutes of meetings as well as names of successful candidates will be submitted to the Cultural Affairs Minister, along with a commentary of 50 to 100 words following each name to sum up the characteristics and merits of the entry. The judges' decisions are final.

Each panel member will receive a \$50 fee and a refund covering duly certified travelling and living expenses incurred in connection with work sessions held by the panel.

Québec, May 17, 1967.

20080-0

### Department of Cultural Affairs

LITERARY COMPETITION SECRETARIAT

Quebec Literary Competition Rules  
1967

In accordance with legislation adopted in 1962 (10-11 Eliz. II, c. 24), Québec established a literary competition under Cultural Affairs Department jurisdiction.

Competition will be held in two divisions — creative works and works of erudition — respectively comprising three and five categories.

#### I. Creative works

Categories:

- (a) Novels, narratives, short stories, novelettes, plays;
- (b) Poetry;
- (c) Creative works in English.

#### II. Works of erudition

Categories:

- (a) Literature, literary history, philology, the arts;
- (b) History, biography, geography;
- (c) Sciences of man (sociology, psychology, ethnology, anthropology, archeology, economics);
- (d) Philosophy, pedagogy, education, law, ethics, religion;
- (e) Works of erudition in English.

A \$2,500 prize will be awarded in each category; in the event of a tie, the prize will be divided between the two successful candidates.

Judges may decide not to award any prize if they feel that entries are of inferior quality.

The judges' final decision will be announced before October 30, 1967.

*Conditions générales*

Sont admissibles aux concours littéraires de 1967:

— les ouvrages dont l'édition originale a paru entre le 1<sup>er</sup> mai 1966 et le 30 avril 1967;

— les ouvrages rédigés en français par des Canadiens;

— les ouvrages rédigés en anglais par des Canadiens domiciliés au Québec depuis cinq ans;

— les ouvrages offerts en librairie, à la condition de porter le nom d'un éditeur en page titre et l'achèvement d'imprimer;

— les ouvrages imprimés, mais non les manuscrits. Sont considérés comme des manuscrits les travaux photocopiés, photostatés ou reproduits par tout autre procédé analogue, même s'ils sont brochés ou cartonnés;

— les ouvrages écrits en collaboration, à la condition qu'ils n'aient pas plus de deux (2) auteurs et que chacun d'eux se conforme aux dispositions du présent règlement.

Sont exclus des concours littéraires de 1967:

— les articles de revue et les tirés à part;

— les périodiques;

— les ouvrages dont une édition originale — en tout ou en partie —, antérieure au 1<sup>er</sup> mai 1966, a paru sous un autre titre;

— les épreuves d'ouvrages;

— les ouvrages écrits en collaboration, s'ils ont plus de deux (2) auteurs.

Le secrétaire des concours littéraires de 1967 se réserve d'exiger des participants les ou l'une des pièces justificatives suivantes:

— un certificat de naissance ou de naturalisation;

— une déclaration assermentée que l'auteur habite le Québec depuis cinq ans sans interruption;

— une attestation assermentée, à défaut d'achèvement d'imprimer, que l'ouvrage a bel et bien paru dans la période de référence;

— une déclaration assermentée que l'ouvrage admis aux concours n'a pas été présenté à l'un des concours précédents, soit intégralement, soit comme partie notable d'un autre ouvrage.

L'auteur doit faire parvenir quatre (4) exemplaires de son ouvrage (six (6) dans le cas spécifié à la page 4 de ce règlement) au secrétaire des

Concours littéraires du Québec  
Ministère des Affaires culturelles  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967.

Dès qu'un ouvrage paraît, le secrétaire des concours veille aussitôt à inscrire son auteur sur la liste des candidats. Mais il est recommandé aux auteurs: de se charger de la formalité de l'inscription avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967, surtout si leur ouvrage n'a pas été publié par une maison d'édition reconnue, d'informer le secrétaire des concours, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967, qu'ils ont publié tel ouvrage et que la publication a bien eu lieu dans les limites de temps prescrites. Enfin, il faut adresser quatre (six, si l'oeuvre tombe dans la catégorie: ouvrages d'érudition en langue anglaise) exemplaires du livre en question avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967.

En outre, tout auteur qui n'aura pas, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967, avisé le secrétaire des concours qu'il a publié un ouvrage entre le 1<sup>er</sup> mai 1966 et le 30 avril 1967 ne pourra en aucun cas tenir le secrétaire responsable de l'absence de son ouvrage aux concours, ni contester le choix du jury.

*General conditions*

The following are eligible for the 1967 literary competition:

— works first published between May 1, 1966 and April 30, 1967;

— French writings by Canadians;

— English works by Canadians who have been living in Québec for at least five years;

— publications available in book stores, provided the title page bears the publisher's name and date of printing;

— printed works, excluding manuscripts such as duplicated and photostat copies or reproductions by any other similar process, even if they are bound under hard cover;

— works written in collaboration by no more than two (2) authors, each of whom must abide by the rules.

The following works are not eligible for the 1967 literary competition:

— magazine articles and offprints;

— periodicals;

— works which were first published, in whole or in part, before May 1, 1966 under a different title;

— printer's proofs;

— works written in collaboration by more than two (2) authors.

At his discretion, the secretary of the 1967 literary competition may request participants to submit one or all of the following documents:

— birth or citizenship certificate;

— sworn statement attesting that the author has been a full-time resident of Québec for the last five years;

— if the author cannot submit evidence concerning printing date, sworn statement attesting that the work was indeed published during the reference period;

— sworn statement attesting that the work has not been entered in a previous competition, either in full or as an important part of another work.

Authors must send four (4) copies of their work (six (6) if it is a work of erudition in English) before July 1, 1967 to:

Secretary  
Québec Literary Competition  
Cultural Affairs Department  
Parliament Buildings  
Québec 4

The moment a work is published, the secretary adds the author's name to the list of candidates. Still, writers are advised to take the following steps before July 1, 1967; register for competition, particularly if their work has not been brought out by a well-known publisher; inform the secretary that their work has indeed been published within the specified time limit; send four (4) copies of their work — six (6) in the case mentioned above.

Writers failing to inform the secretary before July 1, 1967 of works published between May 1, 1966 and April 30, 1967 cannot hold him responsible if their entry has not been accepted for the competition, nor contest the judges' choice.

Les lauréats des prix de l'une ou l'autre catégorie ne peuvent reposer leur candidature dans la même catégorie pour les trois années suivantes. Il est toutefois loisible à un candidat de s'inscrire dans plusieurs catégories à la fois, mais il ne peut inscrire plus d'un ouvrage dans une même catégorie.

Il est, enfin, interdit à l'un ou l'autre des rédacteurs d'un ouvrage collectif, présenté dans une catégorie, d'inscrire dans la même catégorie un autre ouvrage dont il serait seul l'auteur.

*Jurys*

Le ministre des Affaires culturelles verra à désigner un jury pour chacune des catégories.

Chaque jury comprendra trois (3) membres, sauf celui de la catégorie des Oeuvres d'érudition de la section anglaise, qui en réunira cinq (5).

Chaque membre des jurys aura droit:

— à un cachet de 100 dollars pour l'examen de six (6) ouvrages ou plus, et de 75 dollars, si le nombre d'ouvrages soumis à son examen est de cinq (5) ou moins;

— au remboursement intégral de ses frais de voyage et de séjour occasionnés par les séances de travail du jury dont il fait partie, sur présentation de pièces comptables.

*Prix David*

Le Prix David est de 3,000 dollars. Il est décerné annuellement, sur un cycle de quatre ans, aux lauréats de langue française et de langue anglaise dans les disciplines indiquées ci-après:

1966: Roman, nouvelles, récits, théâtre;

1967: Histoire et essai littéraires, histoire, biographie, géographie;

1968: Sciences humaines, sciences religieuses, philosophie, pédagogie, éducation, droit, morale;

1969: Poésie;

1970: Le cycle recommence.

Sont candidats au Prix David les lauréats des Concours littéraires du Québec 1965, 1966 et 1967 dans les disciplines inscrites au Prix David 1967.

Les membres du jury, au nombre de cinq (5), sont désignés par le Ministre des Affaires culturelles.

Le jury choisit un seul lauréat.

Chacun des membres du jury touche un cachet de 50 dollars et une indemnité pour frais de voyage et de déplacement, s'il y a lieu.

Québec, le 17 mai 1967.

20080-0

**Corporation des Ingénieurs du Québec**

*Tarif des honoraires de l'ingénieur*

Avis est par les présentes donné qu'à l'expiration de trente jours de la publication du présent avis, la Corporation des Ingénieurs du Québec soumettra pour approbation au Lieutenant-Gouverneur en Conseil le règlement suivant intitulé TARIF DES HONORAIRES DE L'INGÉNIEUR.

Montréal, ce 25 avril 1967.

Le Secrétaire-général,  
GILLES PERRON, ing.

**TARIF DES HONORAIRES  
DE L'INGÉNIEUR**

*Titre*

1° Il est décrété ce qui suit, par la Corporation des Ingénieurs du Québec, comme règlement pour fixer des tarifs d'honoraires et décréter leur mode d'application. Ce règlement s'intitule « Tarif des Honoraires de l'Ingénieur ».

A winner in any category may not compete in the same category during the following three years. However, a candidate may register in more than one category at the same time, but he is entitled to only one entry in each category.

Finally, none of the authors of a joint publication submitted in a category may enter one of his own works in the same category.

*Selection panel*

A panel for each category will be appointed by the Cultural Affairs Minister.

There will be five (5) members on the panel for English works of erudition; other panels will have three (3) members.

Each panel member will receive:

— a \$100 fee for reviewing six (6) works or more, or a \$75 fee for reviewing five (5) or fewer;

— a refund covering all duly certified travelling and living expenses incurred in connection with work sessions held by the panel of which he is a member.

*Prix David*

The Prix David is a \$3,000 cash award made annually to English, or French-speaking winners in the following categories, on a four-year cycle:

1966: Novels, novelettes, narratives, plays;

1967: Literature, literary history, history, biography, geography;

1968: Sciences of man, religion, philosophy, pedagogy, education, law, ethics;

1969: Poetry;

1970: Cycle begins again.

Winners of 1965, 1966 and 1967 Québec literary competitions may submit entries in categories listed above for the 1967 Prix David.

Five (5) members will be appointed to the panel by the Cultural Affairs Minister; they will select one winner.

Each panel member will receive a \$50 fee and a travelling allowance whenever applicable.

Québec, May 17, 1967.

20080-0

**Corporation of Engineers of Québec**

*Engineer's Tariff of Fees*

Notice is hereby given that on the thirtieth day following the publication of this notice, the Corporation of Engineers of Québec shall submit to the Lieutenant-Governor in Council for his approval the following By-law entitled ENGINEER'S TARIFF OF FEES.

Montreal, April 25, 1967.

GILLES PERRON, Eng.,  
General-Secretary.

**ENGINEER'S TARIFF  
OF FEES**

*Title*

1. The following is enacted by the Corporation of Engineers of Québec as a By-law to fix tariffs of fees and determine the procedure for their implementation. The said By-law is entitled "Engineer's Tariff of Fees".

*Dispositions interprétatives*

2° Les expressions ci-après ont, dans le présent document, le sens suivant:

a) « Corporation » signifie la « Corporation des Ingénieurs du Québec »;

b) « ingénieur » signifie un membre de la Corporation ou le détenteur d'un permis temporaire émis par elle;

c) « tarif » signifie le « Tarif des honoraires de l'ingénieur ».

3° Le présent tarif détermine la rémunération minimale que l'ingénieur dans la pratique du génie-conseil, doit recevoir pour services professionnels rendus en l'absence d'une convention stipulant une rémunération plus élevée et, d'aucune façon, ne doit restreindre l'institution d'un nouveau document stipulant une rémunération minimale pour tous les ingénieurs.

## PREMIÈRE PARTIE

*Services d'ingénieur*

4° Les services de génie offerts par les ingénieurs-conseils couvrent presque tous les aspects de notre économie industrielle. Dans le but de déterminer une base de rémunération appropriée, on peut classer les services rendus par l'ingénieur en six divisions générales, comme suit:

1. Services consultatifs
2. Études préparatoires
3. Plans et devis préliminaires
4. Plans et devis définitifs
5. Services durant la construction
6. Services spéciaux relatifs au projet

Ces divisions sont décrites aux paragraphes suivants.

## DIVISION 1

*Services consultatifs*

5° Ces services peuvent comprendre des consultations, conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais ou autres services concernant la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations permettant d'aboutir à des conclusions et des recommandations spécialisées.

## DIVISION 2

*Études préparatoires*

6° Ce sont des services destinés à établir les bases de la préparation des plans et devis. Ils peuvent comprendre des recherches, explorations, levés, études du sol, analyse des conditions ou de plusieurs solutions possibles, y compris les études économiques, les coûts d'exploitation ou autres sujets de même nature, le tout devant servir de base à des conclusions ou des recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique. Ces services comprennent aussi les levés et recherches pour modifications et additions aux ouvrages existants.

## DIVISION 3

*Plans et devis préliminaires*

7° Ces services comprennent la préparation et la présentation par l'ingénieur de documents techniques tels que croquis, plans préliminaires, devis sommaires, estimation préliminaire du coût des travaux et/ou un rapport pour indiquer clairement sa conception de la solution technique proposée, pour approbation et acceptation par le client.

*Interpretation*

2. In this document the following expressions have the following meanings:

(a) "Corporation" means the "Corporation of Engineers of Quebec";

(b) "Engineer" means a member of the Corporation or the holder of a temporary licence issued by the Corporation;

(c) "Tariff" means the "Engineer's Tariff of Fees".

3. The tariff determines the minimum remuneration which the engineer in consulting practice must receive for professional services rendered, in the absence of an agreement stipulating a higher remuneration and in no way restricts the establishment of a new document stipulating the minimum remuneration for all engineers.

## PART ONE

*Engineering Services*

4. The engineering services offered by Consulting Engineers cover almost every aspect of our industrial economy. For the purpose of determining an appropriate fee basis, the Engineer's services may be divided into the following six broad divisions:

1. Advisory Services
2. Preparatory Studies
3. Preliminary Plans and Specifications
4. Final Plans and Specifications
5. Services During Construction
6. Special Services Relative to the Project

These divisions are described in the following paragraphs.

## DIVISION 1

*Advisory Services*

5. These services may consist of: consultation, advice, expert testimony, appraisals, valuations, rate structure and tariff studies, inspection, testing or other services concerning the collection, analysis, evaluation and interpretation of data and information leading to specialized conclusions and recommendations.

## DIVISION 2

*Preparatory Studies*

6. These are services to establish the basis for the preparation of plans and specifications. They may consist of investigations, exploration, surveys, soil investigation, analysis of conditions or of several alternative plans, including economic studies, operating costs and similar matters, as a basis for conclusions and recommendations on the undertaking of a specific project. They also include surveys and investigations for alterations and additions to existing works.

## DIVISION 3

*Preliminary Plans and Specifications*

7. These services include the preparation and the submission by the Engineer of such technical documents as sketches, preliminary plans, specification notes, preliminary estimate of the cost of the works and/or report to clearly indicate his concept of the design, for approval and acceptance by the Client.

8° La préparation de ces documents préliminaires peut être fondée sur des informations fournies directement par le client, ou sur les résultats d'études préparatoires approuvées par le client. Ce travail ne comprend pas l'étude comparative détaillée de méthodes, matériaux ou systèmes, laquelle doit être effectuée dans le cadre des études préparatoires avec l'approbation du client.

DIVISION 4

*Plans et devis définitifs*

9° Ces services viennent après que l'on a établi, en vertu des divisions précédentes, les bases de la solution technique définitive et que le client les a reçues et formellement approuvées. Ces services comprennent ce qui suit :

- a) Préparation des dessins propres aux besoins de la construction.
- b) Préparation des devis complets et des documents de soumission.
- c) Revision(s), s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire.
- d) Analyse des soumissions et recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet.

DIVISION 5

*Services durant la construction*

5A. *Services rendus au bureau:*

10° Ceci comprend les services rendus au bureau durant la construction, tels que décrits ci-après :

- a) Conseils au client sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération, mais aucune visite au chantier.
- b) Vérification des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils sont généralement conformes aux plans et devis émis par l'ingénieur.
- c) Correspondance relative aux travaux de construction.
- d) Approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux.

5B. *Services rendus au chantier (sans résident):*

11° Ceci comprend les services rendus au chantier durant la construction, tels que décrits ci-après :

- a) Visites périodiques au chantier par l'ingénieur ou son représentant, comme le juge bon l'ingénieur, pour s'assurer que le progrès des travaux, leur exécution, la qualité des matériaux et de la main-d'oeuvre sont généralement conformes aux exigences des documents contractuels.
- b) Conseils à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis émis par l'ingénieur.

- c) Dans les seuls cas de contrats de construction à prix global forfaitaire, vérification des demandes de paiement et émission de certificats pour autoriser les paiements progressifs et finals.

12° Lorsque l'importance des travaux de construction, ou leur nature complexe et exigeante demande une surveillance plus complète et une inspection détaillée, il est à recommander que le client se prévale des services en résidence au chantier décrits à la subdivision 5C.

5C. *Services en résidence au chantier:*

13° Ces services comprennent ce qui suit :

- a) Affectation d'un personnel résident qui consacre tout son temps ouvrable aux conseils techniques nécessaires à l'exécution du projet,

8. The preparation of these preliminary documents may be based on information supplied directly by the Client, or on the results of Preparatory Studies approved by the Client. It does not include detailed studies of alternate methods, materials or systems, which are to be carried out under the Preparatory Studies with the Client's approval.

DIVISION 4

*Final Plans and Specifications*

9. These services follow after the basis for final design has been established under the foregoing, and has been submitted to and formally accepted by the Client. They shall include the following:

- (a) Preparation of drawings suitable for construction purposes.
- (b) Preparation of complete specifications and tender documents.
- (c) Revision(s), as may be necessary, of the preliminary estimate.
- (d) Analysis of tenders and recommendations for acceptance or rejection as deemed advisable.

DIVISION 5

*Services During Construction*

5A. *Office Services:*

10. These consist of office services during the construction period as described hereunder:

- (a) Advice to the Client on questions that may develop during construction and which require technical consideration, but no visits to the construction site.
- (b) Verification of shop drawings and manufacturer's drawings to ensure that these are in general conformity with plans and specifications issued by the Engineer.
- (c) Correspondence related to the construction work.
- (d) Approval of alternatives in methods and materials.

5B. *Field Services (Non-Resident):*

11. These consist of field services during construction as described hereunder:

- (a) Periodic visits to the site of the project by the Engineer, or his deputy, as may be deemed necessary by the Engineer to ascertain that the progress of the works, the execution thereof and the quality of materials and workmanship are in general conformity with the contract documents.
- (b) Guidance to the contractor in the interpretation of the plans and specifications issued by the Engineer.

- (c) In the case of lump sum construction contracts only, verification of claims for payment and issuance of certificates for progress and final payments.

12. Where the importance of the works under construction, or the complex and exacting nature thereof, requires a comprehensive supervision and detailed inspection, it is recommended that the Client avail himself of the Field Resident Services, Subdivision 5C.

5C. *Field Resident Services:*

13. These services comprise the following:

- (a) Appointment of a resident staff who devotes his full working time to technical guidance on the project, field inspection and

à l'inspection sur le chantier et aux essais (sauf pour les essais en laboratoire), aux rapports progressifs et à l'enregistrement de tous les changements résultant des conditions d'exécution des travaux au chantier. Ce personnel en résidence ne doit pas remplir les fonctions de l'entrepreneur, comme de diriger des personnes employées par ledit entrepreneur ou de déterminer les procédés de construction ou les méthodes ou l'outillage à employer.

b) Dans les seuls cas des contrats à prix global forfaitaire ou à prix unitaires, la préparation ou la vérification des demandes de paiement et l'émission des certificats recommandant les paiements progressifs et finals. Ce service ne s'applique pas aux contrats à prix unitaires pour les travaux de mécanique ou d'électricité.

c) L'inspection finale et la surveillance des essais en marche de la machinerie et des appareils installés pour déterminer s'ils satisfont aux garanties de capacité et de rendement.

d) Revision des dessins pour montrer les travaux tels qu'exécutés.

e) Recommandation quant à l'acceptation des travaux.

#### DIVISION 6

##### *Services spéciaux relatifs au projet*

14° Ces services concernent tout travail supplémentaire que le client peut demander en rapport avec le projet. Ces services sont facultatifs et doivent être autorisés par le client. On peut mentionner parmi ces services spéciaux:

a) La coordination du travail d'autres consultants et/ou d'autres participants à l'égard du projet.

b) La préparation de listes détaillées de matériaux pour le projet, y compris les bordereaux de barres d'armature ainsi que tous autres dessins et croquis destinés à accélérer les travaux.

c) La préparation d'estimations détaillées de coût.

d) L'acquisition de matériaux et d'appareils, en agissant à cette fin comme agent du client.

e) La programmation et l'accélération de la livraison des matériaux et des appareils.

f) La vérification des demandes de paiement de l'entrepreneur, lorsque des services en résidence sont fournis, dans les cas non couverts aux articles 11(c) et 13(b) ci-dessus.

g) La préparation de manuels pour l'entretien et le fonctionnement de l'installation.

h) L'aide pour la mise en service de l'installation.

i) L'entraînement du personnel technique d'exploitation.

j) La comparaison pour le client dans un litige ou la préparation nécessaire à cette fin.

#### DEUXIÈME PARTIE

##### *Modes de rémunération*

15° La méthode de calcul des honoraires et/ou des frais pour les services d'ingénieur dépend en règle générale de la nature des services requis. Pour les fins de ce tarif, il y a trois modes de rémunération, à savoir:

Mode de rémunération « A »

Méthode Per Diem

Mode de rémunération « B »

Méthode du salaire

Mode de rémunération « C »

Méthode de pourcentage

testing (except laboratory testing), progress reports and recording of any changes resulting from job site conditions. This resident staff shall not be called upon to assume the functions of the Contractor, such as directing persons employed by the said Contractor or determining the construction procedure or the methods and equipment to be used.

(b) In the case of lump sum or unit price contracts only, preparation or verification of claims for payment and issuance of certificates recommending progress and final payments. This service does not apply to unit price contracts for mechanical and electrical works.

(c) Final inspection and supervision of the performance trials of machinery and equipment installed to determine whether the performance guarantees have been met.

(d) Revision of drawings to show the works as built.

(e) Recommendation for acceptance of the works.

#### DIVISION 6

##### *Special Services Relative to the Project*

14. These services comprise certain additional work which the Client may require relative to the project. These services are optional and shall be authorized by the Client. Among such special services are:

(a) Coordination of the work of other consultants and/or other parties involved in the project.

(b) Preparation of detailed lists of materials for the project including reinforcing bar schedules and any additional sketches or plans to expedite the construction work.

(c) Preparation of detailed cost estimates.

(d) Procurement of materials and equipment, acting as agent of the Client for this purpose.

(e) Expediting and scheduling of materials and equipment.

(f) Verification of contractors' claims for payment, when field services are provided, in those cases not covered under 11(c) and 13(b) above.

(g) Preparation of manuals for operation and maintenance of the plant.

(h) Assistance in the initial operation of the plant.

(i) Training of technical operating personnel.

(j) Preparation for or appearance in litigation on behalf of the Client.

#### PART TWO

##### *Schedules of Fees*

15. The method of computing the fees and/or changes for engineering services depends as a general rule on the scope of the services required. For the purpose of this tariff, there are three schedules of fees, namely:

Schedule "A"

Per Diem Basis

Schedule "B"

Salary Basis

Schedule "C"

Percentage Basis

16° Le tableau suivant indique, pour les services décrits dans chacune des divisions 1 à 6 de la première partie, si chacun de ces modes de rémunération s'applique ou non.

16. The following table indicates, for each of the various services described in the Divisions 1 to 6 of Part 1, whether or not each of the said schedules of fees is applicable.

Division	Modes de rémunération		
	Schedule		
	Méthode Per Diem	Méthode du salaire	Méthode de pourcentage
	Per Diem Basis	Salary Basis	Percentage Basis
1. Services consultatifs — Advisory services . . . . .	oui-yes	oui-yes	non-no
2. Études préparatoires — Preparatory studies . . . . .	oui-yes	oui-yes	non-no
3. Plans et devis préliminaires — Preliminary plans and specifications . . . . .	oui-yes	oui-yes	oui-yes
4. Plans et devis définitifs — Final plans and specifications . . . . .	oui-yes	oui-yes	oui-yes
5. Services durant la construction — Services during construction . . . . .	oui-yes	oui-yes	oui-yes
6. Services spéciaux relatifs au projet — Special services relative to the project . . . . .	oui-yes	oui-yes	non-no

17° Lorsque plus d'un mode de rémunération est employé pour un même projet, il est recommandé que l'ingénieur et le client en arrivent à un accord formel sur la base de calcul des honoraires pour chacun des services spécifiques requis, conformément au tableau ci-dessus.

17. When more than one schedule of fees is involved for a given project, it is recommended that the Engineer and Client formally agree to the basis of computing the fees for each of the specific services required, in accordance with the table above.

18° Les méthodes de calcul et l'application des modes de rémunération aux différents services d'ingénieurs sont expliquées dans les articles qui suivent.

18. The methods of computation and the application of the foregoing schedules to the various engineering services are explained in the following.

Mode de rémunération A; méthode Per Diem

Schedule A; Per Diem Basis

19° La méthode Per Diem s'applique à tous les services d'ingénieurs, mais elle est recommandée pour les services tels que consultations, « services consultatifs », rapports, établissement des données et des exigences pour la préparation de plans et devis, recherches, enquêtes, inspection de matériaux ou d'appareils, les causes judiciaires et autres services semblables.

19. The Per Diem basis is applicable to all engineering services but is recommended for such services as consultations, advisory services, reports, establishing data and requirements for design, research, investigations, inspection of material or equipment, court cases and similar services.

20° Les taux Per Diem pour les patrons, les chefs de services et les ingénieurs-en-chef ne doivent pas être inférieurs à :

20. The Per Diem rates for principals, executive and chief engineers shall be not less than :

	jour
1. Patrons . . . . .	\$150
2. Chefs de services et ingénieurs-en-chef . . . . .	135

	Day
1. Principals . . . . .	\$150
2. Executive and Chief Engineers . . . . .	135

21° Aux fins du calcul de la rémunération par la méthode Per Diem, six heures constituent une journée de travail; si le travail occupe plus ou moins de six heures dans une même journée, le temps consacré au travail doit être compté proportionnellement au taux quotidien.

21. For the purpose of calculating the remuneration on the Per Diem basis, six hours shall be taken as a working day; if more or less than six hours in any one day is occupied by the work, the time shall be charged in proportion to the daily rate.

22° Les taux Per Diem pour l'ingénieur rendant personnellement des services pour lesquels il est hautement qualifié et qui ne demandent que peu ou pas de personnel auxiliaire ne doivent pas être inférieurs à deux fois les taux indiqués ci-dessus.

22. Per Diem rates for Engineers rendering individual services for which the Engineer is eminently qualified and requiring little or no staff assistance shall not be less than twice the foregoing rates.

23° Lorsque la méthode Per Diem est employée pour d'autres classes d'ingénieurs ainsi que pour le personnel auxiliaire, les taux sont les suivants :

23. When Per Diem rates are used for other classes of Engineers and for Staff Assistants, the charges shall be as follows :

Ingénieurs	heure
3. Ingénieurs seniors . . . . .	\$20
4. Ingénieurs intermédiaires . . . . .	15
5. Ingénieurs juniors . . . . .	10

Engineers	Hour
3. Senior Engineers . . . . .	\$ 20
4. Intermediate Engineers . . . . .	15
5. Junior Engineers . . . . .	10

*Personnel auxiliaire*

1. Techniciens et dessinateurs seniors . . .	\$12
2. Techniciens et dessinateurs intermédiaires . . . . .	10
3. Techniciens et dessinateurs juniors . . .	8
4. Employés de bureau préposés à la préparation de rapports et autres documents se rapportant directement au projet . . . . .	6

24° Tout le temps consacré au travail, que ce soit au bureau de l'ingénieur, aux bureaux du client, ou ailleurs, doit être déduit. Le temps requis pour tout voyage durant les heures normales de travail doit être compté. Le temps consacré aux déplacements durant les heures non ouvrables sera déduit au compte du client jusqu'à concurrence de trois (3) heures par jour.

25° Tout le temps, à la demi-heure près, que l'ingénieur et son personnel consacrent au projet doit être dûment enregistré chaque jour.

26° Les ingénieurs et le personnel auxiliaire peuvent être classifiés dans les groupes indiqués ci-dessus en déterminant pour chacun des membres du personnel son « taux horaire », tel que défini dans la « Méthode du salaire », à l'article 33, puis en y ajoutant 150% pour obtenir son taux horaire brut; chacun des membres du personnel est alors classifié dans le groupe le plus rapproché de son taux horaire brut.

27° De plus, l'ingénieur doit être remboursé de toutes les dépenses légitimes encourues dans l'accomplissement de ses services, y compris les « dépenses définies » décrites à la clause 65.

28° Lorsque le client désire inspecter ou vérifier les registres de temps et des déboursés de l'ingénieur afin de contrôler le bien-fondé des montants qui lui sont facturés, l'ingénieur doit autoriser cette inspection ou cette vérification à un moment convenant aux deux parties et accorder toute l'aide nécessaire pour en faciliter l'exécution.

*Clause d'ajustement:*

29° L'échelle des taux Per Diem donnée dans cet article est basée sur les salaires courants en 1966. Si l'indice des prix à la consommation venait à changer dans les années à venir, on devra ajuster les taux Per Diem en utilisant comme base de référence l'indice des prix à la consommation au Canada, du Bureau Fédéral de la Statistique, pour le mois de décembre 1966.

Mode de rémunération B; méthode du salaire

30° Le mode de rémunération basé sur le salaire s'applique à tous les services d'ingénieur, mais on le recommande surtout dans les cas où il n'est pas possible d'établir avec précision l'étendue du travail au moment où le client le confie à l'ingénieur, ou lorsque le coût des services de génie requis n'a pas un rapport normal avec le coût des travaux.

*Tableau des taux*

31° L'ingénieur doit être rémunéré sur la base suivante:

Sur le 1er \$10,000 de « coût des salaires » ou partie d'icelui — Coût des salaires + 150%;
Sur le 2e \$10,000 de « coût des salaires » ou partie d'icelui — Coût des salaires + 140%;
Sur le 3e \$10,000 de « coût des salaires » ou partie d'icelui — Coût des salaires + 130%;
Sur le 4e \$10,000 de « coût des salaires » ou partie d'icelui — Coût des salaires + 120%;

*Staff Assistants*

1. Senior Technicians and Draftsmen . . .	\$ 12
2. Intermediate Technicians and Draftsmen . . . . .	10
3. Junior Technicians and Draftsmen . . .	8
4. Clerical Staff on reports or other documents directly applicable to the work	6

24. All time expended on the work whether in the Engineer's office, at the Client's premises, or elsewhere, shall be included. If travelling time is required during normal working hours, the time so used is properly chargeable. If such travelling is done outside of normal working hours, the time is chargeable up to a maximum of 3 hours per day.

25. The actual time, to the nearest half hour, spent on the project by the Engineer and his staff must be properly recorded daily.

26. Engineers and Staff Assistants may be classified into the above groups by determining for each staff member involved his "Hourly Rate", as defined in the Salary Basis (33), plus 150% to arrive at his gross hourly rate, each being thereupon assigned to the group closest to his gross hourly rate.

27. In addition, the Engineer shall be reimbursed for the actual cost of all disbursements made by him for expenses properly incurred in the performance of his services, including those specific items defined in clause 65.

28. Should the Client desire at any time to inspect or audit the Consulting Engineer's time and out-of-pocket expenses records in order to substantiate the time and expenses claimed for the Project, the Engineer will allow such inspection or audit at a mutually agreeable time. The Engineer shall render all assistance required to facilitate such inspection or audit.

*Adjustment Clause:*

29. The indicated scale of Per Diem rates are based on salaries prevailing in 1966. Should the consumer price index change during future years, an adjustment shall be made to the Per Diem rates based on the D.B.S. Consumer Price Index for Canada for December 1966.

Schedule B; Salary Basis

30. The Salary Basis is applicable to all engineering services, but is recommended particularly where it is not possible to state accurately the scope of work at the time the Engineer is retained for the project or when the cost of engineering services required does not bear the usual relationship to the cost of the works.

*Table of Rates*

31. The Engineer is to be remunerated on the following basis:

On the 1st \$10,000 of "Salary cost" or on any portion thereof — Salary Cost + 150%;
On the 2nd \$10,000 of "Salary cost" or on any portion thereof — Salary Cost + 140%;
On the 3rd \$10,000 of "Salary cost" or on any portion thereof — Salary Cost + 130%;
On the 4th \$10,000 of "Salary cost" or on any portion thereof — Salary Cost + 120%;

Sur le 5c \$10,000 de « coût des salaires » ou partie d'icelui — Coût des salaires + 110% ;  
 Sur tous les montants de « coût des salaires » au delà de \$50,000 — Coût des salaires + 100%.

32° Le « coût des salaires » est la somme totale de la « rémunération » payée aux ingénieurs, techniciens, dessinateurs et autres employés assignés au travail technique, ainsi qu'au personnel de bureau préposé à la préparation de rapports, devis et autres documents se rapportant directement au projet, exclusion faite des services exécutifs et administratifs.

33° La « rémunération » est définie comme le produit du nombre d'heures consacrées au projet, y compris le temps supplémentaire et celui consacré aux voyages, tel que défini dans la clause 24, par le « taux horaire » établi pour chaque individu. Le « taux horaire » est établi en divisant par 1,800 heures, le salaire annuel brut, y compris toutes les allocations régulières payées à l'employé, mais à l'exclusion des bénéfices marginaux. Ce nombre d'heures tient compte des vacances et des fêtes légales.

34° Le nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées par l'ingénieur et son personnel à chaque projet doit être dûment enregistré chaque jour, et le client ne sera facturé que le temps réel consacré à son projet.

35° Le temps des patrons, chefs de services et ingénieurs-en-chef, en autant qu'ils rendent des services techniques et consultatifs s'appliquant spécifiquement au projet, est rémunéré selon la méthode Per Diem. De plus, l'ingénieur doit être remboursé de toutes les dépenses légitimes encourues dans l'accomplissement de ses services, y compris les « dépenses définies » décrites à la clause 65.

36° Les dépenses que doit assumer l'ingénieur, comprennent notamment: les bénéfices marginaux, i.e., assurances-groupe vie, accidents et maladie, caisses de retraite, salaire payé au cas de maladie; les salaires et dépenses de voyage concernant l'administration; le loyer des bureaux; l'éclairage; le service téléphonique et la téléphoniste requise; les taxes d'eau et d'affaires; les assurances responsabilité, feu et vol; les frais de dépréciation; les fournitures de bureau; les frais bancaires; la réparation et l'entretien de l'équipement de bureau; les frais de comptabilité et de classement des documents; les frais normaux de comptabilité et de conseils juridiques; les manuels internes de normes de conception et d'exécution des plans; messagers; cotisations à des associations d'ingénieurs et abonnements à des publications techniques; bibliothèque et bibliothécaire; résumés de publication techniques; publicité; espace raisonnable de bureau pour le représentant du client; et autres frais semblables.

37° Lorsque, dans un cas donné, la méthode du salaire est employée pour calculer les honoraires pour une partie des services, il faut tenir compte dans la détermination du taux applicable de ladite méthode, des montants gagnés, par ordre chronologique, selon la méthode Per Diem et/ou la méthode de pourcentage.

38° Lorsque le client désire inspecter ou vérifier les registres de temps, de salaires et des déboursés de l'ingénieur afin de contrôler le bien-fondé des montants qui lui sont facturés, l'ingénieur doit autoriser cette inspection ou cette vérification à un moment convenant aux deux parties et accorder toute l'aide nécessaire pour en faciliter l'exécution.

Mode de rémunération C; méthode de pourcentage

On the 5th \$10,000 of "Salary cost" or on any portion thereof — Salary Cost + 110%;  
 On all amounts of "Salary cost" over \$50,000 — Salary Cost + 100%.

32. The "Salary Cost" consists of the total sum of the "Remuneration" paid to engineers, technicians, draftsmen, employees engaged in technical work, and clerical staff working on reports, specifications and other documents directly applicable to the project, as distinguished from general, executive and administrative services.

33. The "Remuneration" is defined as the product of the number of hours expended on the project including overtime and travelling time, as defined in clause 24, by the "Hourly Rate" established for each individual. The "Hourly Rate" is established by dividing by 1,800 hours the gross annual salary including any regular allowances paid to the employee but exclusive of all fringe benefits. This number of hours includes an allowance for vacation and legal holidays.

34. The actual hours, to the nearest half hour, spent by the Engineer and his staff on each individual project must be properly recorded daily, and the client will be charged only for the actual time spent on his project.

35. Principals, Executive and Chief Engineers to the extent that they perform technical and advisory services applicable to the particular project shall be charged according to the Per Diem schedule. In addition, the Consultant shall be reimbursed for the actual cost of all disbursements made by him for expenses properly incurred in the performance of his services as outlined in clause 65.

36. The cost items to be borne by the Engineer include such costs as: salary fringe benefits, i.e. group life, accident and health insurance, pension fund, sickness pay; salaries and travelling related to administration; office rent; light; telephone service and operator; business and water taxes; liability fire and theft insurance; depreciation charges; office supplies; bank charges; office equipment repairs and maintenance; bookkeeping and filing costs; normal legal and auditing charges; office design standard manuals and drawings; messengers; subscriptions to engineers' associations and trade magazines; library and librarian; technical abstracts; publicity; reasonable office space for the client's nominee; and other similar costs.

37. When the Salary Basis is used to compute the fees for part of the services in any given case, the amount of fees earned under the Per Diem Basis and/or the Percentage Basis shall be taken into account, in their chronological order, in determining the applicable rate under the Salary Basis.

38. Should the client desire at any time to inspect or audit the Consulting Engineer's time, salary and out-of-pocket expense records in order to substantiate the time and expenses claimed for the Project, the Engineer will allow such inspection or audit at a mutually agreeable time. The Engineer shall render all assistance required to facilitate such inspection or audit.

Schedule C; Percentage Basis

39° Cette méthode s'applique aux services d'ingénieurs énumérés dans les divisions 3, 4, 5A, 5B, 5C, pour les projets de type conventionnel. L'utilisation de cette méthode implique que des études préparatoires destinées à définir clairement la portée et l'étendue du projet ont été complétées et que ces études démontrent le caractère conventionnel du projet.

#### *Complexité du travail*

40° L'ingénieur est appelé à fournir ses services professionnels à l'égard de nombreux types de travaux requis par l'industrie, le commerce et les autorités gouvernementales. Il est évident que les problèmes de conception et de construction inhérents à la réalisation d'un projet complexe, imposent à l'ingénieur une responsabilité et des dépenses plus lourdes que ne le ferait un projet plus simple ayant sensiblement le même coût total.

41° La complexité des projets doit donc être prise en considération dans l'établissement d'honoraires à pourcentage, qui soient fonction de la somme de travail et de la responsabilité inhérentes à la tâche de l'ingénieur.

#### *Classification des travaux*

42° Les remarques qui précèdent ont conduit à une classification des travaux en quatre catégories. Cette classification n'a pas pour but de limiter ou d'étendre le champ de la pratique du génie, champ défini par la Loi. Son but est de fournir au client et à l'ingénieur une base pour grouper les travaux de génie selon leur complexité du point de vue génie. Les travaux n'apparaissant pas dans la liste appartiennent à la catégorie des travaux avec lesquels ils ont le plus d'analogie quant à leur complexité. Advenant un doute quant au classement d'un ouvrage en particulier, ou un désaccord à ce sujet entre ingénieur et client, le cas sera référé au Conseil de la Corporation, ou au comité nommé à cet effet par le Conseil, pour décision quant au classement adéquat. Les tableaux d'honoraires qui s'appliquent à chaque catégorie apparaissent plus loin aux articles 59, 60, 61 et 62.

#### *Génie général*

43° Les honoraires pour les services de génie à l'égard d'un projet de génie général se calculent en appliquant au coût total des travaux de génie du projet (incluant, le cas échéant, les travaux de génie des bâtiments compris dans le projet) le taux approprié de la catégorie dans laquelle se situe le projet suivant la présente classification. Les honoraires comprennent les services de coordination normale relative aux travaux dont l'ingénieur dresse les plans et devis. Lorsque, à titre de consultant principal, l'ingénieur est appelé par le client à rendre des services de coordination à l'égard de travaux conçus par d'autres consultants, l'ingénieur a droit pour tels services à une rémunération supplémentaire, ces services étant décrits à l'article 14. Les honoraires pour les services d'architecte, lorsque requis, sont en sus de ceux de l'ingénieur.

#### 44° Catégorie I:

- 1) Ponts à portée simple;
- 2) Petits barrages (à l'exclusion des études hydrologiques), bassins de captation, digues de contrôle des crues, levées et murs de soutènement;
- 3) Égouts pluviaux et systèmes de drainage de surface;
- 4) Tunnels pour eau ou égout (à l'air libre);
- 5) Systèmes d'irrigation, à l'exclusion des stations de pompage;

39. This method is applicable for engineering services, as listed in Divisions 3, 4, 5A, 5B, 5C, for projects of conventional design. This implies that preparatory studies have been completed to clearly define the scope and extent of the project and that such studies point to a conventional design for the project.

#### *Complexity of Work*

40. The Engineer is expected to render his professional services for many different types of works required by industry, commerce and public works authorities. It is recognized that problems of design and construction involved in the planning of a complex project, create a greater burden of responsibility and cost on the Engineer than would be encountered in a project of elementary design having the same magnitude of overall cost.

41. The complexity of projects must be taken into account in establishing percentage fees commensurate with the amount of work and the responsibility involved in the performance of the Engineer's professional services.

#### *Classification of Works*

42. In consideration of the above, a classification of works in four categories is provided. This classification does not intend to limit or extend the field of practice of engineering which field is defined in the law. Its purpose is to furnish the Client and the Engineer with a basis for classifying works according to their complexity from an engineering viewpoint. The works not included in the listing of any category belong to the category of works to which they have the greatest analogy as to complexity. If there be any uncertainty about the proper classification of a particular work, or a disagreement thereon between engineer and client, the matter of correct classification shall be referred to the Council of the Corporation or to a committee appointed by Council for that purpose. The tables of fees appropriate to each category are given herein under 59, 60, 61 and 62.

#### *General Engineering*

43. The fees for the engineering services for a general engineering project shall be computed by applying the proper category rate, such category being selected in accordance with this classification, to the total cost of the engineering works of the project (including those of buildings comprised in the project, if any). The fees include normal coordination services relative to the works designed by the Engineer. When, as prime consultant, the Engineer is required by the Client to perform coordination services relative to work designed by other consultants, the Engineer is entitled for such services to an extra remuneration, these services coming under Article 14. Fees for architectural services, where applicable, are over and above those of the Engineer.

#### 44. Category I:

- 1) Bridges of simple span design;
- 2) Small dams excluding hydrological studies, catchment basins, flood control walls, embankments and retaining walls;
- 3) Storm sewers and surface drainage systems;
- 4) Water and sewage tunnels (free-air);
- 5) Irrigation systems excluding pumping stations;

- 6) Systèmes d'égouts domestiques et industriels simples;
- 7) Systèmes de distribution d'eau;
- 8) Routes en terrain découvert, rues et trottoirs;

- 9) Terrains d'atterrissage, petits aéroports avec installations simples;
- 10) Terrains de jeux, terrassement, nivellement et pavage.

45° Catégorie II:

- 1) Ponts comportant courbure, obliquité, inclinaison ou continuité;

- 2) Travaux de contrôle des crues, stations de pompage;

- 3) Égouts intercepteurs et de trop-plein;
- 4) Écluses, canaux, quais, travaux portuaires simples;

- 5) Autoroutes avec élimination simple des croisements à niveau;

- 6) Grands aéroports avec installations élaborées;

- 7) Usines alimentaires et brasseries;

- 8) Fabriques simples de textiles;

- 9) Mines, usines de transformation des minerais et fonderies;

- 10) Sous-stations électriques, lignes de transport et systèmes de distribution, à l'exclusion d'installations dans l'arctique et le « muskeg »;

- 11) Groupes électrogènes diesel de moins de 1,000KW;

- 12) Chemins de fer y compris tunnels et installations normales;

- 13) Usines d'assemblage;

- 14) Silos et élévateurs à grains.

46° Catégorie III:

- 1) Ponts à longue portée, ou en arche ou orthotropiques;

- 2) Barrages à voûte(s) ou évidés de grande hauteur avec systèmes de contrôles spéciaux, barrages en terre ou en enrochement de plus de 200 pi. de hauteur;

- 3) Travaux portuaires complexes y compris les installations de manutention du fret;

- 4) Autoroutes avec échangeurs et viaducs complexes;

- 5) Usines de traitement d'eau, systèmes de pompage et d'emmagasinement;

- 6) Usines de traitement primaire et secondaire des eaux usées;

- 7) Traitement des résidus industriels;

- 8) Centrales hydro-électriques ou thermiques;

- 9) Groupes électrogènes diesel ou à turbines à gaz de plus de 1,000KW;

- 10) Systèmes de manutention et de transport des matériaux;

- 11) Usines de fabrication de pâte, papier et carton;

- 12) Systèmes de communications par ondes porteuses sur lignes de transport d'énergie électrique, systèmes de relais et communication par VHF & HF;

- 13) Communications par micro-ondes, télévision et radiodiffusion.

*Fondations et charpentes pour les bâtiments*

47° Les honoraires pour services rendus relativement aux fondations et à la charpente d'un bâtiment se calculent en appliquant au coût desdits travaux le taux approprié de la catégorie dans laquelle se situent les travaux suivant la présente classification.

48° Catégorie I:

- 1) Entrepôts et vastes constructions à baies multiples, écoles primaires sans gymnase ni auditorium.

- 2) Manèges militaires, hangars et garages publics à toits plats.

- 6) Simple collector systems for domestic and industrial sewage;

- 7) Water distribution systems;

- 8) Highways in open areas, streets, and sidewalks;

- 9) Landing fields, small airports with minimum facilities;

- 10) Playgrounds, landscaping, grading and paving.

45. Category II:

- 1) Bridges requiring consideration of curvature, skew, inclination or continuity;

- 2) Flood control works and pumping stations;

- 3) Large interceptor and relief sewers;

- 4) Locks, canals, wharves and simple harbour works;

- 5) Freeways with simple grade-crossing elimination;

- 6) Large airports with extensive facilities;

- 7) Food processing plants and breweries;

- 8) Simple textile mills;

- 9) Mines, ore processing plants and foundries;

- 10) Electrical substations, power lines and distribution systems, excluding arctic and muskeg installations;

- 11) Diesel-electric generators under 1,000 Kw. capacity;

- 12) Railways including tunnels and normal facilities;

- 13) Industrial assembly plants;

- 14) Silos and grain elevators.

46. Category III:

- 1) Bridges of long spans, arched or orthotropic types;

- 2) High dams of arched or hollow-gravity type with special control features, also earth or rock fill dams over 200 ft. high.

- 3) Complex harbour works including freight handling facilities.

- 4) Freeways with complex traffic interchange and overpass structures.

- 5) Water purification, pumping and storage systems;

- 6) Primary and secondary sewage treatment and disposal plants;

- 7) Treatment and disposal of industrial wastes.

- 8) Hydro and thermal power plants;

- 9) Gas turbine plants and diesel generators over 1,000 Kw. capacity;

- 10) Material handling and conveying systems;

- 11) Pulp, paper and board mills;

- 12) Power line carrier, VHF and HF systems, for relaying and communication;

- 13) Micro-wave communication, television and radio broadcasting.

*Foundations and Structures for Buildings*

47. The fees for services regarding the foundations and structure of a building shall be computed by applying the proper category rate, such category being selected in accordance with this classification, to the cost of the said works.

48. Category I:

- 1) Warehouses and large open structures of multiple bays and elementary schools without gymnasiums or auditoriums;

- 2) Armouries, hangars and public garages with flat roofs;

3) Ateliers mécaniques, fabriques pour industrie et autres bâtiments industriels d'une construction à baie type.

49° Catégorie II:

1) Arénas, auditoriums, hôpitaux, sanatoriums, cliniques et laboratoires de recherches.

2) Écoles avec gymnase et/ou auditorium, centres récréatifs, bibliothèques et théâtres;

3) Grands édifices à bureaux, hôtels et maisons d'appartements;

4) Magasins de détail, centres commerciaux ou d'exposition.

5) Bâtiments de la catégorie 1, nécessitant l'établissement sur pieux ou d'autres méthodes spéciales de traitement des fondations.

50° Catégorie III:

1) Bâtiments de caractère monumental, églises, musées.

2) Edifices administratifs gouvernementaux, universités.

3) Bâtiments industriels de construction complexe dans lesquels la forme du bâtiment est déterminée par la machinerie.

*Installations électriques et mécaniques pour les bâtiments*

51° Les honoraires pour services rendus relativement aux installations électriques et mécaniques d'un bâtiment se calculent en appliquant au coût desdits travaux le taux approprié de la catégorie dans laquelle se situent les travaux suivant la présente classification.

52° Lorsque des parties des travaux se situent dans des catégories différentes, les honoraires s'établissent au moindre des deux montants calculés comme suit:

a) En appliquant le taux approprié de chaque catégorie concernée à la partie correspondante du coût des travaux et en faisant la somme de ces résultats.

b) En appliquant au coût total desdits travaux le taux approprié de la plus élevée des catégories en question.

53° Catégorie I: Non existante.

54° Catégorie II:

Plomberie et chauffage conventionnels. Distribution électrique pour éclairage et force motrice conventionnels. Ventilation par évacuation avec conduits simples.

pour les bâtiments suivants:

Entrepôts, manèges militaires, hangars, garages publics, fabriques pour industrie légère.

55° Catégorie III:

Plomberie, chauffage à l'eau chaude, à la vapeur ou à l'électricité, distribution électrique pour éclairage et force motrice, climatisation sans conduits de distribution.

pour les bâtiments suivants:

Grandes maisons d'appartements et hôtels de plus de cinq étages. Écoles primaires. Auditoriums, centres récréatifs, arénas. Édifices pour bureaux ou pour fins d'exposition. Magasins de détail et centres commerciaux. Bâtiments industriels.

56° Catégorie IV:

a) Systèmes complets de ventilation. Climatisation avec conduits pour les systèmes à induction et/ou « tout à l'air ». Réfrigération.

pour tous les types de bâtiments.

b) Plomberie et chauffage (à l'eau chaude, vapeur ou électricité) distribution électrique pour éclairage et force motrice, climatisation sans conduits.

3) Machine shops, Light manufacturing plants and other industrial buildings of a typical bay-construction.

49. Category II:

1) Arenas, auditoriums, hospitals, sanatoriums, clinics and research laboratories;

2) Schools with gymnasiums and/or auditoriums, recreational buildings, libraries and theatres;

3) Large office buildings, hotels and apartments;

4) Retail stores, shopping display centres;

5) Buildings in Category I. requiring piling or other special treatment of the foundations.

50. Category III:

1) Monumental buildings, churches and museums;

2) Government administration buildings and universities;

3) Industrial buildings of complex construction, where the form of the building is determined by equipment.

*Mechanical and Electrical Systems for Buildings*

51. The fees for services regarding the mechanical and electrical systems for a building shall be computed by applying the proper category rate, such category being selected in accordance with this classification, to the cost of the said works.

52. Whenever portions of the works fall into different categories the fees shall be the lesser of the amounts obtained as follows:

(a) By applying the applicable category rate to each corresponding portion of the cost of the works and totalizing these results.

(b) By applying the highest of the applicable category rates to the aggregate cost of the works.

53. Category I: Non-existent

54. Category II:

Conventional plumbing and heating. Conventional lighting and power distribution. Exhaust ventilation with simple ductwork.

for the following buildings:

Warehouses, armouries, hangars, public garages, light manufacturing plants.

55. Category III:

Plumbing, hot water or steam heating, electrical heating, lighting and power distribution, air conditioning without ductwork.

for the following buildings:

Large Apartments and Hotels over 5 stories in height. Elementary Schools. Auditoriums, recreational buildings, arenas. Buildings for commercial office use or exhibition purposes. Retail stores and shopping centres. Industrial buildings.

56. Category IV:

(a) Full Ventilation systems. Air Conditioning with ductwork for Induction and All-Air Systems. Refrigeration.

for any and all types of buildings:

(b) Plumbing and heating (hot water, steam or electrical) lighting and power distribution, air conditioning without ductwork.

pour les bâtiments suivants:

Hôtels et maisons d'appartements ayant jusqu'à et y compris cinq étages. Hôpitaux, cliniques, sanatoriums. Laboratoires de recherches. Édifices administratifs gouvernementaux, Écoles secondaires, universités. Bâtiments industriels de caractère inusité. Édifices monumentaux, églises, musées. Bibliothèques et théâtres. Centrales thermiques.

*Coût des travaux de génie*

57° a) Le coût des travaux de génie, sauf dans les cas prévus ci-après aux paragraphes 57 (b) (c) (d) (e), signifie le coût pour le propriétaire des éléments suivants nécessaires pour parachever les travaux de génie et pour lesquels l'ingénieur rend des services professionnels, et/ou pour lesquels il est responsable.

- i) Main-d'œuvre.
- ii) Matériaux.
- iii) Appareils.
- iv) Dépenses.

v) La partie des dépenses générales, des frais généraux et du profit de l'entrepreneur-général qui s'applique aux travaux de génie. Cette partie doit être déterminée par une distribution au pro rata de ce montant, en se basant sur la liste des coûts fournie par l'entrepreneur-général.

vi) Toutes les taxes de vente fédérales, provinciales et municipales, même si le propriétaire est exempté du paiement de certaines de ces taxes.

b) Lorsque le propriétaire fournit des matériaux ou des appareils, de la main-d'œuvre ou des services qui sont incorporés dans les travaux de génie, il faut inclure dans le coût total desdits travaux la valeur réelle au prix du marché des matériaux ou des appareils comme s'ils avaient été achetés neufs ainsi que les salaires et les autres services au taux courant au moment où les travaux sont exécutés.

c) Lorsque le propriétaire ou un entrepreneur, à la demande du propriétaire, fournit des matériaux ou des appareils usagés, il faut utiliser le prix réel du marché des matériaux ou des appareils comme s'ils avaient été achetés neufs, pour calculer le coût des travaux de génie.

d) Aucune déduction ne doit être faite du coût des travaux de génie par suite de tout dommage ou de toute pénalité réclamés par le propriétaire de tout entrepreneur exécutant les travaux de génie, ou de toute autre somme retenue sur les paiements dus à un tel entrepreneur.

e) Le coût des travaux de génie ne comprend pas les honoraires professionnels ou le remboursement des dépenses payés ou dus par le propriétaire, non plus que le coût du terrain sur lequel les travaux s'exécutent.

*Tableaux des honoraires minimaux à pourcentage*

58° Les honoraires minimaux à pourcentage pour le mode de rémunération C sont donnés dans les tableaux suivants pour les quatre catégories de travaux. Les honoraires indiqués dans la colonne A de chaque tableau couvrent les services professionnels décrits dans les seules divisions 3, 4, 5A et 5B de la première partie; quant aux honoraires apparaissant dans la colonne B de chaque tableau, ils couvrent les services professionnels décrits dans les seules divisions 3, 4, 5A, 5B et 5C de la première partie.

for the following buildings:

Hotels and Apartments up to and including 5 Stories. Hospitals, clinics, sanatoriums. Research laboratories. Government administration buildings. High Schools, Universities. Industrial buildings of unusual applications. Monumental Buildings, churches, museums, libraries and Theatres. Thermal Power Plants.

*Cost of Engineering Works*

57. (a) The Cost of the Engineering Works, except as hereinafter provided in paragraphs 57 (b) (c) (d) (e), shall mean the cost to the Owner of the following items necessary to complete the Engineering Works and for which the Engineer renders professional services, and/or for which he is responsible.

- (i) Labour.
- (ii) Materials.
- (iii) Equipment.
- (iv) Expenses.

(v) The share of the General Contractor's general expenses, overhead and profit which is applicable to the Engineering Works. This share is to be determined by a pro rata distribution of said amount based on the list of costs supplied by the General Contractor.

(vi) All Federal, Provincial and Municipal sales taxes, although the Owner may have special exemption from some of these.

(b) Whenever the Owner furnishes material or equipment, labour or other service that is incorporated in the Engineering Works, the fair market value of the materials or equipment as though they were purchased new and current prices of labour or other services when the work was executed, shall be included in the total Cost of the Engineering Works.

(c) Whenever used material or equipment is furnished by the Owner or by a contractor at the Owner's request, the fair market value of the materials or equipment as though they were purchased new, shall be used to compute the Cost of Engineering Works.

(d) No deductions shall be made from the Cost of the Engineering Works on account of any penalties or damages claimed by the Owner from any contractor on the Engineering Works, or of other sums withheld from such contractor.

(e) The Cost of the Engineering Works shall not include any professional fees and expense reimbursements paid or due by the Owner nor the cost of the site on which the works are located.

*Tables of Minimum Percentage Fees*

58. The minimum percentage fees for Schedule C. are given in the following tables for the four categories of works. The fees indicated in Column A of each table cover the professional services outlined in Divisions 3, 4, 5A and 5B only of Part I; as for the fees indicated in Column B of each table, they cover the professional services outlined in Divisions 3, 4, 5A, 5B and 5C only of Part I.

59. Tableau des Honoraires pour les Travaux de la Catégorie I

Coût des travaux	COLONNE A		COLONNE B	
	Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B		Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C	
Moins de \$50,000	Au moins 6.6% ou méthode du salaire ou Per Diem		Au moins 10% ou méthode du salaire ou Per Diem	
\$ 50,000 à \$ 100,000	\$ 3,300 pour	\$ 50,000 + 6.0% des \$ 50,000 suivants	\$ 10,000 pour	\$ 100,000 + 8.0% des \$ 100,000 suivants
100,000 à 200,000	6,300 "	100,000 + 5.0% "	18,000 "	200,000 + 7.0% "
200,000 à 500,000	11,300 "	200,000 + 4.9% "	39,000 "	500,000 + 6.2% "
500,000 à 1,000,000	26,000 "	500,000 + 4.8% "	70,000 "	1,000,000 + 5.8% "
1,000,000 à 2,000,000	50,000 "	1,000,000 + 4.6% "	128,000 "	2,000,000 + 5.7% "
2,000,000 à 6,000,000	96,000 "	2,000,000 + 4.2% "	356,000 "	6,000,000 + 5.5% de l'excédent
6,000,000 et plus	264,000 "	6,000,000 + 4.0% de l'excédent		

60. Tableau des Honoraires pour les Travaux de la Catégorie II

Coût des travaux	COLONNE A		COLONNE B	
	Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B		Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C	
Moins de \$50,000	Au moins 7.7% ou méthode du salaire ou Per Diem		Au moins 10.8% ou méthode du salaire ou Per Diem	
\$ 50,000 à \$ 100,000	\$ 3,850 pour	\$ 50,000 + 6.4% des \$ 50,000 suivants	\$ 10,800 pour	\$ 100,000 + 8.7% des \$ 100,000 suivants
100,000 à 200,000	7,050 "	100,000 + 5.8% "	19,500 "	200,000 + 7.5% "
200,000 à 500,000	12,850 "	200,000 + 5.4% "	42,000 "	500,000 + 6.6% "
500,000 à 1,000,000	29,050 "	500,000 + 5.2% "	75,000 "	1,000,000 + 6.1% "
1,000,000 à 2,000,000	55,050 "	1,000,000 + 4.9% "	136,000 "	2,000,000 + 6.1% "
2,000,000 à 6,000,000	104,050 "	2,000,000 + 4.6% "	380,000 "	6,000,000 + 5.9% de l'excédent
6,000,000 et plus	288,050 "	6,000,000 + 4.4% de l'excédent		

59. Table of Fees for Works of Category I

<i>Cost of Works</i>	COLUMN A		COLUMN B	
	<i>Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B</i>		<i>Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C</i>	
Less than \$50,000	Not less than 6.6% or Per Diem or Salary Basis		Not less than 10% or Per Diem or Salary Basis	
\$ 50,000 to \$ 100,000	\$ 3,300 on first \$ 50,000	plus 6.0% on next \$ 50,000	\$ 10,000 on first \$ 100,000	plus 8.0% on next \$ 100,000
100,000 to 200,000	6,300 "	100,000 " 5.0% "	18,000 "	200,000 " 7.0% "
200,000 to 500,000	11,300 "	200,000 " 4.9% "	39,000 "	500,000 " 6.2% "
500,000 to 1,000,000	26,000 "	500,000 " 4.8% "	70,000 "	1,000,000 " 5.8% "
1,000,000 to 2,000,000	50,000 "	1,000,000 " 4.6% "	128,000 "	2,000,000 " 5.7% "
2,000,000 to 6,000,000	96,000 "	2,000,000 " 4.2% "	356,000 "	6,000,000 " 5.5% on excess
6,000,000 and over	264,000 "	6,000,000 " 4.0% on excess		

60. Table of Fees for Works of Category II

<i>Cost of Works</i>	COLUMN A		COLUMN B	
	<i>Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B</i>		<i>Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C</i>	
Less than \$50,000	Not less than 7.7% or Per Diem or Salary Basis		Not less than 10.8% or Per Diem or Salary Basis	
\$ 50,000 to \$ 100,000	\$ 3,850 on first \$ 50,000	plus 6.4% on next \$ 50,000	\$ 10,800 on first \$ 100,000	plus 8.7% on next \$ 100,000
100,000 to 200,000	7,050 "	100,000 " 5.8% "	19,500 "	200,000 " 7.5% "
200,000 to 500,000	12,850 "	200,000 " 5.4% "	42,000 "	500,000 " 6.6% "
500,000 to 1,000,000	29,050 "	500,000 " 5.2% "	75,000 "	1,000,000 " 6.1% "
1,000,000 to 2,000,000	55,050 "	1,000,000 " 4.9% "	136,000 "	2,000,000 " 6.1% "
2,000,000 to 6,000,000	104,050 "	2,000,000 " 4.6% "	380,000 "	6,000,000 " 5.9% on excess
6,000,000 and over	288,050 "	6,000,000 " 4.4% on excess		

61. Tableau des Honoraires pour les Travaux de la Catégorie III

Coût des travaux	COLONNE A		COLONNE B	
	Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B		Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C	
Moins de \$50,000	Au moins 8.8% ou méthode du salaire ou Per Diem		Au moins 11.6% ou méthode du salaire ou Per Diem	
\$ 50,000 à \$ 100,000	\$ 4,400 pour \$ 50,000 + 6.8%	des \$ 50,000 suivants	\$ 11,600 pour \$ 100,000 + 9.4%	des \$ 100,000 suivants
100,000 à 200,000	7,800 "	100,000 + 6.6%	21,000 "	200,000 + 8.0%
200,000 à 500,000	14,400 "	200,000 + 5.9%	45,000 "	500,000 + 7.0%
500,000 à 1,000,000	32,100 "	500,000 + 5.6%	80,000 "	1,000,000 + 6.5%
1,000,000 à 2,000,000	60,100 "	1,000,000 + 5.2%	145,000 "	2,000,000 + 6.4%
2,000,000 à 6,000,000	112,100 "	2,000,000 + 5.0%	401,000 "	6,000,000 + 6.4%
6,000,000 et plus	312,100 "	6,000,000 + 4.8% de l'excédent		

62. Tableau des Honoraires pour les Travaux de la Catégorie IV

Coût des travaux	COLONNE A		COLONNE B	
	Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B		Honoraires pour services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C	
Moins de \$50,000	Au moins 10% ou méthode du salaire ou Per Diem		Au moins 12.4% ou méthode du salaire ou Per Diem	
\$ 50,000 à \$ 100,000	\$ 5,000 pour \$ 50,000 + 7.4%	des \$ 50,000 suivants	\$ 12,400 pour \$ 100,000 + 10.1%	des \$ 100,000 suivants
100,000 à 200,000	8,700 "	100,000 + 7.1%	22,500 "	200,000 + 8.5%
200,000 à 500,000	15,800 "	200,000 + 6.4%	48,000 "	500,000 + 7.4%
500,000 à 1,000,000	35,000 "	500,000 + 6.0%	85,000 "	1,000,000 + 6.8%
1,000,000 à 2,000,000	65,000 "	1,000,000 + 5.5%	153,000 "	2,000,000 + 6.8%
2,000,000 à 6,000,000	120,000 "	2,000,000 + 5.4%	425,000 "	6,000,000 + 6.8%
6,000,000 et plus	336,000 "	6,000,000 + 5.2% de l'excédent		

61. Table of Fees for Works of Category III

Cost of Works	COLUMN A		COLUMN B	
	Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B		Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C	
Less than \$50,000	Not less than 8.8% or Per Diem or Salary Basis		Not less than 11.6% or Per Diem or Salary Basis	
\$ 50,000 to \$ 100,000	\$ 4,400 on first \$	50,000 plus 6.8% on next \$ 50,000	\$ 11,600 on first \$	100,000 plus 9.4% on next \$ 100,000
100,000 to 200,000	7,800 "	100,000 " 6.6% "	21,000 "	200,000 " 8.0% "
200,000 to 500,000	14,400 "	200,000 " 5.9% "	45,000 "	500,000 " 7.0% "
500,000 to 1,000,000	32,100 "	500,000 " 5.6% "	80,000 "	1,000,000 " 6.5% "
1,000,000 to 2,000,000	60,100 "	1,000,000 " 5.2% "	145,000 "	2,000,000 " 6.4% "
2,000,000 to 6,000,000	112,100 "	2,000,000 " 5.0% "	401,000 "	6,000,000 " 6.4% on excess
6,000,000 and over	312,100 "	6,000,000 " 4.8% on excess		

62. Table of Fees for Works of Category IV

Cost of Works	COLUMN A		COLUMN B	
	Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B		Fees for Services 3 + 4 + 5A + 5B + 5C	
Less than \$50,000	Not less than 10% or Per Diem or Salary Basis		Not less than 12.4% or Per Diem or Salary Basis	
\$ 50,000 to \$ 100,000	\$ 5,000 on first \$	50,000 plus 7.4% on next \$ 50,000	\$ 12,400 on first \$	100,000 plus 10.1% on next \$ 100,000
100,000 to 200,000	8,700 "	100,000 " 7.1% "	22,500 "	200,000 " 8.5% "
200,000 to 500,000	15,800 "	200,000 " 6.4% "	48,000 "	500,000 " 7.4% "
500,000 to 1,000,000	35,000 "	500,000 " 6.0% "	85,000 "	1,000,000 " 6.8% "
1,000,000 to 2,000,000	65,000 "	1,000,000 " 5.5% "	153,000 "	2,000,000 " 6.8% "
2,000,000 to 6,000,000	120,000 "	2,000,000 " 5.4% "	425,000 "	6,000,000 " 6.8% on excess
6,000,000 and over	336,000 "	6,000,000 " 5.2% on excess		

63° Conditions supplémentaires régissant la méthode de pourcentage

a) L'ingénieur doit être remboursé pour les « dépenses définies », décrites à la clause 65, lesquelles ne sont pas incluses dans les honoraires à pourcentage indiqués dans les tableaux précédents.

b) L'ingénieur doit fournir au client à même ses honoraires à pourcentage, jusqu'à dix (10) copies de tous les dessins et devis, imprimés sur papier opaque pour fins d'appels d'offres et de construction. Toute copie supplémentaire aussi bien que toute copie négative requises doivent être payées par le client au coût de l'impression majoré de 10% pour couvrir les frais généraux et la manutention.

c) Les honoraires minimaux pour les services mentionnés dans les divisions 3 et 4 seulement sont de 70% des valeurs indiquées dans la colonne A des tableaux des articles 59, 60, 61 et 62.

d) Lorsque le client demande à l'ingénieur de fournir uniquement les services durant la construction, énumérés aux subdivisions 5A et 5B, pour des travaux dont les plans et devis ont été préparés par d'autres, l'ingénieur doit recevoir des honoraires représentant au moins 40% des valeurs de la colonne A du tableau approprié aux articles 59, 60, 61 et 62.

e) Lorsque le client demande à l'ingénieur de fournir uniquement les services durant la construction, énumérés aux subdivisions 5A, 5B et 5C, pour des travaux dont les plans et devis ont été préparés par d'autres, l'ingénieur doit être rémunéré conformément aux valeurs indiquées dans la colonne B, moins 60% de la valeur correspondante dans la colonne A, du tableau approprié aux articles 59, 60, 61 et 62.

f) Une fois les plans et devis définitifs terminés selon la base d'honoraires à pourcentage, si le client désire que l'ingénieur prépare une nouvelle variante du projet, les honoraires minimaux pour ce travail sont de 85% des honoraires pour les divisions 3 et 4, soit 85% de 70% pour chaque variante requise.

g) Si le client désire reproduire la construction de travaux pour lesquels il a eu recours aux services de l'ingénieur pour le projet original, une somme égale à 20% des honoraires indiqués à la colonne A du tableau précédent approprié doit être versée à l'ingénieur pour chaque réutilisation des plans et devis. De plus, pour toute modification aux plans et devis entraînée par le changement d'emplacement, l'ingénieur devra être rémunéré selon la méthode Per Diem ou la méthode du salaire. Pour chaque répétition des travaux, le coût des services durant la construction, décrits aux subdivisions 5A et 5B, est de 30% des valeurs indiquées à la colonne A du tableau précité, sauf dans les conditions expliquées au paragraphe d) ci-haut, alors que ce pourcentage est de 40%.

64° Modifications aux travaux projetés

a) Quand l'engagement de l'ingénieur prévoit sa rémunération par la méthode du pourcentage, les modifications aux ouvrages projetés demandées par le client imposent du travail supplémentaire à l'ingénieur ou rendent inutile une partie du travail déjà accompli.

Ces modifications peuvent réduire, augmenter ou modifier l'étendue et le programme des travaux déjà approuvés, ou les « plans et devis préliminaires » déjà approuvés, ou les « plans et devis définitifs » déjà approuvés.

Dans tous ces cas, l'ingénieur doit attirer l'attention du client sur la situation avant d'entre-

63. Further Conditions of the Percentage Basis

(a) The Engineer shall be reimbursed for the "Defined Expenses" clause 65, which are not included as part of the percentage fees indicated in the above tables.

(b) The Engineer shall supply the Client, as part of the percentage fees, up to ten (10) copies of all specifications and drawings, printed on opaque paper, required for tender and construction purposes. Any additional copy as well as any negative type copy required shall be paid for by the Client at the cost of reproduction plus 10% thereof to cover handling and overhead.

(c) The minimum fee for the services mentioned in Divisions 3 and 4 only shall be 70% of the values listed in column A of the foregoing tables of Articles 59, 60, 61 and 62.

(d) When the Engineer is retained for the Services During Construction listed in sub-divisions 5A, 5B, on work for which the plans and specifications have been prepared by others, he shall be paid a minimum of 40% of the values listed in column A of the appropriate foregoing table of Articles 59, 60, 61 and 62.

(e) When the Engineer is retained for Services During Construction as listed in sub-divisions 5A, 5B and 5C, on work for which the plans and specifications have been prepared by others, he shall be paid according to the values listed in column B, less 60% of the corresponding value in column A, of the appropriate foregoing table of Articles 59, 60, 61 and 62.

(f) Where the Engineer has completed the "Final Plans and Specifications" on a percentage basis, and the Client desires the development of a new alternative design, the cost of such service shall be computed on the basis of 85% of the fee for the services described in Divisions 3 and 4, i.e. 85% of 70%, for each additional alternative design.

(g) If the Client desires to duplicate the construction of works, for which the Engineer has been retained for the original design, a charge of 20% of the values listed in column A of the appropriate foregoing tabulated fee shall be made for each reuse of the plans and specifications. Furthermore, for any modification to the plans and specifications due to a change in the location, the Engineer shall be remunerated on a Per Diem or Salary basis. For each duplication of the works, the Services During Construction of sub-divisions 5A and 5B, shall be remunerated at 30% of the values indicated in column A of the table referred to above, except in the case explained in paragraph (d) of this article when this percentage shall be 40%.

64. Modifications to Projected Works

(a) When the Engineer has been engaged on a percentage basis, modifications to projected works called for by the Client impose additional work on the part of the Engineer or render useless some of the work already done.

These modifications may reduce, extend or change the already approved scope and program, or the already approved "Preliminary Plans and Specifications", or the already approved "Final Plans and Specifications".

In any such case, the situation shall be called to the attention of the Client prior to starting

prendre le travail additionnel et l'ingénieur doit être rémunéré en sus des honoraires à pourcentage en vertu d'une entente spéciale à négocier pour déterminer la méthode appropriée de rémunération.

b) Quand l'engagement de l'ingénieur prévoit sa rémunération par la méthode de pourcentage, les modifications demandées par le client durant la « phase de construction » lui imposent du travail supplémentaire pour la révision des plans et devis, l'analyse et la négociation des prix des entrepreneurs pour ces révisions; ce travail supplémentaire doit être rémunéré selon la méthode Per Diem ou la méthode du salaire.

c) Quand l'engagement de l'ingénieur prévoit sa rémunération par la méthode du pourcentage, et qu'il devient nécessaire pour l'ingénieur de refaire ses plans ou de les réviser pour des motifs sur lesquels il n'a aucun contrôle, ou si l'ingénieur doit encourir des frais ou faire du travail par suite du défaut ou de l'insolvabilité du client, ou d'un entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou par suite de la suspension des travaux ou de dommages causés aux travaux en cours par le feu ou d'autres causes, l'ingénieur doit recevoir une rémunération équitable pour tout ce travail supplémentaire selon la méthode Per Diem ou la méthode du salaire, plus tous ses déboursés. Dans tous ces cas, l'ingénieur doit attirer l'attention du client sur la situation avant d'entreprendre du travail supplémentaire et doit conserver le détail des coûts en un dossier distinct.

*Conditions générales relatives aux modes de rémunération A, B et C*

*Dépenses définies*

65° Les « dépenses définies » mentionnées aux modes de rémunération A, B et C sont celles qui suivent:

a) Dépenses de subsistance et de voyage des employés et patrons quand ils s'éloignent de leur bureau principal pour vaquer à des tâches concernant le projet.

b) Dépenses attestées de communications comme les appels téléphoniques interurbains, les appareils téléphoniques au chantier, les frais de télétype, de télégraphe, de poste et de livraison expresse.

c) Le coût des services extérieurs comme les essais et les rapports sur les sols et les matériaux; les inspections et autres levés visuels et radiographiques; les services légaux, comptables, sténographiques ou de vérification spéciaux; et tout autre travail pour lequel il est nécessaire de faire appel aux services d'autres personnes ou d'autres firmes.

d) Les coûts attestés de reproduction comme les bleus, les photostats, la mimeographie, l'impression, etc., sauf dispositions contraires dans le présent tarif.

e) Pour les services en résidence: le coût de fourniture et d'entretien des installations de bureau sur le chantier et les dépenses découlant des risques spéciaux encourus. Les dépenses de voyage, de subsistance et de déménagement des familles du personnel, sujet à l'assentiment du client.

*Coopération*

66° Le client doit fournir à l'ingénieur les plans et les renseignements suivants sauf lorsque le client a spécifiquement demandé à l'ingénieur de fournir certains de ceux-ci comme partie de ses services, en vertu de la division 2.

the additional work and the Engineer shall be remunerated over and above the percentage fee according to a special agreement to be reached on the appropriate method of remuneration.

(b) When the Engineer has been engaged on a percentage basis, modifications called for by the Client during the "Construction phase" impose on the Engineer additional work for revisions to plans and specifications, for analysis and negotiations of contractors' prices on these revisions; this additional work shall be remunerated on the Per Diem or Salary Basis.

(c) When the Engineer has been engaged on a percentage basis, if it should become necessary for the Engineer to redraw the plans or to make revisions for reasons over which he has no control, or if the Engineer is put to labour and expense by the delinquency or insolvency of the Client or of a contractor or sub-contractor, or as a result of suspension of work or damage to the work in progress by fire or otherwise, the Engineer shall be equitably paid for such extra work on the Per Diem or Salary Basis, plus any out-of-pocket expenses. In any such case, the situation shall be called to the attention of the Client prior to starting the additional work and separate cost records shall be kept by the Engineer.

*General Conditions Pertaining to Schedules A, B and C*

*Defined Expenses*

65. The "Defined Expenses" referred to in Schedules A, B and C are as follows:

(a) Living and travelling expenses of employees and principals when away from the home office on business connected with the project.

(b) Identifiable communication expenses such as long distance telephones, costs of job telephone, teletype, telegraph, postage and express charges.

(c) Cost of outside services such as soil and material tests and reports; visual and radiographic inspections and other surveys; special legal, accounting, stenographic or audit services, and other work for which it is necessary to use the services of other persons or firms.

(d) Identifiable reproduction costs such as blueprinting, photostating, mimeographing, printing etc., except as otherwise provided in this tariff.

(e) For resident services: the cost of providing field office facilities and expenses arising out of special risks. Travelling, living and moving expenses for families and dependents of staff, with the consent of the Client.

*Cooperation*

66. The Client shall furnish the Engineer with the following information and plans except when the Engineer is specifically required by the Client to provide some of these as part of his services under Division 2:

a) Un levé précis de l'emplacement montrant les services publics qui le desservent et les autres installations.

b) Des plans exacts et toutes les autres données pertinentes sur tous les bâtiments ou ouvrages existants.

c) Toute autre information pertinente qui peut avoir une influence sur les travaux à exécuter.

d) Une copie de toutes soumissions et de tous contrats pour les travaux dont l'ingénieur est responsable et une copie de tous certificats de paiements et de tout compte final concernant les travaux, dans les cas où ces documents ne sont pas préparés par l'ingénieur.

#### *Paielements*

67° Quand l'ingénieur est rémunéré selon la méthode du pourcentage et que des factures sont périodiquement émises, celles-ci doivent alors être établies comme suit:

a) Pour les services rendus en vertu des divisions 3 et 4: proportionnellement à la partie complétée de son travail, jusqu'à 70% des honoraires indiqués à la colonne A du tableau approprié aux articles 59, 60, 61 et 62, en prenant comme base de référence le coût estimatif des travaux, jusqu'au moment où l'on peut établir ce coût d'après soit la soumission acceptée ou la soumission acceptable la plus basse, plus toutes les dépenses remboursables et les montants qui sont dus en vertu de l'article 64, s'il y en a.

b) Pour les services rendus en vertu des divisions 5A, 5B et 5C: proportionnellement à la partie des travaux qui est complétée.

#### *Procédure de modification du tarif*

68° Le Conseil de la Corporation peut en tout temps faire un règlement pour modifier le présent tarif, lequel ne peut être soumis à l'approbation du Lieutenant-gouverneur en Conseil avant d'avoir été approuvé par le vote d'au moins la moitié plus un des membres présents à une assemblée générale spéciale des membres de la Corporation dûment convoqué à cette fin.

69° Des modifications au tarif peuvent être proposées au Conseil par demande portant le nom, l'adresse et la signature d'au moins vingt-cinq (25) membres de la Corporation. Les propositions sont étudiées par le Conseil dans les quatre-vingt-dix (90) jours de leur réception et, si approuvées par lui, elles font l'objet d'un règlement tel que mentionné ci-dessus, lequel doit être soumis à l'approbation des membres dans un délai raisonnable. Au cas de rejet par le Conseil, les motifs du rejet sont communiqués à ceux qui ont fait la demande dans ledit délai de quatre-vingt-dix (90) jours.

20144-o

#### **Desserte de Sainte-Bernadette**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chap. 76) que Son Excellence Mgr Marius Paré, évêque catholique romain de Chicoutimi, a, par décret en date du 26 avril 1967, érigé la desserte de Sainte-Bernadette.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20082-o

11-67

#### **Le conseil Ste-Madeleine No 4301 des Chevaliers de Colomb de Ste-Madeleine**

Le Conseil Ste-Madeleine No 4301 des Chevaliers de Colomb de Ste-Madeleine, 20, Hébert, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se

(a) A correct survey of the site showing existing utilities servicing same and any other facility.

(b) Accurate plans of and other relevant data on any existing buildings or works.

(c) Any other pertinent information which may affect the work to be done.

(d) A copy of all tenders and contracts for the works for which the Engineer is responsible and a copy of all certificates for payment and final accounts in connection with the works if these do not originate in the Engineer's office.

#### *Payments*

67. When the Engineer is remunerated according to the Percentage Basis, with invoices issued periodically, these must then be drawn up as follows:

(a) For the services of Divisions 3 and 4: in proportion to the completed part of his work, up to 70% of the values listed in column A of the appropriate foregoing table of Art. 59, 60, 61 and 62, based on the estimated cost of the works until such time as the latter can be established from either the accepted tender or the lowest acceptable tender, plus chargeable expenses and amounts owing by virtue of Art. 69, if any.

(b) For the services of Divisions 5A, 5B and 5C: in proportion to the completed portion of the works.

#### *Procedure for changes to the Tariff*

68. The Council of the Corporation may at any time make a by-law to change this Tariff, but the said by-law may not be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council before it has been approved by the vote of at least half plus one of the members attending a special general meeting of the members of the Corporation, duly called for that purpose.

69. Changes to the Tariff may be proposed to Council by a request bearing the name, address and signature of at least twenty-five (25) members of the Corporation. The proposals shall be considered by Council within ninety (90) days from their receipt and, if approved by Council, shall become a by-law which must be submitted to the membership within a reasonable delay, as described above. In case of rejection by Council, the reasons for such rejection shall be made known to those who made the request within the said ninety (90) day delay.

20144-o

#### **Chapelry of Sainte-Bernadette**

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of the Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76) His Excellency Mgr Marius Paré, Roman Catholic Bishop of Chicoutimi, by a decree dated April 26, 1967, erected the chapelry of Sainte-Bernadette.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

20082

11-67

#### **Council Ste-Madeleine No. 4301, of the Knights of Columbus of Ste-Madeleine**

Council Ste-Madeleine No. 4301, of the Knights of Columbus of Ste-Madeleine, 20 Hébert, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing

prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 25 mai 1967.

Ste-Madeleine, 25 mai 1967.

*Le Grand Chevalier,*  
GERMAIN JODOIN.  
*Le Secrétaire-archiviste,*  
LOUIS-E. LAPIERRE.

20083-o

**Conseil No 4220, des Chevaliers de Colomb de St-Félix de Valois**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 juin 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation Conseil No 4220, des Chevaliers de Colomb de St-Félix de Valois, et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20084

6-67

**Le conseil St-Joseph-Tracy No 2914 des Chevaliers de Colomb de St-Joseph-Tracy**

Le Conseil St-Joseph-Tracy No 2914 des Chevaliers de Colomb de St-Joseph-Tracy, rue Antoya, Tracy, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 16 mai 1967.

Tracy, 16 mai 1967.

*Le Grand Chevalier,*  
ROLAND SÉGUIN.  
*Le Secrétaire-archiviste,*  
ANDRÉ LÉTOURNEAU.

20085-o

**Paroisse Notre-Dame de l'Éternité**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chapitre 76) que Son Excellence Mgr Marius Paré, évêque catholique romain de Chicoutimi, a, par décret en date du 26 avril 1967, érigé la paroisse, Notre-Dame de l'Éternité.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20086-o

9-67

**Paroisse Saint-Gabriel-Lalemant**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chapitre 76) que Son Excellence Mgr Marius Paré, évêque catholique romain de Chicoutimi, a, par décret en date du 26 avril 1967, érigé en paroisse, Saint-Gabriel-Lalemant.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20087-o

10-67

**Corporation de la Paroisse de St-Urbain**

Comté de Charlevoix-Ouest

*Avis de rachat partiel*

Émission de \$80,000 d'obligations à 3½% portant la date du 1er février 1954 et échéant en séries jusqu'au 1er février 1973 inclusivement. (Résolution en date du 9 février 1953).

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de St-Urbain, comté de Charlevoix-Ouest, rachètera par anticipation, au pair, le 1er août 1967, \$2,000 d'obligations

itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from May 25, 1967.

Ste-Madeleine, May 25, 1967.

GERMAIN JODOIN,  
*Grand Knight.*  
LOUIS-E. LAPIERRE,  
*Recorder.*

20083-o

**Council No. 4220, of the Knights of Columbus of St-Félix de Valois**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 2, 1967, approved the general by-laws of the corporation Council No. 4220, of the Knights of Columbus of St-Félix de Valois, and such, in virtue of section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20084-o

6-67

**Council St-Joseph-Tracy No. 2914 of the Knights of Columbus of St-Joseph-Tracy**

The Council St-Joseph-Tracy No. 2914 of the Knights of Columbus of St-Joseph-Tracy, Antoya Street, Tracy, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from May 16, 1967.

Tracy, May 16, 1967.

ROLAND SÉGUIN,  
*Grand Knight.*  
ANDRÉ LÉTOURNEAU,  
*Recorder.*

20085-o

**Parish of Notre-Dame de l'Éternité**

Notice is hereby given that in conformity with section 2 of the Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76), His Excellency Mgr. Marius Paré, Roman Catholic Bishop of Chicoutimi, has, by a decree dated April 26, 1967, erected the parish of Notre-Dame de l'Éternité.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20086

9-67

**Parish of Saint-Gabriel-Lalemant**

Notice is hereby given that, pursuant to section 2 of the Fabrique Act, (13-14 Elizabeth II, chapter 76), His Excellency Mgr. Marius Paré, Roman Catholic Bishop of Chicoutimi, by a decree dated April 26, 1967, erected the parish of Saint-Gabriel-Lalemant.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20087

10-67

**Corporation of the Parish of St-Urbain**

County of Charlevoix-West

*Notice of partial redemption*

Issue of bonds for \$80,000 at 3½% dated February 1, 1954 and maturing serially up to February 1, 1973 inclusively. (Resolution dated February 9, 1953).

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Urbain, county of Charlevoix-West, will redeem by anticipation, at par, on August 1, 1967, bonds to a par value amount

de l'émission de \$80,000, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution du 9 février 1953 et reproduite sur les obligations.

Les \$2,000 d'obligations rachetées par anticipation sont les suivantes:

2 x \$1,000 échéant le 1er février 1972 et portant les numéros M-66 et M-67.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêts, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er août 1967, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er août 1967 attachés, à tout bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, à Québec ou à Baie St-Paul, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er août 1967.

Donné à St-Urbain, comté de Charlevoix-Ouest, ce 8 juin 1967.

*Le Secrétaire-Trésorier,*

PIERRE MURRAY.

20088-0

#### Lawrence William Levine

« Lawrence William Levine », étudiant, de 1100A avenue Greene, Westmount, donne avis qu'il fait une requête au secrétaire de la province pour changer son nom à Lawrence William Dallas et seulement son nom sera changé à la suite de sa requête.

Montréal, 12 juin 1967.

Lawrence William Levine.

*Les Procureurs du requérant,*

s/d CERINI, JAMIESON, SALMON,

20133-24-2-0 WATSON, BROWN & SOUARD.

of \$2,000 of the \$80,000 issue, the redemption being effected in conformity with a redemption clause inserted in the resolution of February 9, 1953 and reproduced on the bonds.

The \$2,000 of bonds called for prior redemption are as follows:

2 x \$1,000 maturing February 1, 1972 and bearing numbers M-66 and M-67.

The said bonds shall become due and payable and they shall be paid and redeemed, principal and interest, at the above-mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until August 1, 1967, upon presentation and surrender of same together with, thereto attached, all interest coupons maturing after August 1, 1967, at any office of the Banque Canadienne Nationale, in Montreal, in Quebec or in Baie St-Paul, at the holder's option.

The said bonds shall cease to bear interest as from August 1, 1967.

Given at St-Urbain, county of Charlevoix-West, this June 8, 1967.

PIERRE MURRAY,

*Secretary-Treasurer.*

20088-0

#### Lawrence William Levine

"Lawrence William Levine", student, of 1100A Greene Avenue, Westmount, gives notice that he is applying to the Provincial Secretary to change his name to Lawrence William Dallas and only his name will be changed pursuant to the application.

Montreal, June 12, 1967.

Lawrence William Levine.

c/o CERINI, JAMIESON, SALMON,

WATSON, BROWN & SOUARD,

20133-24-2-0 *Attorneys for the Applicant.*

## Caisses d'épargne et de crédit

## Savings and Credit Unions

### Caisse d'économie N. C. R. Quebec Credit Union

### Caisse d'économie N. C. R. Quebec Credit Union

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie N. C. R. Quebec Credit Union ».

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie N. C. R. Quebec Credit Union".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de N. C. R. Company of Canada Limited et leurs familles.

The group from which the union will recruit its members will be the employees of N. C. R. Company of Canada Limited and their families.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Ste-Anne.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Ste-Anne.

Québec, le 7 juin 1967.

Québec, June 7, 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

20081-0 RAYMOND DOUVILLE.

20081 *Assistant Secretary of the Province.*

## Compagnies autorisées à faire des affaires

## Companies Licensed to do Business

### Western Nuclear Mines, Ltd.

### Western Nuclear Mines, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Western Nuclear Mines, Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Western Nuclear Mines, Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 37-67 — 1373-32

**Martos Trans Canada Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Martos Trans Canada Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. D. R. McMaster, c.r., de 129 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 7400 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077 24-67 — 1373-18

The principal office of the company in the Province is at room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 37-67 — 1373-32

**Martos Trans Canada Limited**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Martos Trans Canada Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. D. R. McMaster, q.c., of 129 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 7400 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077-o 24-67 — 1373-18

**Chartes — Abandon de**

**Établissements Gingras inc.**

Prenez avis que la compagnie « Établissements Gingras inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte, à toutes fins que de droit, le tout selon la Loi.

Québec, le 6 juin 1967.

*Les Procureurs de la compagnie,*  
DORION, DIONNE & DORION, avocats.

20089-o

**Carrosserie provençale inc.**

« Carrosserie provençale inc. », donne avis par la présente sous l'Acte des Compagnies de Québec, qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de juin, 1967.

*Le Secrétaire,*  
(Signé) JEAN ZEMBRIE.

20090-o

**Thos. Kane Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Thos. Kane Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compgnies de Québec et qui a son bureau principal dans la ville de Montréal, Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 9 juin 1967.

*Les Procureurs des Requérants,*  
CERINI, JAMIESON, SALMON,  
WATSON, BROWN & SOUAID.

20091-o

**Lady D'Or (Quebec) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Lady D'Or (Quebec) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juin 1967.

*Le Secrétaire,*  
SAMUEL GOODMAN.

20092

**Charters — Surrender of**

**Établissements Gingras inc.**

Notice is hereby given that "Établissements Gingras inc.", will apply for permission to surrender its charter, for any legal purpose, the whole according to law.

Québec, June 6, 1967.

DORION, DIONNE & DORION, lawyers,  
*Attorneys for the company.*

20089

**Carrosserie provençale inc.**

"Carrosserie provençale inc.", hereby gives notice under the Quebec Companies Act, that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 7th day of June, 1967.

(Signed) JEAN ZEMBRIE,  
*Secretary.*

20090-o

**Thos. Kane Inc.**

Notice is hereby given that "Thos. Kane Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., June 9, 1967.

CERINI, JAMIESON, SALMON,  
WATSON, BROWN & SOUAID,  
*Attorneys for the Petitioner.*

20091-o

**Lady D'Or (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that "Lady D'Or (Quebec) Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of June, 1967.

SAMUEL GOODMAN,  
*Secretary.*

20092-o

**Pierre Ornementale Ltée**

Prenez avis que la compagnie « Pierre Ornementale Ltée », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Drummondville, ce 1er juin 1967.

*Le Procureur de  
Pierre Ornementale Ltée,*

20093-o Me ROGER PARENTEAU, avocat.

**Pierre Ornementale Ltée**

Notice is herewith given, that the company "Pierre Ornementale Ltée", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Drummondville, June 1, 1967.

*Me ROGER PARENTEAU, attorney,  
Attorney for  
Pierre Ornementale Ltée.*

20093-o

**Tire Mart Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Tire Mart Inc. » demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 8 juin 1967.

*Les Procureurs de la compagnie,  
Mes NANTEL, MERCURE, POLIQUIN  
& LAMONTAGNE.*

20095-o

**Tire Mart Inc.**

Notice is hereby given that "Tire Mart Inc.", will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

Montreal, June 8, 1967.

*Mes NANTEL, MERCURE, POLIQUIN  
& LAMONTAGNE.*

20095 *Attorneys for the Company.*

**Unione Abbruzzese Gabriele d'Annunzio**

Prenez avis que la corporation « Unione Abbruzzese Gabriele d'Annunzio » demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 19 mai 1967.

*Le Procureur de la corporation,*

20096-o Me MARIO LATTONI, C.R.

**Unione Abbruzzese Gabriele d'Annunzio**

Take notice that the corporation "Unione Abbruzzese Gabriele d'Annunzio" will petition the Secretary of the Province for permission to surrender its charter.

Montreal, May 19, 1967.

*Mtre MARIO LATTONI, Q.C.,*

20096-o *Attorney for the Corporation.*

**Quebec Import Terminal Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Quebec Import Terminal Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans les cité et district de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

*Le Secrétaire-adjoint,*

20116-o T. H. LAWSON.

**Quebec Import Terminal Ltd.**

Notice is hereby given that "Quebec Import Terminal Ltd.", incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Quebec will apply to the Quebec Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

*T. H. LAWSON,*

20116-o *Assistant Secretary.*

**The Royal Embassy Hotel Inc.**

Avis est par les présentes donné que « The Royal Embassy Hotel Inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant le siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 9ième jour de juin 1967.

*Le Président,*

20117-o WILLIAM LERADZA.

**The Royal Embassy Hotel Inc.**

Notice is hereby given that "The Royal Embassy Hotel Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of June, 1967.

*WILLIAM LERADZA,*

20117-o *President.*

**Super Service Forwarding Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Super Service Forwarding Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

*Le Secrétaire-adjoint,*

20118-o T. H. LAWSON.

**Super Service Forwarding Ltd.**

Notice is hereby given that "Super Service Forwarding Ltd.", incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Quebec Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

*T. H. LAWSON,*

20118-o *Assistant Secretary.*

**Foyer St Jean inc.**

Prenez avis que la compagnie « Foyer St Jean Inc », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivières, le 13 juin 1967.

20135-o Me PIERRE TRUDEL, avocat.

**Foyer St Jean inc.**

Take notice that "Foyer St Jean Inc", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Trois-Rivières, June 13, 1967.

20135-o PIERRE TRUDEL, attorney.

**Le Club de Courses Saguenay Itée**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Le Club de Courses Saguenay Itée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social à Jonquière, district de Chicoutimi, Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Jonquière, le 5ième jour du mois de juin 1967.

20134-o *Le Procureur de la Compagnie,*  
CHRISTINE BROWN, notaire.

**Le Club de Courses Saguenay Itée**

Notice is hereby given that "Le Club de Courses Saguenay Itée.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at Jonquière, district of Chicoutimi, Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Jonquière, this 5th day of June 1967.

20134-o CHRISTINE BROWN, notary.  
*Attorney for the Company.*

**Globe Neckwear Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Globe Neckwear Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1967.

20136 *Le Secrétaire,*  
ARTHUR KING.

**Globe Neckwear Ltd.**

Notice is hereby given that "Globe Neckwear Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of May, 1967.

20136-o ARTHUR KING,  
*Secretary.*

**Harvey Bay Realty Company Ltd.**

Avis est donné que « Harvey Bay Realty Company Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12ième jour de juin 1967.

20137-o *Le Secrétaire,*  
G. S. LYNCH.

**Harvey Bay Realty Company Ltd.**

Notice is hereby given that "Harvey Bay Realty Company Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of June, 1967.

20137-o G. S. LYNCH,  
*Secretary.*

**Star Textiles Inc.**

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Star Textiles Inc. », une corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial, pour la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juin, 1967.

20138-o *Le Président,*  
ELY GOLDBERG.

**Star Textiles Inc.**

Notice is hereby given that "Star Textiles Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of June, 1967.

20138-o ELY GOLDBERG,  
*President.*

**Transport Pagé Itée**

Prenez avis que la compagnie « Transport Pagé Itée », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

20142-o *Le Procureur de la compagnie,*  
ME GERMAIN PAIEMENT, notaire.

**Transport Pagé Itée**

Take notice that "Transport Pagé Itée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

20142 ME GERMAIN PAIEMENT, Notary.  
*Attorney for the company.*

**Compagnies dissoutes**

**Beaudoin & Cossette incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Beaudoin & Cossette incorporée », constituée en corporation le 3 août 1962, à compter du 15 juin 1967.

20077-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
12899-62

**Companies Dissolved**

**Beaudoin & Cossette incorporée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Beaudoin & Cossette incorporée", incorporated on August 3, 1962, on and from June 15, 1967.

20077 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
12899-62

**Beauséjour limitée Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Beauséjour limitée Ltd. », constituée en corporation le 30 août 1951, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

11676-51

**Beauséjour limitée Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Beauséjour limitée Ltd.", incorporated on August 30, 1951, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

11676-51

**Théo Binette inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Théo Binette inc. », constituée en corporation le 16 mai 1963, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

2198-63

**Théo Binette inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Théo Binette inc.", incorporated on May 16, 1963, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

2198-63

**Cana-Plastic Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cana-Plastic Co. Ltd. », constituée en corporation le 18 février 1958, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

10667-58

**Cana-Plastic Co. Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cana-Plastic Co. Ltd.", incorporated on February 18, 1958, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

10667-58

**Gérard Dallaire Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Gérard Dallaire Itée », constituée en corporation le 10 septembre 1962, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

12455-62

**Gérard Dallaire Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Gérard Dallaire Itée », incorporated on September 10, 1962, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

12455-62

**H. & R. Entreprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « H. & R. Entreprises Ltd. », constituée en corporation le 13 février 1959, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

10787-59

**H. & R. Entreprises Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "H. & R. Entreprises Ltd.", incorporated on February 13, 1959, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

10787-59

**H. & Z. Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la charte de « H. & Z. Construction Inc. », constituée en corporation le 6 mai 1963, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1976-63

**H. & Z. Construction Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "H. & Z. Construction Inc.", incorporated on May 6, 1963, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1976-63

**Harterre Schools Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Harterre Schools Inc. », constituée en corporation le 25 mai 1961, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

11953-61

**Harterre Schools Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Harterre Schools Inc.", incorporated on May 25, 1961, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077

11953-61

**Lazarus Realty Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lazarus Realty Corporation », constituée en corporation le 8 avril 1948, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 2668-48

**Leduc Drug Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Leduc Drug Co. Ltd. », constituée en corporation le 17e jour de novembre 1960, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 14859-60

**Marco Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marco Realities Inc. », constituée en corporation le 12 octobre 1961, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 15238-61

**Regent Apartments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Regent Apartments Inc. », constituée en corporation le 28 mars 1950, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 3262-50

**Saxony Apartments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Saxony Apartments Inc. », constituée en corporation le 11 mai 1960, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 12135-60

**Trident Transport Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Trident Transport Limited », constituée en corporation le 8 avril 1958, à compter du 15 juin 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20077-o 11196-58

**Lazarus Realty Corporation**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lazarus Realty Corporation", incorporated on April 8, 1948, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 2668-48

**Leduc Drug Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Leduc Drug Co. Ltd.", incorporated on November 17, 1960, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 14859-60

**Marco Realities Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marco Realities Inc.", incorporated on October 12, 1961, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 15238-61

**Regent Apartments Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Regent Apartments Inc.", incorporated on March 28, 1950, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 3262-50

**Saxony Apartments Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Saxony Apartments Inc.", incorporated on May 11, 1960, on and from June 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 12135-60

**Trident Transport Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Trident Transport Limited", incorporated on April 8, 1958, on and from June 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20077 11196-58

**Divers**

**Agence de Sécurité A.I.C. inc.  
Security Agency A.I.C. Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Agence de Sécurité A.I.C. inc. — Security Agency A.I.C. Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*  
HENRI CARIGNAN.

20098-o 2236-66

**Miscellaneous**

**Agence de Sécurité A.I.C. inc.  
Security Agency A.I.C. Inc.**

Notice is given that "Agence de Sécurité A.I.C. inc. — Security Agency A.I.C. Inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

HENRI CARIGNAN,  
*Secretary.*

20098 2236-66

**Aetna Factors Corporation Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Aetna Factors Corporation Ltd. », a diminué de 9 à 7 le nombre de ses administrateurs.

*Le Secrétaire,*  
G. E. WHITLEY.

20097 10105-55

**L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke**

Avis est donné que « L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

*Le Secrétaire,*  
JEAN-MARIE DOUTRELOUX.

20099-o 13902-58

**L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 mai 1967, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20099-o 13902-58

**Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc.**

Avis est donné que la corporation « Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 11.

*Le Secrétaire,*  
LAURENT BEAUSOLEIL.

20100-o 241-67

**Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er juin 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20100-o 241-67

**Dion Frères inc.**

Avis est donné que la compagnie « Dion Frères inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 10.

*Le Président,*  
LUCIEN DION.

20101-o 2711-44

**Maple Leaf Car Club Inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 mai 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Maple Leaf Car Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20102-o 1298-67

**Montreal West Operatic Society Inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 juin 1967, approuvé les modifications au règlement numéro 1 de « Montreal West Operatic Society Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20103-o 8655-49

**Aetna Factors Corporation Ltd.**

Notice is given that "Aetna Factors Corporation Ltd.", has changed the number of its directors from 9 to 7.

G. E. WHITLEY,  
*Secretary.*

20097-o 10105-55

**L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke**

Notice is hereby given that "L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke" has changed the number of its directors from 3 to 10.

JEAN-MARIE DOUTRELOUX,  
*Secretary.*

20099 13902-58

**L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 24, 1967, approved the general by-laws of "L'Association des Professeurs de l'Université de Sherbrooke", and such, pursuant of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20099 13902-58

**Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc.**

Notice is given that the corporation « Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc. » has changed the number of its directors from 3 to 11.

LAURENT BEAUSOLEIL,  
*Secretary.*

20100 241-67

**Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 1, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20100 241-67

**Dion Frères inc.**

Notice is given that "Dion Frères inc.", has changed the number of its directors from 7 to 10.

LUCIEN DION,  
*President.*

20101 2711-44

**Maple Leaf Car Club Inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 29, 1967, approved the general by-laws of the corporation « Maple Leaf Car Club Inc. », and such, in conformity with section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20102 1298-67

**Montreal West Operatic Society Inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 5, 1967, approved the amendments to by-law number 1 of "Montreal West Operatic Society Inc.", and such, in virtue of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20103 8655-49

**South Shore Community Services**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 mai 1967, approuvé le règlement numéro 4 de la corporation « South Shore Community Services », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20104 4865-65

**Le Club de Courses Saguenay Itée**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement spécial de la compagnie « Le Club de Courses Saguenay Itée » (Jonquière, district de Chicoutimi), dûment édicté et promulgué, par les directeurs et ratifié et approuvé par les actionnaires de la compagnie, la compagnie a été autorisée, sujet audit règlement et aux exigences des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies du Québec, à abandonner ses biens et à distribuer son actif entre ses actionnaires.

Daté à Jonquière, ce 5ième jour de juin, 1967.

*Le Procureur de la compagnie,*  
CHRISTINE BROWN, *notaire.*

20134-o

**South Shore Community Services**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 23, 1967, approved the by-law number 4, of the corporation "South Shore Community Services", and such, in conformity with section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20104-o 4865-65

**Le Club de Courses Saguenay Itée**

Notice is hereby given that under a special by-law of "Le Club de Courses Saguenay Itée." (Jonquière, district of Chicoutimi), duly enacted and passed by the directors and approved and ratified by the shareholders of the company, the company has been authorized, subject to the provisions of the said by-law and to the requirements of section 90 of the Quebec Companies Act, to surrender its property and distribute its assets among its shareholders.

Dated at Jonquière, on this 5th day of June, 1967.

CHRISTINE BROWN, *Notary,*  
*Attorney for the company.*

20134-o

**Association des Loisirs Copper Rand Inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 mai 1967, approuvé les règlements généraux de « Association des Loisirs Copper Rand Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

20139-o 3884-66

**Association des Loisirs Copper Rand Inc.**

Avis est donné que « Association des Loisirs Copper Rand Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 20.

*Le Secrétaire,*  
MME DENISE DAIGLE.

20139-o 3884-66

**Daigle inc.**

Avis est par les présentes donné, en conformité à l'article 80 de la Loi des compagnies de Québec, que par et en vertu du règlement 5 des règlements spéciaux « Daigle Inc. », corps politique et dûment constitué en corporation, suivant la loi, et ayant son siège social à 3621, est rue Sherbrooke, Montréal, adopté par ses directeurs à leur assemblée du 1er juin 1967, et dûment approuvé, ratifié et confirmé par ses actionnaires réunis à l'assemblée générale et spéciale, le même jour, il a été décrété à l'unanimité de distribuer aux actionnaires tout l'actif de la compagnie, à cause de la discontinuation de ses opérations, et à cause aussi de l'absence de dettes et obligations quelconques, mais dans les quinze jours seulement de la publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Montréal, le premier juin 1967.

*Le Président,*  
JEAN DAIGLE.  
*Le Secrétaire,*  
ANSELME DAIGLE.

20140-o

**Association des Loisirs Copper Rand Inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 25, 1967, approved the general by-laws of "Association des Loisirs Copper Rand Inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

20139 3884-66

**Association des Loisirs Copper Rand Inc.**

Notice is given that "Association des Loisirs Copper Rand Inc." has changed the number of its directors from 3 to 20.

MRS. DENISE DAIGLE,  
*Secretary.*

20139 3884-66

**Daigle inc.**

Notice is hereby given under the provision of article 80 of part I of the Quebec Companies Act that by and in virtue of the by-laws of "Daigle Inc.", politic body duly incorporated in conformity with the Quebec Companies Act, and having its principal place of business at 3621 east, Sherbrooke Street, Montreal, duly adopted by its directors at their meeting held on the 1st day of June 1967, and duly approved, ratified, and confirmed by its shareholders at a general and special meeting held on the same day, it has been enacted to distribute, amongst the shareholders, all the assets of the company, on account that of company has ceased to carry on business, and has no debts or obligations whatsoever, but in a delay of fifteen days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*

Montreal, this 1st day of June 1967.

JEAN DAIGLE,  
*President.*  
ANSELME DAIGLE,  
*Secretary.*

20140-o

**Federal Plastics Mfg. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Federal Plastics Mfg. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire-trésorier,*

G. GESTETNER.

20141

10523-56

**Federal Plastics Mfg. Ltd.**

Notice is given that "Federal Plastics Mfg. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

G. GESTETNER,

*Secretary-treasurer.*

20141-o

10523-56

**Sièges sociaux****Sterling Finance Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Sterling Finance Corporation », a changé son siège social du numéro 41, rue Notre-Dame est, Victoriaville, à Suite 3310, Place Victoria, Montréal.

*Le Secrétaire-adjoint,*

ARMEL BOUCHARD.

20094-o

15714-52

**Head Offices****Sterling Finance Corporation**

Notice is hereby given that "Sterling Finance Corporation", has transferred its head office from number 41 Notre-Dame Street East, Victoriaville, to suite 3310, Victoria Place, Montreal.

ARMEL BOUCHARD,

*Associate Secretary.*

20094

15714-52

**Gimoroy Itée**

Avis est donné par les présentes que « Gimoroy Itée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 24 janvier 1967, a transféré son siège social de 2275 rue Laure Conan, Montréal à 1176 rue Drummond, a/s S.E.T.A., en la cité et district de Montréal et ce à compter du 1er avril 1967.

(Sceau)

*Le Président,*

(Signé) LUCIEN MORIN.

20105-o

334-67

**Gimoroy Itée**

Notice is hereby given that "Gimoroy Itée", incorporated under the Companies' Act on the 24th day of January 1967, has moved its head office from 2275 Laure Conan Street, Montreal, to 1176 Drummond Street, c/o S.E.T.A., in the city and district of Montreal, as of April 1, 1967.

(Seal)

(Signed) LUCIEN MORIN

*President.*

20105-o

334-67

**Go Stationnement Ouellet inc.**

Avis est donné que la compagnie « Go Stationnement Ouellet inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 13 avril 1967, aura sa place d'affaires au numéro 630, Boulevard, Montréal-Toronto, Lachine, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 26 mai 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*

J. E. CARDINAL.

20106-o

1634-67

**Go Stationnement Ouellet inc.**

Notice is hereby given that "Go Stationnement Ouellet inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies Act, on the 13th day of April 1967, has its head office at 630, Boul. Montreal-Toronto, Lachine, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office.

Dated at Granby, this 26 May, 1967.

J. E. CARDINAL.

*Secretary-treasurer.*

20106-o

1634-67

**Les Immeubles Varennes Itée**

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Varennes Itée », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 1er mai 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 6410, 44e avenue, Rosemont, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29e jour de mai 1967.

(Sceau)

*Le Président,*

L. O. CADOTTE.

20107-o

1920-27

**Les Immeubles Varennes Itée**

Notice is hereby given that "Les Immeubles Varennes Itée", incorporated by letters patent issued May 1, 1967, and having its head office in the town of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 6410, 44th Avenue, Rosemont, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 29th day of May, 1967.

(Seal)

L. O. CADOTTE,

*President.*

20107

1920-27

**Malac Itée**

Avis est donné que la compagnie « Malac Itée », a transporté son siège social de 5701, des Cèdres, Montréal, à 325, Chemin de la Tournelle, Laval.

*Le Secrétaire,*

F. W. BENN.

20109

1218-66

**Malac Itée**

Notice is given that "Malac Itée", has transferred its head office from 5701 des Cèdres, Montreal, to 325 Chemin de la Tournelle, Laval.

F. W. BENN,

*Secretary.*

20109-o

1218-66

**Katya Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Katya Inc. », constituée en corporation par lettres patentes cetroyées le 28 avril 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 3, Place Ville Marie, suite 88A, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de juin 1967.

*Le Président,*  
PAUL DOLISIE.

20108-o 1880-67

**O-Cornet inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « O-Cornet Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 21 avril 1967 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 805, rue du Rosaire, Montréal (P.Q.).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6e jour de juin 1967.

*Le Président,*  
JEAN-CLAUDE COMEAU.

20110-o 1848-67

**Shulman Paper & Twine Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Shulman Paper & Twine Inc. », a transporté son siège social de 589, rue Montfort, Montréal, à 8655, Pascal-Gagnon, St-Léonard.

*Le Secrétaire,*  
AARON SHULMAN.

20111 3642-53

**Théroux Automobiles Itée**

Avis est donné que la compagnie « Théroux Automobiles Itée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1967, et ayant son bureau principal à Saint-David, a établi son bureau à Saint-David, dans le district de Richelieu.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Saint-David, ce 17e jour de mai 1967.

Théroux Automobiles Ltée,  
*Par le Secrétaire-trésorier,*  
Mme DENISE THÉROUX.

(Scéau) 20112-o 1352-67

**Corama Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Corama Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 mars 1967, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec a établi son bureau au numéro 174 des Franciscains, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 24e jour de mai 1967.

*Le Secrétaire,*  
MICHEL LACHANCE.

20119-o 732-67

**Katya Inc.**

Notice is hereby given that "Katya Inc.", incorporated by letters patent issued on April 28, 1967, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 3 Place Ville Marie, suite 88A, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head official.

Given at Montreal, this 1st day of June, 1967.

PAUL DOLISIE,  
*President.*

20108 1880-67

**O-Cornet inc.**

Notice is hereby given that the company "O-Cornet Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated April 21, 1967, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 805, Rosaire St., Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 6th day of June, 1967.

JEAN-CLAUDE COMEAU,  
*President.*

20110-o 1848-67

**Shulman Paper & Twine Inc.**

Notice is given that "Shulman Paper & Twine Inc.", has transferred its head office from 589 Montfort Street, Montreal, to 8655 Pascal-Gagnon, St-Léonard.

AARON SHULMAN,  
*Secretary.*

20111-o 3642-53

**Théroux Automobiles Itée**

Notice is hereby given that "Théroux Automobiles Itée", incorporated by letters patent on the 30th day of March, 1967, and having its head office in Saint-David, has established its office at Saint-David, in the district of Richelieu.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Saint-David, this 17th day of May, 1967.

Théroux Automobiles Ltée,  
*Per: Mme DENISE THÉROUX,*  
*Secretary-Treasurer.*

(Seal) 20112-o 1352-67

**Corama Inc.**

Notice is given that "Corama Inc.", incorporated by letters patent under date of March 7, 1967, and having its head office in the city of Quebec has established its head office at 174, des Franciscains, Quebec, Quebec.

As from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Québec, this 24th day of May 1967.

MICHEL LACHANCE,  
*Secretary.*

20119-o 732-67

**Franmiche inc.**

Avis est donné que la compagnie « Franmiche inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 9 mai 1967, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 507 Place d'Armes, suite 226, dans ladite localité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12<sup>ième</sup> jour de mai 1967.

*Le Président,*  
PIERRE GIROUX.

20120-o

2074-67

**Fraumiche inc.**

Notice is hereby given that "Franmiche inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, dated the 9th day of May, 1967, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at number 507 Place d'Armes, suite 226, in the said locality.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of May, 1967.

PIERRE GIROUX,  
*President.*

20120

2074-67

**Metro Bar Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Metro Bar Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 18 mai 1967, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 4897, rue Pontiac.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25 mai 1967.

*Le Président,*  
RENÉ BEAULIEU.

20125-o

2238-67

**Metro Bar Inc.**

Notice is given that "Metro Bar Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, on May 18, 1967, and having its head office in Montreal, province of Quebec, has established its office at 4897 Pontiac Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, May 25, 1967.

RENÉ BEAULIEU,  
*President.*

20125

2238-67

**Federal Plastics Mfg. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Federal Plastics Mfg. Ltd. », a transporté son siège social de 5785, boulevard Monk, Montréal, à 7389, 17<sup>e</sup> avenue, St-Michel.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
G. GESTETNER.

20141

10523-56

**Federal Plastics Mfg. Ltd.**

Notice is given that "Federal Plastics Mfg. Ltd.", has transferred its head office from 5785 Monk Boulevard, Montreal, to 7389, 17th Avenue, St-Michel.

G. GESTETNER,  
*Secretary-treasurer.*

20141-o

10523-56

**J. C. Ferland inc.**

Avis est donné que la compagnie « J. C. Ferland inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 janvier 1965 et ayant son bureau principal dans la ville de Québec a établi son bureau au numéro 2010 Mathias Tellier.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 18 février 1965.

*Le Secrétaire,*  
LOUIS FERLAND.

20143-o

42-65

**J. C. Ferland inc.**

Notice is hereby given that "J. C. Ferland inc.", incorporated by letters patent dated January 4, 1965, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 2010, Mathias Tellier.

From and after the date of this present notice that said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, February 18, 1965.

LOUIS FERLAND,  
*Secretary.*

20143

42-65

**Demandes à la Législature****Cité de Verdun**

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et ses amendements, en plus des fins qu'elle a déjà fait connaître par des avis publics antérieurs:

Pour amender la Loi 4 Georges V, chapitre 80, pour permettre au Conseil de la cité, dans le but d'obtenir les fonds nécessaires à la construction de conduits souterrains, d'adopter un ou des règlements d'emprunt n'excédant pas un million

**Applications to Legislature****City of Verdun**

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 73, and its amendments, in addition to the purposes mentioned in prior public notices:

To amend the Law 4, George V, chapter 80, to authorize the city Council, to obtain the necessary funds for the construction of underground conduits, to adopt borrowing by-laws not exceeding one million five hundred thousand

cinq cent mille dollars (\$1,500,000.) sur une période n'excédant pas 40 ans et d'émettre des obligations à cet effet.

Verdun, le 19 mai 1967.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,  
PAGE, HÉBERT & MAILLOUX.

507, Place d'Armes, suite 1209, Montréal.  
19869-21-4-o

### Cité de Chambly

Avis, est par les présentes donné, que la cité de Chambly, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour:

1° Accorder à la cité les pouvoirs d'emprunter les deniers nécessaires pour payer toutes dépenses encourues avant le 1er janvier 1967;

2° Pour autoriser la cité à disposer de terrains faisant partie du fonds industriel pour des fins autres qu'industrielles ou commerciales;

3° Pour modifier le règlement No. 238 de la ville de Fort Chambly.

4° Pour toutes autres fins.

Cité de Chambly, le 24 mai 1967.

*Les Procureurs de la Cité de Chambly,*

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGE, HÉBERT  
& MAILLOUX.

19887-21-4-o

### Corporation de Gaz Naturel du Québec

Avis est par les présentes donné que la « Corporation de Gaz Naturel du Québec » s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente ou prochaine session afin d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 157 tel que modifiée par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 41 et 10-11 Elizabeth II, chapitre 95 pour étendre le territoire dans lequel la compagnie peut exercer ses pouvoirs afin d'englober cette partie du comté de St-Jean non comprise dans un rayon de quinze milles de l'île de Montréal ainsi que les comtés d'Iberville et de Missisquoi entier.

Montréal, Qué., le 25 mai 1967.

*Les Procureurs de la requérante,*

SMITH, DAVIS, ANGLIN,

19963-22-4-o LAING, WELDON & COURTOIS.

### Cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de Québec, lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 5, George V, chapitre 90, aux fins suivantes:

1° accorder à la Corporation de la cité de Trois-Rivières le pouvoir d'adopter des règlements pour l'attribution d'allocations de restauration aux propriétaires des immeubles de l'aire de réaménagement numéro 5 tel que décrit à l'article I de la Loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 94;

2° amender sa charte pour accorder le pouvoir de constituer un comité exécutif;

3° amender sa charte, quant aux fonds de pension des échevins et du maire;

4° ratification des résolutions accordant des pensions à certains employés;

5° ratification de titres d'achat ou de vente consentis par la corporation de la cité de Trois-Rivières;

6° accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières le pouvoir de décréter la construction d'édifices pour fins de stationnement de

dollars (\$1,500,000.) for a period not exceeding 40 years and to issue debentures for that purpose.

Verdun, May 19, 1967.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,  
PAGE, HÉBERT & MAILLOUX.

507, Place d'Armes, suite 1209, Montreal.  
19869-21-4-o

### City of Chambly

Public notice is hereby given that the city of Chambly will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or its next session, for the adoption of an act so as:

1. to grant to the city the powers to borrow the sums necessary to pay all expenses incurred before January 1, 1967.

2. to authorize the city to dispose of lands being part of industrial funds for other purposes than industrial or commercial,

3. to modify the By-law No. 238 of the town of Fort Chambly and

4. For all other purposes.

City of Chambly, May 24, 1967.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGE, HÉBERT  
& MAILLOUX,

19887-21-4-o Attorneys for the City of Chambly.

### Quebec Natural Gas Corporation

Notice is given that the "Quebec Natural Gas Corporation", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the adoption of an act modifying the act 4-5 Elizabeth II, chapter 157, such as modified by the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 41 and 10-11 Elizabeth II, chapter 95, to extend the territory in which the company may exercise its powers to include this part of the county of St. John not comprised in a radius of fifteen miles from the Island of Montreal as well as the counties of Iberville and Missisquoi entirely.

Montreal, Que., May 25, 1967.

SMITH, DAVIS, ANGLIN,

LAING, WELDON & COURTOIS,

19963-22-4

Attorneys for the petitioner.

### City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Trois-Rivières will apply to the Quebec Legislature, during its present session, for the adoption of an act amending its charter, Act 5 George V, chapter 90, for the following purposes:

1. to grant to the Corporation of the city of Trois-Rivières the power to adopt regulations for the attribution of restoration grants to proprietors of immovables in redevelopment area number 5, as described in section I of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 94;

2. to amend its charter in order to grant the power of constituting an executive committee;

3. to amend its charter with respect to the aldermen's and mayor's pension funds;

4. the ratification of resolutions granting pensions to certain employees;

5. the ratification of deeds of purchase or of sale consented to by the corporation of the city of Trois-Rivières;

6. to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the power to order the construction of buildings for automobile parking, to

véhicules automobiles, d'emprunter pour cette fin de prélever une taxe spéciale pour garantir le remboursement de l'emprunt;

7<sup>o</sup> amender sa charte concernant le droit pour la cité de payer une pension de retraite à ses officiers ou employés permanents;

8<sup>o</sup> accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières le pouvoir d'annexer, pour l'établissement d'une zone institutionnelle, le territoire suivant compris dans les limites de la cité de Trois-Rivières Ouest:

« un terrain apparaissant au cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, division d'enregistrement de Trois-Rivières, de figure irrégulière, borné au nord-est par les lots 167-1, 12, 13 et partie du lot 167 non subdivisé, au nord-ouest par la route du Rochon et partie du lot 248, au sud-est par le côté sud-est du chemin Ste-Marguerite, étant aussi partie des lots 7, 8, 9 et 12 et le lot 10, et le lot 162-8 (rue Courcellette), au sud-ouest par partie des lots 161, 162, 162-4 (rue) et les lots 162-3 et 162-8 (rue) et le chemin Ste-Marguerite; contenant en superficie quatre cent vingt-six arpents, et huit cent cinquante et un millièmes d'arpent; le tout tel que montré par un liseré rouge sur le plan No 62-46, des dossiers du bureau de l'ingénieur de la cité de Trois-Rivières. »

accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières, le pouvoir de réserver toute ou partie de ce territoire, par règlement, pour l'établissement de cette zone institutionnelle;

accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières, le droit d'acquérir, par voie d'expropriation ou autrement, de posséder et vendre, pour l'établissement de cette zone institutionnelle, les immeubles compris dans le territoire ci-haut mentionné;

et pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, le 2 juin 1967.

*Le Procureur de la requérante,*

20037-23-4-o

ANDRÉ BUREAU.

#### Ville de Candiac

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Candiac », s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session aux fins d'être autorisée à établir dans la municipalité un service d'antenne communautaire aussi bien qu'à prohiber les antennes individuelles.

Candiac, le 6 juin 1967.

*Le Procureur de la requérante,*

20113-24-4-o

GASTON POULIOT, C.R.

#### Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec

Avis est donné que la « Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec », corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, et demandera l'adoption d'un bill privé revisant et refondant sa charte pour les fins suivantes:

- 1<sup>o</sup> Augmenter son capital actions,
- 2<sup>o</sup> Modifier les conditions du sociétariat,
- 3<sup>o</sup> Abroger certaines dispositions désuètes,
- 4<sup>o</sup> Et pour toutes autres fins.

Montréal, ce sixième jour de juin, 1967.

*Le Procureur de la requérante,*

20114-24-4-o

CLAUDE GRIGNON, avocat.

borrow for this purpose and to levy a special tax to guarantee the reimbursement of the loan;

7. to amend its charter concerning the city's right to pay a retirement pension to its permanent officials or employees;

8. to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the right to annex, for the establishment of an institutional zone, the following territory enclosed within the boundaries of the city of Trois-Rivières East:

"A terrain in the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, registration division of Trois-Rivières, irregular in shape, bounded on the northeast by lots 167-1, 12, 13 and part of lot 167 unsubdivided, on the northwest by Rochon road, and part of lot 248, on the southeast by the southeast side of Ste-Marguerite Road, also being part of lots 7, 8, 9 and 12 and lot 10, and lot 162-8 (Courcellette St.), on the southwest by part of lots 161, 162, 162-4 (street) and lots 162-3 and 162-8 (street) and Ste-Marguerite Road, having an area of four hundred and twenty-six arpents, and and eight hundred and fifty-one thousandths of an arpent, the whole as shown by a red outline on plan No. 62-46, in the files of the city engineer's office of Trois-Rivières."

to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the right to reserve all or a part of this territory, by regulation, for the establishment of this institutional zone;

to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières, the right to acquire, by expropriation or otherwise, to possess and sell, for the establishment of said institutional zone, the immovables situated in the abovementioned territory;

and for all other purposes.

Trois-Rivières, June 2, 1967.

ANDRÉ BUREAU,

20037-23-4

Attorney for the petitioner.

#### Town of Candiac

Public notice is hereby given that the "Town of Candiac", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act to be empowered to operate a community antenna system in the municipality and to prohibit individual antennas.

Candiac, June 6, 1967.

GASTON POULIOT, Q.C.,

20113-24-4-o

Attorney for the petitioner.

#### Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec

Notice is hereby given that the "Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec", corporation legally constituted with its main office in Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of a private bill revising and consolidating its charter for the following purposes:

1. To increase its capital stock,
2. To modify the conditions of the membership;
3. To abrogate the obsolete dispositions,
4. And for other purposes.

Montreal, this sixth day of June, 1967.

CLAUDE GRIGNON, advocate,

20114-24-4-o

Attorney for the petitioner.

**Ministère de l'Industrie  
et du Commerce**

**Department of Industry  
and Commerce**

**Loi sur les pêcheries**

**Fisheries Act**

**Règlement de pêche du Québec**

**Quebec Fishery Regulation**

*Avis de pêche aux coques*

*Notice of Clam Fishing*

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-3.2 région s'étendant de Pointe de la Baie des Milles Vaches (pointe de la péninsule de Portneuf) — pont de la rivière Portneuf ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

N-3.2 region extending from Pointe de la Baie des Milles Vaches (point of the Portneuf peninsula) — bridge on the Portneuf River. are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Québec, le 30 mai 1967.

Québec, May 30, 1967.

*Le Ministre de l'Industrie et Commerce,*  
20124-0 MAURICE BELLEMARE.

MAURICE BELLEMARE,  
20124 Minister of Industry and Commerce.

**Nomination**

**Appointment**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, le 1er mai 1967.

Québec, May 1, 1967.

M. Marcel Marier, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de la ville de Montréal: juge municipal pour la ville de Montréal, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à ses fonctions et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 52, des Statuts de la province de Québec.

Mr. Marcel Marier, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of the city of Montreal: Municipal Judge for the city of Montreal, with the jurisdictions, duties, rights, prerogatives, attributions and powers attached to his functions and to act as recorder in things concerning the jurisdictions assigned to a recorder by the Canadian Government laws, pursuant to section 4 of the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52, of the Statutes of the Province of Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

20077-0 18-67

20077 18-67

**Ministère des  
Affaires municipales**

**Department of  
Municipal Affairs**

**Village de Cap-Chat**

**Village of Cap-Chat**

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 1er mai 1967 par le conseil municipal du village de Cap-Chat, comté de Gaspé-Ouest et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 7 juin 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation du village de Cap-Chat, comté de Gaspé-Ouest, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on May 1, 1967 by the Municipal Council of the village of Cap-Chat, county of Gaspé-West, and pursuant to section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on June 7, 1967, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of Cap-Chat, county of Gaspé-West, save those required in the *Quebec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

This notice is published pursuant to section 130 of the Municipal Code.

Québec, le 7 juin 1967.

Québec, June 7, 1967.

*Le Sous-ministre des Affaires municipales,*  
20088-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
20088 Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Municipalité de Val des Laes**

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 23 mai 1967, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de Saint-Agricole, comté de Terrebonne, en celui de « Municipalité de Val des Laes ».

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entrera en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Agricole, le 1er juin 1967.

*Le Maire,*  
ROSAIRE LÉVEILLÉ.  
*Le Secrétaire-Trésorier,*  
MARCEL RICHER.

20088-0

**Municipality of Val des Laes**

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on May 23, 1967, an Order in Council to change the name of the municipality of Saint-Agricole, county of Terrebonne, into that of "Municipality of Val des Laes".

In conformity with section 48 of the Municipal Code, this change of name will come into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St-Agricole, June 1, 1967.

ROSAIRE LÉVEILLÉ,  
*Mayor,*  
MARCEL RICHER,  
*Secretary-Treasurer.*

20088

**Ville de Bromont**

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1502 du mois de juin 1967 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 34 du conseil municipal de la ville de Bromont et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité d'Adamsville, comté de Brome, et annexé à la ville de Bromont.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité d'Adamsville, comté de Brome, comprenant en référence au cadastre officiel de la partie est du canton de Farnham, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

Partant du coin nord-est du lot 686; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne est dudit lot 686 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Yamaska; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 684; ledit prolongement et ladite ligne est, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer (lot 690) et un chemin public; les lignes nord, est et sud du lot 523; partie de la ligne est du lot 524 en allant vers le sud; la ligne sud des lots 524 et 529 jusqu'au côté est d'un chemin public; les côtés est et sud-est dudit chemin en allant vers le sud et le sud-ouest jusqu'au prolongement à travers ledit chemin de la ligne sud du lot 532; ledit prolongement et la ligne sud des lots 532, 533, 535, 537, 538, 539, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 552 et 553, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer (lot 690), un chemin public et les rivières qu'elle rencontre; la ligne ouest du lot 553; une ligne traversant un chemin public et se continuant dans le côté ouest de la route No 13 jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 658; ledit prolongement et la ligne nord des lots 658, 659, 663, 664, 667, 668, 669, 670, 675, 676, 680, 681, 685 et 686 jusqu'au point de départ.

*Le Sous-ministre des Affaires municipales,*  
20088-0      JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

**Town of Bromont**

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1502 of June, 1967, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (RSQ 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 34 of the Municipal Council of the Town of Bromont and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is detached from the municipality of Adamsville, county of Brome, and annexed to the town of Bromont.

This territory is the following:

A territory being presently part of the municipality of Adamsville, county of Brome, including in reference to the official cadastre of the east part of the township of Farnham, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, routes, railroad right of ways, rivers, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits of the territory hereafter described, to wit:

Starting from the north-east corner of lot 686; thence, successively, the following lines and demarcations: the east line of said lot 686 and its prolongation to the median line of Yamaska River; the median line of the said river going south-west to the prolongation of the east line of lot 684; the said prolongation and the said east line, this line crossing the railroad right of way (lot 690) and a public road; the north lines, east and south of lot 523; part of the east line of lot 524 going south; the south line of lots 524 and 529 up to the east side of a public road; the east and south-east sides of the said road going south and south-west to the prolongation across the said road of the south line of lot 532; the said prolongation and the south line of lots 532, 533, 535, 537, 538, 539, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 552 and 553, this line crossing the railroad right of way (lot 690), a public road and the rivers it meets; the west line of lot 553; a line crossing a public road and continuing to the west side of Route No. 13 up to the prolongation of the north line of lot 658; the said prolongation and the north line of lots 658, 659, 663, 664, 667, 668, 669, 670, 675, 676, 680, 681, 685 and 686 up to the point of departure.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
20088      Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Vente pour taxes**

**Sale for Taxes**

**Cité de Jonquière**

**City of Jonquière**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la cité de Jonquière, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 320 rue St-Dominique, dans ladite cité, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1967, à DIX heures du matin, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, city Clerk of Jonquière, that hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the city Hall, 320 St. Dominique Street, in the said city, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of JULY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Propriétaires Owners	Nos. de cadastre Cadastral numbers	Quartier Ward
Boulet, Bernard, 611 St-Pierre	P27-20, Rang IV	Centre
Fournier, Ls. Philippe, 455 St-David	P27b26, Rang III	Est
Inconnu-Unknown	P23a165, Rang IV	Ouest
Inconnu-Unknown	P23a165, Rang IV	Ouest
Inconnu-Unknown	P20-Rang IV	Centre
Inconnu-Unknown	P26a, Rang III	Est
Inconnu-Unknown	26a18, Rang III	Est
Laforge, Noël, 445 Ste-Catherine	P27b35, 27b85, Rang III	Est
Lavallée, Mme-Mrs. Léonard	16b36-5, Rang IV	Nord
Lavoie, Mme-Mrs. Victorien, 363 Centenaire	P20-293, Rang IV	Centre
Mareil, Alphide, 632 St-Dominique	P25b145, Rang III	Est
Potvin, Cyprien, 33b St-Alexandre	25b109, Rang III	Est
Tremblay, Mme Mrs. Marcel	P27b93, P27b94, Rang III	Est
Tremblay, Vulfrand, C.P. 96 Bagotville	P20-3, Rang IV	Centre

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 26 mai 1967 a autorisé une énumération abrégée des lots cadastraux des immeubles sous l'autorité de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1964, chapitre 173).

Donné à Jonquière, ce vingt-sixième jour de mai 1967.

Copie certifiée.

20131-24-2-o

*Le Greffier,*  
LIONEL HARVEY.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated May 26th, 1967, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550 of the City's and Town's Act (S.R.Q. 1964, Chapter 173).

Given at Jonquière, this twenty-sixth day of the month of May, 1967.

Certified copy.

20131-24-2-o

LIONEL HARVEY,  
*Town Clerk*

**Ministère de l'Agriculture  
et de la Colonisation**

**Department of Agriculture  
and Colonization**

**Société coopérative agricole de Neuville**

**Société coopérative agricole de Neuville**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de Neuville », tenue à Neuville le 18 mai 1967, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, Statuts refondus 1964, chapitre 124, et que messieurs Roland Bertrand, Jean-Paul Côté et Paul Beaudry ont été nommés liquidateurs.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "Société coopérative agricole de Neuville", held in Neuville on May 18, 1967, a resolution was adopted to the effect that the cooperative be dissolved, pursuant to the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes 1964, chapter 124, and that Messrs Roland Bertrand, Jean-Paul Côté and Paul Beaudry have been appointed liquidators.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce trente et unième jour de mai 1967.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization this thirty-first day of May, 1967.

*Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
et de la Colonisation,*  
ROMÉO LALANDE.

ROMÉO LALANDE,  
*Deputy Minister of Agriculture and  
and Colonization.*

20121-o

20121

**Ministère de l'Éducation**

**Department of Education**

**Beauvoir**

**Beauvoir**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Beauvoir,

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Beauvoir,

dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de Sainte-Marthe, dans le même comté.

Québec, le 5 juin 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

20122-24-2-o JEAN-JACQUES BERTRAND.

#### Ville de Forestville

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Forestville, dans le comté de Saguenay, en celui de Forestville, dans le comté de Saguenay.

Québec, le 9 juin 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

JEAN-JACQUES BERTRAND.

20123-24-2-o 122-67

#### Rock Forest

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Rock Forest, dans le comté de Sherbrooke, au territoire sous la juridiction de la Commission des Écoles catholiques de Sherbrooke.

Québec, le 12 juin 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

20149-24-2-o JEAN-JACQUES BERTRAND.

#### L'Anse-aux-Gascons

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1478, en date du 2 juin 1967, de retirer la commission scolaire de L'Anse-aux-Gascons, dans le comté de Bonaventure, de la commission scolaire régionale De La Baie des Chaleurs pour l'admettre dans la commission scolaire régionale de la Péninsule à compter du 1er juillet 1967.

Québec, le 12 juin 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

JEAN-JACQUES BERTRAND.

20079-o

#### Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg (Cath.)

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire catholique de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, dans le même comté.

Québec, le 7 juin 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

20053-23-2-o JEAN-JACQUES BERTRAND.

in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of Sainte-Marthe, in the same county.

Quebec, June 5, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

20122-24-2-o *Minister of Education.*

#### Town of Forestville

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Forestville, in the county of Saguenay, to that of Forestville, in the county of Saguenay.

Quebec, June 9, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

*Minister of Education.*

20123-24-2 122-67

#### Rock Forest

A petition is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipality of Rock Forest, in the county of Sherbrooke, to the Territory under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Sherbrooke.

Quebec, June 12, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

20149-24-2 *Minister of Education.*

#### L'Anse-aux-Gascons

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1478, dated June 2, 1967, to withdraw the School Commission of L'Anse-aux-Gascons, in the county of Bonaventure, in the Regional School Board of Baie des Chaleurs to admit it into the Regional School Board of La Péninsule from and after July 1, 1967.

Quebec, June 12, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

*Minister of Education.*

20079

#### Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg (Cath.)

Application is made to annex the present territory of the catholic school municipality of Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, in the county of Missisquoi, to the school municipality of Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, in the same county.

Quebec, June 7, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

20053-23-2 *Minister of Education.*

## Lettres patentes

### Épicerie Latina inc. Latina Grocery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes de la compagnie « Épicerie Latina inc.—Latina Grocery Inc. », en remplaçant, où il s'y trouvait, le nom « Sartarelli » par le nom « Saltarelli ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-o

1709-67

## Letters Patent

### Épicerie Latina inc. Latina Grocery Inc.

Notice is hereby given that, pursuant to Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has been pleased to correct letters patent of "Épicerie Latina inc.—Latina Grocery Inc.", by replacing the name "Sartarelli" by the name "Saltarelli".

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

1709-67

**Liquidation — Avis de**

**Winding up Notices**

**Porte Électronique inc.**

En remplacement de l'avis publié dans le numéro 23 de la *Gazette officielle de Québec*, du 10 juin 1967, à la page 3528, sous le titre et renfermant le nom « Porte Électrique inc. ».

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Porte Électronique inc. », tenue à Québec, le 15 juin 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Benoît Gagnon a été nommé liquidateur.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

20077-0

15903-61

**Porte Électronique inc.**

In replacement of the notice published in number 23 of the *Quebec Official Gazette*, on June 10, 1967, on page 3528, under the title and bearing the name of "Porte Électrique inc.",

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "Porte Électronique inc.", held in Quebec on June 15, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-up Act, and that Mr. Benoît Gagnon has been appointed liquidator.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

20077

15903-61

**Régie des Marchés  
Agricoles du Québec**

**Quebec Agricultural  
Marketing Board**

**Avis**

**Notice**

Prenez avis que lors de son assemblée du 7 juin 1967, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé la résolution suivante, adoptée le 30 mars 1967 par la Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec :

« Sur proposition de monsieur Maurice Gauvin, appuyée par monsieur Louis Edmond Sylvestre, il est résolu à l'unanimité d'amender la section XIII du plan conjoint, intitulée « Mode de financement », en abrogeant le deuxième alinéa de cette section, pour le remplacer par les deux paragraphes suivants :

Considérant que la cotisation syndicale des producteurs membres des sections affiliées à la Fédération est d'au moins 0.001¢ par douzaine d'œufs mise en marché, la contribution pour l'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint, payables par ces producteurs, est de 0.004¢ par douzaine d'œufs mise en marché.

La contribution payable par les producteurs qui ne sont pas membres des syndicats affiliés à la Fédération est de 0.005¢ par douzaine d'œufs mise en marché. »

La section XIII du plan conjoint des producteurs d'œufs de consommation du Québec est en conséquence amendée, et le deuxième alinéa de cette section abrogé pour être remplacé par les deux paragraphes suivants :

« Considérant que la cotisation syndicale des producteurs membres des sections affiliées à la Fédération est d'au moins 0.001¢ par douzaine d'œufs mise en marché, la contribution pour l'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint, payables par ces producteurs, est de 0.004¢ par douzaine d'œufs mise en marché.

La contribution payable par les producteurs qui ne sont pas membres des syndicats affiliés à la Fédération est de 0.005¢ par douzaine d'œufs mise en marché. »

Montréal, ce 7ième jour de juin 1967.

Régie des Marchés Agricoles du Québec.

*Le Président,*

**MAURICE HALLÉ.**

*Le Secrétaire intérimaire,*

**ROCH MORIN.**

20157-0

Take notice that at a meeting of June 7, 1967, the Quebec Agricultural Marketing Board has approved the following resolution, adopted on March 30, 1967, by the Federation of the producers of eggs for consumption of Quebec :

“Upon the recommendation of Mr. Maurice Gauvin, seconded by Mr. Louis Edmond Sylvestre, it is resolved unanimously to amend section XIII of the joint plan, entitled “Financing Plan”, by striking out the second paragraph of this section, to replace it by the two following paragraphs :

Whereas the syndical contribution of the producers members of the affiliated sections to the Federation is of at least 0.001¢ per dozen of eggs on the market, the contribution for administration and implementing the joint plan, payable by these producers, is of 0.004¢ per dozen of eggs on the market.

The contribution payable by the producers who are not members of the syndicates affiliated to the Federation is of 0.005¢ per dozen of eggs on the market.”

Section XIII of the joint plan of the producers of eggs for consumption of Quebec is therefore amended, and the second paragraph of this section struck out to be replaced by the two following paragraphs :

“Whereas the syndical contribution of the producers members of the sections affiliated to the Federation is of at least 0.001¢ per dozen of eggs on the market, the contribution for administration and implementing the joint plan, payable by these producers, is of 0.004¢ per dozen of eggs on the market.

The contribution payable by the producers that are not members of the syndicates affiliated to the Federation is of 0.005¢ per dozen of eggs on the market.”

Montreal, this 7th day of June, 1967.

Quebec Agricultural Marketing Board.

**MAURICE HALLÉ.**

*President.*

**ROCH MORIN,**

*Secretary pro tem.*

20157

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

## Proclamation

*Le Sous-procureur général,*  
JULIEN CHOUNARD. } ATTENDU qu'une Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social a été créée par l'arrêté en conseil numéro 2046 du 9 novembre 1966;

ATTENDU QUE la limite des frais de la Commission a été fixée à \$200,000.00 par l'arrêté en conseil numéro 2047 du 9 novembre 1966, et majorée à \$300,000.00 par l'arrêté en conseil numéro 1035 du 13 avril 1967;

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil numéro 556, du 10 mars 1967, la date du premier janvier 1968 prévue par l'arrêté en conseil numéro 2046 du 9 novembre 1966 pour la présentation du rapport final de la Commission a été reportée au premier juillet 1968;

ATTENDU QUE la prolongation de la durée de ladite Commission, ainsi que les études spéciales qu'elle doit réaliser, tant dans les domaines de l'administration hospitalière et du bien-être, qu'en regard des aspects juridiques, économiques, médicaux et financiers de son mandat, entraîneront des déboursés supérieurs à ceux initialement prévus, puis majorés.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1409, en date du 19 mai 1967. Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la limite des frais de la Commission prévue à \$200,000.00 par l'arrêté en conseil numéro 2047 du 9 novembre 1966, et majorée à \$300,000.00 par l'arrêté en conseil numéro 1035 du 13 avril 1967, soit portée à \$850,000.00, et que les arrêtés en conseil numéros 2047 du 9 novembre 1966 et 1035 du 13 avril 1967 soient amendés en conséquence.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20077-1

## Proclamation

Canada,  
Province of Quebec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith,

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

## Proclamation

JULIEN CHOUNARD, } WHEREAS a Commission of Inquiry on Health and Social Welfare was created by Order in Council number 2046, dated November 9, 1966;

WHEREAS the limit of the Commission's expenses was fixed at \$200,000.00 by Order in Council number 2047, dated November 9, 1966, and was raised to \$300,000.00 by Order in Council number 1035, dated April 13, 1967;

WHEREAS, by Order in Council number 556, dated March 10, 1967, the first day of January, 1968 the date fixed by Order in Council number 2046, dated November 9, 1966 for the presentation of the Commission's final report was deferred to the first day of July, 1968;

WHEREAS the extension of the said Commission's duration, as well as special studies which it must carry out, in the fields of hospital administration and welfare, as well as in respect to legal economic, medical and financial aspects of its mandate, will entail disbursements higher than those initially provided for, and later increased.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1409, dated May 19, 1967. We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the limit of the Commission's expenses set at \$200,000.00 by Order in Council number 2047, dated November 9, 1966, and raised to \$300,000.00 by Order in Council number 1035, dated April 13, 1967, be increased to \$850,000.00, and that Orders in Council numbers 2047, dated November 9, 1966, and 1035, dated April 13, 1967, be amended accordingly.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., C.R., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20077

**Soumissions**

**Tenders**

**La Commission scolaire régionale Duvernay**

**Duvernay Regional School Board**

**Comté de Laval**

**County of Laval**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Achille Corbo, secrétaire-trésorier, 195, Montée Masson, (Duvernay), Ville de Laval, comté de Laval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 juillet 1967, pour l'achat de \$730,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Duvernay, comté de Laval, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Achille Corbo, secretary-treasurer, 195 Montée Masson, (Duvernay), Town of Laval, county of Laval, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 4, 1967, for the purchase of an issue of \$730,000 of bonds for the Duvernay Regional School Board, county of Laval, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution datée du 28 mars 1967 — \$730,000 — construction d'écoles et dépenses en immobilisation.

Resolution dated March 28, 1967 — \$730,000 — construction of schools and immobilization expenses.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$730,000 — 20 ans

Table of redemption — \$730,000 — 20 years

Année	Capital
1er août 1968	\$18,000
1er août 1969	19,000
1er août 1970	20,000
1er août 1971	22,000
1er août 1972	23,000
1er août 1973	25,000
1er août 1974	27,000
1er août 1975	29,000
1er août 1976	31,000
1er août 1977	33,000
1er août 1978	35,000
1er août 1979	37,000
1er août 1980	40,000
1er août 1981	43,000
1er août 1982	46,000
1er août 1983	49,000
1er août 1984	53,000
1er août 1985	56,000
1er août 1986	60,000
1er août 1987	64,000

Year	Capital
August 1, 1968	\$18,000
August 1, 1969	19,000
August 1, 1970	20,000
August 1, 1971	22,000
August 1, 1972	23,000
August 1, 1973	25,000
August 1, 1974	27,000
August 1, 1975	29,000
August 1, 1976	31,000
August 1, 1977	33,000
August 1, 1978	35,000
August 1, 1979	37,000
August 1, 1980	40,000
August 1, 1981	43,000
August 1, 1982	46,000
August 1, 1983	49,000
August 1, 1984	53,000
August 1, 1985	56,000
August 1, 1986	60,000
August 1, 1987	64,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 4 juillet 1967, à 8 heures du soir, 195, Montée Masson, (Duvernay), Ville de Laval, comté de Laval, P.Q.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, July 4, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at 195 Montée Masson, (Duvernay), Town of Laval, county of Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Laval, (Comté de Laval), ce 8 juin 1967.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
ACHILLE CORBO.

195, Montée Masson, (Duvernay),  
Ville de Laval, (Laval), P.Q.  
Téléphone: 661-4560, code 514. 20115-0

### Village de Richelieu

Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Payment, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, boul. Richelieu, Richelieu, comté de Rouville, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 5 juillet 1967, pour l'achat de \$108,000 d'obligations du village de Richelieu, comté de Rouville, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 171 — \$16,500 — voirie, etc.; 172 — \$21,500 — aqueduc et égouts; 180 — \$40,000 — achat camion incendie; 184 — \$30,000 — construction poste de pompier.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$108,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968.....	\$7,000
1er août 1969.....	7,000
1er août 1970.....	7,000
1er août 1971.....	7,000
1er août 1972.....	3,500
1er août 1973.....	4,000
1er août 1974.....	4,000
1er août 1975.....	4,000
1er août 1976.....	5,000
1er août 1977.....	5,500
1er août 1978.....	5,500
1er août 1979.....	5,500
1er août 1980.....	5,500
1er août 1981.....	6,000
1er août 1982.....	6,500
1er août 1983.....	4,500
1er août 1984.....	4,500
1er août 1985.....	4,500
1er août 1986.....	5,500
1er août 1987.....	6,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Marieville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of Laval, (County of Laval), June 8, 1967.

ACHILLE CORBO,  
*Secretary-Treasurer.*

195 Montée Masson, (Duvernay),  
Town of Laval, (Laval), P.Q.  
Telephone: 661-4560, code 514. 20115

### Village of Richelieu

County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Payment, secretary-treasurer, Town Hall, Richelieu Blvd., Richelieu, county of Rouville, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, July 5, 1967, for the purchase of an issue of \$108,000 of bonds for the village of Richelieu, county of Rouville, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 171 — \$16,500 — roads, etc.; 172 — \$21,500 — aqueduct and sewers; 180 — \$40,000 — purchase of a fire truck; 184 — \$30,000 — construction of a fire station.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$108,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968.....	\$7,000
August 1, 1969.....	7,000
August 1, 1970.....	7,000
August 1, 1971.....	7,000
August 1, 1972.....	3,500
August 1, 1973.....	4,000
August 1, 1974.....	4,000
August 1, 1975.....	4,000
August 1, 1976.....	5,000
August 1, 1977.....	5,500
August 1, 1978.....	5,500
August 1, 1979.....	5,500
August 1, 1980.....	5,500
August 1, 1981.....	6,000
August 1, 1982.....	6,500
August 1, 1983.....	4,500
August 1, 1984.....	4,500
August 1, 1985.....	4,500
August 1, 1986.....	5,500
August 1, 1987.....	6,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Marieville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 5 juillet 1967, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, boul. Richelieu, Richelieu, comté de Rouville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richelieu, (Comté de Rouville), ce 9 juin 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
JEAN PAYMENT.

Hôtel de Ville, boul. Richelieu,  
Richelieu, (Rouville), P.Q.  
Téléphone: 658-1157, code 514. 20132-0

**Ville de Terrebonne**  
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Jacques Lauzon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 775, rue St-Jean-Baptiste, C.P. 60, Terrebonne, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 6 juillet 1967, pour l'achat de \$171,000 d'obligations de la ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7% payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 726 — \$98,000 — aqueduc et égouts; 737 — \$40,300 — aqueduc et égouts; 746 — \$26,000 — éclairage; 748 — \$6,700 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$171,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968.....	\$ 4,500
1er août 1969.....	5,000
1er août 1970.....	5,000
1er août 1971.....	5,500
1er août 1972.....	6,000
1er août 1973.....	6,000
1er août 1974.....	7,000
1er août 1975.....	7,000
1er août 1976.....	8,000
1er août 1977.....	8,000
1er août 1978.....	8,500
1er août 1979.....	8,500
1er août 1980.....	9,500
1er août 1981.....	10,000
1er août 1982.....	10,500
1er août 1983.....	11,000
1er août 1984.....	12,000
1er août 1985.....	12,500
1er août 1986.....	13,000
1er août 1987.....	13,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, July 5, 1967, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, Richelieu Blvd., Richelieu, county of Rouville, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Richelieu, (County of Rouville), June 9, 1967.

JEAN PAYMENT,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, Richelieu Blvd.,  
Richelieu, (Rouville), P.Q.  
Telephone: 658-1157, code 514. 20132

**Town of Terrebonne**  
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Jacques Lauzon, secretary-treasurer, Town Hall, 775 St-Jean-Baptiste Street, P.O. Box 60, Terrebonne, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, July 6, 1967, for the purchase of an issue of \$171,000 of bonds for the town of Terrebonne, county of Terrebonne, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 726 — \$98,000 — aqueduct and sewers; 737 — \$40,300 — aqueduct and sewers; 746 — \$26,000 — lighting; 748 — \$6,700 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$171,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968.....	\$ 4,500
August 1, 1969.....	5,000
August 1, 1970.....	5,000
August 1, 1971.....	5,500
August 1, 1972.....	6,000
August 1, 1973.....	6,000
August 1, 1974.....	7,000
August 1, 1975.....	7,000
August 1, 1976.....	8,000
August 1, 1977.....	8,000
August 1, 1978.....	8,500
August 1, 1979.....	8,500
August 1, 1980.....	9,500
August 1, 1981.....	10,000
August 1, 1982.....	10,500
August 1, 1983.....	11,000
August 1, 1984.....	12,000
August 1, 1985.....	12,500
August 1, 1986.....	13,000
August 1, 1987.....	13,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 6 juillet 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 775, rue St-Jean-Baptiste, C.P. 60, Terrebonne, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Terrebonne, (Comté de Terrebonne), ce 9 juin 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*

JEAN-JACQUES LAUZON.

Hôtel de Ville, 775, rue St-Jean-Baptiste,

C.P. 60, Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 666-4123, code 514. 20145-0

### Ville de Bécancour

Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me André Villeneuve, greffier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, R.R. No 3, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., et par après, jusqu'à 8 heures du soir, Salle Paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., mardi, le 4 juillet 1967, pour l'achat de \$450,000 d'obligations de la Ville de Bécancour, comté de Nicolet, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 12 — \$450,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$450,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968	\$ 2,000
1er août 1969	3,000
1er août 1970	3,000
1er août 1971	3,000
1er août 1972	3,000
1er août 1973	3,000
1er août 1974	3,000
1er août 1975	4,000
1er août 1976	4,000
1er août 1977	4,000
1er août 1978	4,000
1er août 1979	5,000
1er août 1980	5,000
1er août 1981	5,000
1er août 1982	6,000
1er août 1983	6,000
1er août 1984	7,000
1er août 1985	7,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, July 6, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 775 St-Jean-Baptiste Street, P.O. Box 60, Terrebonne, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Terrebonne, (County of Terrebonne), June 9, 1967.

JEAN-JACQUES LAUZON.

*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 775 St-Jean-Baptiste Street,

P.O. Box 60, Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.

Telephone: 666-4123, code 514. 20145

### Town of Bécancour

County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me André Villeneuve, Town Clerk, until 5:00 p.m., Town Hall, R.R. No. 3, Bécancour, county of Nicolet, P.Q. and afterwards until 8:00 o'clock p.m., Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., Tuesday, July 4, 1967, for the purchase of an issue of \$450,000 of bonds for the Town of Bécancour, county of Nicolet, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 12 — \$450,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$450,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968	\$ 2,000
August 1, 1969	3,000
August 1, 1970	3,000
August 1, 1971	3,000
August 1, 1972	3,000
August 1, 1973	3,000
August 1, 1974	3,000
August 1, 1975	4,000
August 1, 1976	4,000
August 1, 1977	4,000
August 1, 1978	4,000
August 1, 1979	5,000
August 1, 1980	5,000
August 1, 1981	5,000
August 1, 1982	6,000
August 1, 1983	6,000
August 1, 1984	7,000
August 1, 1985	7,000

1er août 1986.....	\$ 7,000
1er août 1987.....	366,000

August 1, 1986.....	\$ 7,000
August 1, 1987.....	366,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gentilly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 juillet 1967, à 8 heures du soir, Salle Paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bécancour, (Comté de Nicolet), ce 12 juin 1967.

*Le Greffier,*

ME ANDRÉ VILLENEUVE.

Hôtel de Ville, R.R. No 3,

Bécancour (Nicolet), P.Q.

Téléphone: 294-2911, code 819. 20146-0

**Ville de Berthierville**

Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Bayeur, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 588, rue Montcalm, Berthierville, comté de Berthier, P.Q., et par après, jusqu'à 5 heures du soir, Palais de Justice, 180, rue Champlain, Berthierville, comté de Berthier, P.Q., mercredi, le 5 juillet 1967, pour l'achat de \$514,000 d'obligations de la ville de Berthierville, comté de Berthier, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 365 — \$86,400 — aménager l'Hôtel de Ville; 369 — \$145,600 — aqueduc et égouts; 370 — \$172,000 — aqueduc; 384 — \$110,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$514,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968.....	\$20,000
1er août 1969.....	20,000
1er août 1970.....	21,000
1er août 1971.....	21,000
1er août 1972.....	22,000
1er août 1973.....	23,000
1er août 1974.....	23,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gentilly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 4, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bécancour, (County of Nicolet), June 12, 1967.

ME ANDRÉ VILLENEUVE.

*Town Clerk.*

Town Hall, R.R. No. 3,

Bécancour, (Nicolet), P.Q.

Téléphone: 294-2911, code 819. 20146

**Town of Berthierville**

County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Bayeur, secretary-treasurer, until 4:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 588 Montcalm Street, Berthierville, county of Berthier, P.Q., and after until 5:00 o'clock p.m., at the Court House, 180 Champlain Street, Berthierville, county of Berthier, P.Q., Wednesday, July 5, 1967, for the purchase of an issue of \$514,000 of bonds for the town of Berthierville, county of Berthier, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 365 — \$86,400 — arrangement of the Town Hall; 369 — \$145,600 — aqueduct and sewers; 370 — \$172,000 — aqueduct; 384 — \$110,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$514,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968.....	\$20,000
August 1, 1969.....	20,000
August 1, 1970.....	21,000
August 1, 1971.....	21,000
August 1, 1972.....	22,000
August 1, 1973.....	23,000
August 1, 1974.....	23,000

1er août 1975.....	\$24,000
1er août 1976.....	24,000
1er août 1977.....	25,000
1er août 1978.....	26,000
1er août 1979.....	27,000
1er août 1980.....	27,000
1er août 1981.....	28,000
1er août 1982.....	29,000
1er août 1983.....	30,000
1er août 1984.....	32,000
1er août 1985.....	33,000
1er août 1986.....	34,000
1er août 1987.....	25,000

August 1, 1975.....	\$24,000
August 1, 1976.....	24,000
August 1, 1977.....	25,000
August 1, 1978.....	26,000
August 1, 1979.....	27,000
August 1, 1980.....	27,000
August 1, 1981.....	28,000
August 1, 1982.....	29,000
August 1, 1983.....	30,000
August 1, 1984.....	32,000
August 1, 1985.....	33,000
August 1, 1986.....	34,000
August 1, 1987.....	25,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Berthierville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 5 juillet 1967, à 5 heures du soir, Palais de Justice, 180, rue Champlain, Berthierville, comté de Berthier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Berthierville, (Comté de Berthier), ce 9 juin 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*

RENÉ BAYEUR.

Hôtel de Ville, 588, rue Montcalm, C.P. 269,

Berthierville, (Berthier), P.Q.

Téléphone: 836-3786, code 514. 20147-0

**Ville de Duberger**  
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Paul-Henri Gauvin, greffier, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Duberger, (Québec 8), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 juillet 1967, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de St-Sauveur, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 105 — \$112,500 — renouvellement; 263 — \$80,000 — aqueduc et égouts; 263-A — \$15,000 — voirie; 273 — \$8,500 — aqueduc, égouts, voirie; 293 — \$3,000 — voirie; 299 — \$14,000 aqueduc, égouts; 300 — \$8,000 — aqueduc et égouts; 301 — \$34,000 — achat terrain et bâtisses, aménagement et équipement; 302 — \$25,000 — frais de renouvellement.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Berthierville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, July 5, 1967, at 5:00 o'clock p.m., at the Court House, 180 Champlain Street, Berthierville, county of Berthier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Berthierville, (County of Berthier), June 9, 1967.

RENÉ BAYEUR.

*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 588 Montcalm Street, P.O. Box 269,

Berthierville, (Berthier), P.Q.

Telephone: 836-3786, code 514. 20147

**Town of Duberger**  
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-Henri Gauvin, town clerk, Town Hall, 67 Central North Blvd., Duberger, (Quebec 8), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 4, 1967, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the town of Duberger, county of St-Sauveur, dated June 1, 1967, and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 105 — \$112,500 — renewal; 263 — \$80,000 — aqueduct and sewers; 263-A — \$15,000 — roads; 273 — \$8,500 — aqueduct, sewers, roads; 293 — \$3,000 — roads; 299 — \$14,000 — aqueduct, sewers; 300 — \$8,000 — aqueduct and sewers; 301 — \$34,000 — purchase of terrain and buildings, arrangement and equipment; 302 — \$25,000 — renewal costs.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1967.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Année	Capital
1er juin 1968	\$14,000
1er juin 1969	15,000
1er juin 1970	16,000
1er juin 1971	16,000
1er juin 1972	17,000
1er juin 1973	18,000
1er juin 1974	19,000
1er juin 1975	20,000
1er juin 1976	21,000
1er juin 1977	21,000
1er juin 1978	8,000
1er juin 1979	10,000
1er juin 1980	10,000
1er juin 1981	10,000
1er juin 1982	11,000
1er juin 1983	11,000
1er juin 1984	12,000
1er juin 1985	13,000
1er juin 1986	13,000
1er juin 1987	25,000

Year	Capital
June 1, 1968	\$14,000
June 1, 1969	15,000
June 1, 1970	16,000
June 1, 1971	16,000
June 1, 1972	17,000
June 1, 1973	18,000
June 1, 1974	19,000
June 1, 1975	20,000
June 1, 1976	21,000
June 1, 1977	21,000
June 1, 1978	8,000
June 1, 1979	10,000
June 1, 1980	10,000
June 1, 1981	10,000
June 1, 1982	11,000
June 1, 1983	11,000
June 1, 1984	12,000
June 1, 1985	13,000
June 1, 1986	13,000
June 1, 1987	25,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 juillet 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Duberger, (Québec 8), P.Q.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 4, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 67 Central North Blvd., Duberger, (Quebec 8), P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duberger, (Comté de St-Sauveur), ce 13 juin 1967.

Duberger, (County of St-Sauveur), June 13, 1967.

*Le Greffier,*  
**PAUL-HENRI GAUVIN.**

Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord,  
Duberger (Québec 8), P.Q.  
Téléphone: 681-6007, code 418. 20148-o

**PAUL-HENRI GAUVIN,**  
*Town Clerk.*

Town Hall, 67 Central North Blvd.,  
Duberger (Quebec 8), P.Q.  
Telephone: 681-6007, code 418. 20148

## Arrêté en Conseil

## Order in Council

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

### Order in Council Executive Council Chamber

Numéro 1548

Number 1548

Québec, le 14 juin 1967.

Québec, June 14, 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications à la Section « F » (Installations de réfrigération) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

CONCERNING amendments to Section "F" (Refrigeration Installations) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montréal district.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « F » (Installations de réfrigération) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ladite Section « F » comme suit:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 avril 1967;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section « F », dudit décret numéro 613, soit modifiée de la façon suivante:

1<sup>o</sup> Le titre actuel de la Section « F », lequel se lit « Section « F » Dispositions particulières concernant les installations de réfrigération » est remplacé par le suivant:

« SECTION « F »

*Dispositions particulières concernant les frigoristes*

TITRE I

*Conditions de travail*

2<sup>o</sup> Le paragraphe « c » de l'article 13 de la Section « F » (Titre I) est biffé.

3<sup>o</sup> Le Titre II suivant est ajouté à ladite Section « F »:

« TITRE II

*Sécurité Sociale*

CHAPITRE I

*Régime d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'indemnité de salaire*

PARTIE I

*Interprétation*

*Article 1:* Dans le présent titre et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

*Association:* Ce mot désigne « l'Association de la Construction de Montréal (sous-section Réfrigération) ».

*Assureur:* Ce mot désigne toute société ou compagnie d'assurance-vie détenant un certificat d'enregistrement et un permis émis par le Ministre des Finances.

*Bénéficiaire:* Ce mot désigne toute personne visée de temps à autre dans un avis écrit au conseil d'administration de la fiducie par un employé ou ancien employé aux fins de recevoir les prestations, s'il y en a, en vertu du régime de bien-être à l'occasion du décès de l'employé ou de l'ancien employé. Si l'employé ou ancien employé ne désigne aucune personne ou si la personne qu'il désigne décède avant lui, le bénéficiaire doit être la succession de l'employé ou de l'ancien employé.

*Cotisation:* Ce mot désigne le montant d'argent reçu par le comité paritaire en vue de constituer le fonds de bien-être. Cette définition n'inclut pas les montants d'argent recevables mais non reçus par le comité paritaire.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "F" (Refrigeration Installations) of Decree number 613 of April 6, 1962, and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal District) have petitioned the Minister of Labour to amend the said Section "F" as follows:

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of April 29, 1967;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Section "F" of the said Decree number 613 be amended as follows:

1. Section "F" whose heading now reads "Section "F" — *Special provisions covering refrigeration installations*", is replaced by the following:

"SECTION "F"

*Special provisions covering refrigeration mechanics.*

TITLE I

*Working Conditions*

2. Subsection "c", article 13, Section "F" (Title I) is abrogated.

3. The following Title II is added to said Section "F":

"TITLE II

*Social Security*

CHAPTER I

*Life insurance, sickness insurance and time-loss insurance plan*

PART I

*Interpretation*

*Article 1:* In this Title and its application, unless the context requires otherwise,

"association" means "The Montréal Construction Association (Refrigeration subsection)";

"underwriter" means any life-insurance company holding a registration certificate and permit issued by the Minister of Finance;

"beneficiary" means any person designated by written notice to the Board of Trustees by an employee or former employee to receive benefits, if any, under the welfare plan in the event of the death of the employee or former employee. If the employee or former employee designates no one or if the person designated pre-deceases the employee or former employee, the estate of the employee or former employee shall be the beneficiary;

"assessment" means the amount of money received by the Joint Committee for the purposes of establishing a welfare fund. This definition excludes any amount of money receivable but not received by the Joint Committee;

**Comité paritaire:** Cette expression désigne le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal.

**Conseil d'administration de la fiducie:** Cette expression désigne le conseil d'administration nommé conformément à la partie 4 du chapitre II du présent titre.

**Dépendant:** Ce mot désigne le dépendant protégé, défini à l'article 44 de la présente section (Titre II).

**Employé:** Ce mot désigne tout employé soumis au champ d'application professionnel défini à l'article 1 du Titre I de la présente section.

Toutefois, tout employeur assujéti à la présente section et chacun de ses employés peuvent, de consentement unanime, se soumettre aux obligations imposées par le présent titre, et jouir des avantages qu'il comporte, même si lesdits employés exécutent des travaux non couverts par le champ d'application territorial ou professionnel établi aux présentes, si le conseil d'administration de la Fiducie accepte la participation volontaire desdits employeurs et desdits employés.

**Employeur:** Ce mot désigne tout employeur qui a des employés dont le travail est visé par le champ d'application territorial de l'article 1 du présent et dans le champ d'application professionnel de l'article 1 de la présente section (Titre I).

**Expert conseil:** Cette expression désigne l'expert-conseil dont les services sont retenus par le conseil d'administration de la fiducie prévu à l'article 39 (i) de la présente section (Titre II).

**Fonds de bien-être:** Ces mots désignent le fonds créé en vertu de l'article 2 de la Partie 2 du présent Titre.

**Heures de travail:** Ces mots désignent toute heure où l'employé est effectivement au travail indépendamment du taux payé.

**Parties contractantes:** Ces mots désignent « L'Association de la Construction de Montréal (sous-section Réfrigération) » et « United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796 ».

**Prestations de bien-être:** Ces mots désignent les prestations établies dans le Chapitre III du présent titre.

**Régime de bien-être:** Cette expression désigne le régime qui prévoit les prestations d'assurance-vie, accident et maladie établi au Chapitre III du présent titre et administré par le conseil d'administration de la fiducie conformément à tout acte signé à cet effet par le comité paritaire.

**Représentant des employeurs:** Ces mots désignent toute personne nommée par le comité paritaire pour représenter les employeurs au conseil d'administration de la fiducie conformément à l'article 15, et ses successeurs.

**Représentant du syndicat:** Ces mots désignent toute personne nommée par le comité paritaire pour représenter les employés au conseil d'administration de la fiducie conformément à l'article 16 de la Partie 4, et ses successeurs.

**Section « F » ou présente section:** Ces expressions désignent la Section « F » (Frigoristes) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région de Montréal (numéro 613 en date du 6 avril 1962 et amendements).

**Syndicat:** Ce mot désigne « The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796 ».

**“joint committee”** means the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montréal;

**“Board of Trustees”** means the Board of Trustees appointed in accordance with Part 4, chapter II of this Title;

**“dependent”** means the covered dependent, as defined in Article 44 of this section (Title II);

**“employee”** means any employee subject to the professional jurisdiction defined in article 1, Title I of this section.

However, every employer and every employee subject to this section may, by unanimous consent, comply with and benefit by the provisions of this Title even if the said employees perform work outside the territorial or professional jurisdiction herein set forth, providing the Board of Trustees accepts the voluntary participation of such employers and employees;

**“employer”** means any employer of employees whose work is covered by the territorial jurisdiction of article 1 of this decree and within the professional jurisdiction of article 1 of this section (Title I);

**“special consultant”** means the special consultant hired by the Board of Trustees, as provided for in article 39 (i) of this section (Title II);

**“welfare fund”** means the fund set up under article 2, Part 2 of this Title;

**“hours of work”** means all hours actually worked by the employee, regardless of the rate paid;

**“contracting parties”** means “The Montréal Construction Association (Refrigeration subsection)” and “The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, local 796”;

**“welfare benefits”** means the benefits provided for in Chapter III of this Title;

**“welfare plan”** means the plan providing life, accident and sickness benefits set forth in Chapter III of this Title and administered by the Board of Trustees, in pursuance of any pertinent agreement signed by the Joint Committee;

**“employers’ representative”** means any person or his successors appointed by the Joint Committee to represent employers on the Board of Trustees, pursuant to article 15;

**“union representatives”** means any person or his successors appointed by the Joint Committee to represent employees on the Board of Trustees, pursuant to article 16, Part 4;

**“Section ‘F’ or this section”** means Section ‘F’ (Refrigeration Mechanics) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montréal District (number 613, dated April 6, 1962, and amendments);

**“union”** means “The United Association of Journeyman and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, local 796”.

## PARTIE 2

## Fonds de bien-être

*Article 2:* Un fonds de bien-être connu sous le nom de fonds de bien-être des frigoristes de Montréal est par les présentes créé pour pourvoir à des prestations de bien-être incluant une assurance-vie, accident et maladie pour les frigoristes de la région de Montréal. Les cotisations visant à créer ce fonds sont exigibles depuis le premier janvier 1967.

*Article 3:* Le comité paritaire est par les présentes désigné comme l'organisme qui doit recevoir les cotisations (contributions) des employeurs et des employés.

## PARTIE 3

## Cotisations (contributions)

*Article 4:* À partir du premier jour de janvier 1967, tout employeur d'employés doit déduire du salaire gagné par chacun de ses employés la somme de 5¢ pour chaque heure de travail accomplie par chacun d'eux. Cette déduction constituera la cotisation des employés au fonds de bien-être. Tout employeur doit verser dans le fonds de bien-être pour chacun de ses employés la somme de 5¢ pour chaque heure de travail accomplie par chacun d'eux.

*Article 5:* Tout employeur doit, avant le quinzième (15<sup>e</sup>) jour de chaque mois, remettre au comité paritaire un montant d'argent égal à la somme des cotisations déduites du salaire des employés pendant le mois précédent avec en plus les contributions de l'employeur qui y correspondent.

*Article 6:* Si un employeur, contrairement à l'article 5 des présentes, fait défaut de remettre les cotisations au comité paritaire, ce dernier a le droit de poursuivre ledit employeur en justice pour recouvrer les cotisations au nom des employés ainsi que toute pénalité encourue par ledit employeur à la suite de son défaut. Ces poursuites doivent être exercées conformément à l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective.

*Article 7:* Aucun employeur ne peut se libérer de son obligation de remettre ses contributions au comité paritaire en payant directement lesdites contributions à l'employé.

Toute entente contraire qui aurait pour effet d'accorder à un employé des conditions différentes de celles qui sont décrites dans le présent Titre II ou qui leur sont inférieures est nulle et non avenue.

*Article 8:* Tout employé doit déclarer au comité paritaire son nom, sa date de naissance, son numéro d'assurance sociale, son statut matrimonial, le nombre d'enfants qui dépendent de lui, au sens de l'article 44, son métier ou emploi, la date à laquelle il fournit ces renseignements. Il doit aussi informer le comité paritaire de tout changement subséquent des faits allégués dans sa déclaration originale.

*Article 9:* Le conseil d'administration de la fiduciaire, par l'intermédiaire de l'expert conseil, doit mettre à la disposition des employeurs des formules à cette fin, et tout employeur doit en remettre à chaque employé.

Toutefois, le manque de formules ne libère pas l'employé de son obligation de s'identifier par écrit au comité paritaire.

*Article 10:* Tout employeur doit:

a) indiquer sur chaque liste de paye le montant de la cotisation au fonds de bien-être précompté sur le salaire de chaque employé pour la période couverte par ladite liste de paye;

## PART 2

## Welfare Fund

*Article 2:* A welfare fund known as "The Montréal Refrigeration Mechanics' Welfare Fund" is hereby set up to provide welfare benefits covering life, accident and sickness insurance for the refrigeration mechanics in the Montréal region. Assessments towards this fund are due since January 1, 1967.

*Article 3:* The Joint Committee is hereby designated as the body to receive assessments (contributions) from employers and employees.

## PART 3

## Assessments (Contributions)

*Article 4:* From the first of January 1967, every employer of employees shall deduct from the wages earned by each of his employees the sum of 5¢ for each hour worked by each employee. This deduction shall constitute the employee contributions to the welfare fund. Every employer shall contribute to the welfare fund for each of his employees the sum of 5¢ for each hour worked by each employee.

*Article 5:* Every employer shall pay to the Joint Committee before the fifteenth (15<sup>th</sup>) of each month the aggregate of the assessments deducted from the employees' wages during the previous month plus the employers' assessments corresponding thereto.

*Article 6:* If an employer, in violation of article 5, fails to remit the assessments to the Joint Committee, this committee shall have the right to sue the employer and recover the assessments on behalf of his employees, together with the penalty as a recourse exercisable under section 20 of the Collective Agreement Decrees Act.

*Article 7:* No employer may acquit himself by any direct payment of money to the employee in lieu of remitting the assessments to the Joint Committee.

Any contrary agreement granting an employee conditions different from or less favorable than those set forth in the present Title II shall be null and void.

*Article 8:* Every employee shall notify the Joint Committee of his name; the date of his birth; his social insurance number; his marital status; the number of his dependent children, as defined under article 44; his trade or occupation; the date on which he gives this information. He shall notify the Joint Committee in the event changes occur since the original statement.

*Article 9:* The Board of Trustees, through the special consultant, shall make forms available for this purpose and every employer shall supply such forms to each employee.

However, a lack of such form does not relieve the employee of his obligation to identify himself in writing to the Joint Committee.

*Article 10:* Every employer shall:

(a) show on each payroll the amount of money deducted for the welfare fund from each employee's wages for the period covered by the said payroll;

b) fournir avec chaque versement de cotisation au fonds de bien-être une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paye originale mentionnant:

1. le nom et l'adresse de l'employeur,
2. la période de paye couverte par sa déclaration,
3. le nom de famille et le prénom usuel de chaque employé,
4. le numéro d'assurance sociale de chaque employé ou, si ce numéro n'est pas disponible, son lieu de résidence,
5. le montant des contributions de l'employeur au fonds de bien-être pour le compte de chaque employé en regard de la période couverte par ladite liste de paye,
6. le total de ces montants,
7. une attestation écrite de l'exactitude et de la véracité des renseignements fournis, signée par l'employeur lui-même ou son représentant autorisé.

*Article 11:* Le conseil d'administration de la fiducie, par l'intermédiaire de l'expert conseil, doit fournir sur demande à chaque employeur les formules appropriées sur lesquelles les présents renseignements doivent être inscrits et, si les listes produites par un employeur sont trouvées insuffisantes, le comité paritaire peut ordonner à cet employeur de remplir les formules spécialement préparées à cet effet.

*Article 12:* L'expert conseil doit:

a) tenir à Montréal un registre mentionnant pour chaque employé:

1. les renseignements fournis par chaque employé visé à l'article 8,
2. le nom et l'adresse de l'employeur ou des employeurs qui ont versé des contributions pour le compte de chaque employé,
3. le montant de ces contributions, la date de leur réception ou la date de la dernière paye à compter de laquelle elles se sont accumulées ou les deux à la fois;

b) prendre les mesures qu'il juge appropriées afin de percevoir de l'employeur les contributions qui deviennent dues au fonds de bien-être pour le compte de l'employé.

## CHAPITRE II

### PARTIE 4

#### Les Fiduciaires

*Article 13:* Le comité paritaire procédera à la création d'un conseil d'administration de la fiducie et à la nomination des représentants des employeurs et du syndicat en conformité de la procédure établie aux articles 15 et 16 ci-après.

*Article 14:* Le conseil d'administration de la fiducie se compose de six (6) membres, dont trois (3) sont des représentants du syndicat et trois (3) sont des représentants des employeurs.

*Article 15:* Chaque représentant des employeurs doit être nommé par le comité paritaire conformément à la procédure suivante:

les trois (3) représentants des employeurs doivent être désignés par l'Association qui doit remettre au comité paritaire un certificat de désignation attesté par un membre autorisé de son bureau.

*Article 16:* Chaque représentant du syndicat doit être nommé par le comité paritaire conformément à la procédure suivante:

les trois (3) représentants du syndicat doivent être désignés par le syndicat qui doit remettre au comité paritaire un certificat de désignation attesté par un membre autorisé de son bureau.

(b) furnish with each payment of contributions to the welfare fund, a statement with an extract from or a duplicate of the actual payroll showing:

1. the name and address of the employer;
2. the pay period covered by the statement;
3. the family name and the usual first name of each employee;
4. the social insurance number of each employee or, if this is not available, his place of residence;
5. the amount of the employer's contributions to the Welfare Fund in respect of each employee for the period covered by the said payroll;
6. the aggregate of such amounts.
7. the signature of a authorized representative of the employer or of the employer himself attesting the accuracy of the information so shown.

*Article 11:* The Board of Trustees, through the special consultant, shall supply to each employer, on request, forms for reporting such information and may, if it deems that the statement produced by the employer is unsatisfactory, direct that the employer complete such forms supplied by it.

*Article 12:* The special consultant shall:

(a) maintain records in Montréal showing in respect of each employee:

1. the information given by every employee governed by article 8;
2. the name and address of the employer or employers who paid assessments on behalf of each employee;
3. the amount of such assessments and the date of their receipt and (or) the concluding date of the pay period from which they accrued.

(b) take steps deemed appropriate to collect from the employer the assessments that may become due to the welfare fund on behalf of the employee.

## CHAPTER II

### PART 4

#### The Trustees

*Article 13:* The Joint Committee shall proceed with the creation of a Board of Trustees and the appointment of employers' and union representatives according to the procedure established in articles 15 and 16 hereafter.

*Article 14:* The Board of Trustees shall consist of six (6) members; three shall be union representatives and three shall be employers' representatives.

*Article 15:* Each employers' representative shall be appointed according to the following procedure:

the three employers' representatives shall be designated by the association. A certificate of designation certified by a duly-authorized officer of the Association shall be filed with the Joint Committee.

*Article 16:* Each union representative shall be appointed according to the following procedure:

the three union representatives shall be designated by the union. A certificate of designation certified by a duly-authorized officer of the union shall be filed with the Joint Committee.

*Article 17: a)* Le comité paritaire doit, à ses assemblées régulières, nommer les représentants ainsi désignés et les informer officiellement de leur nomination.

*b)* Chaque représentant ainsi désigné et nommé entre en fonction à partir de la date de sa nomination par le comité paritaire.

*c)* Chaque représentant et chaque substitut doit remplir ses fonctions jusqu'à sa démission, son décès, ou sa destitution, tel que prévu ci-après.

*Article 18:* Un représentant peut démissionner et être complètement libéré de toute charge ou responsabilité future prévue aux présentes en remettant un avis de démission au conseil d'administration de la fiducie et en avisant par écrit la partie contractante qui l'a désigné. Un tel avis doit mentionner la date à laquelle la démission prendra effet, et toute telle démission prendra effet à ladite date, à moins qu'un successeur ait préalablement été nommé conformément aux dispositions de l'article 15 ou de l'article 16 du présent titre.

*Article 19: a)* Tout fiduciaire qui est représentant du syndicat doit être démis de ses fonctions en tout temps avec motif à l'appui, sur la recommandation de ce dernier. Un membre dûment autorisé du bureau syndical doit envoyer sous pli recommandé aux fiduciaires, un avis certifié de la recommandation de démettre un représentant du syndicat expliquant en détail le motif de la destitution.

*b)* Tout fiduciaire qui est un représentant des employeurs doit être destitué en tout temps avec motif à l'appui, sur la recommandation des employeurs. Un membre dûment autorisé du bureau de l'association doit envoyer sous pli recommandé aux fiduciaires, un avis certifié de la recommandation de destituer un représentant des employeurs expliquant en détail le motif de la destitution.

*Article 20:* Si un fiduciaire qui est un représentant du syndicat décède, démissionne ou est destitué, un substitut doit lui être nommé immédiatement conformément à l'article 16 pour combler la vacance ainsi créée, au moyen d'un document écrit et signé par le syndicat et livré au conseil d'administration de la fiducie. Si un fiduciaire qui est un représentant des employeurs décède, démissionne ou est destitué, un substitut doit lui être nommé immédiatement conformément à l'article 15 pour combler la vacance ainsi créée au moyen d'un document écrit et signé par les fiduciaires représentants des employeurs qui restent, s'il reste au moins deux tels fiduciaires en fonction, ou, si ce n'est pas le cas, par deux membres autorisés du bureau des employeurs et livré au conseil d'administration de la fiducie. Si un substitut qui doit représenter les employeurs n'est pas ainsi nommé dans les trente jours pour combler la vacance ainsi créée, deux employeurs ou plus peuvent alors faire une requête à la Cour Supérieure du district de Montréal ou à tout juge de ladite Cour, pour demander la désignation d'un tel fiduciaire. La Cour ou le juge de ladite Cour peut entendre cette requête sur avis donné aux autres employeurs et aux autres fiduciaires restants qui sont des représentants des employeurs. Un représentant successeur est investi immédiatement des mêmes droits et des mêmes obligations que les membres restants du conseil d'administration de la fiducie.

*Article 17: (a)* At its regular meetings, the Joint Committee shall appoint the representatives so designated and inform them officially of their appointment.

*(b)* Each representative so designated and appointed shall take office from the date he is appointed by the Joint Committee.

*(c)* Each representative and each successor representative shall serve until his resignation, death or removal as hereinafter provided.

*Article 18:* A representative may resign and be fully discharged from all future duty or responsibility hereunder by filing a notice of resignation with the Board of Trustees and giving notice in writing to the contracting party that designated him. Said notice shall state the date on which the resignation shall take effect, and such resignation shall take effect on the said date except if a successor-representative shall have been appointed in accordance with the provisions of articles 15 or 16 of this Title.

*Article 19: (a)* Any trustee who is a union representative shall be removed, at any time, for cause, on the recommendation of the union. A certified notice of recommendation to remove a union representative explaining the cause for removal shall be sent by Registered Mail to the trustees by a duly authorized officer of the union.

*(b)* Any trustee who is an employer representative shall be removed, at any time, for cause, on the recommendation of the employers. A certified notice of recommendation to remove the employer representative explaining the cause for removal shall be sent by Registered Mail to the trustees by a duly-authorized officer of the employers.

*Article 20:* If a trustee, who is a union representative, dies, resigns or is removed, a successor-trustee shall be appointed forthwith in accordance with article 16, to fill the vacancy so created, by a written document signed by the union and delivered to the Board of Trustees. If a trustee who is an employer representative dies, resigns or is removed, a successor trustee shall be appointed forthwith in accordance with article 15, to fill the vacancy so created by a written document signed by the union and delivered to the Board of Trustees. If a trustee who is an employer representative dies, resigns or is removed, a successor trustee shall be appointed forthwith in accordance with article 15, to fill the vacancy so created by a written document signed by the remaining trustees who are employer representatives, if there are two such trustees in office or, if this is not the case, by two authorized officers of the employers and delivered to the Board of Trustees. In the event a successor-trustee is to act as employer representative and is not so appointed within thirty days to fill the vacancy so created, then any two or more employers may petition the Superior Court for the District of Montréal, or any judge thereof, for the appointment of such trustee. The Court or judge thereof may hear such petition upon giving notice to the other employers and the other remaining trustees who are employer representatives. A successor-representative shall become vested with all the same rights and duties as the remaining members of the Board of Trustees.

Le présent titre vise à ce que le conseil d'administration de la fiducie soit en tout temps composé d'un nombre égal de représentants du syndicat et de représentants des employeurs, mais s'il y a un ou plusieurs postes vacants en attendant la désignation d'un ou de plusieurs représentants successeurs tel que prévu ci-haut, les représentants restants ont le pouvoir d'administrer pour autant que le quorum fixé à l'article 26 est respecté.

*Article 21:* Chaque représentant doit recevoir une indemnité pour ses services (jetons de présence et dépenses).

PARTIE 5

*Bureau du Conseil d'administration de la fiducie*

*Article 22:* Aussitôt que possible après leur nomination, le conseil d'administration de la fiducie doit se réunir et nommer un président et un co-président parmi les représentants.

De plus, les fiduciaires doivent nommer un secrétaire pour tenir les procès-verbaux de leurs réunions.

*Article 23:* Le terme d'office du président et du co-président doit commencer à la date de leur élection et se continuer à partir de cette date pour une période de douze (12) mois, date à laquelle le conseil d'administration de la fiducie doit procéder à l'élection de leurs successeurs.

En tout temps, l'une des deux fonctions doit être occupée par un représentant du syndicat et l'autre par un représentant des employeurs. Le premier président doit être choisi parmi les représentants délégués par le syndicat, le second président à élire doit être choisi parmi les représentants désignés par l'association.

L'ordre d'élection établi à l'alinéa précédent doit être observé par la suite pour l'élection des présidents ultérieurs.

*Article 24:* Si, pendant son mandat, un président est pour quelque raison incapable de continuer de remplir la fonction de président et démissionne de sa fonction, son substitut doit être choisi parmi les représentants de la partie contractante qui a désigné le président démissionnaire et dans un tel cas le mandat du président successeur dure jusqu'à l'expiration du mandat du président démissionnaire.

PARTIE 6

*Assemblées des fiduciaires*

*Article 25:* Les assemblées du conseil d'administration de la fiducie doivent avoir lieu à l'endroit dont peuvent convenir le président et le co-président. Elles peuvent être convoquées par ces deux personnes par un avis écrit de cinq (5) jours aux autres représentants, et peuvent être tenues en tout temps sans tel avis si tous les représentants y consentent par écrit. Deux représentants peuvent présenter par écrit au président et au co-président une demande à l'effet de convoquer une assemblée et, dans ce cas, le président et le co-président doivent convoquer une assemblée dans les dix (10) jours suivant une telle demande.

*Article 26:* À toute assemblée du conseil d'administration de la fiducie, quatre (4) représentants constituent le quorum pour la conduite des affaires, pourvu qu'il y ait à ces assemblées au moins deux (2) représentants des employeurs et au moins deux (2) représentants du syndicat.

*Article 27:* Toute décision prise par le conseil d'administration de la fiducie doit être portée

It is the intention hereof that the Board of Trustees shall at all times be composed of an equal number of union representatives and employers' representatives, but in the event of a vacancy or vacancies, until the designation of a successor-representative or representatives as herein above provided, the remaining representatives shall have the power to act as long as a quorum exists, as provided for in article 26.

*Article 21:* Each representative shall be compensated for his services (attendance fees and expenses).

PART 5

*Officers of the Board of Trustees*

*Article 22:* The Board of Trustees shall meet as promptly as possible after their appointment and elect a chairman and a co-chairman from among the representatives.

The trustees shall also appoint a secretary to keep minutes of their meetings.

*Article 23:* The term of office of the chairman and that of the co-chairman shall begin on the date of their election and continue for a period of twelve (12) months from that date, at which time the Board of Trustees shall proceed with the election of their successors.

At all times, one office shall be held by a union representative and the other by an employers' representative. The first chairman shall be chosen from among the representatives designated by the union; the second chairman to be elected shall be chosen from among the representatives designated by the association.

The order of election established in the preceding paragraph shall be observed thereafter for the election of subsequent chairmen.

*Article 24:* If, during his term of office, a chairman is for any reason unable to continue to act as chairman and resigns from office, his successor shall be chosen from among the representatives of the contracting party that designated the resigning chairman and, in that case, the term of office of the successor-chairman shall last until the expiration of the term of office of the retiring chairman.

PART 6

*Meetings of Trustees*

*Article 25:* Meetings of the Board of Trustees shall be held at a place agreed upon by the chairman and co-chairman and may be called by the said two persons upon five (5) days' written notice to the other representatives. They may be held at any time without such notice if all the representatives consent thereto in writing. Any two representatives may present a written request to the chairman and co-chairman that a meeting be called and, in this event, the chairman and co-chairman shall call a meeting within ten (10) days after such request.

*Article 26:* In all meeting of the Board of Trustees, four (4) representatives shall constitute a quorum for the transaction of business, providing there are present at such meetings at least two employers' representatives and at least two union representatives.

*Article 27:* Any decision taken by the Board of Trustees shall be entered in the minutes of the

au procès-verbal de l'assemblée à laquelle cette décision a été prise. Le secrétaire doit transmettre une copie certifiée conforme de tout procès-verbal ainsi tenu au comité paritaire au début du mois suivant.

*Article 28:* Toute mesure qui doit être prise par le conseil d'administration de la fiducie conformément à la présente entente doit l'être par vote unanime des représentants présents à l'assemblée. Chaque représentant présent a le droit d'exercer une voix.

Si une affaire présentée pour décision ne peut être décidée, elle demeure au *statu quo* pendant l'arbitrage prévu à la partie 7 des présentes.

#### PARTIE 7

##### Arbitrage

*Article 29:* Si le conseil d'administration de la fiducie ne peut pas décider d'une question ou résoudre un différend, ou si des décisions ne peuvent être prises parce que le quorum ne peut être réalisé à deux assemblées successives du conseil d'administration de la fiducie alors, et dans l'un ou l'autre cas, les fiduciaires doivent tenter de choisir un arbitre impartial qui entendra l'affaire, litige ou différend et en décidera.

*Article 30:* Si les fiduciaires ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre impartial dans les cinq (5) jours qui suivent le jour où ils ont tenté de procéder à un tel choix, la Cour Provinciale du District de Montréal doit désigner un arbitre impartial. Deux (2) représentants peuvent demander à la Cour Provinciale du District de Montréal de désigner un arbitre.

*Article 31:* L'affaire en litige doit être entendue dans les dix (10) jours de la date à laquelle l'arbitre a été choisi ou désigné.

La décision ou la sentence arbitrale doit être sans appel et lier toutes les parties et tous les intéressés. Elle doit être rendue par écrit dans les dix (10) jours ouvrables à partir de la date à laquelle l'arbitre aura reçu toute la preuve. L'arbitre, dans sa décision ou sa sentence, est lié par les dispositions du présent titre et n'a ni le pouvoir ni l'autorité d'ajouter, de soustraire, de changer ou de modifier telles dispositions.

#### PARTIE 8

##### Limitation de responsabilité

*Article 32:* Le conseil d'administration de la fiducie et les représentants des parties contractantes ne peuvent être tenus responsables d'aucune erreur de jugement ni d'aucune perte résultant de toute acte ou de toute omission dans l'administration du régime de bien-être. Ils ne peuvent être tenus responsables personnellement d'aucune obligation ou dette du conseil d'administration de la fiducie contractée par ce dernier ni de la non-exécution d'un contrat, ni de l'utilisation incorrecte d'une partie dudit fonds, ni d'aucune autre obligation résultant de l'administration ou de l'existence même du fonds. Cependant, le présent article n'a pas pour effet de soustraire les représentants ou chacun d'eux à la responsabilité, à une obligation ou à une dette qui résulte d'une action personnelle accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée.

*Article 33:* Le conseil d'administration de la fiducie et chacun des représentants doivent être complètement protégés lorsqu'ils agissent en vertu d'un écrit, certificat ou document qu'ils

meeting during which the decision was taken. At the beginning of the following month, the secretary shall forward a true certified copy of such minutes to the Joint Committee.

*Article 28:* Any action to be taken by the Board of Trustees, pursuant to this agreement, shall be by unanimous vote of the representatives present at the meeting. Each representative present shall be entitled to one vote.

In the event any matter presented for decision cannot be decided, the matter shall remain in "status quo", pending arbitration as set forth in section 7 hereof.

#### PART 7

##### Arbitration

*Article 29:* In the event the Board of Trustees cannot decide any matter or resolve any dispute or in the event decisions cannot be made because of the lack of a quorum at two successive meetings of the Board of Trustees, then, and in either of such events, the trustees shall attempt to select an impartial arbitrator to hear and determine the matter, issue or dispute.

*Article 30:* If the trustees cannot agree on an impartial arbitrator within five (5) days from the day they have attempted to select him, an impartial arbitrator shall be designated by the Provincial Court of the District of Montréal. Any two representatives may request the Provincial Court of the District of Montréal to designate an arbitrator.

*Article 31:* A hearing on the disputed matter shall be held within ten (10) days from the date the arbitrator has been selected or designated.

The decision or award of the arbitrator shall be final and binding upon all parties and persons concerned. It shall be handed down in writing within ten (10) regular working days after the arbitrator receives all the evidence. The arbitrator, in his decision or award, shall be bound by the provisions of this Title and shall not have the power or authority to add or subtract from this Title or to change or modify the provisions hereof.

#### PART 8

##### Limitation of Liability

*Article 32:* Neither the Board of Trustees nor the representatives of the contracting parties shall be liable for any error of judgment or for any loss arising out of any act or omission in the administration of the welfare fund. They shall not be personally liable for any liability or debt of the Board of Trustees contracted or incurred by the Board of Trustees nor for the non-fulfillment of any contract, nor shall they be liable for the improper application of any part of the said fund, nor for any other liability arising from the administration or existence thereof. However, nothing herein shall exempt the representatives or any one of them from any liability, obligation or debt arising from any personal act done or suffered in bad faith or through gross negligence or wilful misconduct.

*Article 33:* The Board of Trustees and each of the representatives shall be fully protected in acting upon any written document, certificate or paper believed by them to be genuine and signed

eroient authentique et signé ou présenté par la ou les personnes appropriées et ils ne sont nullement obligés de procéder à des enquêtes ou d'autrement vérifier les déclarations contenues dans un tel document, mais ils peuvent les accepter comme preuve concluante de la véracité et de l'exactitude des déclarations qui y sont contenues.

*Article 34:* Le conseil d'administration de la fiducie peut de temps à autre consulter des conseillers spéciaux et les représentants sont complètement libérés de toute responsabilité encourue s'ils agissent conformément ou à l'encontre des avis des conseillers en matière juridique et en actuariat.

*Article 35:* Aucun employeur ne sera responsable du défaut du conseil d'administration de la fiducie de procurer les prestations prévues aux présentes pour tout employé, ancien employé ou bénéficiaire, non plus que de toute faute ou négligence de ce conseil.

*Article 36:* Rien dans le présent titre ne doit être interprété comme rendant l'Association de la Construction de Montréal (sous-section Réfrigération), the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796, ou leurs représentants responsables du paiement de toute prestation prévue dans le régime de bien-être.

PARTIE 9

*Obligations et pouvoirs du conseil d'administration de la fiducie*

*Article 37:* Sous la surveillance du comité paritaire, le conseil d'administration de la fiducie doit voir à l'établissement et à la bonne marche du régime de bien-être. Il est investi de tous les droits, titres et intérêts dans le régime de bien-être pour réaliser les fins et les obligations établies aux présentes avec les restrictions qui y sont contenues.

*Article 38:* Plus spécialement, le conseil d'administration de la fiducie doit:

a) 1. recevoir du comité paritaire le montant des cotisations (contributions) prélevées et perçues et les verser au fonds prévu aux présentes;

2. faire un appel d'offres à au moins deux assureurs relativement au régime prévu aux présentes, quant à l'administration de ce régime et au placement des actifs;

3. demander, s'il y a lieu, l'avis d'experts en fiducie, en placement, en assurance-vie collective, en droit de fiducie ou d'assurance-vie et d'autres experts, selon le cas;

4. étudier les soumissions reçues conjointement avec les conseillers et experts, comme il le juge nécessaire;

5. étudier tout contrat d'assurance soumis par tout assureur.

b) 1. désigner l'assureur avec lequel le comité paritaire signera les contrats d'assurance;

2. transmettre au comité paritaire l'original et trois (3) copies de tout contrat avec l'assureur pour fins de signature. Une copie certifiée par les parties contractantes doit être transmise sans délai respectivement au Ministre du Travail, au Ministre des Finances et au Bureau du Surintendant des Assurances. Après étude, les recommandations du Surintendant des Assurances, si ce dernier le demande, devront faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé.

or presented by the proper person (s) and shall be under no obligation to investigate or inquire into any statement contained in any such record but may accept the same as conclusive evidence of the truth and accuracy of the statements therein contained.

*Article 34:* The Board of Trustees may consult with special counsel from time to time and the representatives shall be fully protected when acting, in accordance with the advice of the counsel with respect to legal and actuary matters.

*Article 35:* No employer shall be liable for the failure of the Board of Trustees to secure the benefits herein provided for any employee, former employee or beneficiary or for any default or neglect of such Board.

*Article 36:* Nothing in this Title shall be construed as making the Montréal Construction Association (Refrigeration subsection), the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796, or their representatives liable for the payment of any benefits provided in the welfare plan.

PART 9

*Duties and Powers of the Board of Trustees*

*Article 37:* Under the supervision of the Joint Committee, the Board of Trustees shall see to the setting up and proper operation of the welfare plan. It shall be vested with all rights, titles and interest in the welfare fund for the uses and duties and with the restrictions herein contained.

*Article 38:* More specially, the Board of Trustees shall:

(a) 1. receive from the Joint Committee the amount of assessments (contributions) levied and collected and shall remit same, to the fund herein provided for;

2. ask at least two underwriters for tenders respecting the plan herein provided for, as regards the administration of such plan and the investment of the assets;

3. ask, if need be, the advice of trust, investment, group life insurance, trust law or life insurance and other experts, as the case may be;

4. study the tenders received in consultation with such counsel and consultants, as they deem advisable;

5. study any insurance contract submitted by any underwriter.

(b) 1. appoint the underwriter with which the Joint Committee shall sign the insurance contracts;

2. transmit to the Joint Committee the original and three (3) copies of any insurance contract, for signing purposes. A true copy thereof, certified by the contracting parties, must be filed respectively, without delay, with the Minister of Labour, the Minister of Finance and with the office of the Superintendent of Insurance. Following study thereof, the recommendations of the Superintendent of Insurance, if he so requests, shall result in amendments to any contract herein referred to.

c) Le Surintendant des Assurances exerce une surveillance générale du fonds et de sa gestion. Le Surintendant des Assurances ou son représentant autorisé a droit de vérifier en tout temps les livres, comptes et archives concernant le fonds et, à cette fin, le conseil d'administration de la fiducie ou son expert conseil et leurs membres et les employés doivent lui donner accès à ces livres, comptes et archives et lui fournir tout renseignement qu'il requiert. Chaque année, avant le 1er mars, et chaque fois que le Surintendant le demande, le conseil d'administration de la fiducie ou son expert conseil doit lui faire rapport de l'état du fonds, des recettes, déboursés, et des sommes versées à la suite de réclamations d'assurances, y compris tout autre renseignement que le surintendant exige.

*Article 39: Le conseil d'administration de la fiducie a le pouvoir:*

a) de déterminer de façon finale les droits de tout employé ou ancien employé et de tout bénéficiaire aux prestations en tant que participant au fonds de bien-être.

b) de déterminer la forme et les normes de tout contrat de façon à assurer la réalisation des buts du régime.

c) de passer tout contrat et entente aux fins de l'exécution des dispositions du Chapitre III du présent titre et d'assurer le fonctionnement convenable du régime, à l'exception de tout contrat qui doit être signé par le comité paritaire.

d) d'interpréter toutes les dispositions ou termes ambigus ou douteux des dispositions des chapitres II et III du présent titre; toute interprétation donnée de bonne foi par le conseil d'administration de la fiducie liera tous les intéressés.

e) d'employer tout agent responsable et conseiller le personnel d'administration, de bureaux et de secrétariat et les autres employés dont les services peuvent être nécessaires pour l'administration courante du fonds et la bonne marche des régimes d'assurance-groupe.

f) d'autoriser l'un ou l'autre de ses agents ou employés à le représenter dans l'exécution ou la mise en oeuvre de toute obligation qui relève dudit conseil.

g) d'établir tout règlement pour son fonctionnement interne et l'exercice des devoirs, obligations et droits qui lui sont dévolus aux termes de la Loi des décrets de convention collective et du présent titre.

h) de louer ou d'acheter des bureaux administratifs, de l'ameublement, des fournitures et autres choses essentielles à l'administration du régime de bien-être.

i) de s'adjoindre les services de conseillers dont l'avis est jugé nécessaire ou utile pour l'aider à établir et à administrer de façon adéquate le fonds et le régime.

j) d'utiliser les actifs du fonds de bien-être aux fins suivantes:

1. s'assurer du paiement des prestations prévues aux termes du régime.

2. payer les primes aux assureurs.

3. payer toutes les dépenses encourues par l'établissement, l'organisation et la gestion du régime de bien-être.

4. payer toute dépense raisonnable et nécessaire, salaires, frais et honoraires encourus par le conseil d'administration de la fiducie en raison du maintien, du fonctionnement et de la gestion du régime de bien-être.

5. payer toute taxe personnelle et immobilière, impôt et autres taxes ou cotisations de tous genres

(c) The Superintendent of Insurance exercises a general supervision over the Fund and its administration. The Superintendent of Insurance or his authorized representative may at any time check the books, accounts and records concerned with the fund and, for that purpose, the Board of Trustees or its special consultant and their members and employees shall give him access to their books, accounts and records and give him any information which he may require. Each year before March 1, and each time the Superintendent so requests, the Board of Trustees or its special consultant shall make him a report on the state of the Fund, on their receipts, their disbursements, the benefits paid and the sums paid following insurance claims including any other information which the Superintendent may require.

*Article 39: The Board of Trustees has the power:*

(a) to determine finally the rights of any employee or former employee and of any beneficiary to benefits as participant to the welfare fund;

(b) to determine the form and standards of any contract in order to ensure the implementation of the plan's objectives;

(c) to enter into any contract and agreement for the purpose of carrying out the provisions of Chapter III of this Title and for the proper operation of the fund, except any contract to be signed by the Joint Committee;

(d) to interpret all the provisions or all the ambiguous or doubtful provisions or terms of Chapters II and III of this Title. Any interpretation given in good faith by the Board of Trustees shall bind all concerned;

(e) to employ any responsible officer and adviser, administration office and secretary's office personnel and other employees whose services may be required for the current administration of the fund and for the proper operation of the group insurance plans;

(f) to authorize any one of its agents or employees to represent it in the performance or carrying out of any duty under the jurisdiction of the said Board;

(g) to enact any by-laws for its internal operation and the exercise of the duties, obligations and rights conferred upon it in pursuance of the Collective Agreement Decrees Act and of the present Title;

(h) to pay the rent of or buy office space, furniture, equipment and other essential requisites for the administration of the welfare plan;

(i) to hire such consultants as they deem necessary or expedient to assist the Board of Trustees in the proper setting up and administration of the fund and plan.

(j) to use the assets of the welfare fund for the following purposes:

1. to provide for the payment of all benefits payable under the Plan.

2. to pay premiums to the underwriters.

3. to pay all expenses incurred in the establishment, organization and administration of the welfare plan.

4. to pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the Board of Trustees in connection with the maintenance, operation and administration of the welfare plan.

5. to pay all real and personal property taxes, income tax and other taxes or assessments of any

levées ou imposées aux termes de lois existantes ou futures à l'endroit ou relativement au régime de bien-être.

6. payer à ses représentants une indemnité raisonnable et équitable et toutes les dépenses encourues par eux dans l'exercice des fonctions décrites aux présentes, pourvu qu'il ait approuvé le paiement de ces dépenses conformément aux dispositions de l'article 21 du présent titre.

(k) aviser l'assureur de tout accident, maladie ou décès d'un assuré et remplir toute formule exigée par l'assureur à cet égard.

*Article 40:* Le conseil d'administration de la fiducie a le pouvoir de reviser de temps à autre toutes les dispositions du régime de bien-être et de recommander aux parties contractantes les changements et modifications audit régime qu'il jugera désirable. Toute modification apportée à la cotisation ou au montant des prestations doit être approuvée par un rapport de l'actuaire quant à la suffisance de la cotisation pour assurer le paiement des prestations.

CHAPITRE III

Régime de Bien-Être

PARTIE 10

*Article 41:* Le fonds de bien-être des frigoristes de Montréal est créé dans le but unique et exclusif de fournir aux employés des prestations d'assurance-vie, accident et maladie. Le comité paritaire doit passer un contrat d'assurance-groupe vie, accident et maladie avec une société ou compagnie d'assurance qui prévoit le paiement des prestations énumérées ci-après.

*Article 42:* Le fonds de bien-être des frigoristes de Montréal consiste en toutes les cotisations (contributions) qui y seront versées aux termes de l'article 4 du présent titre, et en gains et profits réalisés avec cet argent s'il y en a.

PARTIE 11

Prestations de Bien-Être

*Article 43:* Un employé qui verse des cotisations au régime de bien-être et au nom duquel des contributions sont versées, est protégé par ce régime à partir du moment où il remplit les conditions suivantes et tant qu'il les remplit:

a) Un employé devient un employé protégé le premier jour du mois qui suit le jour où il a accumulé 495 heures de travail après le 1er janvier 1967. En aucun cas cependant un employé ne peut devenir un employé protégé avant le 1er avril 1967.

b) Une fois qu'un employé est devenu un employé protégé, le total des contributions qui sont créditées à son compte aux fins d'établir son admissibilité sont par la suite augmentées de toutes les contributions créditées à son compte pour les heures subséquentes de travail.

c) Le premier de chaque mois pendant lequel un employé est un employé protégé, le total des contributions qui sont portées à son crédit doit être réduit de 165 heures. Si le total des contributions qui sont portées à son compte à ce moment est inférieur à 165 heures, l'employé cessera d'être un employé protégé à la fin du mois précédent et les contributions résiduelles portées à son crédit doivent être considérées comme une contribution pour le mois suivant la date de cessation de son admissibilité.

d) Le total des contributions portées au crédit d'un employé ne doit en aucun temps excéder

and all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect of the welfare fund.

6. to pay to the representatives (members of the Board of Trustees) a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties herein, provided payment for said expenditures is approved by the Board of Trustees according to the provisions of article 21 of the present Title.

(k) to notify the underwriter of any accident, sickness or death of the insured and fill any form required by the underwriter in this respect.

*Article 40:* The Board of Trustees shall have authority to review all the provisions of the welfare plan from time to time and to recommend to the contracting parties the changes, modifications and amendments to the said plan as it shall deem desirable. Any amendment made to the assessment or any change in the amount of benefits must be approved by a report of the actuary considering the sufficiency of assessments to guarantee the payment of benefits.

CHAPTER III

Welfare Plan

PART 10

*Article 41:* The Montréal Refrigeration Mechanics' Welfare Fund is created for the sole purpose of providing life, accident and sickness insurance benefits for the employees. The Joint Committee shall take a group life, accident and sickness insurance policy with an insurance company which will provide for the payment of the benefits hereafter mentioned.

*Article 42:* The Montréal Refrigeration Mechanics' Welfare Fund shall consist of all assessments (contributions), made to it under Article 4 of this Title, together with the earnings and profits thereon if any.

PART 11

Welfare Benefits

*Article 43:* An employee who makes and on whose behalf assessments are paid shall be covered by the welfare plan when, and for the period during which he complies with the following requirements:

(a) An employee shall become a covered employee on the first day of the month following the day on which he has accumulated 495 hours of work after January 1, 1967. In no event shall an employee become a covered employee before April 1, 1967.

(b) Once an employee becomes a covered employee, the aggregate assessments credited to him for the purpose of establishing his eligibility shall be increased thereafter by all assessments credited to him for subsequent hours of work.

(c) On the first of each month in which an employee is a covered employee, the aggregate assessments credited to him shall be reduced by 165 hours. If the aggregate assessments credited to him at that time are less than 165 hours, he will cease to be a covered employee at the end of the previous month and the residual assessments credited to him shall be considered as an assessment for the month following cessation of eligibility.

(d) The aggregate assessments credited to an employee shall at no time exceed 990 hours

990 heures et aucune contribution au-delà de ce nombre ne peut être portée au crédit de l'employé.

e) Pendant une période d'incapacité au cours de laquelle l'employé reçoit des indemnités hebdomadaires ou sur présentation d'une preuve de réception de prestations aux termes de la Loi des Accidents du Travail, le total des contributions portées au crédit d'un employé protégé ne doit pas être réduit et cet employé reste protégé pendant une durée maximale de treize (13) semaines s'il s'agit d'un accident ou de quatorze (14) semaines s'il s'agit d'une maladie.

f) Les contributions doivent être portées au crédit d'un employé à la fin du mois au cours duquel elles ont été gagnées.

*Article 44:* Un dépendant protégé désigne l'épouse d'un employé protégé ou ses enfants légitimes ou légalement adoptés qui dépendent de lui, à partir de leur naissance ou de leur adoption jusqu'à l'âge de 19 ans, et dans le cas d'enfants qui suivent les cours d'une école supérieure jusqu'à l'âge de 25 ans.

*Article 45:* Jusqu'à dispositions contraires, les prestations de bien-être doivent être les suivantes, sous réserve cependant des conditions, limites et exclusions contenues dans la police de base émise par l'assureur au comité paritaire et prévoyant ces prestations de bien-être pour le groupe.

a) *Mort accidentelle et perte de membre:* Au cas de mort accidentelle d'un employé protégé, une prestation d'assurance de \$5,000.00 doit être versée au bénéficiaire de l'employé protégé. Si un employé protégé perd un membre ou l'usage d'un oeil à la suite d'un accident, il a droit à la moitié du montant de l'assurance payable au cas de son décès et il a droit au montant total du montant d'assurance sur la vie qu'il détient s'il y a perte de deux membres, perte de l'usage des deux yeux ou perte d'un membre et de l'usage d'un oeil.

b) *Indemnité hebdomadaire:* Si un employé protégé qui travaille activement est frappé d'une incapacité totale à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi, il doit recevoir une indemnité hebdomadaire selon la table qui suit:

Classe	Revenu hebdomadaire
Apprenti:	
1re année.....	\$40.00
2e année.....	45.00
3e année.....	55.00
4e année.....	65.00
Compagnon débutant.....	70.00
Compagnon.....	75.00

La présente indemnité doit être versée à partir du premier jour dans le cas d'un accident et à partir du huitième jour dans le cas d'une maladie, et pendant une période maximale de treize semaines pour chaque incapacité. Cependant, aucun paiement de prestations ne peut commencer pendant une grève des employés de l'employeur de l'employé frappé d'une incapacité, mais le paiement des prestations continue ou devient payable lorsque ladite grève a cessé si l'employé est alors frappé d'incapacité tel que c'est mentionné plus haut, sous réserve du délai de carence de sept jours pour une incapacité due à une maladie.

and no excess assessments shall be credited to the employee.

(e) During a period of disability during which the employee receives weekly indemnity benefits or on submitting proof of receipt of benefits under the Workmen's Compensation Act, the aggregate assessments credited to such covered employee shall not be reduced and he shall remain covered up to a maximum of thirteen (13) weeks (accident) or fourteen (14) weeks (sickness).

(f) Assessments shall be credited to an employee at the end of the month in which they have been earned.

*Article 44:* A covered dependent means the wife of a covered employee and his legitimate or legally-adopted dependent children, from birth or the date of adoption to age 19, and, in the event of children in full-time attendance at a school of higher learning, to age 25.

*Article 45:* Until otherwise determined, welfare benefits shall be as follows, subject, however, to the conditions, limitations and exclusions contained in the master policy issued by the underwriter to the Joint Committee, for the purpose of ensuring these group welfare benefits.

(a) *Accidental Death and Dismemberment:* There shall be payable in the event of the accidental death of a covered employee an insurance benefit of \$5,000. This benefit will be payable to the beneficiary of the covered employee. In the event of dismemberment of a covered employee resulting from an accident there shall be payable, in the case of the loss of one limb, or the sight of one eye, half of the amount of the death insurance benefit for which the covered employee is insured and for the loss of two limbs or the sight of both eyes or the loss of one limb and the sight of one eye, the total amount of death insurance benefit for which the employee is insured.

(b) *Weekly Indemnity:* There shall be payable in the event that a covered employee actively at work becomes totally disabled, on account of a non-occupational accident or sickness, a weekly indemnity insurance benefit in accordance with the following schedule:

Class	Weekly Income
Apprentice:	
1st-Year.....	\$40.00
2nd-Year.....	45.00
3rd-Year.....	55.00
4th-Year.....	65.00
Junior-Journeyman.....	70.00
Journeyman.....	75.00

This indemnity will be payable from the first day in the event of an accident, and from the eighth day in the event of sickness, and for a maximum of 13 weeks for each disability. However, no benefit payments shall be initiated during a strike of the employees of the employer of a disabled employee, but benefit payments will continue or become payable when the said strike has ended if the employee is then disabled as aforesaid, subject to the seven-day waiting period for disability due to sickness.

La période maximale de prestations de treize (13) semaines ne doit pas inclure la période de grève. De plus, aucun bénéfice d'assurance indemnité hebdomadaire ne sera payable pendant que l'employé est admissible à des prestations aux termes de la Loi de l'assurance-chômage ou de la Loi des Accidents du Travail.

*e) Frais chirurgicaux et d'anesthésie:* Si un employé protégé ou un dépendant protégé doit subir une intervention chirurgicale à la suite d'un accident ou d'une maladie non relié à son travail, le montant du compte du chirurgien doit être payé jusqu'à concurrence du maximum égal au montant établi dans la liste d'honoraires 1965 de l'O.M.A. (honoraires des spécialistes) y compris les omnipraticiens, les spécialistes, les assistants et les anesthésistes certifiés et non-certifiés.

*d) Frais de diagnostic:* Au cas d'expertises de laboratoire ou de rayons-X aux fins de diagnostic chez un employé protégé ou un dépendant protégé, à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son travail, les dépenses occasionnées par une telle expertise ou de tels rayons-X doivent être payées jusqu'à concurrence d'un maximum de \$50.00 chacun par incapacité.

*e) Frais médicaux:* Au cas de visites médicales à un employé protégé ou à un dépendant protégé à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son travail, il y a remboursement des dépenses encourues pour les visites du médecin. Ces frais seront payables à partir de la première visite en cas d'accident ou de maladie au taux de \$4.00 par visite à l'hôpital ou au bureau du médecin et au taux de \$6.00 par visite à la maison. Les frais de consultations d'un spécialiste recommandé doivent être également payés jusqu'à concurrence d'un maximum de \$25.00 par consultation, sous réserve d'un maximum de trois consultations et de \$40.00 par incapacité. Le maximum des montants payables aux termes du présent article est de \$300.00 par incapacité.

*f) Frais supplémentaires d'accident:* Si un employé protégé ou un dépendant protégé à la suite d'un accident ne dépendant pas de son emploi reçoit des services médicaux ou chirurgicaux ou des fournitures dans un hôpital exploité légalement ou au cas d'examen aux rayons-X ou des services d'une infirmière, les dépenses encourues pour obtenir de tels services dans les trois mois de l'accident seront payables jusqu'à un maximum de \$300.00 par accident.

*g) Frais d'ambulance:* Les frais de services d'ambulance exigés par un employé protégé ou un dépendant protégé à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi sont payables jusqu'à un maximum de \$30.00 par incapacité.

*h) Frais de clinique externe:* Les dépenses encourues par un employé protégé ou un dépendant protégé au cas de traitement d'urgence et de petite chirurgie à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi, en tant que patient externe dans un hôpital exploité légalement, seront payables jusqu'à concurrence d'un maximum de \$100.00 par incapacité.

*i) Frais médicaux majeurs:* Un employé protégé ou un dépendant protégé qui reçoit des services à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi, a droit à 80% des frais encourus admissibles aux termes de la présente disposition jusqu'à un maximum de \$5,000.00 par personne assurée sous réserve d'un

The maximum benefit period of 13 weeks shall not include a strike period. In addition, no weekly indemnity insurance benefits shall be payable while the employee is eligible for benefits under the Unemployment Insurance Act or the Workmen's Compensation Act.

*(c) Surgical and Anaesthesia Benefits:* There shall be payable in the event of surgical procedure on a covered employee or a covered dependent, due to a non-occupational accident or sickness, the amount charged by the surgeon, subject to a maximum payment equal to the amount specified in the O.M.A. 1965 Schedule of Fees (specialists' allowance) including General Practitioners, Specialists, Assistants, certified and non-certified Anaesthetists.

*(d) Diagnosis Benefit:* There shall be payable in the event of diagnostic laboratory or X-ray tests for a covered employee or a covered dependent, due to a non-occupational accident or sickness, the expenses of such tests or X-rays up to a maximum of \$50 each per disability.

*(e) Medical Benefit:* There shall be payable in the event of physician's calls to a covered employee or a covered dependent due to a non-occupational accident or sickness, a reimbursement of expenses incurred for doctors' calls. This benefit shall be payable from the first call in case of accident or sickness, at the rate of \$4 for each visit at the hospital or at the doctor's office and at the rate of \$6 for home calls. There shall also be payable for consultation with a referred specialist up to \$25 per consultation, subject to a maximum of three consultations and \$40 per disability. The above benefit is subject to a maximum of \$300 per disability.

*(f) Additional Accident Benefits:* There shall be payable in the event of medical or surgical treatment or supplies obtained in a lawfully operated hospital, laboratories and X-ray examinations, or nursing services, for a covered employee or a covered dependent, due to a non-occupational accident, the expenses of such services incurred within three months of the accident up to a maximum of \$300 per accident.

*(g) Ambulance Benefit:* There shall be payable in the event of the requirement of ambulance service for a covered employee or a covered dependent due to a non-occupational accident or sickness the expenses of such service up to \$30 per disability.

*(h) Out-patient benefit:* There shall be payable in the event of emergency treatment and minor surgery due to non-occupational accident or sickness, as an out-patient in a legally operated hospital, the expenses incurred by a covered employee or a covered dependent up to a maximum of \$100 per disability.

*(i) Major medical benefit:* There shall be payable in the event of services to a covered employee or a covered dependent due to a non-occupational accident or sickness 80% of the eligible expenses incurred under this benefit up to a maximum of \$5,000 per person insured subject to a deductible of \$25 per person per

déductif de \$25.00 par personne par année civile ou d'un maximum de \$50.00 par année par famille.

j) *Frais d'incapacité permanente*: Un employé protégé qui souffre encore d'une incapacité totale à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi à la fin de la période pendant laquelle une indemnité hebdomadaire doit être payée, a droit à une indemnité mensuelle.

Le paiement de cette indemnité se fera pendant toute la durée de l'incapacité et jusqu'au décès de l'employé protégé dans le cas d'un accident et jusqu'à l'âge de 65 ans dans le cas d'une maladie. L'indemnité payable aux termes de la présente disposition sera la même que celle qui est établie aux fins du paiement d'une indemnité hebdomadaire.

k) *Assurance-vie*: Au cas du décès d'un employé protégé, une assurance de \$2,000.00 doit être versée au bénéficiaire désigné de l'employé protégé.

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*

20078-o

JACQUES PRÉMONT.

calendar year or a maximum of \$50 per year per family.

(j) *Permanent disability benefits*: There shall be payable, in the event that a covered employee is still totally disabled, due to a non-occupational accident or sickness, at the end of the weekly indemnity benefit period, a monthly income to such covered employee. This income payment will be payable for the duration of the disability up to the lifetime of the covered employee in the event of an accident and up to age 65 in the event of a sickness. The income payable under this benefit shall be the same as that set up under the weekly indemnity benefit.

(k) *Life-insurance benefit*: There shall be payable in the event of the death of a covered employee an insurance benefit of \$2,000. The benefit will be payable to the designated beneficiary of the covered employee."

JACQUES PRÉMONT,

20078-o

*Clerk of the Executive Council.*

## Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### B E D F O R D

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { PAGÉ & CIE INC., de-  
d'Arthabaska, { mandeur, vs HENRI  
No 20,853. { LANGLOIS, défendeur.

« 1. Un terrain sis et situé du côté est de la rue Dufferin en la ville de Waterloo, connu et désigné comme étant le lot numéro 917 au cadastre officiel du village de Waterloo, mesurant quatre-vingts pieds (80') de largeur sur cent cinquante-deux pieds (152') de profondeur dans sa ligne nord, et cent quarante-huit pieds (148') de profondeur dans sa ligne sud.

A distraire cependant dudit lot, cette partie de forme triangulaire mesurant cinq dixième de pied (0.5') à sa base sur une hauteur de quatre-vingts pieds (80') vendu à la corporation de la ville de Waterloo pour l'élargissement de la rue Dufferin par acte de vente reçu devant Me Antonio Grandpré, notaire, le 25 juillet 1957, et enregistré au bureau d'enregistrement de Shefford sous le numéro 146339.

Avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances portant le numéro civique 18 de la rue Dufferin à Waterloo.

2. Une partie de terre située en la paroisse de South Stukely, comté de Shefford, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-quatorze (274) des plans et livre de renvoi officiels du canton de Stukely, division d'enregistrement du comté de Shefford, contenant quatre cents pieds (400') de largeur sur deux cents pieds (200') de profondeur, mesure anglaises; bornée en front vers le nord par le chemin public en profondeur vers le sud et des deux côtés par le résidu dudit lot appartenant à Monsieur Joseph Élie Langlois ou représentant.

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### B E D F O R D

Canada — Province of Québec  
District of Bedford

Superior Court, { PAGÉ & CIE INC., plain-  
Arthabaska, { tiff, vs HENRI LAN-  
No. 20,853. { GLOIS, defendant.

"1. A piece of land lying and being on the east side of Dufferin Street, in the town of Waterloo, known and designated as being lot number 917 of the official cadastre of the village of Waterloo, measuring eighty feet (80') in width by one hundred and fifty-two feet (152') in depth on its north line, and one hundred and forty-eight feet (148') in depth on its south line.

To withdraw however from the said lot, this part of a triangular form measuring five tenths of a foot (0.5') on its base by a height of eighty feet (80') sold to the corporation of the town of Waterloo for the enlargement of Dufferin Street by a deed of sale received before Me Antonio Grandpré, notary, on July 25, 1957, and registered at the registration office of Shefford under number 146339.

With buildings erected thereon, circumstances and dependencies bearing civic number 18 Dufferin Street at Waterloo.

2. A part of land situated in the parish of South Stukely, county of Shefford, known and designated as being part of lot number two hundred and seventy-four (274) of the official plan and book of reference of the township of Stukely, registration division of the county of Shefford, containing four hundred feet (400') in width by two hundred feet (200') in depth, English Measure, bounded in front on the north by the public road, in depth on the south and on both sides by the remainder of the said lot belonging to Mr. Joseph Elie Langlois or representative.

Sans bâtisse.

Avec et sujet aux servitudes du puisage d'eau établies sur et en faveur de l'immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Waterloo, comté de Shefford, Québec, district de Bedford, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.  
Palais de Justice, Cowansville, P.Q.  
ce 6 juin 1967. 20126-o

Without building.

With and subject to drawing of water servitudes established on and in favor of the immoveable. »

To be sold at the registration office of Waterloo, county of Shefford, Quebec, district of Bedford, on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff's Office, Associate Sheriff.  
Court House, Cowansville, P.Q.  
June 6, 1967. 20126

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { COULOMBE & FILS INC,  
No 16356. { demandeur, vs DAME  
MARJORIE CRANDALL,

défendeur.

« Un lot connu et désigné comme étant le lot numéro mille deux cent soixante-quatre (1264) du cadastre du canton de Brome, décrit comme suit:

De figure irrégulière, formant une partie des lots onze et douze du 10e rang de l'arpentage primitif du canton. Borné au nord par un chemin public, au sud par le No 1285, à l'est par le No 1262 et à l'ouest par le No 1265, contenant en superficie deux acres et quatre-vingt-dix-huit millièmes (2.098). »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Knowlton, comté de Brome, Québec., district de Bedford, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1967 à TROIS heures p.m.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.  
Palais de Justice, Cowansville, P.Q.  
Ce 6 juin 1967. 20127-o

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { COULOMBE & FILS INC,  
No. 16356. { plaintiff, vs DAME  
MARJORIE CRANDALL,

defendant.

« A lot known and designated as being lot number one thousand two hundred and sixty-four (1264) in the cadaster of the township of Brome, described as follows:

Of irregular figure forming part of lots eleven and twelve of the 10th range of the primitive survey of the township. Bounded on the north by a public road, on the south by No. 1285, on the east by No. 1262, and on the west by No. 1265, containing two acres and ninety-eight thousandths (2.098) in superficies. »

To be sold in the Knowlton registry office, county of Brome, Quebec, district of Bedford, on the NINETEENTH day of JULY, 1967, at THREE o'clock p.m.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Court House, Cowansville, P.Q.,  
June 6, 1967. 20127

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec  
District de Bonaventure

Cour Supérieure, { COMPAGNIE D'ASSU-  
No 7413. { RANCE DU CLUB  
AUTOMOBILE DU QUÉ-  
BEC, 871, Chemin St-Louis, Qué. vs SYLVIO  
BLAIS, Gascons, Cté Bon., P.Q.

« Un emplacement situé dans le premier rang du canton de Port-Daniel, partie est, comté de Bonaventure, connu au cadastre comme faisant partie du lot trois cent soixante-cinq (365), mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et borné comme suit: au nord par la route nationale numéro 6, à l'est par la propriété de Jean Abel Blais, au sud par la propriété d'Alexis Roussy, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement, Palais de Justice de New-Carlisle, comté de Bonaventure, le VINGTIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent soixante-sept à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.  
New-Carlisle, P.Q. 20128-o

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec  
District of Bonaventure

Superior Court, { INSURANCE COMPANY  
No: 7413. { OF THE QUEBEC AU-  
TOMOBILE CLUB, 871 Che-  
min St. Louis, Que. vs SYLVIO BLAIS, Gascons,  
Co. Bon., Que.

« A land situated in the first range of the township of Port Daniel, east part, county of Bonaventure, known at the cadastre as being part of lot three hundred and sixty-five (365), measuring fifty feet large by one hundred feet of deepness, and bounded as following: on the north, by the national route number 6, on the east by the property of Mr. Jean Abel Blais, on the south by the property of Mr. Alexis Roussy, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold "en bloc" at the registrar office, New Carlisle Court House, county and district of Bonaventure, on the TWENTIETH day of JULY, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
New Carlisle, P.Q. 20128-o

## G A S P É

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province de Québec  
District de Gaspé

Cour Supérieure, { **GÉRARD RIOUX**, marchand, ci-devant de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé, et maintenant de l'endroit appelé Anse Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de « Le Meuble Moderne Enr. », demandeur, *vs* **JEAN WILFRID GAGNON**, de l'endroit appelé Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, défendeur.

« La subdivision neuf (9) du lot trente-sept (37), (37-9), du premier rang, Fief Ste-Anne des Monts, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, situé au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, J. ALBERT ROY.  
Percé, ce 7 juin 1967. 20129-0

## G A S P É

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of Gaspé

Superior Court, { **GÉRARD RIOUX**, trader, No. 27-173, { formerly from St-Joachim de Tourelle, district of Gaspé, and now from Anse Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, and carrying on business alone under the name of "Le Meuble Moderne Enr.", plaintiff, *vs* **JEAN WILFRID GAGNON**, from Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, defendant.

"Subdivision nine (9) of lot thirty-seven (37), (37-9), of the first range, Fief Ste-Anne des Monts, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the registration office of Ste-Anne des Monts, situated at the Court House of Ste-Anne des Monts, MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of JULY, 1967, at TEN o'clock in the morning.

J. ALBERT ROY,

Sheriff's Office, J. ALBERT ROY.  
Percé, June 7, 1967. 20129

## J O L I E T T E

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Cour Supérieure, { **INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD.**, corps politique légalement incorporé, ayant une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* **CLAUDE ARCHAMBAULT**, résidant et domicilié au 438 St-Jean à Longueuil, défendeur.

« Un emplacement situé à l'extrémité nord du lac Thomas, comté de Maskinongé, et étant partie du lot connu et désigné sous le no. quatre cent quarante-sept (Ptie 447) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Didace, ayant une superficie de vingt-deux mille sept cent quarante pieds (22,740') mesure anglaise, et borné comme suit: en avant par le lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture, et d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme lot 105 et de l'autre côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot 107.

Tel que ledit emplacement apparaît à un plan préparé par M. Maurice Gaudreault, A.G., en date du 13 juin 1960 et révisé le 13 juillet de la même année, sous le numéro cent six (106). Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, s'y rattachant, et particulièrement avec droit de passage avec tous ceux y ayant droit, à la charge d'entretien en commun entre les propriétaires riverains dans tous les chemins publics ou semi-publics conduisant auxdits emplacements. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-

## J O L I E T T E

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { **INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD.**, a body politic legally incorporated, having one of its principal places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff *vs* **CLAUDE ARCHAMBAULT**, residing and domiciled at 438 St-John, in Longueuil, defendant.

"An emplacement situated at the north end of Thomas Lake, county of Maskinongé, and forming part of lot known and designated under No. four hundred and forty-seven (Pt. 447) on the official plan and book of reference for the parish of St-Didace, having a superficial area of twenty-two thousand seven hundred and forty feet (22,740') English measure, and bounded as follows: In front by Thomas Lake, in arrear by the circuit road, and on one side by another part of lot 447 indicated on the plan as being lot 105 and on the other side by another part of lot 447 indicated on the plan as being lot 107.

As the said emplacement appears on a plan prepared by M. Maurice Gaudreault, L.S., dated June 13, 1960, and revised on July 13 of the same year, under number one hundred and six (106). As the whole now subsists, with all rights belonging thereto and all servitudes active and passive apparent and unapparent attached thereto, and particularly with right of way with all those having right thereto, to the maintenance charge in common with the riparian owners in all the public or semi-public roads leading to the said emplacements."

To be sold at the registration office of Louiseville, 51 St-Marc Street, Louiseville, county of Maskinongé, WEDNESDAY, the TWENTY-

SIXIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-sept à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Joliette, ce 13 juin 1967. CHARLES ÉLÉMENT.  
20150-0

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL  
No 698,967. { BUILDING CREDITS  
LTD., corps politique légalement incorporé ayant une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs JEAN BOCK, résidant et domicilié au 5187 St-Germain à St-Vincent de Paul, district de Montréal, défendeur.

« Une emplacement situé à l'extrémité nord du Lac Thomas, comté de Maskinongé, et étant partie du lot connu et désigné sous le No quatre cent quarante-sept (Ptie No 447) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Didace, ayant une superficie de quatorze mille cent quatre-vingt-dix pieds carrés (14,190') mesure anglaise et borné comme suit: en avant par le Lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture, d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot cent six et de l'autre côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot cent huit.

Tel que ledit emplacement apparaît sous le numéro cent sept à un plan préparé par M. Maurice Gaudreault, A.G., en date du 13 juin et révisé le 13 juillet 1960.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant et particulièrement avec droit de passage avec tous ceux qui y ont droit, à la charge d'entretien en commun avec les propriétaires riverains dans tous les chemins publics ou semi-publics conduisant auxdits emplacements. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET, 1967 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Joliette, ce 13 juin 1967. CHARLES ÉLÉMENT.  
20151-0

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL  
No 700,520. { BUILDING CREDITS  
LTD., corps politique légalement incorporé, ayant l'une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs GILLES LAFLAMME, résidant et domicilié au 18 rue Principale à Verchères, défendeur.

« Un emplacement situé à l'extrémité nord du Lac Thomas, comté de Maskinongé et étant partie du lot connu et désigné sous le No quatre cent quarante-sept (Ptie No 447) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Didace, ayant une superficie de seize mille trois cent cinquante pieds carrés (16,350') mesure anglaise et borné comme suit: en avant par le lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture, d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot cent quinze et de l'autre côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan

« Un emplacement situé à l'extrémité nord du Lac Thomas, comté de Maskinongé et étant partie du lot connu et désigné sous le No quatre cent quarante-sept (Ptie No 447) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Didace, ayant une superficie de seize mille trois cent cinquante pieds carrés (16,350') mesure anglaise et borné comme suit: en avant par le lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture, d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot cent quinze et de l'autre côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan

SIXTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-seven at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *CHARLES ÉLÉMENT,*  
Joliette, June 13, 1967. Sheriff.  
20150

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { INTERPROVINCIAL  
No. 698,967. { BUILDING CREDITS  
LTD., body politic legally incorporated having one of its principal places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs JEAN BOCK, residing and domiciled at 5187 St-Germain, in St-Vincent de Paul, district of Montreal, defendant.

« An emplacement situated at the north extremity of Lake Thomas, county of Maskinongé, and being part of lot known and designated under No. four hundred and forty-seven (Pt. No. 447) on the official plan and book of reference for the parish of St-Didace, having an area of fourteen thousand one hundred and ninety square feet (14,190') English measure and bounded as follows: in front by Lake Thomas, in the rear by the circuit road, on one side by another part of lot 447 appearing on the plan as lot one hundred and six and on the other side by another part of lot 447 appearing on the plan as lot one hundred and eight.

Such as the said emplacement appears under number one hundred and seven on a plan prepared by Mr. Maurice Gaudreault, L.S., dated June 13 and revised on July 13, 1960.

Such as the whole exists presently with all inherent rights and all active and passive servitudes, apparent or occult attaching thereto and particularly with right of way with anyone having a right thereto, with common maintenance responsibility with the riverain owners in all the public or semi-public roads leading to said emplacements. »

To be sold at the registry office of Louiseville, 51 St-Marc Street, Louiseville, county of Maskinongé, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Such as the whole exists presently with all inherent rights and all active and passive servitudes, apparent or occult attaching thereto and particularly with right of way with anyone having a right thereto, with common maintenance responsibility with the riverain owners in all the public or semi-public roads leading to said emplacements. »

« An emplacement situated at the north end of Thomas Lake, county of Maskinongé and forming part of lot known and designated under number four hundred and forty-seven (Pt. No. 447) on the official plan and book of reference for the parish of St-Didace, having a superficial area of sixteen thousand three hundred and fifty square feet (16,350'), English measure and bounded as follows: in front by Thomas Lake, in arrear by the circuit road, on one side by another part of lot 447 indicated on the plan as being lot one hundred and fifteen and on the

Sheriff's Office, *CHARLES ÉLÉMENT,*  
Joliette, June 13, 1967. Sheriff.  
20151

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { INTERPROVINCIAL  
No. 700,520. { BUILDING CREDITS  
LTD., a coby politic, legally incorporated, having one of its principal places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs GILLES LAFLAMME, residing and domiciled at 18 Main Street, Verchères, defendant.

« An emplacement situated at the north end of Thomas Lake, county of Maskinongé and forming part of lot known and designated under number four hundred and forty-seven (Pt. No. 447) on the official plan and book of reference for the parish of St-Didace, having a superficial area of sixteen thousand three hundred and fifty square feet (16,350'), English measure and bounded as follows: in front by Thomas Lake, in arrear by the circuit road, on one side by another part of lot 447 indicated on the plan as being lot one hundred and fifteen and on the

« An emplacement situated at the north end of Thomas Lake, county of Maskinongé and forming part of lot known and designated under number four hundred and forty-seven (Pt. No. 447) on the official plan and book of reference for the parish of St-Didace, having a superficial area of sixteen thousand three hundred and fifty square feet (16,350'), English measure and bounded as follows: in front by Thomas Lake, in arrear by the circuit road, on one side by another part of lot 447 indicated on the plan as being lot one hundred and fifteen and on the

comme le lot cent dix-sept. Tel que ledit emplacement apparaît sous le numéro cent seize à un plan préparé par M. Maurice Gaudreault, A.G., en date du 13 juin 1960 et révisé le 13 juillet de la même année.

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant et particulièrement avec droit de passage avec tous ceux qui y ont droit, à la charge d'entretien en commun avec les propriétaires riverains dans tous les chemins publics ou semi-publics conduisant auxdits emplacements. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-sept à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, ce 13 juin 1967. 20152-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL  
No 17185. { BUILDING CREDITS  
LTD., corps politique légalement incorporé, ayant l'une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* JEAN MARTINEAU, résidant et domicilié au 1125 Chemin St-Hilaire à St-Hyacinthe, Québec, défendeur.

« Un emplacement situé à l'extrémité nord du Lac Thomas, comté de Maskinongé, et étant partie du lot connu et désigné sous le no. quatre cent quarante-sept (Ptie 447) des plan et livre renvoi officiels de la paroisse de St-Didace, ayant une superficie de dix neuf mille cinq cent trente pieds (19,530') mesure anglaise, et borné comme suit: en avant par le lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot 103 et de l'autre côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot 105.

Tel que ledit emplacement apparaît sous le numéro cent quatre à un plan préparé par M. Maurice Gaudreault, A.G., en date du 13 juin 1960 et révisé le 13 juillet de la même année. Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, s'y rattachant et particulièrement avec droit de passage avec tous ceux y ayant droit, à la charge d'entretien en commun entre les propriétaires riverains dans tous les chemins publics ou semi-publics conduisant auxdits emplacements. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-sept à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du shérif, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, ce 13 juin 1967. 20153-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL  
No 726,126. { BUILDING CREDITS  
LTD., corps politique légalement incorporé, ayant l'une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* JEAN MARTINEAU, résidant et domicilié au 1125 St-Hilaire Road, in St-Hyacinthe, Québec, défendeur.

other side by another part of lot 447 indicated on the plan as being lot one hundred and seventeen. As the said emplacement appears under number one hundred and sixteen on a plan prepared by M. Maurice Gaudreault, L.S., dated June 13, 1960 and revised on July 13, of the same year.

As the whole now subsists, with all its rights belonging thereto and all servitudes active and passive, apparent and unapparent attached thereto and particularly with right of way with all those having right thereto, to the maintenance charge in common with the riparian owners in all the public or semi-public roads leading to the said emplacements. »

To be sold at the registration office of Louiseville, 51 St-Marc Street, Louiseville, county of Maskinongé, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-seven at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, June 13, 1967. 20152

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Quebec  
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, { INTERPROVINCIAL  
No. 17185. { BUILDING CREDITS  
LTD., body politic legally incorporated, having one of its principal places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN MARTINEAU, residing and domiciled at 1125 St-Hilaire Road, in St-Hyacinthe, Quebec, defendant.

« An emplacement situated at the north extremity of Lake Thomas, county of Maskinongé, and being part of lot known and designated under No. four hundred and forty-seven (Pt. 447) on the official plan and book of reference for the parish of St-Didace, having an area of nineteen thousand five hundred and thirty feet (19,530') English measure, and bounded as follows: in front by Lake Thomas, in the rear by the circuit road on one side by another part of lot 447 appearing on the plan as lot 103 and on the other side by another part of lot 447 appearing on the plan as lot 105.

Such as the said emplacement appears under number one hundred and four on a plan prepared by Mr. Maurice Gaudreault, L.S., dated June 13, 1960, and revised on July 13 of the same year. Such as the whole exists presently, with all inherent rights and all active and passive servitudes, apparent or occult thereto attaching and particularly with right of way with anyone having a right thereto, with common maintenance responsibility among the riverain owners in all public or semi-public roads leading to said emplacements. »

To be sold at the registry office of Louiseville, 51 St-Marc Street, Louiseville, county of Maskinongé, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-seven at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's office, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, June 13, 1967. 20153

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { INTERPROVINCIAL  
No. 726,126. { BUILDING CREDITS  
LTD., body politic legally incorporated, having one of its principal places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN MARTINEAU, residing and domiciled at 1125 St-Hilaire Road, in St-Hyacinthe, Quebec, defendant.

ment incorporé, ayant l'une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* C. A. MICHAUD, défendeur, et BENOIT BOIVIN, 11 Terrasse Chatel, Ste-Rose, Québec, mis-en-cause, et LE REGISTREUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE MASKINONGÉ A LOUISEVILLE, es-qualité mis-en-cause.

« Un emplacement situé à l'extrémité nord du lac Thomas, comté de Maskinongé, et étant partie du lot connu et désigné sous le No quatre cent quarante-sept (Ptie 447) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Didace ayant une superficie de dix-neuf mille trois cent quatre-vingt pieds (19,380') mesure anglaise, et borné comme suit: en avant par le lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot 104 et de l'autre côté par autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot 106.

Tel que ledit emplacement apparaît sous le No cent cinq à un plan préparé par M. Maurice Gaudreault, A.G., en date du 13 juin 1960, et révisé le 13 juillet de la même année. Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives apparentes ou occultes, s'y rattachant et particulièrement avec droit de passage avec tous ceux qui y ont droit, à la charge d'entretien en commun entre les propriétaires riverains dans tous les chemins publics ou semi-publics conduisant auxdits emplacements; »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent soixante-sept à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Joliette, ce 13 juin 1967.

*Le Shérif,*  
CHARLES ÉLÉMENT.  
20154-0

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, No 726,222.

{ INTERPROVINCIAL  
BUILDING CREDITS  
LTD., corps politique légalement

incorporé, ayant l'une de ses principales places d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* C. A. MICHAUD, défendeur et RAOUL BLANCHETTE, 103, 12ième rue à Laval Des Rapides, Province de Québec et LE REGISTREUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE MASKINONGÉ A LOUISEVILLE, mis-en-cause.

« Un emplacement situé à l'extrémité nord du Lac Thomas, comté de Maskinongé et étant partie du lot connu et désigné sous le No quatre cent quarante-sept (ptie 447) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Didace, ayant une superficie de douze mille trois cent dix pieds carrés (12,310'), mesure anglaise et borné comme suit: en avant par le lac Thomas, en arrière par le chemin de ceinture, d'un côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot cent quatorze et de l'autre côté par une autre partie du lot 447 montré sur le plan comme le lot cent seize.

Tel que ledit emplacement apparaît sous le No cent quinze à un plan préparé par Maurice Gaudreault, A.G., en date du 13 juin 1960 et révisé le 13 juillet de la même année. Tel que le

incorporated, having one of its chief places of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* C. A. MICHAUD, defendant, and BENOIT BOIVIN, 11 Terrasse Chatel, Ste-Rose, Quebec, mis-en-cause, and THE REGISTRAR FOR THE REGISTRATION DIVISION OF THE COUNTY OF MASKINONGÉ, in LOUISEVILLE, in his capacity as mis-en-cause.

“An emplacement situated at the north and of Lac Thomas, county of Maskinongé, and being part of the lot known and designated under number four hundred and forty-seven (P. 447) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Didace, having an area of nineteen thousand three hundred and eighty feet (19,380'), English measure, and bounded as follows: in front by Lac Thomas, in the rear by the circuit road, on one side by another part of lot 447 shown on the plan as lot 104, and on the other side by another part of lot 447 shown on the plan as lot 106.

As the said emplacement appears under number one hundred and five on a plan drawn up by Mr. Maurice Gaudreault, L.S., on June 13, 1960, revised on July 13 of the same year. The whole as it is presently to be found, with all rights inherent thereto, and all active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto, and particularly a right of way for all those having a right thereto, subject to maintenance costs in common with the riparian proprietors on all public or semi-public roads leading to the said emplacements.

To be sold in the Registry Office of Louiseville, 51 St-Marc St., Louiseville, county of Maskinongé, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Joliette, June 13, 1967.

CHARLES ÉLÉMENT,  
*Sheriff.*  
20154

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, No. 726,222.

{ INTERPROVINCIAL  
BUILDING CREDITS  
LTD., body politic legally in-

corporated, having one of its principal business places at Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* C. A. MICHAUD, defendant, and RAOUL BLANCHETTE, 103, 12th Street at Laval des Rapides, Province of Quebec, and THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF THE COUNTY OF MASKINONGÉ AT LOUISEVILLE, mis-en-cause.

“An emplacement situated on the northern extremity of Thomas Lake, county of Maskinongé and being part of the lot known and designated under No. four hundred and forty-seven (Pt. 447) of the official plan and book of reference of the parish of St-Didace, having an area of twelve thousand three hundred and ten square feet (12,310'), English measure and bounded as follows: in front by Thomas Lake, in the back by the circuit road, on one side by another part of lot 447 shown on the plan as lot one hundred and fourteen and on the other side by another part of lot 447 shown on the plan as lot one hundred and sixteen.

Such as the said emplacement appears under No. one hundred and fifteen on a plan prepared by Maurice Gaudreault, L.S., dated June 13, 1960, and revised July 13, of the same year. Such

tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant et particulièrement avec droit de passage avec tous ceux qui y ont droit, à la charge d'entretien en commun avec les propriétaires riverains dans tous les chemins publics ou semi-publics conduisant auxdits emplacements."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-sept à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, ce 13 juin 1967. 20155-0

## QUÉBEC

*Fieri Facias*  
Cour Supérieure

Québec, à savoir: { MARCEL BOISVERT, No 127-346. fonctionnaire, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur de sa fille mineure Paulette Boisvert, domicilié à 119, Côte du Passage, Lévis, et PAULETTE BOISVERT, secrétaire, domiciliée à 119, Côte du Passage, Lévis, demanderesse en reprise d'instance, contre ÉMILE CARRIER, a/s Me Wilfrid Carrier, Sorosto, comté de Lévis.  
« Emplacement situé à St-Louis de Pintendre, comté de Lévis, côté nord-est route 23 (nouveau Tracé) connu et désigné comme étant une partie des lots 166, 167 et 50, du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, mesurant 500 pieds de front en bordure de la route sur toute la profondeur qu'il y a de la route à aller au bout de la profondeur, soit au terrain de M. Ls. Ph. Carrier et de l'Abbé Armand Plamondon, borné vers le sud-ouest à la route 23, vers le nord-est au terrain de M. Carrier et l'Abbé Plamondon, vers le sud-est du terrain de Guy Bilodeau, et vers le nord-ouest à la balance du terrain du vendeur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis, comté de Lévis, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,  
Québec, le 17 juin 1967. 20156-0

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL No 721 733. BUILDING CREDITS LTD., corps politique, dûment incorporé, ayant une de leurs principales places d'affaires au 1432 rue Poirier à Montréal, dit district, demanderesse, vs LUCIEN BEAUDIN, domicilié au 625, 2e Avenue, Lachine, district de Montréal, défendeur.

L'immeuble suivant et en la possession du défendeur.

« Un emplacement situé dans le canton de Wentworth, comté d'Argenteuil, mesurant dix mille cinq cent quarante-cinq pieds carrés de superficie, mesure anglaise, plus ou moins, connu

as the whole is presently found, with all rights relating thereto and all servitudes, active and passive, apparent or occult attached thereto and particularly with a right of way with all those having this right, upheld by a common plan with the riverain proprietors on all the public roads or semi-public roads leading to the said emplacements."

To be sold at the registration office of Louiseville, 51 St-Marc Street, Louiseville, county of Maskinongé, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-seven at TEN o'clock in the morning.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Joliette, June 13, 1967. 20155

## QUÉBEC

*Fieri Facias*  
Superior Court

Quebec, to wit: { MARCEL BOISVERT, civil No. 127-346. servant, personally as well as in his capacity as tutor for his minor daughter Paulette Boisvert, domiciled at 119 Côte du Passage, Lévis, and PAULETTE BOISVERT, secretary, domiciled at 119 Côte du Passage, Lévis, plaintiff in a continuance of suit, vs ÉMILE CARRIER c/o Me Wilfrid Carrier, Sorosto, county of Lévis.

"An emplacement situated at St-Louis de Pintendre, county of Lévis, northeast side route 23 (New Tracé) known and designated as being a part of lots 166, 167 and 50 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, measuring 500 feet in front bordering the route by all the depth existing from the route to the end of the depth, being from the land of Mr. Ls. Ph. Carrier and from Father Armand Plamondon, bounded on the southwest by route 23, on the northeast by the land of Mr. Carrier and Father Plamondon, on the southeast by the land of Guy Bilodeau, and on the northwest by the remainder of the land of the vendor."

To be sold at the registration office of Lévis, at Lévis, county of Lévis, on the TWENTIETH day of JULY next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate-Sheriff,  
Quebec, June 17, 1967. 20156

## TERREBONNE

Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { INTERPROVINCIAL No. 721 733. BUILDING CREDITS LTD., body politic, duly incorporated, having one of its head offices at 1432 Poirier St., in Montreal, said district, plaintiff, vs LUCIEN BEAUDIN, domiciled at 625, 2nd Ave., Lachine, district of Montreal, defendant.

The following immovable, in the possession of the defendant.

"An emplacement situated in the township of Wentworth, county of Argenteuil, measuring ten thousand five hundred and forty-five square feet in area, english measure, more or less, known

et désigné sous le lot numéro mille quatre cent neuf de la subdivision du lot originaire numéro vingt-neuf (29-1409) du huitième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth, comté d'Argenteuil, P.Q.

Avec un puits mitoyen et commun pour les lots 29-1409 et 1408 dudit cadastre.

Avec un chalet dessus érigé.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430 rue Grâce, Lachute, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1967, à DEUX heures de l'après-midi. Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.  
Saint-Jérôme, le 8 juin 1967. 20130-0

and designated under lot number one thousand four hundred and nine of the subdivision of original lot number twenty-nine (29-1409) on the eighth range, on the official plan and in the book of reference of the township of Wentworth, county of Argenteuil, P.Q.

With a common well for lots 29-1409 and 1408 in the said cadaster.

With a cottage erected thereon.

To be sold in the registry office of the county of Argenteuil, situated at 430 Grâce St., Lachute, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT, Sheriff.  
Saint-Jérôme, June 8, 1967. 20130

## INDEX No 24

### ARRÊTÉS en conseil

1481 — Conseil supérieur de l'éducation (Comité catholique) Approbation règlement 1, 2 et 3.	3660
1481 — Superior Council of Education (Catholic Committee) Approval of regulations 1, 2 and 3.	3660
1482 — Conseil supérieur de l'éducation (Comité protestant) Approbation règlements 1, 2 et 3.	3663
1482 — Superior Council of Education (Protestant Committee) Approval of regulations 1, 2 and 3.	3663
1505 — Employés de garages, Rimouski et un rayon de huit (8) milles (re: Convention collective).	3665
1505 — Garage Employees, Rimouski and an 8-mile radius (re: Collective labour agreement)	3665
1514 — Chemise pour hommes et garçons, province	3674
1514 — Shirt for Men and Boys, Province	3674
1548 — Construction, (Installations de réfrigération) Montréal.	3737
1548 — Construction, (Refrigeration Installations) Montreal.	3737

### AVIS divers

Bell, Marie-Éva-Yvette, (Dem.-Appl.)	3689
Camille, Joseph (Dem.-Appl.)	3690
Chapely of Sainte-Bernadette (Inc.)	3710
Chevaliers de Colomb de St-Félix de Valois (Règl.)	3711
Chevaliers de Colomb de St-Joseph-Tracy, Conseil 2914	3711
Chevaliers de Colomb de Ste-Madeleine, Conseil 4301	3710
Concours littéraires du Québec (Règlement) (1967)	3691
Corporation des Ingénieurs de Québec (Tarif des honoraires)	3693
Corporation of Engineers of Quebec (Tariff of Fees)	3693
Desserte de Sainte-Bernadette (Const.)	3710
Knights of Columbus of St-Félix de Valois (By-laws)	3711
Knights of Columbus of St-Joseph-Tracy, Council 2914	3711
Knights of Columbus of Ste-Madeleine, Council 4301	3710
Levine, Lawrence, William (Dem.-Appl.)	3712
Prix scientifiques du Québec (Règlement) (1967)	3690
Quebec Scientific Competition Rules (By-law) (1967)	3690
Quebec Literary Competition Rules (By-law) (1967)	3691
Parish of Notre-Dame de l'Éternité (Inc.)	3711
Parish of St-Gabriel-Lalemant, (Inc.)	3711
Paroisse Notre-Dame de l'Éternité (Const.)	3711
Paroisse St-Gabriel-Lalemant (Const.)	3711
St-Urbain, par. (Rachat partiel d'obligations—Partial Redemption of Bonds)	3711

### ORDERS in Council

### MISCELLANEOUS Notices

### CAISSES SAVINGS d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'économie N.C.R. Quebec Credit Union (Formation)	3712
--	------

### COMPAGNIES COMPANIES Avis relatifs Notices relative à la loi des to the Act of

### Autorisées Licensed à faire des affaires to do Business

Martos Trans Canada Limited	3713
Western Nuclear Mines, Ltd.	3712

### Chartes — Charters — Abandon de Surrender of

Carrosserie provençale inc.	3713
Club de Courses Saguenay ltée (Le)	3715
Établissements Gingras inc.	3713
Foyer St-Jean inc.	3714
Globe Neckwear Ltd.	3715
Harvey Bay Realty Company Ltd.	3715
Kane (Thos.) Inc.	3713
Lady D'Or (Quebec) Ltd.	3713
Pierre Ornementale Ltée	3714
Quebec Import Terminal Ltd.	3714
Royal Embassy Hotel Inc. (The)	3714

<b>Chartes — Abandon de</b>	<b>Charters — Surrender of</b>		
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>		
Star Textiles Inc. ....	3715	Bijouterie Ledue-Turcotte inc. ....	3603
Super Service Forwarding Ltd. ....	3714	Boa Ski inc. ....	3603
Tire Mart Inc. ....	3714	Boucher (Reynald) inc. ....	3603
Transport Pagé ltée. ....	3715	Boulangerie Roma ltée. ....	3604
Unione Abbruzzese Gabriele d'Annunzio	3714	Burmit Limited. ....	3604
		Burmit limitée. ....	3604
		Butterfly International Inc. ....	3604
		Camp des Érables inc. ....	3605
		Camping La Miche inc. ....	3605
		Camping Roston inc. ....	3605
		Camping Royal inc. ....	3606
		Canadian Hat Frames Ltd. ....	3606
		Carrière et Pavage Dumonthier ltée. ....	3606
		Cedars Dragway Ltd. ....	3607
		Centre de loisirs de Ste-Hélène inc. ....	3607
		Cedars Dragway Ltd. ....	3607
		Centre de loisirs de Ste-Hélène inc. ....	3607
		Centre Monseigneur Forget inc. ....	3607
		Centre d'Oto-Laryngologie Ste-Foy inc. ....	3608
		Chain-Store Demonstration Agency Inc. ....	3608
		Chaussures Baladin inc. ....	3608
		Chenevert (Guy) (Laval) ltée. ....	3609
		Club de courses Centenaire inc. (Le) ..	3609
		Club Progrès de Saint-Hyacinthe inc. ....	3609
		Club social sportif des Facteurs de Québec inc. ....	3610
		Commission de développements indus- triels de Val d'Or inc. ....	3610
		Compagnie de Développement Hochela- ga ltée (La) ....	3623
		Compagnie des Grands Spectacles inc. (La) ....	3610
		Compagnie de Télécommandes ltée (La) ..	3611
		Construction Parc Georges inc. ....	3611
		Constructions Lavoie & Duchesne limi- tée. ....	3611
		Corporation des Loisirs de St-Joachim- de-Courval (La) ....	3612
		Corporation des Propriétaires d'établisse- ments licenciés du Québec inc. (La) ..	3612
		Cycle Ranch Inc. (The) ....	3612
		Dacal Incorporated. ....	3613
		Daviau (Maurice) & associés inc. ....	3613
		Decorama (Rimouski) ltée. ....	3613
		Déménagements St-Laurent inc. ....	3614
		Depier incorporée. ....	3614
		Dontigny & Cyr inc. ....	3614
		Drug Supermart Inc. ....	3615
		Écuries Mascouche inc. (Les) ....	3615
		Elle Originals Inc. ....	3615
		Encore-Meat Products Ltd. (Les) ....	3616
		Entreprises J. G. G. inc. (Les) ....	3616
		Entreprises L. O. Royal inc. (Les) ....	3616
		Entreprises Octogonal inc. (Les) ....	3617
		Entreprises Roland Gagné inc. (Les) ..	3617
		Épicerie Latina inc. ( <i>Correction</i> ) ....	3728
		Estrie Fiber Glass Ltd. ....	3618
		Fédération des Marathons de Nage professionnelle du Québec inc. (La) ..	3617
		Fiber Glass T. M. Inc. ....	3618
		Fibre de verre T. M. inc. ....	3618
		Fibres de verre de l'Estrie inc. (Les) ..	3618
		Flair Fashions Inc. ....	3618
		Fournier, (A.) Plasterer Ltd. ....	3619
		Fournier, (A.) plâtrier ltée. ....	3619
		Franmiche inc. ....	3619
		G.-G.-S. ltée. ....	3619
		C.S.L. développement inc. ....	3620
		Gélinas-Meloche Commercial Equip- ment Inc. ....	3620
		Gestion Laterna Magika Inc. ....	3620
		Glaises Hitland inc. (Les) ....	3622
		Graphiques Southgate ltée (Les) ....	3647
		Grandin Company Limited. ....	3621
		Habitations Grillon inc. (Les) ....	3621
		Habitations Jeunesse, inc. ....	3621

<b>Dissoutes</b>	<b>Dissolved</b>
------------------	------------------

Beaudoin & Cossette incorporée. ....	3715
Beauséjour limitée Ltd. ....	3716
Binette (Théo) inc. ....	3716
Cana-Plastic Co. Ltd. ....	3716
Dallaire (Gérard) ltée. ....	3716
H. & R. Entreprises Ltd. ....	3716
H. & Z. Construction Inc. ....	3716
Harterre Schools Inc. ....	3716
Lazarus Realty Corporation. ....	3717
Ledue Drug Co. Ltd. ....	3717
Marco Realties Inc. ....	3717
Regent Apartments Inc. ....	3717
Saxony Apartments Inc. ....	3717
Trident Transport Limited. ....	3717

<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>
---------------	----------------------

Aetna Factors Corporation Ltd. ( <i>Dir.</i> ) ..	3718
Agence de Sécurité A.I.C. inc. ( <i>Dir.</i> ) ...	3717
Association des Loisirs Copper Rand inc. ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl.-By-laws</i> ) ....	3719
Association des Professeurs de l'Univer- sité de Sherbrooke ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl.-By- laws</i> ) ....	3718
Club de Courses Saguenay ltée (Le) ( <i>Dist. Actif-Assets</i> ) ....	3719
Club Optimiste Pointe - aux - Trembles inc. ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl.-By-laws</i> ) ....	3718
Daigle inc. ( <i>Dist. Actif-Assets</i> ) ....	3719
Dion Frères inc. ( <i>Dir.</i> ) ....	3718
Federal Plastics Mfg. Ltd. ( <i>Dir.</i> ) ....	3720
Maple Leaf Car Club Inc. ( <i>Règl.-By- laws</i> ) ....	3718
Montreal West Operatic Society Inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> ) ....	3718
Security Agency A.I.C. Inc. ( <i>Dir.</i> ) ....	3717
South Shore Community Services ( <i>Règl.- By-laws</i> ) ....	3719

<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>
-------------------------	-----------------------

A. S. O. Intercom Inc. ....	3596
Admiral Tag & Label Inc. ....	3596
Adoc inc. ....	3597
Agence un Toit (67) inc. (L') ....	3597
Ajustement Laval ltée. ....	3597
Allpak (Quebec) Limited. ....	3598
Allpak (Québec) limitée. ....	3598
Alpenhaus Restaurant Inc. ....	3598
Aluminiums résidentiels inc. (Les) ....	3598
Angel Escort Service Inc. ....	3599
Archambault & Archambault inc. ....	3599
Arrimage Valleyfield limitée. ....	3651
Association des Voyageurs professionnels de Commerce 1967 incorporée (A. V. P.C. 1967 inc. (L')) ....	3599
Assurances Lorquet inc. (Les) ....	3600
Atlas Technical Services Ltd. ....	3600
Avoine (Pamphile) inc. ....	3600
B D R Construction ltée. ....	3601
Baillargeon (Guy B.) transport inc. ....	3601
Bakery Leaseholds Corp. ....	3601
Beauregard (N.) inc. ....	3602
Bergeron & Lachance inc. ....	3602
Bergevin Realities Inc. ....	3623
Best Service People Limited. ....	3602

<b>Lettres patentes</b> <i>(suite)</i>	<b>Letters Patent</b> <i>(continued)</i>
Harmonie de Princeville inc.	3622
Havre Construction Inc.	3622
Hitland Clay Products Inc.	3622
Hochelaga Development Company Ltd.	3623
Hôpital vétérinaire Pointe-Claire inc.	3623
Immeubles Bergevin inc.	3623
Immeubles Val-Marie inc. (Les)	3624
Imprimerie Pierrefonds ltée.	3624
Industries Dolbeau ltée (Les)	3624
Interplas Ltd.	3625
Interplas ltée.	3625
J.G.G. Entreprises Inc.	3616
Jagnon inc.	3625
Jay-El Inc.	3625
Jeune Chambre de Matane inc. (La)	3626
Jeune Chambre de St-Alexis-des-Monts (La)	3626
Jeune Chambre de St-Marc-des-Carrières (La)	3626
Jeune Chambre Forestville-St-Luc.	3627
Jodoin (J.) Ltd.	3627
Jodoin (J.) ltée.	3627
Jonquière Steak House Inc.	3627
K.E.D. Entreprises Inc.	3628
Katya inc.	3628
Kawasaki Motorcycle Center Ltd.	3628
L. & M. Fuel Co. Ltd.	3629
Laberge (F.R.) Ltd.	3629
Laberge (F.R.) ltée.	3629
Labo-Tek ltée.	3629
Labrador Steel Limited.	3630
Lachapelle Auto Parts Inc.	3630
Lachine Blueprint Co. Ltd.	3630
Laffèche Body Shop Inc.	3631
Lakeshore Garden Supplies Inc.	3631
Lancia Paving Ltd.	3631
Latina Grocery Inc. (Correction)	3728
Laurent construction inc.	3632
Laurier Building Corp.	3632
Laval Adjustment Ltd.	3597
Laval Lands Inc.	3632
Leader Mfg. Corp.	3632
Leblanc rénovation inc.	3633
Lépine (Rolland) & fils ltée.	3633
Létourneau (Réal) T.V. — Ameublement inc.	3633
Létourneau (Roland) inc.	3634
Ligue des citoyens de St-Marc-des-Carrières inc. (La)	3634
Lindy's Rental Service Ltd.	3635
Lingerie Betty inc.	3635
Loisirs East-Hereford	3635
Loups de Mer inc. (Les)	3635
Lucerne Knitwear Ltd.	3636
Lue Motel inc.	3636
Magog Fiber Glass Coffins & Vaults Inc.	3636
Mapa Construction Inc.	3637
Maple Leaf Car Club Inc.	3637
Marché R.R. Brunet, ltée.	3637
Marks & Martin Inc.	3638
Martin (Peter) Photography Inc.	3638
Meubles Économiques (Chibougamau) inc. (Aux)	3638
Miss Italia Pizzeria & Spaghetti House Ltd.	3639
Mobilier de Matane inc. (Le)	3639
Montreal Reception Services Inc.	3645
Namofil inc.	3639
Norco Petroleum Inc.	3640
Octogonal Enterprises Inc.	3617
Pétroles Norco inc. (Les)	3640
Phil construction ltée.	3640

Pierrefonds Printing Ltd. (Les)	3624
Placements Sphinx inc. (Les)	3640
Plomberie Yvon Nadeau inc.	3641
Plourde (Philippe) & fils ltée.	3641
Pointe-Claire Veterinary Hospital Inc.	3623
Produits d'asphalte Décor inc. (Les)	3641
Progress Club of St-Hyacinthe Inc.	3609
Quebec Professional Swimming Federation Inc.	3617
R.H.N.S. Distributeur inc.	3642
Radio Métro Taxi inc.	3642
Rémillard & fils inc.	3642
Rémillard & Sons Inc.	3642
Résidence Le Vanier inc.	3643
Restaurants de Forestville inc. (Les)	3643
Restaurant La Maison des Alpes inc.	3598
Rinfret (Jean-Claude) inc.	3643
Roctest Ltd.	3643
Roctest ltée.	3643
Rotholz Trading Co. Ltd.	3644
Roy (Guy) construction inc.	3644
Sculpt-O-Matic Inc.	3644
Seabrook Farms Frozen Foods (Quebec) Limited.	3645
Séguin (Lionel) ltée.	3645
Service de réception de Montréal inc.	3645
Sirken (Louis) Inc.	3646
Skiroule ltée.	3646
Société de Gestion Victor Duhamel inc.	3646
Société Historique de Cabano (La)	3647
Société Métropolitaine d'hypothèque inc.	3647
Southgate Graphics Ltd.	3647
Sphinx Investment Inc.	3640
Sunnybrook Swimming Pool Association	3648
Supreme Leather Inc.	3648
Système Bureau Simplex ltée.	3648
T. & S. Machine Shop Inc.	3649
Telecontrols Company Ltd.	3611
Tremlare inc.	3649
Tripharm inc.	3649
Trudeau transport inc.	3650
Union des Organisations Ethniques Russes de la province de Québec.	3650
Union of Russian Ethnic Organizations in the Province of Quebec.	3650
Vallée de Cendrillon inc.	3651
Valleyfield Stevedoring Limited.	3651
Value-Tek ltée.	3651
Viens transports inc.	3652
Ward (Ron) Ltd.	3652

<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Supplementary Letters Patent</b>
A.A.L. Metal Incorporated.	3652
A.A.L. Métal incorporée.	3652
Avon Construction (Montreal) Ltd.	3653
Bonbons Itha Dobert inc. (Les)	3653
Club Renaissance (Montréal) inc. (Le)	3653
Crump Mechanical Contracting Limited	3653
Custom Built Homes Corporation.	3653
Crystal Palace Theatre Limited (The)	3654
D. & S. Distributors Inc.	3654
Développements McCrea inc. (Les)	3654
Dion Frères inc.	3654
Doyon (Lionel) Assurances inc.	3655
Facoplast Inc.	3655
J.C. Holdings Co. Ltd.	3655
Johnson's Asbestos Company.	3655
Joseph Lachance & Fils, inc.	3655
London Bishop Realty Inc.	3655
Maclaren Power & Paper Company.	3656
Maurice & Claude Co. ltée.	3656
Metropol Residences Inc.	3658
Mont Ste. Marie Ltd.	3656

<b>Lettres patentes supplémentaires</b> (suite)	<b>Supplementary Letters Patent</b> (continued)	<b>Éducation</b> Municipalité scolaire de: School Municipality of:	<b>Education</b>
Moro Investments Ltd.....	3656	Anse-aux-Gascons (L') (Acc.-Grant.)..	3728
Motel Trans-Canada de Ste-Madeleine inc.....	3656	Beauvoir, (Dem.-Appl.).....	3727
Mount Royal Property Corporation..	3657	Forestville, ville-town (Dem.-Appl.)..	3728
Nash Catering Services Ltd.....	3657	Rock Forest, (Dem.-Appl.).....	3728
Placements La Barre ltée.....	3657	Sainte - Rose - de - Lima - de - Sweetsburg (Cath.) (Dem.-Appl.).....	3728
Provost (Denis) & Associés inc.....	3657	<b>Industrie et Commerce</b>	<b>Industry and Commerce</b>
R.G. Asphalte et Construction inc.....	3657	Avis de pêche aux coques.....	3725
Résidences Métropoles inc. (Les).....	3658	Shell Fishing notice.....	3725
Restaurant La Louvre inc.....	3658	<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
St-Laurent & Frères (1966) inc.....	3658	Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:	
Steak Corporation (Quebec) Limited..	3658	Alimentation, détail, Sherbrooke et région (Prél.).....	3682
Sherbrooke Racing Club Inc.....	3658	Automobile, Québec, (Prél.-Levy).....	3677
Silver (Léonard) Furs Inc.....	3659	Automobile, Rouyn-Noranda (Prél.-Levy).....	3680
Sno Jet inc.....	3659	Camionnage, Québec (Prél.).....	3675
Van-Dale (Canada) Ltd.....	3659	Cartage, Québec (Levy).....	3675
Vidéotron ltée.....	3659	Commerce, détail, Asbestos (Prél.).....	3679
White Cross Shoe Company Limited..	3659	Construction, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval (Prél.-Levy).....	3684
<b>Lettres patentes, Avis d'annulation</b>	<b>Letters Patent, Notice of annulment</b>	Construction, Montréal, (Mod-Amend.)	3686
Les Entreprises de Gaspé Inc.....	3660	Food, Retail, Sherbrooke and vicinity (Levy).....	3682
<b>Siège sociaux</b>	<b>Head Offices</b>	Corporation des Maîtres Électriciens du Québec (Mod. Règl.).....	3689
Corama inc.....	3721	Corporation of Master Electricians of Quebec (Amend. of By-laws).....	3689
Federal Plastics Mfg. Ltd.....	3722	Trade, Retail, Asbestos (Levy).....	3679
Ferland (J.C.) inc.....	3722	<b>NOMINATION</b>	<b>APPOINTMENT</b>
Franmiche inc.....	3722	Divers.....	3725
Gimoroy ltée.....	3720	Miscellaneous.....	3725
Go Stationnement Ouellet inc.....	3720	<b>PROCLAMATION</b>	<b>PROCLAMATION</b>
Immeubles Varennes ltée (Les).....	3720	Concernant la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social.....	3730
Katya Inc.....	3721	Concerning the Commission of Inquiry on Health and Social Welfare.....	3730
Malac ltée.....	3720	<b>RÉGIE</b>	<b>QUEBEC</b>
Metro Bar Inc.....	3722	des marchés agricoles	Agricultural
O-Cornet inc.....	3721	du Québec	Marketing Board
Shulman Paper & Twine Inc.....	3721	Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec.....	3729
Sterling Finance Corporation.....	3720	Federation of the producers of eggs for consumption of Quebec.....	3729
Théroux Automobiles ltée.....	3721	<b>SOUMISSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
<b>DEMANDES à la Législature</b>	<b>APPLICATIONS to Legislature</b>	Bécancour, ville-town.....	3734
Candiac, ville-town.....	3724	Berthierville, ville-town.....	3735
Chambly, cité - city.....	3723	Dubergier, ville-town.....	3736
Corporation du gaz naturel du Québec.	3723	Duvernay, c.s.r.-r.s.b.....	3731
Quebec Natural Gas Corporation.....	3723	Richelieu, village.....	3732
Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.....	3724	Terrebonne, ville-town.....	3733
Trois-Rivières, cité - city.....	3723	<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
Verdun, cité - city.....	3722	<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>
<b>LIQUIDATION avis de</b>	<b>WINDING up Notices</b>	Bedford	Bedford
Porte Électronique inc. (Correction).....	3729	Coulombe & Fils inc. vs Grandall.....	3751
<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTS</b>	Pagé & cie inc. vs Langlois.....	3750
Affaires municipales	Municipal Affairs	<b>Bonaventure</b>	<b>Bonaventure</b>
Bromont, ville-town (Annexion).....	3726	Compagnie d'assurance du club Automobile de Québec vs Blais.....	3751
Cap-Chat, village (Publ.).....	3725		
Val des Laes, (Nom-Name ch.).....	3726		
<b>Agriculture et Colonisation</b>	<b>Agriculture and Colonization</b>		
Société coopérative agricole de Neuville (Liquidation).....	3727		

<b>Gaspé</b>	<b>Gaspé</b>	Michaud <i>et al.</i> . . . . .	3754
Meuble Moderne enr. <i>vs</i> Gagnon . . . . .	3752	Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Michaud <i>et al.</i> . . . . .	3755
<b>Joliette</b>	<b>Joliette</b>	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Archambault . . . . .	3752	Boisvert <i>et al vs</i> Carrier <i>et al.</i> . . . . .	3756
Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Boek . . . . .	3753	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Lafamme . . . . .	3753	Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Beaudin . . . . .	3756
Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Martineau . . . . .	3754	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i>		Jonquière, cité-city . . . . .	3727

